



**Montpellier**  
**Agglomération**

# **Communauté d'Agglomération de Montpellier**

## **Recueil des actes administratifs**

**N° 136 / Février 2014**

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**  
**FEVRIER 2014**  
**N°136**

**Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

# SOMMAIRE

*Conseil du 6 février 2014*

	<i>Pages</i>
<b><u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS</b>	<b>3</b>
<b><u>PARTIE 2</u> : DECISIONS</b>	<b>316</b>
<b><u>PARTIE 3</u> : ARRETES</b>	<b>388</b>

## PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	9
FINANCES	16
PERSONNEL	17
CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES	26
COPROPRIETES	33
SPORTS	34
CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES	46
ECOLOTHEQUE	87
COMMUNICATION	88
MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI	89
ARTISANAT, COMMERCE, MARCHE D'INTERET NATIONAL	111
TOURISME	118
INNOVATION	119
ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE	127
INSERTION PAR L'ECONOMIQUE	128
SERVICES FUNERAIRES	129
PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIERE ANIMALE	130
EAU ET ASSAINISSEMENT	131
LUTTE CONTRE LES INONDATIONS	156
ENVIRONNEMENT	166
DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS	182
POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT	187
URBANISME, POLITIQUE FONCIERE	236
SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE ET GERONTOPOLE	279
VOIRIE, JALONNEMENT	283
TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS	295
RELATIONS INTERNATIONALES	315



**HORS COMMISSION**

Stratégie et structuration d'une gouvernance Montpellier Unlimited, Métropole Numérique, dédiée à l'écosystème numérique - Candidature au label national French Tech - Avenant à la concession d'aménagement Oz Montpellier Nature Urbaine sur un projet de construction d'un Bâtiment phare dédié au secteur numérique - Conventions de partenariats internationaux - Prise en charge financière de déplacements - Autorisation de financement et signature	10
--	----

**FINANCES**

Néant	16
-------	----

**PERSONNEL**

Modification du tableau des effectifs	18
Renouvellement de l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer (GEFLUC) - Approbation	24

**CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES,  
ARCHIVES ET MOYENS INTERNES**

Marché n°3428AJ13 - Lot n°2 - Souscriptions des contrats d'assurance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Autorisation de signature	27
Réseau des médiathèques - Accès distant aux éditions adaptées pour l'exception handicap - Marché négocié n°3548RI14 sans mise en concurrence - Autorisation de signature	30

**COPROPRIETES**

Néant	33
-------	----

**SPORTS**

Affectation de subvention - Approbation	35
Adhésion à l'Association Nationale des Elus en charge du Sport (ANDES) - Approbation	37
Piscine Olympique Antigone - Marché n° 3526DS14 de conduite, exploitation et maintenance technique des installations - Autorisation de lancer un appel d'offres et de signer le marché	39
Nettoyage des piscines Communautaires Poséidon, Amphitrite, Neptune, Spilliaert et Néréides - Marché n° 3579DS14 - Autorisation de lancer un appel d'offres et de signer le marché	42
Nettoyage du Palais des Sports René Bougnol, du Gymnase Peyrou et du Stade de la Mosson - Marché n° 3580DS14 - Autorisation de lancer un appel d'offres et de signer les marchés	44

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES**

Conservatoire à Rayonnement Régional - Demandes de subventions 2014 - Approbation	47
Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat pédagogique et artistique avec le Centre des Arts du Cirque Balthazar - Autorisation de signature	49
Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat entre le Conservatoire à Rayonnement Régional et l'Opéra et Orchestre National Montpellier - Autorisation de signature	51
Musée Fabre - Convention de partenariat avec la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc-Roussillon - Autorisation de signature	54
Musée Fabre - Adhésions à des réseaux d'échanges professionnels - Approbation	57
Musée Fabre - Avenant n°4 au marché de gardiennage n°2223DC10 - Autorisation de signature	59
Réseau des médiathèques - Attribution du Label « Tourisme et Handicaps » par l'Association Tourisme et Handicaps - Charte du labellisé - Approbation	63
Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola - Marché n°2236DC09 de maintenance du bâtiment, des équipements et des installations de la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile ZOLA - Avenants n°2 aux lots n°3 et 4, avenant n°3 au lot n°1 et avenant n°4 au lot n°2 - Autorisation de signature	65
Convention avec l'Institut National Spécialisé d'Études Territoriales de Montpellier - Autorisation de signature	69
Convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association Balthazar- Centre des Arts du Cirque Languedoc-Roussillon - Autorisation de signature	71
Association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon - Attribution d'une subvention - Avenant n°1 à la convention de partenariat - Autorisation de signature	73

## CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

Manifestations et événements 2014 - Prise en charge de frais de déplacements et autres frais annexes dans le cadre d'organisation de concours, de colloques, de conférences ou d'expositions, au sein d'institutions et d'équipements culturels - Approbation	75
Total Festum 2014 - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	81
Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades - Convention cadre de jumelage : réseau européen des grands sites de l'âge du fer - Autorisation de signature	83
Musée de l'Histoire de la France en Algérie - Convention de dépôt d'objets inscrits sur l'inventaire du musée de l'armée - Autorisation de signature	85

## ECOLOTHEQUE

Néant	87
-------	----

## COMMUNICATION

Néant	88
-------	----

## MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI

Commune de Castelnau le Lez - ZAC Extension Eurêka - Modification du programme des équipements publics - Approbation	90
Commune de Castelnau le Lez - ZAC Extension Eurêka - Modification du dossier de réalisation - Approbation	93
Commune de Castelnau le Lez - ZAC Extension Eurêka - Avenant à la concession d'aménagement SERM - Approbation	96
Parc d'activités du salaison - Vendargues - Mandat d'études et de réalisation pour la requalification du parc d'activités du salaison - Marché complémentaire au marché de travaux n°2960.T.14.01 - Lot n°1- Autorisation de signature	99
Développement International - Organisation d'une mission officielle à Abu Dhabi du 19 au 24 janvier 2014 - Participation au congrès Global Sustainable Cities Network - Financement du déplacement de la Délégation - Autorisation de signature	102
Développement International - Organisation d'une mission d'affaire filière viticole à Chengdu (Chine) - Financement de la mission	105
MIPIM 2014 - Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la SAAM et la SERM - Autorisation de signature	108

## ARTISANAT, COMMERCE, MARCHE D'INTERET NATIONAL

Cap Artisanat - Union Professionnelle Artisanale constituée de la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment, la Confédération Générale de l'Alimentation en Détail et de l'Union Nationale de l'Artisanat des Métiers et Services - Participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Autorisation de signature	112
Campus de l'artisanat - Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault - Participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Autorisation de signature	115

## TOURISME

Néant	118
-------	-----

## INNOVATION

Filière TIC Santé - Silver Economie - Participation au projet trait d'union - Approbation - Autorisation de signature	120
Schéma Directeur d'Aménagement Numérique - Accord-cadre n°3407RI13 pour la mise à disposition de liaisons Fibre Optique (FO)- Autorisation de signature	125

## ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE

Néant	127
-------	-----

## INSERTION PAR L'ECONOMIQUE

Néant	128
-------	-----

## SERVICES FUNERAIRES

Néant	129
-------	-----

## PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIERE ANIMALE

Néant	130
-------	-----

## EAU ET ASSAINISSEMENT

Commune de Pérols - ZAC Saint Vincent - Programme des équipements publics - Approbation	132
Service public de l'eau brute - Tarifs - Adoption	135
Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Aménagement du secteur du Pont de Villeneuve - Convention pour le renforcement du réseau d'eau potable nécessaire à la défense incendie - Autorisation de signature	138
Contournement de Castries par la RD 610 - Dévoiement d'un réseau d'assainissement des eaux usées - Convention financière avec le Département de l'Hérault - Autorisation de signature	140
Commune de Grabels - Aménagement du secteur de l'ancien chemin de Montpellier - Convention pour le renforcement du réseau d'eau potable nécessaire à la défense incendie - Autorisation de signature	142
Commune de Castries - ZAC de Saurèdes - Programme des équipements publics - Approbation	144
Commune de Castelnau le Lez - ZAC du Mas de Caylus - Programme des équipements publics - Approbation	147
Réalisation du schéma directeur d'assainissement - Raccordement des effluents de Pérols à MAERA - Marché de travaux n°1930EA08 Lot n°1 - Protocole transactionnel - Autorisation de signature	150
Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement - Construction de l'Intercepteur Est Amont - Tronçon des rues de la Draye et de Ferran à Montpellier - Marché de travaux n°3413EA13 - Autorisation de signature	153

## LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

Protection contre les inondations dans la vallée de la Mosson - Communes de Fabrègues et Pignan - Programme d'aménagements et demandes d'aides financières pour les missions topographiques, géotechniques, le diagnostic des digues et les études écologiques - demandes d'aides financières - Approbation	157
Aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez - Confortement des digues du Lez sur le secteur aval - Avenant n°1 au marché n°3136 - Autorisation de signature	160
Aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez - Confortement des digues du Lez - Avenant n°2 au marché n°1336 de maîtrise d'œuvre - Autorisation de signature	163

## ENVIRONNEMENT

Gestion des déchets ménagers et assimilés - Modernisation du parc des déchèteries de l'Agglomération - Approbation du programme et du montant de l'opération- Marché n°3559GD14 de maîtrise d'œuvre - Autorisation de lancer la consultation - Demande des aides financières	167
Gestion des déchets ménagers et assimilés - Valorisation des déchets d'éléments d'ameublement - Contrat Territorial de Collecte du Mobilier avec l'éco-organisme agréé Eco-Mobilier - Autorisation de signature	170
Traitement des déchets ménagers et assimilés - Réalisation du nouveau centre de tri des déchets recyclables secs Demeter - Approbation du programme et du montant de l'opération - Marché n°3554GD14 de maîtrise d'œuvre - Autorisation de lancer la consultation - Demande d'aides financières	173
Traitement des déchets ménagers et assimilés - Marché de travaux n°3362 lot n°1 pour la réalisation du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets ménagers non dangereux - Avenant n°1 - Autorisation de signature	176
Traitement des déchets ménagers et assimilés - Marché n°3564GD14 de suivi post exploitation des centres de stockage de déchets du Thôt et des Molières - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer le marché	179

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS

Plan Climat 2013-2018 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier – Adoption	183
--	-----

## POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT

Construction de 44 logements sociaux à Villeneuve-lès-Maguelone et Castries - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	188
--	-----

## POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT

Construction d'une résidence sociale de 47 logements - « Le Ponant » - 130 avenue de Palavas à Montpellier - Attribution d'une subvention et garantie d'emprunt à l'Association Gammes - convention - Autorisation de signature.	191
Construction de 30 logements sociaux - ZAC Roque Fraisse, lot n°3 à Saint-Jean-de-Védas - Garantie d'emprunt à l'OPH Hérault Habitat - Convention - Autorisation de signature	194
Construction de 44 logements sociaux - Résidence 'Castel des Sources' - ZAC du Pouget à Lavérune - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	197
Construction de 8 logements sociaux - Résidence « Villa Circé » - Chemin de Moularès à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature.	200
Construction de 8 logements sociaux - Residence « Cœur Rive droite » - chemin de Moularès à Montpellier- Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	203
Construction de 6 logements sociaux - Résidence « Terra Nostra » - 204 rue de l'Épire à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM SFHE Groupe ARCADE - Convention - Autorisation de signature	206
Construction de 16 logements sociaux - Résidence « Saint-Lazare » - 39 avenue Saint-Lazare à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	209
Construction de 93 logements sociaux - Résidence « Les Dahlias » - Impasse les Dahlias à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	212
Réhabilitation d'une copropriété dégradée de 139 logements - Attribution de subventions à 49 propriétaires occupants de la copropriété "Les Flamands Roses", quartier des Hauts de Massane à Montpellier - Autorisation de signature	215
Opération programmée d'amélioration de l'habitat copropriété dégradée des Cévennes I 2010 - 2015 - Attribution de subvention pour la réhabilitation de quatre logements - Autorisation de signature	218
Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2010-2015 - quartiers gambetta / figuerolles / nord écusson - attribution de subventions pour la réhabilitation de neuf logements - autorisation de signature	222
Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier - Quartier Cévennes - Attribution de subvention pour la réhabilitation d'un logement - Autorisation de signature	227
Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" - Attribution de subventions pour la réhabilitation de vingt-trois logements situés dans diverses communes de l'Agglomération - Autorisation de signature	230

## URBANISME ET POLITIQUE FONCIERE

Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan - Avancement des études et procédures préalables à la déclaration d'utilité publique - Avis de principe sur la convention d'acquisition foncière	237
Gestion de l'Agriparc Communautaire du Domaine de Viviers - Commune de Teyran et Clapiers - Baux ruraux à long terme - Autorisation de signature	241
Commune de Cournonterral - Zone d'Aménagement Différé de la Tuilerie - Demande de modification du périmètre - Approbation - Autorisation de signature	244
Commune de Castries - ZAC des Saurèdes - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier - Concessionnaire - Approbation	246
Projet d'extension de l'unité de production "Mondelez International" - Demande d'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration de projet et à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lavérune - Approbation	250
Quartier Gare TGV - Constitution d'une réserve foncière - Commune de Montpellier - Acquisition de la propriété cadastrée SM 21 - Approbation - Autorisation de signature	253
Quartier Gare TGV - Constitution d'une réserve foncière - Commune de Montpellier - Protocoles transactionnels pour acquisition des propriétés Aimes et Jamme - Approbation - Autorisation de signatures	256
Quartier Gare TGV - Constitution d'une réserve foncière - Commune de Montpellier - Acquisition de la propriété cadastrée SP 53 et 54, SR 5-8-13 et 24 - Approbation - Autorisation de signature	260
Oz Montpellier Nature Urbaine - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) concessionnaire - Approbation	265

## URBANISME ET POLITIQUE FONCIERE

Commune de Pérols - Ecocité - Ode à la Mer Nature Urbaine - Zac Ode acte 1 - Modificatif n°1 au dossier de réalisation et Programme des Équipements Publics modificatif - Approbation	268
Site Natura 2000 Hautes Garrigues du Montpelliérais - Convention de partenariat - Site Natura 2000 Plaine de Fabrègues-Poussan - Candidature de l'Agglomération de Montpellier en tant que structure porteuse - Autorisation de signature	273
Politique foncière en faveur du logement social - Convention avec l'Etat, l'EPF de Languedoc-Roussillon et la Commune de Pérols - Autorisation de signature	276

## SANTÉ, HANDICAP, ACCESSIBILITÉ ET GERONTOPOLE

Rapport annuel 2013 d'accessibilité du réseau de transport en commun de la Communauté d'Agglomération de Montpellier- Approbation	280
---	-----

## VOIRIE, JALONNEMENT

Voirie - Marché n°3573TV14 d'entretien et d'aménagement de voirie communautaire - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer le marché	284
Voirie - Marché n°3571TV14 de travaux de signalisation horizontale et verticale - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer le marché	286
Voirie - Marché n°3572TV14 relatif aux missions de coordination sécurité et de protection de la santé - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer le marché	288
Voirie - Contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier - Viaduc Lez - Lironde à Lattes - Convention relative à la remise en état des voiries - Autorisation de signature	290
Offre de concours relative à l'aménagement d'un carrefour giratoire entre les RD 610 et 613 sur la commune de Vendargues - Approbation	292

## TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS

Tramway cinquième ligne - Avenant n°2 au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 - Autorisation de signature	296
Tramway - Ligne 3, extension ouest de la Ligne 1 et Ligne 4 la Circulade - Protocole au marché n°3.426 d'infrastructures du secteur F (Branche de Lattes) relatif à la levée de réserve et à l'extension de garantie - Autorisation de signature-	300
Tramway cinquième ligne - Programme, objectifs de l'opération et modalités de concertation pour le tronçon Clapiers/Prades le Lez - Approbation	303
Transports en commun - Tarification - Personnes adultes victimes de violences conjugales - Approbation	307
Transport - Acquisition de bus au GNV - Commande auprès de l'UGAP - Autorisation de signature	310
Convention avec la Région Languedoc-Roussillon pour la gestion de Distributeurs Automatiques de Titres au Pôle d'Echange Multimodal de Baillargues - Autorisation de signature	312

## RELATIONS INTERNATIONALES

Néant	315
-------	-----

## **HORS COMMISSION**



**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Étaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSET, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.**

**Excusé(es):**

**M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE**

**Absent(es):**

**Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL**



**HORS COMMISSION – STRATÉGIE ET STRUCTURATION D'UNE GOUVERNANCE MONTPELLIER UNLIMITED, MÉTROPOLE NUMÉRIQUE, DEDIEE À L'ÉCOSYSTÈME NUMÉRIQUE - CANDIDATURE AU LABEL NATIONAL FRENCH TECH - AVENANT À LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE - CONVENTIONS DE PARTENARIATS INTERNATIONAUX - PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE DE DÉPLACEMENTS - AUTORISATION DE FINANCEMENT ET SIGNATURE**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit, depuis plusieurs années, une politique économique reconnue sur le plan international : meilleur incubateur technologique mondial en 2007 (NBIA), 1er rang européen en terme d'attractivité (étude KPMG), etc. Partant du constat que l'économie a été - et sera toujours - la pièce maîtresse de son attractivité et de sa compétitivité, l'Agglomération de Montpellier souhaite impulser un souffle nouveau pour construire avec et au service des entreprises les conditions de la réussite économique de demain.

En phase avec le Gouvernement, qui a fait du numérique l'un des axes forts de sa politique économique à travers l'initiative French Tech et en se positionnant de façon massive et durable sur ce secteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite s'inscrire parmi les métropoles européennes d'excellence digitale.

Avec 1 100 entreprises et 7 500 emplois, le secteur du numérique est un secteur phare de l'économie de l'agglomération. C'est également un secteur qui porte une dynamique d'innovation et de croissance pour l'ensemble des entreprises du territoire. C'est enfin un secteur dont le potentiel en termes de création d'emplois qualifiés et pérennes sur le territoire est important.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier accompagne son développement rapide (6% par an) depuis de nombreuses années, construction d'une pépinière dédiée, Cap Omega, aménagement de parcs d'activités, déploiement du très haut débit, soutien aux groupements d'entreprises et à des événements, organisation du Montpellier In Game, construction du MIBI pour les entreprises internationales, etc.

Au-delà, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'appuie sur le numérique pour bâtir un socle à sa politique de développement économique en favorisant l'essor de projets numériques dans tous les secteurs d'activités, traditionnels ou technologiques, favorisant l'innovation et la compétitivité des entreprises et permettant de moderniser toute l'économie du territoire.

Mi 2013, a été lancée « Montpellier Métropole Numérique » qui fédère l'écosystème local du numérique. Cette démarche figure parmi les trois projets majeurs portés par la Gouvernance Economique « Montpellier Unlimited » ; la stratégie économique de cette gouvernance qui regroupe 15 membres (CCI, CMA, chambre d'agriculture, MEDEF, CGPME, UPA, les universités de Montpellier 1 et 2, SupAgro et les pôles de compétitivité Eurobiomed, Qualimediterrannée, Eau, Derbi, Optitec, CAM) vise à définir et mettre en œuvre un plan d'action concerté à 10 ans.

Cette stratégie s'inscrit en cohérence avec celle que la Région structure à l'échelle du Languedoc-Roussillon à partir de pôles économiques et de R&D basés dans et autour de la capitale régionale.

Autour de l'écosystème du numérique, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a bâti un programme d'actions pour favoriser le développement et l'attractivité du secteur :

- Gouvernance du secteur, par l'intervention et le soutien de plusieurs acteurs emblématiques.
- Attractivité, par la promotion des atouts et des réussites du territoire dans le secteur du numérique.
- Construction d'un bâtiment emblématique du numérique au cœur du quartier Oz Montpellier Nature Urbaine.
- Hébergement de deux lieux d'animation du numérique et de l'open innovation portées par des associations : Maison du numérique de Novae LR, hébergée à Cap Omega depuis juin 2013 et fablab Labsud, prochainement hébergé dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire.



- Etablissement de nouveaux partenariats internationaux et orientation de partenariats existants, dédiés au secteur du numérique.

### **Gouvernance du secteur**

Plusieurs acteurs du secteur du numérique, chefs d'entreprises emblématiques, dirigeants de grands comptes et présidents d'associations professionnelles ont été associés lors de la conception du programme d'actions pour le secteur. Ils sont encore mobilisés et soutiennent la démarche autour de « Montpellier Unlimited, Métropole Numérique ».

### **Promotion des atouts et des réussites du territoire dans le secteur du numérique**

La métropole montpellieraine dispose de nombreux atouts pour favoriser l'attractivité des entreprises, des talents et des investisseurs du secteur du numérique : son écosystème est solide, complet et diversifié, les dispositifs et actions de soutien sont efficaces, les « success stories » sont nombreuses. Il s'agira de renforcer les dispositifs de promotion du territoire, sur le volet dédié au numérique.

### **Bâtiment phare**

Une étude réalisée en 2012 a validé l'opportunité de construction d'un bâtiment phare du secteur du numérique au croisement de deux projets ambitieux, un projet urbain structurant pour son territoire, Oz Montpellier Nature Urbaine, et un projet structurant de son développement économique, Montpellier Unlimited, Métropole Numérique.

Dans le quartier Oz Montpellier Nature Urbaine, ce bâtiment de 12 000 m<sup>2</sup> environ sera situé à proximité immédiate de la future gare TGV Montpellier Sud de France et au cœur d'un îlot de bâtiments dédiés aux activités du secteur du numérique portés par des investisseurs privés. Ce projet immobilier à vocation d'hôtel d'entreprises a pour ambition de devenir un lieu de rencontres, de bouillonnement et d'innovation du secteur en hébergeant des entreprises en création et en développement, plusieurs associations dédiées au secteur et des espaces de conférences, de démonstration et de rencontres.

A cet égard, la Maison du numérique de Novae LR inaugurée en juin 2013, au sein de la pépinière Cap Omega a vocation à rejoindre le projet immobilier lorsqu'il sera mis en fonction en 2018. La Maison du Numérique est un nouveau lieu de rencontre qui a connu un succès immédiat et héberge environ deux rencontres par semaine entre chefs d'entreprises et acteurs du numérique. Elle favorise également grandement les rencontres entre les entreprises suivies par le BIC et les autres acteurs du secteur. Il en sera de même pour l'association Labsud, qui porte un Fablab hébergée à l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à partir de février 2014, suivant la délibération N°11987 du 27/11/2013.

Le caractère innovant que souhaite donner la Communauté d'Agglomération de Montpellier à cet immeuble sera dans sa qualité environnementale, dans sa conception pour l'accompagnement du cluster de la filière numérique et dans l'intégration de technologies innovantes. L'innovation résidera également dans son environnement urbain, le quartier OZ Montpellier Nature Urbaine, cœur de l'Ecocité Intelligente, objet d'innovations durables et dupliquables, notamment dans les domaines des Smart Grids, des déplacements, de l'hydraulique, de l'énergie, de la gestion des risques, etc.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a estimé le coût de ce bâtiment phare du numérique, hôtel d'entreprises et espace d'animation du secteur à 26,3 millions d'euros H.T. Cet investissement s'amortit avec la perception des loyers annuels à hauteur de 32 millions d'euros H.T. et la mobilisation de subventions auprès de l'Etat, de la Région et de l'Europe à hauteur de 3,6 millions d'euros.

Considérant que ce projet immobilier participe aux objectifs de l'opération d'aménagement OZ Montpellier Nature Urbaine portant notamment sur la création d'un pôle tertiaire supérieur et qu'il constitue un équipement de superstructure d'intérêt général, la Communauté d'Agglomération demande à la SAAM titulaire de la concession d'aménagement qu'elle lui a confiée par délibération en date du 24 septembre 2013 ; de réaliser l'immeuble pour assurer la cohérence avec l'ensemble du concept Oz Montpellier Nature Urbaine et sa programmation. Cet équipement constitue au titre la concession d'aménagement un bien de reprise susceptible, sous le contrôle de la Communauté d'Agglomération, d'être cédé à un investisseur. Il est en conséquence proposé au Conseil d'approuver un avenant à la concession d'aménagement préalablement citée dans le cadre duquel sera confié à la SAAM, la réalisation du bâtiment phare du Numérique, la livraison de cet équipement devant

intervenir en 2018. Il ressort du projet de bilan financier prévisionnel révisé de la concession que les dépenses nécessaires à la construction de l'immeuble seront notamment couvertes par des recettes de loyers et des subventions notamment européennes.

### **Lieux d'animation**

La Maison du numérique de Novae LR a été inaugurée en juin 2013, au sein de la pépinière Cap Omega. Ce nouveau lieu de rencontre a connu un succès immédiat et héberge environ deux rencontres par semaine entre chefs d'entreprises et acteurs du numérique. Elle favorise également grandement les rencontres entre les entreprises suivies par le BIC et les autres acteurs du secteur.

A compter de février 2014, l'association Labsud, qui porte un Fablab sera hébergée à l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire, suivant la délibération n°11987 du 27 novembre 2013.

Ces deux dispositifs devraient rejoindre le bâtiment phare du numérique, lorsqu'il sera mis en fonction en 2018.

### **Partenariats internationaux**

Avec 39% du Chiffre d'Affaires réalisé en moyenne à l'international par les startups du numérique, la facilitation de l'accès aux marchés internationaux revêt une importance capitale

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui dispose d'une longue histoire de développement d'accords économiques internationaux, souhaite signer plusieurs nouveaux accords de coopérations dédiés au numérique. Ces accords permettront l'accès à ces marchés stratégiques mais complexes tout en réduisant les risques liés à l'internationalisation des entreprises. Ce maillage international doit également offrir aux entreprises des mises en relation rapides dans le cadre de relations clients-fournisseurs, mais aussi dans celui d'une recherche de compétences.

Dans ce contexte, il est proposé au Conseil de valider la signature d'accords de partenariats avec : la Zone des Hautes Technologies de Chengdu (Chine), le Kalouga Digital Cluster : Province de Kalouga (Russie), Sherbrooke Innopole : Sherbrooke (Canada), le Techno Parc de Campinas (Brésil) et l'incubateur de l'université centrale de Floride, Orlando (USA).

### **Labellisation French Tech**

Conscient des enjeux cruciaux de l'économie numérique, le gouvernement français a lancé en 2013, un programme pour faire de la France un pays de prédilection pour les entrepreneurs du secteur du numérique.

Cette initiative des « quartiers numériques » a été rebaptisée « French Tech » à l'occasion du lancement officiel du programme en novembre 2013, par le ministère délégué à l'économie numérique.

Le programme s'articule autour de trois dispositifs phares :

- la labellisation de territoires caractérisés par « un écosystème représentant une taille critique et un dynamisme remarquable, un réseau d'acteurs publics et privés coordonnés et efficaces, un portefeuille de programmes d'accélération d'entreprises numériques, un environnement urbain favorable et attractif et des espaces d'expérimentation ». Ces territoires formeront une « équipe de France du numérique ».
- le financement de dispositifs privés d'accélération de start ups
- le financement d'actions pour favoriser l'internationalisation du secteur.

Au vu de l'ambition de ce programme national et des enjeux qui rejoignent très largement ceux de Montpellier Métropole Numérique, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite postuler au label French Tech, pour le compte de son écosystème du numérique, en cohérence avec la stratégie numérique régionale. La démarche de labellisation débute au premier trimestre 2014.

Les gouvernances Montpellier Unlimited et de Montpellier Unlimited, Métropole Numérique souhaitent que la Communauté d'Agglomération de Montpellier fasse partie des premiers territoires candidats. La Communauté d'Agglomération de Montpellier fera officiellement acte de candidature lors d'une manifestation programmée au premier semestre 2014. Cet événement mobilisera tout l'écosystème du numérique. Dans le cadre de cette journée, nous proposons un temps fort avec la signature des cinq premiers accords internationaux portant sur le numérique. Pour ce faire, la présence

des cinq représentants de nos partenaires est nécessaire, le cout estimé pour leurs participations est de 20 000€ T.T.C., ce coût comprenant le transport international et national, l'hébergement et la restauration. Les représentants internationaux devront rester au moins deux jours avec plusieurs manifestations : signature, réunions de travail, présentation de leurs structures aux entreprises de l'Agglomération de Montpellier, etc.

Dans un premier temps , une délégation composée d'un élu et de plusieurs chefs d'entreprises (au maximum, 5) se rendra aux vœux de la ministre déléguée à l'économie numérique, Fleur Pellerin, sur son invitation, afin de rencontrer des acteurs nationaux du ministère et de ses partenaires (Caisse des Dépôts, BPI France, Ubifrance), pour porter cette future candidature.

Le budget de prise en charge des frais de déplacement de cette délégation n'excédera pas 6 000 € T.T.C.

### **FrenchWeb Tour**

La labellisation des territoires French Tech est la construction d'un maillage de territoires reconnus sur le domaine du numérique. Pour mieux répondre à ces objectifs de reconnaissance et de participation à des réseaux nationaux du numérique, la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'opportunité d'accueillir en février ou mars 2014 le Frenchweb Tour. Frenchweb fédère 31.000 professionnels, entrepreneurs, experts, investisseurs autour du magazine des professionnels du digital frenchweb.fr. Le Frenchweb Tour met en avant des territoires et les acteurs qui les constituent. Après Bordeaux, Nantes, Nancy, Lyon, Nice, Lille et Toulouse, l'accueil du Frenchweb Tour à Montpellier valoriserait la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour accueillir le Frenchweb Tour à Montpellier, la prise en charge de frais de déplacements de deux participants à ce Tour est nécessaire, pour un budget qui n'excédera pas 2500 € T.T.C.

Si la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est retenue dans le cadre de la labellisation French Tech, un processus de co-construction débutera entre les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les acteurs de l'écosystème numérique montpelliérain et la mission French Tech pilotée par le Ministère du Redressement Productif, en vue d'une labellisation qui devrait aboutir en cours d'année.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- confirmer la structuration du secteur numérique dans le cadre de la gouvernance Montpellier Unlimited, Métropole Numérique, composée de chefs d'entreprises emblématiques, des présidents des clusters du numérique et de l'université de Montpellier 2, soutenue par la gouvernance économique Montpellier Unlimited qui réunit les principales institutions économiques de la métropole montpelliéraine, et en cohérence avec la stratégie régionale,
- valider le principe de la candidature de Montpellier Unlimited, Métropole Numérique dans le cadre de la gouvernance Montpellier Unlimited, Métropole Numérique et en cohérence avec la stratégie régionale,
- autoriser la signature de conventions de partenariats spécifiques au secteur numérique avec Chengdu (Chine), Kalouga (Russie), Sherbrooke (Canada), Campinas (Brésil) et Orlando (USA), la signature d'une convention générale avec l'University of Central Florida Business Incubation Program (UCFBIP),
- approuver la prise en charge financière des intervenants internationaux pour la journée "French Tech" : transports internationaux, hébergement et restauration, estimée à 20 000 €,
- approuver la prise en charge financière des frais induits par le déplacement d'un élu et de 5 chefs d'entreprises au maximum pour rencontrer des acteurs nationaux de la French Tech, pour un montant maximal de 6000 €,
- approuver la prise en charge financière des frais induits par le déplacement de deux personnes participant au Frenchweb Tour, pour un montant maximal de 2 500 €,
- approuver le bilan financier et le plan de trésorerie prévisionnel révisé de la concession d'aménagement,
- approuver l'avenant n°1 à la concession d'aménagement Oz Montpellier Nature Urbaine,
- autoriser Monsieur le président à signer l'avenant n°1 à la concession d'aménagement, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12104

Certifié Exécutoire 13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 178 025- DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



## **FINANCES**

## **PERSONNEL**



## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

## **PERSONNEL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

### **I Créations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'annexe 1 ci-jointe.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **II Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe 2 ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 23 janvier 2014.

### **III Transformations de postes au tableau des effectifs :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe 3 ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 23 janvier 2014.

### **IV Confirmation de poste :**

a / Par délibération n°11854 du 24 septembre 2013, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de Responsable de l'Unité conseil (n° du poste : 2007-023) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au sein de la Direction des Affaires juridiques et des marchés publics.

- nature des fonctions : assurer la responsabilité de l'unité en charge de l'organisation du Conseil Communautaire et du suivi des délibérations, décisions et arrêtés.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une formation supérieure d'un niveau Bac + 4 et d'une expérience similaire dans le secteur public.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte-tenu de la nécessité d'assurer l'organisation et la veille juridique du Conseil Communautaire, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b/ Par délibération n°11497 du 11/04/2013, le poste relevant du cadre d'emplois des directeurs territoriaux d'établissement d'enseignement artistique pour exercer des fonctions de Responsable de la classe d'initiation à l'art dramatique du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération et de Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (n° de poste : 2004-456) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au Conservatoire à Rayonnement Régional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et à l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique.



- nature des fonctions : assurer la coordination pédagogique de l'enseignement de l'art dramatique au sein du Conservatoire à Rayonnement Régional et de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience similaire.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°91-856 du 2 septembre 1991 portant échelonnement indiciaire des directeurs territoriaux d'établissement d'enseignement artistique.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité et la coordination de l'enseignement de l'art dramatique au sein du Conservatoire à Rayonnement Régional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique et, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des mises en conformité, transformations, et confirmation de postes;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 177452 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président.

M. Jean-Pierre MOURE.



## ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2014-001	Services publics de l'environnement et des transports	Direction de l'eau et de l'assainissement	A	Temps Complet	Ingénieur territorial	Ingénieur process et ouvrages à la DEA
1	2014-002	Culture, sport, solidarité	Direction de la Culture (CRR)	B	Temps non complet 10 heures hebdomadaires	Assistant territorial d'enseignement artistique	Enseignant jazz (piano)

## ANNEXE 2 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/ emploi à créer	Fonctions
2007- 088	Culture, sport, solidarité	Direction des médiathèques	Temps Complet	Assistant de conservation	Assistant de conservation et Responsable adjoint du bibliothécaire au sein de la Médiathèque Federico Fellini	2007- 088	Culture, sport, solidarité	Direction des médiathèques	Temps Complet	Assistant de conservation	Assistant de conservation au sein de la Médiathèque Federico Fellini
2009- 014	Culture, sport, solidarité	Direction des médiathèques	Temps Complet	Assistant de conservation	Assistant de conservation au sein de la Médiathèque Federico Fellini	2009- 014	Culture, sport, solidarité	Direction des médiathèques	Temps Complet	Assistant de conservation	Assistant de conservation et Responsable adjoint du bibliothécaire au sein de la Médiathèque Federico Fellini
2002- 446	Développement territorial	Direction du Développement Economique et de l'Emploi	Temps Complet	Attaché territorial	Chargé de mission filière santé et agronomie	2002- 446	Développement territorial	Direction du Développement Economique et de l'Emploi	Temps Complet	Attaché territorial Ou Ingénieur territorial	Chargé de mission filière santé et agronomie

ANNEXE 2 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi  
Conseil du 06 février 2014– Modification du tableau des effectifs

### ANNEXE 3 : Transformations de postes au tableau des effectifs

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emploi à créer	Fonctions
2011-073	Développement territorial	Direction de l'urbanisme et de l'habitat	Temps Complet	Rédacteur Ou Technicien Territorial	Assistant d'études à la DUH	2014-003	Développement territorial	Direction de l'urbanisme et de l'habitat	Temps Complet	Rédacteur Ou Technicien Territorial	Chargé de développement logement social / Instruction des aides à la pierre
2003-213	Culture, sport, solidarité	Direction des Sports	Temps Complet	Adjoint Technique	Agent de maintenance à la piscine Nakache	2014-004	Culture, sport, solidarité	Direction des Sports	Temps Complet	Adjoint Technique	Agent polyvalent d'accueil et d'entretien à la Piscine Nakache
2004-717	Ressources et moyens	Direction des affaires juridiques et des marchés publics	Temps Complet	Adjoint administratif Ou Adjoint technique	Secrétaire commission appel d'offres à la DAJMP	2014-005	Ressources et moyens	Direction des affaires juridiques et des marchés publics	Temps Complet	Rédacteur	Responsable de l'Unité CAO/ Secrétariat à la DAJMP



**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSET, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.**

**Excusé(es):**

**M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE**

**Absent(es):**

**Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL**

**PERSONNEL – RENOUELEMENT DE L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER AU GROUPEMENT DES ENTREPRISES FRANÇAISES DANS LA LUTTE CONTRE LE CANCER (GEFLUC) - APPROBATION**

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

Dans le cadre des actions de prévention menées pour la santé des agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'association GEFLUC (Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer) est un partenaire prépondérant depuis 7 ans.

La mission principale du GEFLUC est d'intensifier la prévention et l'information sur les dépistages des cancers. Ainsi, le groupement organise au sein des entreprises et des collectivités des séances d'information et de sensibilisation à la prévention des cancers par des réunions et des conférences sur différents thèmes : le tabagisme passif et actif au travail, l'alcoolisme, l'alimentation, les addictions,...

Après la mise en place d'une conférence sur le tabac en février 2005, l'association continue d'accompagner les agents de la Communauté d'Agglomération et des communes dans leur sevrage tabagique.

Cet accompagnement, appelé « plan anti-tabac », a concerné plus d'une centaine d'agents. Il est aujourd'hui individuel et constitué de quatre rendez-vous individuels de 30 minutes avec le tabacologue.

Afin de poursuivre ce partenariat, notamment par des conférences sur des thèmes d'hygiène de vie, des formations d'agents, il est nécessaire d'adhérer à cette association. En effet, des actions de sensibilisation dans la démarche de prévention alcool, aux dépistages des cancers sont programmées. Cette demande d'adhésion s'inscrit dans une démarche de soutien à la recherche scientifique et de lutte contre le cancer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement d'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association GEFLUC ;
- autoriser le versement d'une cotisation à l'association GEFLUC d'un montant de 3 000 euros au titre de l'année 2014 ;
- dire que les crédits nécessaires à l'adhésion et au plan anti-tabac seront inscrits au budget primitif 2014, Chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 177220 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original  
Le Président.

M. Jean-Pierre MOURE



**CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES,  
ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES**



## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL



**CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – MARCHÉ N°3428AJ13 - LOT N°2 - SOUSCRIPTIONS DES CONTRATS D'ASSURANCE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Les contrats d'assurance permanente garantissant les atteintes aux biens mobiliers et immobiliers de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ainsi que la mise en cause de sa responsabilité et celle de ses agents, sont arrivés à échéance le 31 décembre 2013. Une procédure d'appel d'offres a été engagée en vue d'assurer leur renouvellement, elle comprend 6 lots (lot 1 à 6), plus un lot supplémentaire correspondant à la couverture du risque statutaire (lot 7)

- Lot 1: Risque Auto
- Lot 2: Dommage aux biens
- Lot 3: Tous risques Expositions
- Lot 4: Responsabilité Civile
- Lot 5: Responsabilité Civile Environnement
- Lot 6: Protection juridique et fonctionnelle
- Lot 7: Risques statutaires

Chaque lot est conclu pour une durée de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, soit une échéance au 31 décembre 2018.

Par délibération en date du 27 novembre 2013, le Conseil Communautaire a autorisé la conclusion des marchés correspondants aux lots 1, 3, 4, 5, 6 avec les candidats retenus par la Commission d'appel d'offres et a approuvé la décision de ne pas donner suite à la procédure de mise en concurrence mise en œuvre pour le lot 7.

Lors de la Commission d'Appel d'Offres qui s'est réunie le 22 octobre 2013 pour ouvrir les plis, il a été constaté qu'aucune offres n'avait été remise pour le lot n°2 "dommages aux biens".

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 13 novembre 2013 a donc décidé de relancer une procédure négociée en application de l'article 35.II.3 du code des marchés publics.

Lors de l'ouverture des plis le 3 décembre 2013, il a été constaté qu'aucune offre n'avait été remise. Cette procédure a donc été déclarée infructueuse en Commission d'Appels d'Offres le 10 décembre 2013 et a décidé de relancer la procédure.

Le marché a été relancé en procédure négociée au regard de l'article 35.I.2 du Code des Marchés Publics. La Commission d'Appels d'Offres a ouvert les plis le 21 janvier 2014 et conformément à la procédure, le marché a été négocié.

A la suite de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence lancé le 19 décembre 2013, trois sociétés d'assurance ont déposé leurs candidatures. Deux candidats ont remis une offre au regard du DCE qui leur a été transmis.

Après négociation et analyse des offres, la Commission d'Appel d'Offres a attribué, lors de sa réunion du 28 janvier 2014, le lot 2 "Dommages aux Biens": a GSAM (courtier) domicilié Parc d'Activité de l'Aéroport – 128 Rue Alfred Sauvy, 34470 PEROLS-AFM assureur domicilié 8 cours du Triangle 92 937 La Défense Cedex pour un montant de prime annuel de 389 457€ T.T.C., établi en fonction des données connues à ce jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion du marché n°3428AJ13, comme précisé ci-dessus pour le lot n°2,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les marchés n°3428AJ13 ainsi que tout document relatif à cette affaire et prendre tout acte relatif à leur exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12170

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

13 FEV. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : Imc 175346-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOU





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - ACCÈS DISTANT AUX ÉDITIONS ADAPTÉES POUR L'EXCEPTION HANDICAP - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°3548RI14 SANS MISE EN CONCURRENCE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

L'objet de ce marché est l'accès distant aux éditions adaptées pour l'exception handicap du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'édition adaptée est la transformation d'un livre en fichier lisible par les personnes handicapées (fichier audio ou autres formats accessibles aux personnes handicapées).

Le réseau des médiathèques dispose depuis quelques années du label "exception handicap" (arrêté du 24 juillet 2012) qui lui permet de fournir au public handicapé les éditions adaptées issues des fichiers mis à disposition gratuitement par les éditeurs dans ce cadre.

L'exception handicap de niveau 1 nous permettait de mettre ces œuvres à disposition du public sur place.

L'exception handicap de niveau 2 permettra au public handicapé d'accéder au service depuis son domicile.

A ce titre, le réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est le premier établissement de lecture publique français à satisfaire aux exigences de la loi du premier août 2006, instituant une exception au droit des auteurs de s'opposer à la reproduction et à la représentation de leurs œuvres.

Ce marché va permettre à travers le portail des médiathèques notamment de :

- ✓ Recevoir la demande
- ✓ Vérifier que le demandeur est dans le cadre des bénéficiaires de cette exception (taux de handicap à d' au moins 80%)
- ✓ Inscrire le demandeur en cryptant les données de façon à ne pas pouvoir constituer un fichier de personnes handicapées
- ✓ Demander à la Bibliothèque Nationale de France le fichier de l'œuvre choisie
- ✓ Transformer le fichier de l'œuvre pour la rendre accessible
- ✓ Transmettre l'œuvre adaptée à l'utilisateur

Il s'agit d'un marché négocié sans mise en concurrence, selon l'article 35 II 8 (exclusivité technique) du code des marchés publics.

Ce projet n'est en effet réalisable que par la société Archimed, puisqu'il s'appuie sur le logiciel Ermes2, qui permet aux usagers d'avoir accès aux services du réseau des médiathèques.

La société Archimed possède pour ses logiciels un certificat de l'Agence pour la Protection des Programmes et dispose donc d'une exclusivité technique.

A l'issue des négociations, ce marché a été attribué à la société Archimed, par la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 28 janvier 2014 pour un montant de 150 000€ T.T.C.

Pour ce projet, une subvention de l'Etat d'un montant de 101 452,00 € a été obtenue en 2013 au titre du label « bibliothèque numérique de référence ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°3548RI14,
- dire que les crédits nécessaires au marché sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 903,

Délibération n° 12171

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      **13 FEV. 2014**  
Publié le :                      **13 FEV. 2014**  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 177694-DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOUREZ



## **COPROPRIETES**

## **SPORTS**



## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUGHAR JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL



**SPORTS – AFFECTATION DE SUBVENTION - APPROBATION**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Par délibération n°12027 en date du 19 décembre 2013, le Conseil Communautaire a attribué les subventions aux clubs sportifs.

Dans ce cadre, il a été attribué une subvention à l'association Montpellier Agglomération Hockey Club ainsi qu'à la SAOS Montpellier Vipers.

Il convient donc de préciser que :

- la subvention affectée en 2014 pour l'association Montpellier Agglomération Hockey club est de 95 000 €,
- la subvention affectée en 2014 pour la SAOS Montpellier Vipers est de 145 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      **13 FEV. 2014**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      **13 FEV. 2014**  
Le :  
Numéro de l'acte : **Jme 177146 - DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

## SPORTS – ADHÉSION À L'ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS EN CHARGE DU SPORT (ANDES) - APPROBATION

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Le sport en général et le sport professionnel en particulier est en pleine mutation et son approche par les collectivités territoriales devient de plus en plus complexe et demande davantage de connaissances, de compétences et de soutien.

C'est dans cet esprit que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite faire bénéficier toutes les communes membres d'une adhésion à l'Association Nationale des Elus en charge du Sport (ANDES).

Cette association a pour but :

- de renforcer les échanges entre les communes par l'intermédiaire de leurs élus chargés des sports et de l'animation sportive, afin de favoriser le partage des expériences en matière de développement des activités sportives ;
- d'assurer la défense des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels de ses membres en toute matière relative aux activités et aux infrastructures sportives, y compris par voie d'action ou d'intervention en justice ;
- d'assurer la représentation collective de ses membres auprès de l'Etat, du mouvement sportif, des organismes d'aménagement des normes des équipements sportifs et d'homologation des enceintes sportives et de sécurité des manifestations sportives ;
- de constituer un organe de réflexion consultatif en matière de gestion, d'organisation des activités physiques et sportives, de concertation et négociation avec tous les organismes ayant une influence sur la vie sportive de la collectivité.

La cotisation pour 2014, calculée en fonction du nombre d'habitant de chaque commune est fixée à 4 383,4 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'ANDES ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 176792-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**SPORTS – PISCINE OLYMPIQUE ANTIGONE - MARCHÉ N° 3526DS14 DE CONDUITE, EXPLOITATION ET MAINTENANCE TECHNIQUE DES INSTALLATIONS - AUTORISATION DE LANCER UN APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Pour assurer la continuité des prestations d'interventions techniques et garantir la qualité du fonctionnement de la Piscine Olympique Antigone, il convient de procéder au renouvellement du marché en cours en lançant un appel d'offres ouvert conformément aux articles 33, 57 à 59 du code des marchés publics.

Tout comme le précédent, ce marché à intervenir concerne la maintenance et l'exploitation technique des installations de traitement d'air et d'eau, de chauffage, de plomberie, d'électricité, de gestion technique centralisée, de système incendie et d'ascenseur.

Le marché comporte une clause d'intéressement financier de l'entreprise titulaire aux économies d'eau et d'énergie en fonction d'objectifs de consommations donnés, ajustés par rapport au marché d'origine, notamment pour tenir compte de l'évolution de la fréquentation de l'établissement et des exigences sanitaires.

Ces incitations doivent permettre d'optimiser la gestion des consommations et donc de réduire le coût global de fonctionnement de l'équipement, tout en préservant le confort des usagers, ainsi que les conditions de travail de l'ensemble des agents du site.

En raison de la complexité des installations et des obligations en matière de sécurité et d'hygiène, des qualifications spécifiques sont demandées aux entreprises susceptibles de gérer ces installations.

C'est un marché à prix forfaitaires pour l'essentiel des prestations et à prix unitaires, sur bordereau de prix, pour des prestations accessoires (étant précisé que le montant annuel des commandes pouvant être passées au titre de ces prestations ponctuelles est sans maximum)..

Les prix forfaitaires et unitaires du marché correspondent respectivement, d'une part aux prestations de maintenance technique régulières et périodiques et d'autre part, aux éventuelles interventions qui peuvent être sollicitées en complément pour des besoins particuliers en cours d'exploitation, comme par exemple la préparation de compétitions.

Ce marché sera conclu pour une durée d'un an reconductible trois fois soit quatre ans au maximum.

Le montant annuel estimatif du marché est de 350 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'enveloppe financière relative à ce marché d'exploitation et de maintenance technique de la Piscine Olympique Antigone, estimée annuellement à 350 000 € H.T. ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération, chapitre 924 ;
- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert du marché relatif à l'exploitation et à la maintenance technique de la Piscine Olympique Antigone, tel que défini ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le marché, avant l'engagement de la procédure de consultation, conformément aux dispositions de l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12167

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 177121-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURI





SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSET, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**SPORTS – NETTOYAGE DES PISCINES COMMUNAUTAIRES POSÉIDON, AMPHITRITE, NEPTUNE, SPILLIAERT ET NÉRÉIDES - MARCHÉ N° 3579DS14 - AUTORISATION DE LANCER UN APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Afin d'assurer la continuité de la qualité de l'hygiène et de la propreté des piscines Poséidon, Amphitrite, Neptune, Spilliaert et des Néréides, il convient de lancer un appel d'offres ouvert pour l'ensemble de ces établissements conformément aux articles 33, 57 à 59 du code des marchés publics.

Le nouveau marché prévoira une date d'effet le 25 janvier 2015 pour les piscines Poséidon, Amphitrite, Neptune et Spilliaert et le 28 novembre 2014 pour la piscine des Néréides ou à compter de leur notification si elle est postérieure.

Ce marché à intervenir concernera le nettoyage, l'entretien et la désinfection des plages intérieures et extérieures, des gradins, pédiluves, goulottes, accueils et vitrages.

Les prestations comprennent également la fourniture des produits nécessaires à la réalisation de ces missions ainsi que la mise à disposition et la maintenance du matériel d'entretien.

Il s'agira d'un marché à prix forfaitaire pour l'essentiel des prestations et à prix unitaires pour des prestations complémentaires relatives à des besoins supplémentaires occasionnels et non prévisibles.

Ce marché sera conclu pour une durée courant jusqu'au 31 décembre 2015, durée renouvelable deux fois par périodes d'un an.

Le montant annuel estimatif du marché est de 125 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la consultation selon la procédure de l'appel d'offres ouvert ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le marché, avant l'engagement de la procédure de consultation, conformément aux dispositions de l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 177143- DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOUREL







## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUGHAR JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**SPORTS – NETTOYAGE DU PALAIS DES SPORTS RENÉ BOUGNOL, DU GYMNASSE PEYROU ET DU STADE DE LA MOSSON - MARCHÉ N° 3580DS14 - AUTORISATION DE LANCER UN APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Afin d'assurer la continuité de la qualité de l'hygiène et de la propreté du gymnase Peyrou de l'espace Pitot, des tribunes et espaces du Palais des Sports René Bougnol, des tribunes et surfaces annexes du stade de la Mosson, il convient de lancer pour l'ensemble de ces établissements un appel d'offres ouvert, conformément aux articles 33, 57 à 59 , du code des marchés publics. Cette procédure fera l'objet de trois lots attribués en marchés séparés :

LOTS	OBJET	MONTANT ANNUEL PREVISIONNEL H.T.
N°1	nettoyage du gymnase Peyrou de l'espace Pitot	10 000€
N°2	nettoyage événementiel des tribunes et espaces du Palais des Sports René Bougnol	50 000€
N°3	nettoyage des tribunes et surfaces annexes du stade de la Mosson	100 000€

Les marchés à intervenir seront conclus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 (ou de sa date de notification si elle est postérieure) et ce jusqu'au 31 décembre 2015. Ces marchés seront reconductibles trois fois par période d'une année.

Il s'agira de marchés à prix forfaitaire pour l'essentiel des prestations et à prix unitaires pour les prestations complémentaires prévues au bordereau des prix.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la consultation selon la procédure de l'appel d'offres ouvert ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer les marchés, avant l'engagement de la procédure de consultation, conformément aux dispositions de l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture    13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 177144 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - DEMANDES DE SUBVENTIONS 2014 - APPROBATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération est un établissement public d'enseignement de la musique et de la danse, placé sous le contrôle pédagogique du Ministère de la Culture et de la Communication et sous l'autorité du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Plus de 1400 élèves y sont inscrits, et celui-ci poursuit une double mission de sensibilisation et de formation des jeunes enfants, et de formation pré-professionnelle des étudiants dans les domaines de la musique et de la danse. Le cursus des études proposées conduit à terme à l'obtention du Certificat d'Etudes Musicales ou Chorégraphiques (parcours amateur), et du Diplôme d'Etudes Musicales ou Chorégraphiques (parcours pré-professionnel). Un partenariat noué avec l'Université Paul Valéry – Montpellier III permet également la délivrance d'une Licence mention Musique, parcours musicien interprète.

L'établissement organise en outre des enseignements spécifiques dans le cadre des classes à horaires aménagés, en partenariat avec les écoles primaires Gambetta et Auguste Comte pour la musique, et avec le collège Clémence Royer pour la danse. Les élèves de ces établissements peuvent ainsi bénéficier de l'enseignement du Conservatoire à Rayonnement Régional en musique et danse dans le cadre de leur cursus scolaire.

Parallèlement à ces activités pédagogiques, près de 200 manifestations publiques gratuites (auditions, concerts, classes de maître, conférences ...) sont organisées chaque année par le Conservatoire à Rayonnement Régional sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Aussi, considérant les enjeux pédagogiques et d'accès aux pratiques artistiques portés par cet établissement, il est proposé de renouveler, pour l'année 2014, les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, du Ministère de la Culture et de la Communication, du Ministère de l'Education Nationale, de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault, en soutien au fonctionnement du Conservatoire à Rayonnement Régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, du Ministère de la Culture et de la Communication et du Ministère de l'Education Nationale, de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault, au titre de l'année 2014 ;
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

13 FEV. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : Imc 146527-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE AVEC LE CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération et le Centre des Arts du Cirque Balthazar, tous deux établissements d'éducation artistique sur des disciplines complémentaires, souhaitent mettre en place des projets de collaboration communs.

Dans cette perspective, les deux établissements ont décidé de se rapprocher et de poser dès aujourd'hui les bases d'une collaboration fructueuse, qui prendra la forme, pour l'année 2014, de l'organisation commune d'une manifestation intitulée "Piste ouverte". Celle-ci aura lieu le 26 février 2014 à 19 heures, sous chapiteau, au Domaine d'Ô, et associera dans le cadre d'un spectacle transversal les élèves des classes de composition et de musique de chambre du C.R.R. de Montpellier Agglomération aux élèves du Centre des Arts du Cirque Balthazar. L'objectif est également pédagogique et consiste en une sensibilisation et un échange mutuel entre musiciens et circassiens autour de leurs disciplines respectives.

Afin de formaliser ce partenariat, il convient d'établir une convention qui en définisse les modalités. Celle-ci prévoit notamment que le Centre des arts du Cirque mette à disposition le lieu du spectacle, le matériel de cirque et d'éclairage, et prenne en charge les réservations et l'accueil du public, le transport des instruments et du matériel de sonorisation, les flux d'énergie nécessaires à l'éclairage et au chauffage du chapiteau et la collation destinée aux artistes. Le C.R.R. de Montpellier Agglomération s'engage quant à lui à mettre à disposition gracieusement les instruments et le matériel de sonorisation, à prendre en charge les droits d'auteur SACEM, et à verser au Centre des arts du cirque une somme forfaitaire de 750 € pour participation aux frais induits par la représentation. L'entrée en sera libre et gratuite. La convention prendra effet pour la durée de la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat pédagogique et artistique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération et le Centre des Arts du Cirque Balthazar ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire **13 FEV. 2014**

Publié le :

Déposé En Préfecture **13 FEV. 2014**

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 147 627-DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président

M. Jean-Pierre MO





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSET, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL



**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET L'OPÉRA ET ORCHESTRE NATIONAL MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 dans la catégorie des Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.). A ce titre, ses missions sont notamment d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, mais aussi de proposer des formations visant à accompagner les étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité et de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'Ecole du spectateur.

Aussi, afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, il apparaît nécessaire de poursuivre et de renforcer ses partenariats avec les structures locales prestigieuses comme l'Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon (O.O.N.M.). C'est l'objet de cette convention qui marque la volonté de ces deux établissements de se rapprocher afin d'établir un partenariat pédagogique et artistique dont le but sera de permettre aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération de rencontrer les acteurs et les œuvres de ce lieu de spectacle vivant qu'est l'O.O.N.M..

Cette convention précise ainsi les engagements réciproques de chacun des partenaires. Elle fixe les modalités de mise en œuvre générale du projet, et permet notamment de définir les conditions d'ouverture de temps de répétition des productions lyriques et symphoniques de l'O.O.N.M. aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération ainsi que les conditions de mise à disposition gracieuse ou à tarif préférentiel de 5 € de places pour les concerts symphoniques de l'O.O.N.M.. Elle établit également le calendrier et les modalités de mises à disposition gratuites de locaux pour le C.R.R. de Montpellier Agglomération (Opéra Comédie, Salle Molière, Studio Bagouet ; seuls les frais supplémentaires d'agent de sécurité et de nettoyage induits par l'utilisation des salles restant à la charge de ce dernier).

D'autre part, elle met l'accent sur un fort partenariat pédagogique dont l'objectif est de permettre aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération de rencontrer les acteurs de spectacle vivant qui se produisent à l'O.O.N.M., et de bénéficier de mises en situation pré-professionnelles, s'appropriant ainsi les savoir-faire de professionnels reconnus, et ce, dans le cadre de la sensibilisation à l'Ecole du spectateur et de la formation pré-professionnelle des élèves concernés.

Le C.R.R. de Montpellier Agglomération s'engage quant à lui à mettre gracieusement à disposition de l'O.O.N.M. des instruments et matériels techniques lui appartenant ainsi que des locaux pouvant servir de loges ou de lieux de répétitions. Chacune de ces mises à disposition fera l'objet d'une demande spécifique adressée à son Directeur, et sera soumise à son approbation. Le C.R.R. de Montpellier Agglomération proposera également la tenue de préludes et la rédaction par ses élèves de notices d'œuvre pour certains spectacles de l'O.O.N.M..

Enfin, les deux établissements conviennent pour l'année 2014 d'une action menée en commun. Elle consistera en une sensibilisation et une formation du spectateur par le biais de deux projets spécifiques : une conférence-générale sur « Le Pierrot Lunaire » de Schönberg prévue le 7 février 2014, et un travail pédagogique avec les classes de Formation Musicale sur la 3<sup>ème</sup> Symphonie et l'Ouverture de Coriolan de Beethoven, le 4 avril 2014.

La convention proposée court jusqu'au terme de l'année scolaire 2013-2014.

Après création de l'EPCC «Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon», cette convention sera transférée à cette nouvelle personne morale de droit public dans le cadre du Transfert Universel de Patrimoine qui interviendra au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 12152

- approuver la conclusion de la convention de partenariat artistique et pédagogique entre l'Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération,
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 142023-DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES ET LA DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le musée Fabre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans sa politique d'ouverture au public le plus large, affirme sa mission de développement et de diversification des usagers pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Il est à ce titre un instrument majeur pour tout dispositif de réinsertion sociale.

Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Hérault (SPIP), dans le cadre de ses missions de réinsertion sociale des publics placés sous main de justice, a vocation à favoriser l'accès à la culture des publics dits « empêchés ».

La Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc-Roussillon (DRAC LR), dans le cadre du protocole Culture/Justice, s'attache à atteindre les objectifs de démocratisation de la culture auprès des publics spécifiques en facilitant et accompagnant les jumelages entre les grands équipements culturels et les établissements en charge des personnes sous main de justice.

Ainsi, dans une démarche volontariste de solidarité et de citoyenneté, un partenariat entre le musée Fabre, le SPIP et la DRAC LR s'est construit depuis 2007, afin de participer à la politique de réinsertion culturelle et sociale des détenus, en permettant aux différents partenaires de mettre en œuvre une action qui propose d'aller à la rencontre des populations qui n'ont pas accès à l'art afin d'accomplir leur insertion culturelle et sociale.

Compte tenu du succès des partenariats précédents, il est proposé de renouveler cette expérience fructueuse en 2014. Le projet concernera un groupe de 8 détenus volontaires de la Maison d'Arrêt de Villeneuve les Maguelone, qui bénéficieront d'ateliers et de visites guidées. De manière à valoriser plus largement toute la richesse de cette expérience, il est prévu un enregistrement sonore des séances. Restitué sous la forme d'un montage final de 30 minutes, il sera proposé sur les audio guides à l'occasion d'une journée dédiée ouverte en mixité à tous les publics.

La convention à venir règle l'ensemble des modalités techniques et administratives nécessaires à la mise en œuvre de ces objectifs, et précise notamment les obligations de chacune des parties.

Le service des publics du musée Fabre s'engage à mettre à disposition le savoir faire de ses médiateurs comme le point de départ d'une action culturelle et artistique pratiquée au musée dans le parcours permanent, et des ateliers de pratiques plastiques. Le musée Fabre de Montpellier Agglomération prendra en charge les frais de fonctionnement liés aux activités du service organisées dans les murs (billets d'entrée, matériel arts plastiques, mise à disposition de l'atelier, prise en charge financière de la capture et du montage sonore) pour un budget global de 2 000€.

La présente convention prend effet à la date de signature par les parties pour une durée d'un an. Elle sera renouvelable par reconduction expresse pour une durée d'un an, dans la limite de deux ans. Une réunion annuelle proposée par le musée Fabre permettra de dresser un bilan des actions, d'effectuer une évaluation partagée, de définir les perspectives et objectifs à venir et arbitrer ainsi la reconduction de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc-Roussillon,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 12153

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire **13 FEV. 2014**

Publié le : **13 FEV. 2014**

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Im 177059-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





Montpellier  
Agglomération

## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAoui, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - ADHÉSIONS À DES RÉSEAUX D'ÉCHANGES PROFESSIONNELS - APPROBATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Depuis quelques années le musée Fabre adhère à des réseaux professionnels qui ont pour objectif de partager leurs bonnes pratiques et expériences avec d'autres institutions et lieux culturels.

Ces réseaux sont les suivants :

**Club Innovation & Culture (CLIC FRANCE) :** Depuis 2008, le CLIC FRANCE fédère les musées, lieux de patrimoine et de sciences français les plus innovants en matière de nouveaux services numériques destinés au public. Ce réseau est constitué de plus de 300 lieux culturels et d'une quinzaine d'entreprises qui souhaitent partager leurs bonnes pratiques et expériences et développer des projets numériques communs et innovants. Le musée Fabre, et notamment son service multimédia, œuvrent dans différents domaines du numérique pour offrir un accès le plus large possible aux collections du musée et à la connaissance des arts. Par une politique ambitieuse de numérisation, de modernisation de son site internet, de création d'applications spécifiques sur les collections permanentes (avec un accès aux visiteurs en situation de handicap par le biais de la LSF) ou sur les expositions temporaires, le musée Fabre s'inscrit dans la dynamique des grandes institutions nationales. Le CLIC est une ressource pour la mise en place des projets et un lieu d'échange, notamment par le biais du congrès annuel qui permet de découvrir les projets innovants et constitue un temps de rencontres entre professionnels du secteur. L'adhésion annuelle s'élève à 700 euros.

**FRAME :** Créée en 1999, l'association FRAME (French Regional American Museum) est une fédération de 26 musées de France et d'Amérique du Nord, dont le musée Fabre. Ce réseau promeut l'échange culturel dans un contexte collaboratif entre musées. FRAME encourage les partenariats entre ses musées membres afin d'organiser des expositions, de développer des programmes culturels innovants pour ses publics et de favoriser des échanges de professionnels parmi les équipes de ses musées. A ce titre, le musée Fabre est redevable d'une cotisation annuelle de 6 000 euros.

**ICOM :** Organisation créée en 1946 par des professionnels des musées et pour les professionnels des musées. Il s'agit d'un réseau unique de plus de 30 000 musées et de professionnels des musées incarnant la communauté muséale mondiale. Sa principale mission est la mise à disposition d'experts issus de 136 pays et territoires pour répondre aux défis des musées dans le monde. L'adhésion annuelle s'élève à 700 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser pour l'année 2014, l'adhésion annuelle au Club Innovation et Culture, à l'Association FRAME et au Comité National Français ICOM,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 147070-JC*

Pour extrait certifié conforme  
l'original.  
Le Président,

*[Signature]*  
M. Jean-Pierre MOURE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOLU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.**

**Excusé(es):**

**M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE**

**Absent(es):**

**Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL**



**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - AVENANT N°4 AU MARCHÉ DE GARDIENNAGE N°2223DC10 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°9703 du 20 juillet 2010, le Conseil de Communauté approuvait le lancement d'une procédure de consultation relative au marché de gardiennage du musée Fabre n°2223DC10. Celui-ci a été attribué par la Commission d'Appel d'offres le 11 janvier 2011 à la société AEGITNA SECURITE SERVICES, pour un prix annuel composé d'un montant forfaitaire de 1 278 205,00 € H.T. et d'un montant estimatif destiné à rémunérer les prestations dites exceptionnelles de 152 934,80 € H.T. Ce marché a été notifié le 9 mars 2011.

Les prestations de ce marché ont été transférées à trois reprises :

- un transfert à la société AEGITNA Languedoc-Roussillon, formalisé contractuellement par l'avenant n°1 du 21 avril 2011. Ce premier avenant a également induit une réduction du montant du marché de 82 221.36 € H.T., amenant le montant forfaitaire annuel du marché à 1 195 983.64€ H.T.
- un transfert à la société Agence de Sécurité Intégrale, formalisé contractuellement par l'avenant n°2 du 8 mars 2013 ;
- un transfert à la société Isopro Sécurité Privée, formalisé contractuellement par l'avenant n°3 du 18 octobre 2013.

Un certain nombre d'éléments nouveaux, détaillés ci-dessous, nécessitent la passation d'un avenant n°4 au marché 2223DC10 :

1/ Modification du montant forfaitaire :

- L'analyse de la fréquentation de l'Hôtel Sabatier d'Espeyran (section « arts décoratifs » du musée Fabre) conduit à porter de 5 à 3 le nombre d'agents de surveillance postés pendant les heures d'ouverture au public. Ceci induit une réduction de 2 464 heures de gardiennage, soit une réduction de 43 859,20 € du montant forfaitaire H.T. du marché.
- Le dispositif de surveillance dans les collections permanentes doit être renforcé au niveau de la salle du jeu de paume, par la présence d'un gardien supplémentaire selon des créneaux horaires précis, représentant 1092 heures annuelles. Cette disposition induit une augmentation de 19 437,60€ du montant forfaitaire H.T. du marché.

Ces deux modifications induisent une réduction du montant forfaitaire du marché de 24 421,60 € H.T., portant le nouveau montant forfaitaire à 1 171 562,04 € H.T.

2/ Complément du bordereau des prix unitaires :

En outre, il y a lieu de compléter le bordereau des prix unitaires sur la base duquel sont commandées les prestations dites exceptionnelles (expositions temporaires, soirées privées, etc...), par des prix spécifiques relatifs à des prestations non prévues au marché initial : prestations d'agent de sûreté (non qualifié SSIAP, utile pour la simple gestion du public) et de conducteur canin (ou maître-chien, utile pour la surveillance extérieure du musée en cas de panne du système de vidéosurveillance).

Le nouveau Bordereau des Prix Unitaires (BPU) devient donc :

N° Prix	Désignation	P.U. H.T 2013
P.U. 1	Prestations exceptionnelles de jour SSIAP 1	17,80 €
P.U. 2	Prestations exceptionnelles de jour SSIAP 2	20,12 €
P.U. 3	Prestations exceptionnelles de jour Agent de Sûreté	16,91 €
P.U. 4	Prestations exceptionnelles de jour Conducteur canin	18,96 €
P.U. 5	Prestations exceptionnelles de nuit SSIAP 1	19,76 €
P.U. 6	Prestations exceptionnelles de nuit SSIAP 2	22,33 €
P.U. 7	Prestations exceptionnelles de nuit Agent de Sûreté	18,77 €
P.U. 8	Prestations exceptionnelles de nuit Conducteur canin	21,05 €
P.U. 9	Prestations exceptionnelles dimanche jour SSIAP 1	19,58 €
P.U. 10	Prestations exceptionnelles dimanche jour SSIAP 2	22,13 €
P.U. 11	Prestations exceptionnelles dimanche jour Agent de Sûreté	18,60 €
P.U. 12	Prestations exceptionnelles dimanche jour Conducteur canin	20,86 €
P.U. 13	Prestations exceptionnelles dimanche nuit SSIAP 1	21,73 €
P.U. 14	Prestations exceptionnelles dimanche nuit SSIAP 2	24,57 €
P.U. 15	Prestations exceptionnelles dimanche nuit Agent de Sûreté	20,65 €
P.U. 16	Prestations exceptionnelles dimanche nuit Conducteur canin	23,15 €
P.U. 17	Prestations exceptionnelles jour férié jour SSIAP 1	35,60 €
P.U. 18	Prestations exceptionnelles jour férié jour SSIAP 2	40,24 €
P.U. 19	Prestations exceptionnelles jour férié jour Agent de Sûreté	33,82 €
P.U. 20	Prestations exceptionnelles jour férié jour Conducteur canin	37,92 €
P.U. 21	Prestations exceptionnelles jour férié nuit SSIAP 1	39,52 €
P.U. 22	Prestations exceptionnelles jour férié nuit SSIAP 2	44,67 €
P.U. 23	Prestations exceptionnelles jour férié nuit Agent de Sûreté	37,54 €
P.U. 24	Prestations exceptionnelles jour férié nuit Conducteur canin	42,09 €

Le BPU est fourni avant actualisation des prix pour l'année 2014. Cette actualisation sera appliquée dès réception des tarifs à jour du prestataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 12155

- approuver la signature de l'avenant n°4 au marché de gardiennage n°2223DC10,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°4 au marché de gardiennage n° 2223DC10 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc A7 067-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAoui, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES -  
ATTRIBUTION DU LABEL « TOURISME ET HANDICAPS » PAR L'ASSOCIATION  
TOURISME ET HANDICAPS - CHARTE DU LABELLISÉ - APPROBATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par la mise en œuvre de moyens assurant un accueil de qualité et l'accessibilité pour les personnes handicapées, la Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Agglomération vient d'obtenir, pour une durée de cinq ans, la marque « Tourisme & Handicaps » (handicap moteur, handicap auditif, handicap mental). Cette attribution est une reconnaissance des efforts d'accessibilité entrepris par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les établissements labellisés sont répertoriés dans la base « accessibilité » du Ministère du Tourisme, et également sur le site de « Maison de la France, franceguide.com », site officiel du tourisme en France. Par ailleurs, le label est affiché à l'entrée de l'établissement.

A partir de la signature de la charte du labellisé, la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola sera officiellement labellisée par cet organisme d'intérêt public. Dans ces conditions, il convient d'approuver les termes de la charte du labellisé relatifs au label national d'accueil et d'accessibilité « Tourisme et Handicaps » et d'autoriser sa signature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la charte du label national d'accueil et d'accessibilité, « Tourisme et Handicaps »,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la Charte du label ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 176522-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président.

M. Jean-Pierre MOUR





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - MARCHÉ N°2236DC09 DE MAINTENANCE DU BÂTIMENT, DES ÉQUIPEMENTS ET DES INSTALLATIONS DE LA MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - AVENANTS N°2 AUX LOTS N°3 ET 4, AVENANT N°3 AU LOT N°1 ET AVENANT N°4 AU LOT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°9287 du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté a autorisé la signature des marchés de maintenance de la médiathèque Emile Zola n°2236DC09, lots n°1 à 4.

Ces marchés ont été conclus chacun pour une durée de 4 ans maximum, avec les entreprises suivantes :

	Attributaire	Montants annuels € H.T.Valeur décembre 2009
Lot n°1 : Conduite d'exploitation et maintenance des installations multitechniques	MULTITEC	99 440 €
Lot n°2 : Nettoyage des locaux et espaces intérieurs et extérieurs	SIN & STES	177 480 €
Lot n°3 : Nettoyage des vitreries intérieures et extérieures	ARANEA	49 501 €
Lot n°4 : Maintenance des ascenseurs et monte-charges	THYSSENKRUPP	21 248,62 €

Les lots n°1 à 4, ont fait l'objet d'un avenant n°1 sans incidence financière afin de supprimer les clauses de retenue de garantie.

Le lot n°1 a fait l'objet d'un avenant n°2 en date du 31 juillet 2013, sans incidence financière, approuvant le transfert du marché à l'entreprise SME.

Le lot n°2 a fait l'objet d'un avenant n°2 en date du 11 avril 2012, d'un montant de 2 349,77 € H.T., afin de prendre en compte l'ouverture des dimanches, et d'un avenant n°3 en date du 24 septembre 2012, sans incidence financière, approuvant le transfert du marché à l'entreprise ELIOR.

Compte tenu des dates de notification de chacun des lots, ces marchés prennent fin le 7 février 2014 pour le lot n°1, le 9 février 2014 pour les lots n°2 et 3, et le 8 février 2014 pour le lot n°4.

Un appel d'offres visant à la conclusion des futurs marchés est donc en cours d'élaboration. Néanmoins, compte tenu la complexité du bâtiment de la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola, et de manière à optimiser au mieux les prestations de maintenances liées à un établissement classé en ERP1 (Etablissement Recevant du Public classé en catégorie 1), la production d'un nouveau cahier des charges par un prestataire spécialisé est en cours de finalisation.

De plus afin de faciliter les éventuelles périodes de transition en cas de changement de titulaire tout en garantissant un niveau de prestation optimum et permanent pour la maintenance de cet équipement ouvert 6j/7, accueillant plus de 2000 visiteurs par jour, il est souhaitable que le démarrage des futurs

marchés intervienne, à l'issue de la période annuelle de fermeture de l'établissement, soit au 1er septembre 2014.

En conséquence, il est proposé de prolonger la durée du marché n°2236DC09, lots n°1 à 4, jusqu'au 31 août 2014. Cette prolongation induit la nécessité de conclure un avenant n°2 aux lots n°3 et 4, un avenant n°3 au lot n°1, et un avenant n°4 au lot n°2. L'incidence financière de ces avenants est précisée ci-dessous :

**Lot n°1 : Conduite d'exploitation et maintenance des installations multitechniques**

Attributaire : SME

Montant initial sur la durée totale du marché : 397 760 € H.T. Valeur 2009

Montant avenant n°3 : 59 291,12 € H.T. valeur 2013 (valeur 2009 – 59 291,12/1.06 = 55 935,02€)

Nouveau montant du marché : 457 051,12 € H.T., soit une augmentation de +14,06% par rapport au montant global initial.

**Lot n°2 : Nettoyage des locaux et espaces intérieurs et extérieurs**

Attributaire : ELIOR

Montant initial sur la durée totale du marché : 709 920 H.T. Valeur 2009

Montant avenant n°2 : 4699,54€ H.T. années 2012 et 2013 de janvier à Avril et de octobre à décembre soit 26 dimanches par an .

Montant avenant n°4 : 113 693,13€ pour Zola et 1571.33€ pour 16 dimanches pour Fellini soit un total de 115 264,46€ H.T. Valeur 2013 (*Valeur 2009- 115 264,46/1.09 = 105 747,21€*)

Nouveau montant du marché : 829 884,00 € H.T., soit une augmentation de +15.56% par rapport au montant global initial.

**Lot n°3 : Nettoyage des vitreries intérieures et extérieures**

Attributaire : ARANEA

Montant initial sur la durée totale du marché : 198 004 € H.T. Valeur 2009

Montant avenant n°2 : 28 403,74 € H.T. valeur 2013 (*valeur 2009- 28403,74/1.10 = 25 821,58€*),

Nouveau montant du marché : 226 407,74 € H.T., soit une augmentation de +13,04% par rapport au montant global initial.

**Lot n°4 : Maintenance des ascenseurs et monte-charges**

Attributaire : THYSSENKRUPP

Montant initial sur la durée totale du marché : 84 994,48 € H.T. valeur 2009

Montant avenant n°2 : 13 348,27€ H.T. valeur 2013 (*Valeur 2009- 13348,27/1.13 = 11 812,63€*)

Nouveau montant du marché : 98 342,75 € H.T., soit une augmentation de +13,9% par rapport au montant global initial.

La Commission d'Appel d'Offres en date du 14 janvier 2014 a approuvé la conclusion des avenants susvisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des avenants n°2 aux lots n°3 et 4, avenant n°3 au lot n°1 et avenant n°4 au lot n°2, relatifs au marché n°2236DC09,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les avenants susvisés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.



Délibération n° 12157

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

13 FEV. 2014

13 FEV. 2014

Imc 46 375-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONVENTION AVEC L'INSTITUT NATIONAL SPÉCIALISÉ D'ÉTUDES TERRITORIALES DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°9958 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention avec l'Institut National Spécialisé d'Etudes Territoriales de Montpellier (INSET) de Montpellier, qui s'achève le 6 février 2014.

Cette convention permet aux stagiaires de l'INSET de bénéficier du tarif Pass'Agglo pour les accès au musée Fabre, au musée Henri Prades et à la piscine olympique d'Antigone. Cette disposition tarifaire est subordonnée à la présentation, par les élèves de l'INSET, d'une carte nominative valable 1 an, délivrée par l'INSET, et réalisée en collaboration avec la Direction de la Communication de la Communauté d'Agglomération.

Compte tenu de l'intérêt de cette mesure, il est proposé de reconduire cette convention avec l'INSET, visant les mêmes dispositions tarifaires, pour une durée de 3 ans à compter de la date de sa signature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention avec l'Institut National Spécialisé d'Études Territoriales de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :

13 FEV. 2014

13 FEV. 2014

*Imc 177 548 -DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAoui, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS AVEC L'ASSOCIATION BALTHAZAR- CENTRE DES ARTS DU CIRQUE LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Issu de la Compagnie Balthazar créée en 1990, le Centre des Arts du Cirque Balthazar Région Languedoc-Roussillon est depuis 1996 une école de pratique amateur et de formation professionnelle, membre des fédérations régionale, nationale et européenne des Ecoles de Cirque.

Agréée par l'Education Nationale et le Ministère de la Jeunesse et des Sports, cette structure associative participe à de nombreux projets de territoire culturels et pédagogiques. Elle est notamment partenaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la manifestation « L'Agglo en Fêtes », et anime des ateliers dans le cadre de la mise en places des nouveaux rythmes scolaires dans les communes.

Afin de définir un cadre aux missions de Balthazar, les principaux financeurs de cette association, soit l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon, Le Département de l'Hérault, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ont élaboré une convention triennale fixant les objectifs et les modalités des aides apportées pour la période 2014 – 2016.

Celle-ci précise que l'association a pour but de devenir un centre de référence pour l'éducation, la formation, la recherche et la création artistiques, incluant leurs dimensions sociales et culturelles au niveau local, régional, national et international.

Dans ce cadre, l'association s'engage notamment à structurer la formation professionnelle aux arts du cirque et positionner le Centre dans la filière, à former des artistes de cirque et des pédagogues aux arts du cirque, à être un opérateur local et régional de l'action culturelle et de l'éducation artistique, à sensibiliser et initier les publics (y compris dans un cadre scolaire), à favoriser l'accessibilité à la pratique artistique pour les publics sensibles, à mettre en synergie et en interaction les pratiques amateurs et les formations professionnelles, à être un lieu d'accueil et de résidence de recherche, répétition, création, à expérimenter par des recherches-actions les innovations pédagogiques et artistiques, et à donner les moyens d'information pour découvrir les arts du cirque.

L'association accueillera ainsi chaque année entre 18 et 25 stagiaires en formation professionnelle artistique, entre 1 400 et 1 800 élèves en milieu scolaire, et entre 1 200 et 1 700 personnes hors milieu scolaire.

Les participations financières des parties feront l'objet de conventions financières annuelles spécifiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention pluriannuel d'objectifs avec l'association Balthazar - Centre des Arts du Cirque Languedoc-Roussillon, l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault et la Ville de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 177 055 - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAoui, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – ASSOCIATION OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION - AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°12027 du 19 décembre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé, pour l'année 2014, l'affectation d'une subvention de fonctionnement de 13 000 000 € à l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon (OONM), et de 100 000 € à l'association Opéra Junior.

Dans le contexte de mutation juridique de la structure OONM, et dans la perspective d'une meilleure synergie de fonctionnement et de conduite des activités portées par les deux structures, l'association Opéra Junior a été absorbée par l'OONM.

Il convient en conséquence d'affecter les 100 000 € de subvention initialement attribués à Opéra Junior, à l'OONM. A cet effet, un avenant n°1 à la convention de partenariat 2014 conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'OONM doit être formalisé. Outre le fait de porter le montant de la subvention de 13 000 000 € à 13 100 000 €, celui-ci précise que la subvention est destinée à la mise en place d'une politique tarifaire, à vocation sociale, permettant l'accès à un public nombreux et varié.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 à la convention de partenariat avec l'association Opéra Orchestre de Montpellier Languedoc-Roussillon,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 13 FEV. 2014  
Déposé En Préfecture 13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc - 177 563 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURET





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOLU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.**

**Excusé(es):**

**M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE**

**Absent(es):**

**Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL**



**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MANIFESTATIONS ET ÉVÈNEMENTS  
2014 - PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DÉPLACEMENTS ET AUTRES FRAIS  
ANNEXES DANS LE CADRE D'ORGANISATION DE CONCOURS, DE COLLOQUES, DE  
CONFÉRENCES OU D'EXPOSITIONS, AU SEIN D'INSTITUTIONS ET D'ÉQUIPEMENTS  
CULTURELS - APPROBATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

**I - Le musée Fabre poursuit en 2014 sa programmation, riche d'expositions et événements au fil des collections :**

**Exposition-événement : *François-André Vincent, un artiste entre Fragonard et David***

A l'occasion de la publication du catalogue raisonné de l'œuvre de François-André Vincent (1746-1816) par Jean-Pierre Cuzin, ancien Conservateur en chef au musée du Louvre, le musée Fabre de Montpellier Agglomération et le musée des Beaux-Arts de Tours s'associent pour faire découvrir au public cet artiste méconnu. Elève puis professeur à l'Académie, Vincent n'a jamais bénéficié d'une rétrospective, et ce malgré l'importance que lui accordent les récentes publications des spécialistes. Par la diversité de son style, ses œuvres ont été confondues avec celles de Fragonard ou avec David, dont il fut le principal rival. Vincent tient une place importante dans la peinture française, par son recours fréquent aux sujets empruntés à l'Antiquité comme à l'Histoire de France. Son rôle dans le domaine du portrait est primordial, tant en peinture qu'en dessin où il a donné ses lettres de noblesse à la caricature. La méconnaissance de l'œuvre d'un tel artiste justifie la création de cette première rétrospective, riche d'une centaine de pièces, peintures, dessins et documents. Les deux musées de Tours et de Montpellier, connus pour la richesse de leurs collections du XVIII<sup>e</sup> siècle, possèdent ainsi toute légitimité pour monter cette exposition. L'exposition, présentée au musée des Beaux-Arts de Tours du 18 octobre 2013 au 19 janvier 2014, sera ouverte au musée Fabre du 8 février au 11 mai 2014. Les deux musées sont des membres actifs du réseau de coopération franco-américain FRAME. L'exposition a fait l'objet d'une conférence de presse à la Maison de la Mutualité à Paris à l'automne dernier.

**Exposition au fil des collections : *Maurice-Elie Sarthou, Incendies*.**

Dans le cadre de sa saison d'art contemporain, le musée Fabre rend hommage au peintre Maurice-Elie Sarthou. Exposé à la galerie Marcel Guiot à Paris depuis 1955, année où il reçoit le Prix de la Critique, Maurice-Elie Sarthou est l'un des représentants de la nouvelle Ecole de Paris des années 1950. Formé aux Ecoles des Beaux-Arts de Montpellier et de Paris, remarqué par les grandes collections muséales françaises dès ses débuts en peinture (le musée Fabre lui avait déjà consacré en 1968 une exposition), ce paysagiste aux tendances abstraites a représenté avec vigueur les paysages sétois, la Provence, les Alpilles et la Camargue. Il partageait son travail entre ses deux ateliers de Sète et de Paris.

En partenariat avec le musée Toulouse-Lautrec d'Albi qui a présenté les œuvres du peintre sur le thème de l'eau (12 octobre 2013 - 5 janvier 2014), le musée Fabre propose du 22 mars au 1<sup>er</sup> juin un accrochage d'une cinquantaine de pièces, tableaux, dessins, aquarelles et carnets. Articulée autour de l'entrée dans les collections en 2005 de la toile *Le Grand Incendie* (1977) grâce au don de ses héritiers, l'exposition montre l'exploration par l'artiste de la couleur et de ses puissances expressives.

**Exposition *Claude Viallat*.**

Figure majeure de la scène artistique contemporaine, Claude Viallat jouit d'une renommée internationale tout en étant profondément ancré dans le paysage artistique languedocien. Etudiant à l'École des Beaux-Arts de Montpellier de 1955 à 1959, puis à celle de Paris en 1962-63, Claude Viallat invente en 1966, suite à l'exposition 'Vingt ans d'art contemporain' à la Galerie Maeght et à la découverte de la peinture expressionniste américaine à la Biennale de Venise, une forme neutre, proche d'une palette ou d'un osselet. Il sera un des fondateurs, en 1969, du mouvement Supports/Surfaces, remettant en question les supports traditionnels de la peinture et libérant la toile de son châssis pour peindre sur des toiles libres.

Composée d'une centaine d'œuvres, issue des riches collections du musée Fabre consacré à l'artiste, de prêts d'institutions nationales majeures et d'œuvres de l'atelier de l'artiste et de la collection inédite de son épouse, l'exposition retracera du 28 juin au 19 octobre le parcours de l'artiste

au fil des ans et explorera toutes les techniques et matériaux employés, des dessins d'étude aux formats les plus monumentaux. L'affirmation de son style, en 1966, avec l'invention de cette forme immédiatement reconnaissable qui caractérise son travail, est le point de départ d'une exploration infinie des potentialités de la couleur et des matières.

Réalisée en dialogue avec l'artiste, l'exposition se déroulera sur plusieurs espaces du musée, y compris le département des arts décoratifs Hôtel Sabatier d'Espeyran.

#### **Exposition au fil des collections : *Henri De Maistre (1891-1953)***

Le musée Fabre s'associe aux musées de Collioure, Céret et Bagnols-sur-Cèze pour rendre hommage durant l'hiver 2014-2015 à Henri de Maistre. Elève de Maurice Denis, Henri de Maistre lui succéda de 1926 à 1947 à la direction des Ateliers d'Art sacré. S'il est surtout connu pour ses fresques religieuses, il réalisa aussi des paysages, des natures mortes et des vues urbaines, comme celles réalisées à Montpellier en 1940-41, dont la famille de l'artiste a fait don au musée en 2005.

#### **Exposition *Corps et esprits – Regards sur la Méditerranée antique***

Le musée Fabre accueillera à l'hiver 2014-15 (décembre - mars) une exposition organisée par le musée d'art et d'histoire de Genève, en collaboration avec la Fondation Gandur pour l'Art. Elle présenterait une sélection d'environ 150 pièces de ces deux riches collections archéologiques, explorant deux rencontres : la première – antique – est celle des civilisations qui bordaient les rivages méditerranéens (Proche-Orient, Égypte, Grèce et Rome); la seconde se cristallise autour des regards que le XIX<sup>e</sup> siècle et le XX<sup>e</sup> portent sur ces civilisations, de la lente progression de la recherche à la présentation des collections dans le cadre d'un musée. Une première partie, intitulée «corps et visages», confronterait les représentations de la figure humaine à travers les différents arts anciens. «Esprits et spiritualité» mettant en exergue les travaux des archéologues qui ont peu à peu restitué l'âme, l'art et le raffinement de ces sociétés éloignées dans le temps.

#### **Soulages : Evènement au printemps-été 2014**

La donation, en 2005, d'un ensemble d'envergure au musée Fabre constitue un jalon essentiel dans la reconnaissance institutionnelle de la carrière de Pierre Soulages.

Le musée lui a consacré une exposition en 2010 autour des vitraux de Conques.

L'ouverture le 23 mai 2014 d'un équipement de référence, le musée Pierre Soulages dans sa ville natale, Rodez, constitue une occasion formidable de découvrir ou redécouvrir l'espace Soulages du musée Fabre, conçu spécifiquement lors de la réouverture du musée en 2007. En préparation de cet événement, les œuvres viennent de bénéficier d'une minutieuse campagne de dépoussiérage qui redonne toute leur vigueur et leur luminosité à ces tableaux.

Le musée Fabre participera par des prêts d'envergure à l'exposition inaugurale du musée de Rodez et présentera en conséquence un accrochage renouvelé qui sera l'occasion de révéler au public une acquisition récente réalisée par la Fondation d'Entreprises du musée Fabre.

#### **Prix Felix Sabatier : Une récompense pour les nouveaux talents des Ecoles des Beaux-Arts**

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération s'est associé à la Fondation Typhaine et à cinq écoles supérieures des Beaux-Arts du Sud de la France pour créer le prix « Félix Sabatier ».

Destiné à soutenir la jeune création plastique se développant dans les écoles d'art, ce prix distingue les œuvres d'étudiants diplômés des écoles partenaires à la suite du vote d'un jury de professionnels du monde de l'art.

Créé en mars 2012, le prix « Félix Sabatier » a pour objectif de récompenser les jeunes étudiants ayant obtenu leur Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique (DNSEP).

Pour cette nouvelle édition, trois œuvres par école seront pré-sélectionnées par les directeurs des écoles d'art concernées. Un jury composé de membres qualifiés, dont la Présidente de la Fondation Typhaine, le Directeur du musée Fabre, d'artistes et de professionnels de l'art, se réunira pour étudier les œuvres de chaque étudiant et désignera les lauréats.

Ce prix offre aux lauréats 3 bourses allant de 5 000 à 10 000 euros et l'opportunité d'exposer au sein des collections du musée Fabre pendant trois semaines au printemps 2014.

#### **Jean Hugo, nouvelles acquisitions et donations**

A l'occasion des 30 ans de la disparition de Jean Hugo, le musée Fabre, qui représente l'un des fonds publics les plus riches en France consacré à cet artiste, montrera à l'automne 2014 au sein de la salle Hugo, les dernières acquisitions effectuées en 2012 en vente publique et restaurées pour l'occasion ainsi qu'une donation récente d'œuvres graphiques et d'illustrations reçue par le musée Fabre en 2013.

Cette nouvelle présentation sera l'occasion de révéler au public l'enrichissement des fonds du musée Fabre autour de cette figure essentielle de la modernité en Languedoc. Une lecture publique sera organisée avec la venue de Marie Rouanet autour de la figure de Jean Hugo.

**Promotion du catalogue des acquisitions et accrochage de quelques chefs-d'œuvres récemment acquis**

Le musée Fabre mène une politique d'acquisition ambitieuse. Afin de la faire mieux connaître au public, un catalogue retraçant 10 ans de cette politique est en cours d'édition. A l'occasion de la sortie du catalogue, une exposition des peintures acquises ces dernières années sera montée dans l'un des salons Fabre, dans les collections permanentes. *Le Martyre de Sainte Agathe* d'Andrea Vaccaro, les portraits des époux Bertin par François-Xavier Fabre, *La Danse* et *Le Retour de Chasse* de Jean Raoux acquis en 2013 seront particulièrement mis en valeur.

Afin de présenter ces événements exceptionnels et d'en assurer une couverture médiatique à la hauteur des expositions proposées, le musée Fabre de Montpellier Agglomération a décidé d'organiser des voyages de presse et conférences auxquels seront conviés des représentants de la presse nationale et spécialisée.

Il est également prévu que les co-commissaires d'expositions, conférenciers ou artistes soient invités aux vernissages de ces expositions ainsi qu'aux conférences organisées par le musée Fabre.

La logistique de ces déplacements (frais de transport, d'hébergement, de restauration) sera prise en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

De même, il est proposé d'autoriser et de prendre en charge les voyages à l'étranger des conservateurs du musée Fabre, dans le cadre de leurs missions : visualisation et estimation de l'état des œuvres en projet d'acquisition, préparation d'expositions, présence à des vernissages d'expositions coorganisées avec des institutions étrangères, ...

Les coûts prévisionnels se répartissent comme suit :

- Exposition « François-André Vincent, entre Fragonard et David » : 4 000€
- Exposition « Maurice-Elie Sarthou : Incendies » : 1 500€
- Exposition « Claude Viallat » : 5 000€
- Exposition « De Maistre » : 1 000€
- Exposition « Corps et esprits – Regards sur la Méditerranée antique » : 4 000€
- Soulages : Evènement au printemps-été 2014 : 1 500€
- Prix Felix Sabatier : 1 000€
- Jean Hugo, nouvelles acquisitions et donations : 1 000€
- Promotion du catalogue des acquisitions et accrochage chefs-d'œuvre : 1 000€

- Déplacements à l'étranger des conservateurs et cadres du musée Fabre et toute autre personne présentant un intérêt pour la bonne marche des projets : 5 000 €

**II - Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, en sa qualité d'établissement public d'enseignement artistique, est tenu lors des examens de fin d'année et des concours d'entrée, d'organiser des jurys dont les membres sont des personnalités qualifiées.**

Conformément aux dispositions établies par le Ministère de la Culture et de la Communication, les jurys, composés chacun de 3 à 5 membres, se réunissent par discipline, trente-quatre au total, parmi lesquelles la pratique des instruments, de la danse, de la direction d'orchestre, de la formation musicale, etc.

Le Conservatoire à Rayonnement Régional programme également, dans le cadre de ses missions, près de 200 manifestations par an (classes de maîtres, conférences, concerts, spectacles de danse, échanges pédagogiques...), pour lesquelles des intervenants extérieurs sont sollicités.

Par délibération n°7544 du 30 mars 2007, le Conseil de Communauté a approuvé les conditions de rémunérations et de remboursement des frais de déplacement des membres de jurys et examens, et des intervenants extérieurs susmentionnés. Il est nécessaire de compléter ce dispositif en proposant que la Communauté d'Agglomération de Montpellier rembourse aux intervenants leurs frais d'hébergement

sur la base des frais réels engagés et prenne à sa charge les frais de restauration, dont le coût global prévisionnel maximum s'établit à 11 000 € pour l'année 2014. Les coûts de remboursement des frais de déplacement sont eux évalués à 17 000 € maximum sur l'exercice 2014.

**III** – Afin de renforcer l'attractivité de son territoire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage dans une politique forte d'accueil de manifestations, et organise des colloques ou conférences qui ont un fort impact sur son tissu économique et sur sa renommée.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier tisse également depuis de nombreuses années des liens de partenariat avec des acteurs socio-culturels, juridiques, nationaux et européens, et elle adhère à des réseaux professionnels qui ont pour objectif de favoriser les échanges et les expériences avec d'autres institutions. C'est pourquoi, il est envisagé d'organiser la tenue des manifestations et la venue des intervenants aux colloques et conférences au sein d'équipements culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

#### **Colloque des 7 et 8 mars 2014**

La Communauté d'Agglomération a intégré le réseau BEST (Benchmark Européen des Services Publics Territoriaux), créé en septembre 2012. Il s'agit d'un réseau d'échanges entre cadres dirigeants européens d'administrations et de collectivités locales et territoriales, qui a pour enjeu de faire partager la diversité des innovations publiques locales à l'échelle européenne et de réfléchir à la performance des services publics. Les précédentes rencontres ont eu lieu à Nantes, Grenoble et Strasbourg. Les prochaines seront organisées à Montpellier les 7 et 8 mars 2014, sur le thème de la gouvernance des territoires. Des intervenants européens seront invités à partager leurs expertises. Les participants se réuniront au sein d'espaces de réunions situés au sein des bâtiments culturels et seront conviés le cas échéant à participer à des visites de collections et d'expositions.

Il est proposé que l'aspect logistique (frais de transport, d'hébergement et de restauration) de la venue de ces derniers soit pris en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le montant maximum des frais liés à ces déplacements pris en charge directement par la Communauté d'Agglomération est estimé à 5 000 €.

#### **Conférence des 4 et 5 septembre 2014**

La Conférence Nationale des présidents de juridictions administratives se tient tous les deux ans et consacre une journée de travail à des grands thèmes du droit administratif. Elle réunit les représentants les plus éminents des juridictions administratives et des professeurs de faculté. Cette année, Montpellier est la ville hôte choisie et la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée afin d'organiser une visite des collections permanentes du musée Fabre pour 250 personnes maximum, mettre à disposition la Cour Vieu pour l'organisation d'une dégustation le 4 septembre et la grande salle de l'Opéra Comédie pour la tenue du repas de gala le 5 septembre.

Cette manifestation participe à la renommée intellectuelle et universitaire de notre Agglomération. Il est donc proposé d'organiser ces visites et de mettre à disposition les espaces publics mentionnés ci-dessus à titre gratuit. Cette participation à l'organisation de cette conférence est valorisée à 8560€ au regard des tarifs en vigueur.

**IV** – Dans le cadre de son cycle annuel de conférences, le Planétarium Galilée souhaite inviter Mr André Brahic, éminent astrophysicien français, pour une intervention programmée fin juin 2014. Compte tenu de la renommée de cet intervenant, il est proposé que la Communauté d'Agglomération prennent en charge les frais de déplacement et d'hébergement liés à sa venue, à concurrence d'un montant maximum de 600€."

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration, pour les journalistes, commissaires et co-commissaires d'exposition, conférenciers et artistes, invités par le musée Fabre dans le cadre de sa programmation 2014, à concurrence d'une dépense annuelle maximum de 20 000 €,
- autoriser la prise en charge des frais de déplacement, hébergement et restauration des conservateurs et cadres du musée Fabre et toute autre personne présentant un intérêt pour la bonne marche des projets dans le cadre de déplacements à l'étranger, à concurrence d'une dépense maximum de 5 000 €,
- autoriser le remboursement des frais de transport et d'hébergement et la prise en charge des frais de restauration des personnalités qualifiées membres des jurys d'examens et de concours, et des intervenants invités aux manifestations organisées par le Conservatoire à Rayonnement Régional de

Délibération n° 12161

la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à concurrence d'une dépense annuelle maximum de 28 000 €,

- autoriser la prise en charge des frais de déplacement, hébergement et restauration, des principaux intervenants étrangers au colloque des 7 et 8 mars 2014 organisé par le réseau BEST, à concurrence d'une dépense maximum de 5 000 €,

- accorder pour la Conférence Nationale des présidents de juridictions administratives du 4 septembre 2014 la gratuité pour l'organisation à son bénéfice d'une visite du musée Fabre pour 250 personnes maximum, la mise à disposition de la cour Vien du musée Fabre et la mise à disposition de la grande salle de l'Opéra Comédie,

- autoriser la prise en charge des frais de déplacements et d'hébergement d'un conférencier au Planétarium Galilée pour un montant de 600€,

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 923 et 920,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d' Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : **ImC 177066-DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURI





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – TOTAL FESTUM 2014 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. CLAVERIE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite s'associer à la neuvième édition de la manifestation Total Festum organisée par la Région Languedoc-Roussillon durant le mois de juin 2014 afin de soutenir sur son propre territoire les projets artistiques mettant en valeur la culture occitane.

Les aides financières attribuées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'organisation de ces manifestations aux différentes structures organisatrices sont établies en fonction des projets retenus par la Région Languedoc-Roussillon sur le territoire des communes suivantes :

COMMUNES	MONTANT ACCORDE
Cournonterral – Association Le Chevalet de Cournonterral	2 350 €
Saint Génès des Mourgues	490 €
Saint-Brès	1 160 €
Murviel lès Montpellier – Association Lézar Du	2 000 €
Montpellier – Association Bras'Oc	6 000 €
Saussan	490 €
TOTAL	12 490 €

Ces aides seront formalisées par des conventions financières conclues entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les bénéficiaires susvisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions susvisées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions financières afférentes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      **13 FEV. 2014**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      **13 FEV. 2014**  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 177120-DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.-P. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL



**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION CADRE DE JUMELAGE : RÉSEAU EUROPÉEN DES GRANDS SITES DE L'ÂGE DU FER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. CLAVERIE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

Dans l'objectif de mettre en valeur les collections archéologiques conservées au musée Henri Prades, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite encourager ce dernier à diffuser ce riche patrimoine auprès du plus grand nombre, notamment en répondant positivement, quand cela est possible, aux propositions de partenariat.

Le Laténium, Parc et musée d'archéologie de Neuchâtel (Suisse), le Centre archéologique européen, Bibracte EPCC (Nièvre) et le Kelten-Römer Museum Manching, rattaché à l'Archäologische Staatssammlung de München (Allemagne), trois institutions récentes vouées à la mise en valeur de trois sites protohistoriques majeurs en Europe, ont souhaité encourager les collaborations de toutes sortes à travers une convention de jumelage en 2011. Ce réseau européen de grands sites de l'âge du fer ayant vocation à se développer, le Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades de Montpellier Agglomération et le Museu d'Arqueologia de Catalunya (Musée Archéologique de Catalogne) Ullastret (Espagne), qui présentent des problématiques proches et complémentaires, ont exprimé leur souhait d'y adhérer. Il convient à cet effet d'établir une nouvelle convention qui annule et remplace la précédente, afin de formaliser cette intégration. S'agissant de sites et d'établissements muséaux d'envergure européenne, cela est également l'occasion d'associer le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades à des partenaires reconnus, et ainsi de participer à son rayonnement international.

Cette convention prévoit que chaque signataire s'engage à partager son savoir-faire et ses moyens logistiques et documentaires afin de développer les projets de conservation des collections, de recherche archéologique, de formation des personnels de médiation et de mise en valeur de ce patrimoine archéologique pour un public le plus large possible. En outre, chaque partenaire mettra à disposition ses réseaux et son expertise de façon à promouvoir l'archéologie protohistorique et à favoriser les échanges internationaux, notamment de chercheurs et d'étudiants.

Tout au long de la durée de la convention de partenariat, soit cinq ans, les opérations communes projetées seront définies et arbitrées de manière concertée par les directions de chacun des établissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention cadre de jumelage entre le Laténium, Parc et musée d'archéologie de Neuchâtel, le Centre archéologique européen, Bibracte EPCC, le Kelten-Römer Museum Manching, rattaché à l'Archäologische Staatssammlung de Munich, le Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades et le Museu d'Arqueologia de Catalunya (Musée Archéologique de Catalogne) Ullastret ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      **13 FEV. 2014**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      **13 FEV. 2014**  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 177153-DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.**

**Excusé(es):**

**M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE**

**Absent(es):**

**Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL**

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE EN ALGÉRIE - CONVENTION DE DÉPÔT D'OBJETS INSCRITS SUR L'INVENTAIRE DU MUSÉE DE L'ARMÉE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

L'établissement public du musée de l'Armée a bien voulu confirmer sa proposition de mise en dépôt concernant le plan-relief de la ville d'Alger en 1830, afin de contribuer à l'enrichissement des collections du Musée de l'Histoire de la France en Algérie (MHFA).

Cette très belle pièce, de grandes proportions et de belle facture, est un objet majeur dans le déroulé du parcours permanent non seulement par ses qualités de présentation dans l'espace mais encore par ses qualités d'évocation dans le cadre du discours scientifique. Les architectes muséographes ont accordé un soin tout particulier à la scénographie de sa mise en espace et en lumière dans une des pièces historiques de l'hôtel Montcalm.

Dans ces conditions, à fins de réception et d'approbation de cette proposition, ainsi que d'inscription en tant que dépôt dans le registre général de l'inventaire du musée, il est proposé au Conseil de Communauté de conclure avec le musée de l'Armée une convention, qui définit et règle les modalités administratives et techniques du dépôt de l'objet susvisé.

Ce dépôt, consenti à titre gratuit, est octroyé pour une durée de cinq ans, renouvelable tacitement par période annuelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion d'une convention de dépôt avec le musée de l'Armée, pour le dépôt du 'Plan en relief de la ville d'Alger en 1830', Inv. 16897,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de dépôt susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 177560 - DE

Pour extrait/certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



## **ECOLOTHEQUE**

## **COMMUNICATION**

**MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE :  
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI**



## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI – COMMUNE DE CASTELNAU LE LEZ - ZAC EXTENSION EURÊKA - MODIFICATION DU PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°11920 en date du 29 octobre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé la modification du dossier de création de la ZAC Extension Eurêka sur la Commune de Castelnau le Lez sur une superficie de 37,8 hectares.

Le périmètre de la ZAC est délimité à l'ouest et au nord par le chemin de Borie, le lotissement Jean Mermoz et la rue de la Vieille Poste, à l'est, par le domaine viticole et le Mas de Verchant et la rue Doscares en limite communale, au sud, par la rue du Mas de Verchant et le parc Eurêka, également en limite communale.

Ce nouveau quartier, est destiné à accueillir, dans le prolongement du parc d'activité Eurêka, des activités tertiaires, commerces de proximité et activités mixtes, logements diversifiés ainsi que les éléments constitutifs du Pôle Régional de Gérontologie (établissements médicaux-sociaux, services, tertiaire ciblé, équipement d'intérêt collectif).

Le programme global indicatif prévisionnel de constructions est d'environ 260 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Afin de passer en phase opérationnelle, il convient, conformément à l'article R 311-8 du Code de l'urbanisme, d'approuver le programme d'équipements publics modificatif de l'opération.

Il comprend l'ensemble des voiries, parking, places publiques paysagées, réseaux, ouvrages hydrauliques, espaces verts et plantations permettant d'assurer la desserte et la qualité du nouveau quartier, ainsi qu'un local pour y installer une antenne administrative communale et un fond de concours pour l'enfouissement des lignes à haute tension du secteur.

Par délibération en date du 20 janvier 2014, la Commune de Castelnau le Lez a donné son accord sur ce programme d'équipement public modificatif.

Le Syndicat Mixte Garrigue Campagne a pour sa part donné son accord en date du 16 janvier 2014 sur les modalités de financement, de maîtrise d'ouvrage et d'incorporation à son patrimoine des équipements publics relevant de sa compétence concernant l'adduction eau potable secteur Cauquilloux sur la Commune de Castelnau le Lez.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'approuver le Programme d'Équipement Publics de la ZAC Extension Eurêka.

Conformément aux dispositions de l'article R.311-9 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises par l'article R 311-5 du code précité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Programme des Équipements Publics modificatif de la ZAC Extension Eurêka établi en application de l'article R.311-8 du Code de l'urbanisme,
- dire que le Programme des Équipements Publics sera tenu à la disposition du public à la mairie de Castelnau le Lez, service urbanisme, et à l'hôtel d'Agglomération à Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues à l'article R.311-5 du Code de l'urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.



Délibération n° 12105

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 177234 - DE*

13 FEV. 2014

13 FEV. 2014

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURA





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVIERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAoui, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – COMMUNE DE CASTELNAU LE LEZ - ZAC EXTENSION EURÊKA - MODIFICATION DU DOSSIER DE RÉALISATION - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°11920 en date du 29 octobre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé la modification du dossier de création de la ZAC Extension Eurêka sur la Commune de Castelnau le Lez sur une superficie de 37,8 hectares.

Le périmètre de la ZAC est délimité à l'ouest et au nord par le chemin de Borie, le lotissement Jean Mermoz et la rue de la Vieille Poste, à l'est, par le domaine viticole et le Mas de Verchant et la rue Doscares en limite communale, au sud, par la rue du Mas de Verchant et le parc Eurêka, également en limite communale.

Ce nouveau quartier, est destiné à accueillir, dans le prolongement du parc d'activité Eurêka, des activités tertiaires, commerces de proximité et activités mixtes, logements diversifiés ainsi que les éléments constitutifs du Pôle Régional de Gérontologie (établissements médicaux-sociaux, services, tertiaire ciblé, équipement d'intérêt collectif).

Le programme global indicatif prévisionnel de constructions est de 260 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Par délibération du 12 décembre 2013, le Conseil Municipal de Castelnau le Lez a approuvé une modification simplifiée du PLU permettant la mise en œuvre opérationnelle du projet.

Le Syndicat Mixte Garrigue Campagne a pour sa part donné son accord en date du 16 janvier 2014 sur les modalités de financement, de maîtrise d'ouvrage et d'incorporation à son patrimoine des équipements publics relevant de sa compétence concernant l'adduction eau potable secteur Cauquilloux sur la Commune de Castelnau le Lez.

Aussi, afin de passer en phase opérationnelle, il convient, conformément à l'article R 311-7 du Code de l'Urbanisme, d'approuver le dossier de réalisation modificatif de la ZAC, qui comprend :

- le projet de programme d'équipements publics à réaliser dans la zone,
- le projet de programme global de constructions à réaliser, ci-dessus mentionné,
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps.

Les modalités prévisionnelles de financement de cette opération, qui fait l'objet d'une concession d'aménagement, prévoient des dépenses et des recettes, échelonnées dans le temps, et qui s'équilibrent à 52 698 000 euros sans une participation d'équilibre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les dépenses prévisionnelles incluent 21 M€ de travaux et 5,054 M€ de participation au coût d'enfouissement des lignes à haute tension, et 300 000 € de participation à un équipement public de proximité.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'approuver le dossier de réalisation modificatif de la ZAC Extension Eurêka.

Conformément aux dispositions des articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de réalisation modificatif de la ZAC Extension du Parc Eurêka,
- approuver les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps,
- dire que le dossier de réalisation modificatif sera tenu à la disposition du public à la mairie de Castelnau le Lez, service urbanisme, et à l'hôtel d'Agglomération à Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 13 FEV. 2014  
Déposé En Préfecture 13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 177237-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – COMMUNE DE CASTELNAU LE LEZ - ZAC EXTENSION EUREKA - AVENANT À LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT SERM - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération en date du 27 janvier 1999, le Conseil du District a décidé, en application de l'article L300-4 du Code de l'urbanisme, de confier à la SERM les études, les acquisitions foncières et la réalisation d'une opération d'aménagement dénommée Parc d'Activités EUREKA, dans le cadre d'une convention d'aménagement signée le 26 février 1999, reçue en Préfecture le 2 mars 1999.

Englobant le parc d'activités EUREKA, la Zone d'Aménagement Concertée a été créée par délibération du Conseil du District en date du 19 juin 2000, sur une superficie totale de 32 ha environ.

Dans sa séance du 27 avril 2001, le Conseil du District a approuvé le dossier de réalisation et demandé à la SERM d'engager la réalisation de l'opération d'aménagement.

Un avenant n°1, approuvé par délibération en date du 12 juillet 2000, et signé le 30 août 2000, reçu le 07 septembre 2000, a étendu le périmètre de la concession.

L'avenant n°6, approuvé par délibération du 30 juillet 2004, reçue en Préfecture le 2 août 2004 signé le 8 septembre 2004, reçu en Préfecture le 9 septembre 2004, a notamment pour objet d'étendre le périmètre de la convention publique d'aménagement.

Par délibération du 27 novembre 2008, reçue en préfecture le 08 décembre 2008, le dossier de création de la ZAC Extension du Parc Eureka a été approuvé.

Une modification du Plan local d'Urbanisme de Castelnau le Lez a été approuvée par une délibération du Conseil Municipal du 28 février 2011 avec un objet consistant à rendre constructible la zone 1AU pour la réalisation de la ZAC Extension du Parc Eureka.

Par délibération du 20 février 2012, reçu en préfecture le 09 mars 2012, le dossier de réalisation de la ZAC Extension du Parc Eureka a été approuvé.

Afin d'intégrer les évolutions liées à la démarches EcoCités, et pour permettre l'accueil des éléments du Pôle Régional de Gérontologie et les objectifs de mixité qui lui sont associés, les éléments du projet de ZAC ont évolué. Le dossier de création a pour cela été modifié pour intégrer ces nouveaux éléments.

Par délibération du 29 octobre 2013, reçu en préfecture le 4 novembre 2013, le dossier de création modificatif de la ZAC rebaptisée Eureka Extension a été approuvé.

Une modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Castelnau-le-Lez pour autoriser la réalisation de logements sur le secteur 1AU correspondant au périmètre de la ZAC a été approuvée le 12 décembre 2013.

Aussi il convient maintenant que la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par l'avenant n°14 à la concession d'aménagement, charge la SERM, de réaliser l'aménagement d'un quartier mixte et intergénérationnel, dénommé EUREKA EXTENSION, destiné à accueillir des activités tertiaires, mixtes, des commerces et services, des équipements et des logements, conformément au nouveau programme de la ZAC.

Toutes les dispositions et clauses de la convention en date du 26 février 1999 et de ses avenants successifs, non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

Le présent avenant prendra effet après notification de la date à laquelle le présent avenant aura été reçu par le représentant de l'Etat.

Délibération n° 12107

Mme P. Danan, MM. P. Bonnal, M. Dufour, S. Fleurence, J.-L. Gély, M. Lévida, J. Martin, J.-P. Moure, G. Pastor, M. Passet, ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°14 à la concession d'aménagement Parcs d'activités Eureka,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Tmc 177249 DE*

**13 FEV. 2014**

**13 FEV. 2014**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL



**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION POUR LA REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°2960.T.14.01 - LOT N°1- AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Créé en 1965, le parc d'activités du Salaison recouvre 148 hectares et accueille plus de 200 entreprises pour près de 2500 emplois. Les équipements publics d'infrastructure tels que les voiries et certains réseaux sont délabrés. Les espaces paysagers y sont inexistantes ou très mal entretenus. Enfin, les espaces dédiés aux circulations douces ne sont pas visibles ce qui ne permet pas d'assurer la sécurité des piétons et des cyclistes.

La situation de ce site au contact du projet de parc d'activités « Via Domitia », d'intérêt régional, a amené la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et d'emploi, à engager en 2008 les études en vue de la requalification du parc d'activités du Salaison.

Le 1<sup>er</sup> avril 2010 le Conseil de Communauté a délibéré sur le mandat d'études et de réalisation confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), sur la définition du programme et de l'enveloppe prévisionnelle des travaux ainsi que sur la convention de maîtrise d'ouvrage établie entre la Commune de Vendargues et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Commune de Vendargues ainsi que les entreprises implantées sur le parc d'activités du Salaison ont été associées et informées par la Communauté d'agglomération de Montpellier tout au long des études.

Afin de mener à bien ce projet, des études pré-opérationnelles ont été menées par la SAAM. Elles ont permis :

- un diagnostic précis des équipements publics d'infrastructure existants ;
- l'identification des besoins en travaux publics ;
- la définition des orientations d'aménagement des espaces publics.

Lors de cette phase, la SAAM s'est appuyée sur l'expertise technique du groupement de maîtrise d'œuvre CHEMIN FAISANT (urbaniste et architecte paysagiste) – INGEROP (bureau d'études).

Le projet de requalification du parc d'activités vise plusieurs objectifs :

- requalification de l'ensemble des voies, des réseaux secs et humides, des espaces paysagers et des cheminements doux,
- implication des entreprises du parc d'activités dans la requalification de leurs emprises privatives,
- redynamisation de l'activité économique, aide au développement des entreprises présentes sur le site et accueil de nouvelles entreprises.

Dans le cadre de la requalification de l'ensemble des voies, des réseaux secs et humides, des espaces paysagers et des cheminements doux, il a été décidé de lancer une procédure de marché public de travaux décomposée en 3 lots.

Le 26 juin 2013 le Conseil de Communauté a approuvé la conclusion du marché de travaux dans le cadre du mandat d'études et de réalisation de requalification du parc d'activités du « Salaison », en ce qui concerne le lot n°1 « Voirie et réseaux humides » à la société « EUROVIA ». Le montant du présent marché s'élève à un montant hors taxe égal à 3 748 875,90 € qui se répartit comme suit :

- 3 020 029,05 € H.T pour la tranche ferme ;
- 688 146,85 € H.T pour la tranche conditionnelle ;
- 40 700,00 € H.T pour une option.

Le 23 mai 2013 le Conseil de Communauté a approuvé le « Schéma directeur d'alimentation en eau potable de l'Agglomération de Montpellier ». Ce schéma prévoit notamment une politique très volontariste en ce qui concerne le renouvellement du réseau d'adduction potable sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Lors du même Conseil de Communauté, l'assemblée délibérante a approuvée le principe de dissolution du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples (SIVOM) du Salaison ainsi que la pleine prise de compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à compter du 30 juin 2013, sur le réseau d'adduction d'eau potable des Communes du Crès, de Jacou et de Vendargues.

La pleine prise de compétence par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le réseau d'adduction d'eau potable de la Commune de Vendargues l'a amené à investiguer le présent réseau sur le parc d'activités du Salaison et prendre la décision de le renouveler dans le cadre de sa nouvelle politique de renouvellement du réseau communautaire.

Le lot n°1 « voirie et réseaux humides » du marché de travaux précédemment cité ne comprenait pas, ni en tranche ferme, ni en tranche conditionnelle, ni en option, la reprise du réseau d'adduction d'eau potable et le SIVOM du Salaison, compétent sur le réseau d'adduction d'eau potable du parc d'activités du Salaison jusqu'au 29 juin 2013, avait jugé inopportun de renouveler ce réseau.

La voirie concernée par la tranche conditionnelle du marché de travaux précédemment cité ne supportant pas de réseau public d'adduction d'eau potable n'est pas concernée par un quelconque besoin de renouvellement du présent réseau dans le cadre de ce marché.

Face à cette situation imprévisible, afin de réaliser une économie financière substantielle tout en garantissant l'achèvement des travaux de réfection des voiries et des réseaux humides, il apparaît opportun de réaliser les travaux de réfection du réseau d'adduction d'eau potable en même temps que les autres travaux effectués sur les réseaux humides et sur la voirie, en ce qui concerne la tranche ferme du marché de travaux précédemment cité. Les présents travaux ayant débuté depuis la fin du mois d'octobre 2013, ceci permet encore de réaliser des travaux sur le réseau d'adduction d'eau potable sans perturber le déroulement du chantier.

En application de l'article 35 alinéa 2 du Code des Marchés Publics, un marché complémentaire de travaux a été négocié avec la société « Eurovia » titulaire du lot n°1 « Voirie et réseaux humides », en ce qui concerne la tranche ferme du présent marché. Le montant de ce marché complémentaire s'élève à 1 078 350,75 € hors taxe, ce qui représente 28,76 % du montant hors taxe du marché de travaux initial.

La Commission d'Appel d'offres, réunie en séance le 21 janvier 2014, a approuvé la conclusion d'un marché complémentaire avec la société « EUROVIA » située « ZI La Biste – CS Baillargues – 34 748 Vendargues Cedex » dont le montant s'élève à 1 078 350,75 € hors taxe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché complémentaire de travaux sur le lot n°1, dans le cadre du mandat d'études et de travaux de requalification du parc d'activités du "Salaison", avec l'entreprise EUROVIA,
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur Thierry LAGET, représentant du mandataire, à signer le marché sus-mentionné,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      **13 FEV. 2014**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      **13 FEV. 2014**  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 175 327-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - ORGANISATION D'UNE MISSION OFFICIELLE À ABU DHABI DU 19 AU 24 JANVIER 2014 - PARTICIPATION AU CONGRÈS GLOBAL SUSTAINABLE CITIES NETWORK - FINANCEMENT DU DÉPLACEMENT DE LA DÉLÉGATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a aussi entrepris de renforcer son positionnement au niveau mondial et de faciliter, au sein des réseaux internationaux, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes en facilitant l'accès aux marchés étrangers.

Dans ce cadre, la stratégie de collaboration économique conduite depuis 2004 a permis le déploiement des entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier vers des pays cibles que sont la Chine, les USA, le Brésil, le Canada et la Russie.

En juillet 2008, et pour la première fois en Europe, la National Business Incubation Association, réseau américain d'envergure mondiale, a attribué le label Soft Landings au Business Incubator Centre (BIC) de Montpellier Agglomération, élu 1er incubateur mondial en 2007. Ce label a été reconduit pour la période 2012-2014.

Il reconnaît la valeur de l'accompagnement effectué par la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès des entreprises étrangères qui souhaitent s'implanter sur le territoire.

L'ouverture en juin 2011 du MIBI (Montpellier International Business Incubator), véritable plateforme à l'international, témoigne également de la volonté et de l'audace de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui s'est ainsi dotée d'un outil et d'un concept unique en France, un espace innovant dédié à l'accueil d'entreprises étrangères et du territoire tournées vers l'export.

Les Emirats Arabes Unis (EAU) constituent une zone géographique clé au Moyen Orient pour les entreprises françaises (300 y sont installées) et pour celles de notre territoire à la recherche de débouchés dans cette partie du monde. Les intérêts économiques entre la France et les EAU sont en progression annuelle de 10% environ. La France est devenue le principal partenaire stratégique des EAU en Europe et vice versa. Les EAU constituent la 3ème économie du Moyen Orient et se démarquent des autres pays du Moyen Orient par la diversification de leur économie tirée essentiellement par l'exploitation d'hydrocarbures et par les services qui représentent plus de 40% du PIB. Toutefois, la contribution du secteur des hydrocarbures a sensiblement baissé depuis les années 1970 (70% du PIB) pour atteindre 31% aujourd'hui. Fortement impactés par la crise financière, les EAU initient actuellement la reconversion de l'économie pour préparer l'après pétrole. Cette diversification s'engage autour du développement de projets technologiques visant à développer les énergies renouvelables, gérer la ressource en eau, améliorer la santé des citoyens...

la Communauté d'Agglomération de Montpellier dispose de nombreux atouts sur l'ensemble de ces domaines, rendant ainsi le marché des émirats très attractif pour les entreprises du territoire. Parallèlement, les EAU souhaitent investir massivement à l'étranger et notamment en Europe.

Dans ce contexte la Communauté d'Agglomération de Montpellier a organisé en juin 2012 une mission stratégique aux Emirats Arabes Unis (Abou Dhabi). Les contacts noués ont permis de valider l'envergure et le potentiel des EAU pour les entreprises du territoire mais aussi au niveau des investissements externes pouvant être mobilisés.

Dans la continuité de cette mission, l'Ambassade de France à Abu Dhabi nous a proposé de participer aux journées que la France organise à l'occasion de la Semaine de la Durabilité d'Abou Dhabi, du Sommet mondial des Energies Futures (World Future Energy Summit – WFES) et de la réunion annuelle du Réseau Mondial des Villes Durables (Global Sustainable Cities Network – GSCN).

Délibération n° 12109

A ces occasions, des actions de promotion des savoir-faire français sur l'ensemble des thématiques de la ville durable se sont déroulées

Le programme pour la délégation a comporté comme faits marquants :

- Une présentation de l'ECOCITE de Montpellier Agglomération devant le Réseau Mondial des Villes Durables,
- Une participation à la réunion FRANCE/EAU sur la coopération bilatérale,
- Participation sur le stand FRANCE au Sommet Mondial des Energies Futures,
- Des réunions organisées par l'Ambassade avec la ville d'Abu Dhabi et la ville de Masdar (l'ECOCITE Emirienne) afin d'aller plus en avant dans des propositions de coopération.

Le coût de la mission menée par un conseiller communautaire et deux techniciens est évalué à 9 200 € T.T.C. Ce coût comprend les frais de transports internationaux et internes, l'hébergement, les frais divers dont les entrées aux congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation de la mission institutionnelle à Abu Dhabi du 19 au 24 janvier 2014,
- approuver la participation d'un élu et de 2 techniciens à la mission,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 177 585-DE*

**13 FEV. 2014**

**13 FEV. 2014**

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Étaient présents :**

**M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAoui, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.**

**Excusé(es):**

**M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE**

**Absent(es):**

**Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL**

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - ORGANISATION D'UNE MISSION D'AFFAIRE FILIÈRE VITICOLE À CHENGDU (CHINE) - FINANCEMENT DE LA MISSION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu), aux Etats-Unis (New Jersey), en Russie (Obninsk) et au Canada (Québec) et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpelliérain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec par exemple la venue à l'université de Montpellier des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » au début du XXème siècle (1908-1927) et plus récemment avec le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations privilégiées avec la Chine, la Communauté d'Agglomération de Montpellier poursuit depuis 2004 une stratégie de développement économique avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, et a développé un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et neuf Provinces centrales chinoises.

Depuis les vingt cinq dernières années, la Chine a favorisé sa croissance économique par une stratégie de développement externe basée sur l'investissement étranger générant d'importantes disparités entre les provinces de la bande côtière et les provinces internes chinoises. Le 12<sup>ème</sup> plan quinquennal 2011-2016 axe la stratégie de développement économique sur un modèle de croissance interne avec notamment les 800 millions de consommateurs des provinces centrales, en permettant aux entreprises chinoises de se développer à l'international. Pour les cinq prochaines années, l'Etat chinois va investir 950 milliards de dollars pour développer la santé, la formation et les axes de communication de ces provinces centrales. La Province du Sichuan et sa Capitale Chengdu sont les portes d'entrées aux marchés que représente cette nouvelle stratégie de développement économique.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu, en particulier EUPIC, souhaitent s'engager aux côtés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans un nouvel axe de développement économique dédiée à la filière vin. Dans les provinces centrales, le vin étant majoritairement un cadeau de prestige, plus de 60% des achats se font pour les institutions et 20 à 30% pour les grandes occasions (mariages...). La partie chinoise propose donc à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de développer une nouvelle approche économique en associant un partenaire chinois étatique, gage de qualité et de sécurité pour l'acheteur, afin de promouvoir cette offre.

Dans le cadre du développement de la plateforme de promotion des vins de avec la ville de Chengdu, notre partenaire EUPIC souhaite inviter une délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu du 23 au 29 mars prochain.

Cette mission a pour objectif la promotion des vins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La délégation participera à la plus grande foire professionnelle des vins et spiritueux de Chine, stand de 30 m2 avec 30 références de vins proposées (4 millions de visiteurs). Des rencontres et événements de promotion ciblés avec des acheteurs de vins sont également prévus.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite y dépêcher une délégation composée de 6 représentants locaux de la profession viticole et d'un membre des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les coûts à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier seront limités aux frais de transports et de visa soit 9 000€ T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaire à Chengdu du 23 au 29 mars 2014,
- approuver la participation à la foire internationale des vins et spiritueux de Chengdu de représentants de 6 domaines viticoles,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 14 300 € T.T.C.,
- approuver la participation éventuelle d'un(e) technicien(e),
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : Tmc

13 FEV. 2014

13 FEV. 2014

MT 578 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.







**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE ET EMPLOI – MIPIM 2014 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE  
LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER, LA SAAM ET LA SERM  
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

La Société d'Economie Mixte de la Région Montpelliéraine et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique de notre territoire. Les synergies développées entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ces sociétés sont un des principaux éléments de notre dynamisme.

Cette action concertée doit être mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale afin d'optimiser la commercialisation de nos principales opérations immobilières et d'aménagements.

Le MIPIM qui se déroulera du 11 au 14 mars 2014 à Cannes, est le premier forum mondial des professionnels de l'immobilier et une place de marché internationale réunissant plus de 20 000 participants dont de nombreux promoteurs et investisseurs provenant de 80 pays.

Il s'agit donc pour la SERM et la SAAM d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir leurs opérations et favoriser les prospects. Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation de leurs équipes, dirigeants, administrateurs de la société et techniciens.

Ce succès passe aussi par la capacité à mobiliser les élus et les responsables cadres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour apporter aux investisseurs et autres opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat à développer entre ces trois acteurs, dans le cadre de cet événement majeur en matière de développement économique, notamment concernant :

- les actions financées et développées spécifiquement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour ce type de salon professionnel,
- la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la stratégie de commercialisation et de communication,
- les missions et le rôle des élus et des cadres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- les modalités de prise en charge des frais inhérents à la participation à ce rendez-vous économique de renommée internationale.

La prise en charge de ces frais par la SAAM et la SERM est plafonnée à une enveloppe prévisionnelle de 15 000 euros Hors Taxe.

Mme H. Mandroux, MM J.-P. Moure, J.-L. Gély, G. Pastor, M. Dufour, J. Touchon, M. Passet, M. Lévida, J. Martin ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la SERM et la SAAM relative à leur participation au MIPIM du 11 au 14 mars 2014,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12111

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 177 768-DE*

**13 FEV. 2014**

**13 FEV. 2014**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



**ARTISANAT, COMMERCE,  
MARCHE D'INTERET NATIONAL**



## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL – CAP ARTISANAT - UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE CONSTITUÉE DE LA CONFÉDÉRATION DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ENTREPRISES DU BÂTIMENT, LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DE L'ALIMENTATION EN DÉTAIL ET DE L'UNION NATIONALE DE L'ARTISANAT DES MÉTIERS ET SERVICES - PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille.

Le territoire de l'agglomération de Montpellier compte 7 500 entreprises artisanales dont 47% sont des entreprises du bâtiment. Au total, les entreprises artisanales représentent 27% des entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et leur effectif salarié 16% de la population active.

L'Union Professionnelle Artisanale de l'Hérault (UPA 34) est constituée de :

- la CAPEB, syndicat patronal de l'artisanat du bâtiment, représentant toutes les entreprises artisanales du bâtiment,
- la CGAD (Confédération Générale de l'Alimentation en Détail), syndicat patronal de l'artisanat de l'alimentaire, représentant toutes les entreprises artisanales de l'alimentaire,
- l'UNAMS/CNAMS (Union Nationale des Métiers et Services), syndicat patronal de l'artisanat des métiers et services, représentant toutes les entreprises artisanales des métiers et services.

L'Union Professionnelle Artisanale de l'Hérault (UPA 34) souhaite réaliser dans le cadre du projet Campus de l'Artisanat, sur le site de la ZAC Pierres Vives, une plateforme de services de l'artisanat « Cap artisanat » d'une superficie de 1 332 m<sup>2</sup>. Cette plateforme de services répond à quatre enjeux : informer et former sur le bâtiment de demain (éco-construction, éco-technologies...), développer l'employabilité et les compétences, accompagner les créateurs et repreneurs d'entreprises du bâtiment et accompagner les chefs d'entreprises dans leur gestion quotidienne.

Un pôle d'accompagnement vers l'emploi dans l'artisanat dédié aux demandeurs d'emploi, aux jeunes en difficulté d'insertion professionnelle et aux salariés en reconversion sera également créé au sein de la plateforme Cap artisanat.

Le plan de financement de l'Union Professionnelle Artisanale de l'Hérault prévoit un budget total de 6 249 474 euros, répartis en aides publiques à hauteur de 4 549 474 euros - l'Europe (500 000 euros), l'Etat (500 000 euros), Région Languedoc-Roussillon (500 000 euros), Département de l'Hérault (2 750 000 euros), la ville de Montpellier (49 474 euros) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier (250 000 euros) - et en autofinancement à hauteur de 1,7 million d'euros.

Le projet « Cap artisanat » constitue un projet majeur pour l'artisanat et le développement économique du territoire. En effet, la réalisation de ce projet permettra de faciliter la création d'entreprises artisanales, de développer la formation des jeunes artisans, d'accompagner les projets de croissance des artisans dans une perspective de développement de l'emploi.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier émet un accord de principe pour l'octroi d'une subvention d'investissement d'un montant maximum de 250 000 euros pour le projet « Cap Artisanat » auprès de l'UPA et la CAPEB.

Il convient de préciser que le soutien de la Communauté d'Agglomération de Montpellier portera sur le volet plateforme de ce bâtiment, conformément à la définition de l'intérêt communautaire en matière de développement économique.

En outre, des fonds européens FEDER et FSE seront sollicités dans le cadre du projet.

De surcroît, la Communauté d'Agglomération de Montpellier sollicitera l'Etat pour transférer une partie des crédits du Plan Local de Revitalisation vers le cofinancement du projet « Cap artisanat ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 12113

- approuver l'accord de principe pour l'octroi d'une subvention d'investissement à l'Union Professionnelle Artisanale constituée de la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment, la Confédération Générale de l'Alimentation en Détail et de l'Union Nationale de l'Artisanat des Métiers et Services,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 177 532 DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAoui, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL



**ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL – CAMPUS DE L'ARTISANAT - CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE L'HÉRAULT - PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille.

Le territoire de l'agglomération de Montpellier compte 7 500 entreprises artisanales dont 47% sont des entreprises du bâtiment. Au total, les entreprises artisanales représentent 27% des entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et leur effectif salarié 16% de la population active. La Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault est un établissement public administré par des artisans. Elle a pour vocation de représenter les intérêts généraux de l'artisanat auprès des pouvoirs publics. La Chambre départementale des Métiers et de l'Artisanat travaille en étroite collaboration avec les organisations professionnelles représentatives de l'artisanat chargées de la défense des intérêts particuliers des différents métiers.

De la création à la transmission, en passant par toutes les phases de développement, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) a une fonction fondamentale d'appui et de conseil aux entreprises artisanales. Elle procède également à toutes les études liées à la solution des problèmes techniques, économiques, urbains, sociaux relatifs aux métiers de l'artisanat (PLU, déchets...).

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault porte un projet de construction d'un « Campus de l'artisanat » sur la ZAC Pierres Vives à Montpellier. Ce programme d'une superficie de près de 6 500 m<sup>2</sup> aura vocation à accueillir le siège de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, l'Institut régional des métiers et l'accompagnement au développement des entreprises à l'horizon 2015. Une partie de ses locaux sera dédié à une pépinière artisanale pour l'accompagnement des créateurs d'entreprise. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée à hauteur de 1,5 million d'euros pour l'octroi d'une subvention d'investissement.

Le plan de financement de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault prévoit un budget de 19 millions d'euros répartis ainsi :

- 8,5 millions d'euros de fonds propres,
- 6,5 millions d'euros de subventions sollicitées auprès de la Région Languedoc-Roussillon (3 millions), du Département de l'Hérault (2 millions), et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (1,5 million),
- Un emprunt contracté par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault à hauteur de 4 millions d'euros.

Le projet « Campus de l'artisanat » constitue un projet majeur pour l'artisanat et le développement économique du territoire. En effet, la réalisation de ce projet, conforme à l'intérêt communautaire en matière de développement économique, et en particulier, pour ce qui relève du champ de l'artisanat, permettra de faciliter la création d'entreprises artisanales, de développer la formation des jeunes artisans, d'accompagner les projets de croissance des artisans dans une perspective de développement de l'emploi local.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier émet un accord de principe pour l'octroi d'une subvention d'investissement d'un montant maximum de 1,5 million d'euros pour le projet « Campus de l'artisanat » auprès de la Chambre des Métiers et de l'artisanat de l'Hérault.

Il convient de préciser que le soutien de la Communauté d'Agglomération de Montpellier portera sur le volet « pépinière » de ce bâtiment.

En outre, des fonds européens FEDER et FSE seront sollicités dans le cadre du projet.

De surcroît, la Communauté d'Agglomération de Montpellier sollicitera l'Etat pour transférer une partie des crédits du Plan Local de Revitalisation vers le cofinancement du projet du Campus de l'artisanat et/ou sollicitera l'Etat et la Région Languedoc-Roussillon pour tout autre cadre de financement, dont le Contrat de Plan Etat-Région 2014-2020. Ce transfert de crédit viendra en diminution de la contribution financière de la Communauté d'Agglomération au projet.

Délibération n° 12114

Enfin, conformément à la demande de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, et eu égard l'intérêt communautaire en matière de développement économique, la Communauté d'Agglomération de Montpellier émet un avis favorable pour garantir l'emprunt de 4 millions maximum selon les modalités qui seront définies ultérieurement avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'accord de principe pour l'octroi d'une subvention d'investissement à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault,
- approuver une garantie sur un emprunt de 4 millions contracté par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'exercice 2014, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture 13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 177 829 DE

Pour extrait certifié  
l'original.

Le Président,



M. Jean-Pierre MOURE.

## **TOURISME**

## **INNOVATION**



SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAoui, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

## **INNOVATION – FILIÈRE TIC SANTÉ - SILVER ECONOMIE - PARTICIPATION AU PROJET TRAIT D'UNION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

### **La Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le développement des filières santé et numérique et les projets liés à la Silver Economie, au vieillissement et au handicap**

Depuis plus de 20 ans, la politique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier vise notamment à accompagner la création et le développement d'entreprises innovantes en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants tels que des parcs d'activités scientifiques, des programmes immobiliers destinés aux entreprises technologiques et des pépinières d'entreprises innovantes, mais également à structurer et promouvoir des filières stratégiques pour le territoire.

Le secteur santé est une des filières d'excellence du territoire de l'Agglomération de Montpellier et de sa région, et l'un des plus dynamiques.

La collectivité a particulièrement investi dans le secteur de la santé, mais également dans celui des technologies de l'information et de la communication (TIC), et plus récemment à la croisée de ces deux filières, la e-santé, pour générer de nouveaux emplois et contribuer à améliorer les conditions de vie des habitants.

Le soutien à la filière santé, en particulier à l'e-santé, en lien avec l'autonomie à la santé et le vieillissement réussi, est une priorité stratégique pour l'Agglomération de Montpellier.

En effet, le vieillissement de la population est actuellement une des principales données démographiques françaises. 22% de la population a plus de 60 ans aujourd'hui et cette proportion devrait passer à 33% en 2020 dont la moitié de plus de 75 ans. Dans ce contexte, le problème actuel n'est pas tant d'augmenter l'espérance de vie que de limiter l'impact des handicaps liés au vieillissement, en particulier dans les domaines cognitif, moteur et sociétal. Prévenir ou corriger ces handicaps est le défi à relever si l'on veut éviter que le vieillissement de notre population pose rapidement des problèmes médicaux, médico-sociaux, économiques, politiques et éthiques majeurs. Le vieillissement de la population est donc devenu un enjeu important pour les collectivités et il est aussi source d'opportunités de développement de technologies et de services pour les entreprises.

Précurseur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place il y a plus de 30 ans un service de téléalarme destiné aux personnes âgées et aux personnes à mobilité réduite, facilitant ainsi le maintien à domicile.

Par ailleurs, Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient un certain nombre de projets sur son territoire, en lien avec le vieillissement et l'autonomie, comme par exemple le Pôle Régional de Gérontologie ou encore le Pôle Autonomie Santé de Lattes.

Officiellement lancée le 24 avril 2013 par le gouvernement, la Silver Economie est une filière en pleine construction, mais aussi en pleine évolution économique et industrielle. Plus récemment, la commission "Innovation 2030" présidée par Anne Lauvergeon, a par ailleurs retenu la Silver Economie comme l'une des sept ambitions stratégiques.

Dans ce contexte, et conformément à sa volonté politique de répondre aux enjeux de la vieillesse sur son territoire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite accompagner le développement des initiatives dans la Silver Economie sur son territoire et se positionner aux côtés des entreprises développant des solutions innovantes dans ce domaine.

C'est dans cette optique que la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité intégrer le consortium du projet « Trait d'Union ».

## **II Le projet TRAIT D'UNION**

La société ALTERA GROUP souhaite répondre à l'appel à projets « logiciels embarqués et objets connectés » dans le cadre des Investissements d'Avenir, avec un consortium d'acteurs nationaux et locaux (industriels, établissements de santé, services à la personne, collectivités et banque/assurance).

Cet appel à projet est dédié au soutien aux technologies stratégiques du « cœur de filière » numérique, pour des objets connectés ayant vocation à interagir et communiquer plus intelligemment avec leur environnement tout en maintenant un niveau élevé de sûreté et de sécurité.

Le projet, nommé « Trait d'Union », est une solution de e-santé destinée à améliorer la qualité de vie des seniors et de leur entourage proposant un bouquet de services interactifs et personnalisés, supporté par une tablette et des objets connectés, pour stimuler de façon positive les capacités cognitives des seniors et assurer un lien social permanent dans les domaines de l'hospitalisation à domicile et de la surveillance des pathologies chroniques et du vieillissement actif de la population intégrant la prévention.

Basé sur le dispositif KODRO, le projet « Trait d'Union » s'appuie sur des technologies avancées de la e-santé, des objets communicants adaptés au contexte (tablette connectée, montre intelligente, smartphone, capteurs divers), et leur transformation en une réalité commerciale à l'échelle d'un territoire, faisant interagir l'ensemble des acteurs de l'écosystème santé à domicile et autonomie.

Cette collaboration sur de nouveaux usages de la e-santé est une véritable opportunité pour les partenaires de ce projet de créer une dynamique autour des nouveaux services numériques à domicile tant avec les offreurs (industriels de la Silver Economie), que les utilisateurs et les financeurs car le projet s'appuie sur des technologies avancées de l'e-santé et sur les principaux fondements suivants :

- une approche scientifique de haute qualité assurée par des équipes de pointe en Hospitalisation à Domicile, gériatrie, psychiatrie et ergonomie qui apportent expertise en recherche et expérience de la prise en charge au quotidien des maladies chroniques et pathologies de la sénescence.
- le recours à l'intelligence artificielle pour prendre en compte et s'adapter à l'évolution au cours du temps des caractéristiques individuelles de chaque personne. Ceci permet d'adopter une approche systémique, ce qui est totalement innovant dans ce domaine.
- intervention permanente d'un réseau dédié d'aidants spécialisés auprès des utilisateurs : Institutions et établissements spécialisés (suivi, conseils et formation) et personnes autonomes ou non résidants à domicile (suivi de la personne, formation, information des aidants proches)
- un bouquet de contenus interactifs dédiés définis par l'équipe scientifique (suivi, observance, capture d'information, exercices, jeux cognitifs, vidéos, ateliers mémoire, communication etc.) adapté à chaque cas individuel au jour le jour (innovation majeure). Ces contenus sont alimentés, renouvelés et enrichis chaque jour.
- un accès hautement sécurisé des objets connectés et logiciels embarqués aux différents services, assorti d'une protection renforcée des données personnelles (agrément CNIL). Les utilisateurs (individuels et en institutions), ont pour interface/support des tablettes tactiles connectées au système en wifi.

### **III – La Communauté d'Agglomération de Montpellier, acteur du projet Trait d'union**

#### **1- MONTPELLIER AGGLOMERATION FOURNISSEUR DE CONTENUS :**

La Communauté d'Agglomération de Montpellier développe, de par les compétences dont elle dispose, un grand nombre de services aux citoyens dans les domaines sportif, culturel, des transports ... Ainsi, elle pourra enrichir le contenu de KODRO avec des informations concernant ces domaines et en particulier celles qui intéresseront plus particulièrement les seniors.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra également valoriser son offre « senior » existante ou en développement comme par exemple le service téléalarme.

#### **2- MONTPELLIER AGGLOMERATION ACTEUR DU DEPLOIEMENT DE LA SOLUTION ;**

La Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra contribuer au déploiement de la solution développée en étant prescripteur auprès des bénéficiaires potentiels comme par exemple les utilisateurs de la téléalarme. Elle pourra également solliciter les CCAS (Centre communal d'action sociale) des communes de l'Agglomération pour identifier d'autres bénéficiaires potentiels.

#### **3- L'ECOCITE COMME TERRITOIRE D'EXPERIMENTATION**

Montpellier Agglomération, fidèle à son esprit d'innovation, est l'un des premiers territoires à explorer le concept de « cité intelligente » (Smart City). Cette expérimentation a pour laboratoire le territoire de l'EcoCité (2 500 hectares) qui concentre toutes les grandes problématiques urbaines : transports,

énergies, santé, inondations, logements et commerces, activités tertiaires. La cité intelligente se nourrit de tous ces thèmes, avec un double objectif : inventer de nouveaux services, grâce au partage des données, et stimuler la croissance économique par l'innovation. Ainsi, trois projets ont déjà démarré (« Transport & Mobilité multimodale », « Télérelevé EcoCité », et « Ville en alerte »).

La santé et les relations intergénérationnelles, en lien avec le numérique, sont donc des thèmes qui seront abordés dans les projets de la cité intelligente. Le projet « Trait d'Union » pourra ainsi y trouver un lieu d'expérimentation et de démonstration de ses innovations.

#### 4- INTERET POUR MONTPELLIER AGGLOMERATION D'INTEGRER LE PROJET :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra mettre en avant son offre d'activités, plus particulièrement pour les seniors, via un service interconnecté.

La participation à ce projet permettra à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'apporter une réponse politique aux enjeux du vieillissement sur son territoire.

Le projet permet de développer une solution économique locale et de valoriser des acteurs locaux, notamment Altera Group, mais également d'autres industriels français.

En s'impliquant dans ce projet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra faire bénéficier ses usagers d'une offre « validée » au niveau national (à travers cet appel à projet), pour un meilleur déploiement sur le territoire.

Dans le cadre de ce projet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra bénéficier d'une aide de l'Etat (financement investissement d'avenir) à hauteur de 40 % des dépenses éligibles.

#### 5- MOYENS HUMAINS MIS A DISPOSITION PAR MONTPELLIER AGGLOMERATION DANS LE CADRE DU PROJET :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mettra à disposition dans le projet l'équivalent d'un équivalent temps plein (ETP) sur 14,4 mois, pour l'enrichissement du contenu de Kodro et pour faciliter le déploiement de la solution sur le territoire.

L'ETP est composé de la contribution de deux personnes :

- Une chargée de mission filière santé (½ ETP) en charge de la coordination du projet et de la communication sur le projet lors du déploiement de la solution sur le territoire
- Un(e) chargé(e) de communication (½ ETP) pour l'alimentation en contenus

La réponse à l'appel à projet se fait via un consortium et un leader, ALTERA GROUP, qui coordonnera le projet « Trait d'Union ». Le projet doit être déposé au plus tard le 15 janvier 2014. La liste des partenaires participants et leur implication dans le projet est soumise à confidentialité.

#### A propos de la société ALTERA GROUP et du projet KODRO :

ALTERA GROUP a été créée à Cap Oméga il y a 5 ans. Frédéric Couriol en est le PDG. L'entreprise emploie près de 50 personnes (sur Montpellier et Paris) et a réalisé un chiffre d'affaires de 52 millions d'euros en 2012.

Le projet KODRO a pour objectif de développer une plateforme pour l'accompagnement des personnes dépendantes à domicile ou en structure spécialisée. Les "clients" de KODRO sont des seniors actifs, des retraités, des MCI (personnes commençant à avoir des pannes mnésiques), des personnes atteintes d'Alzheimer (niveau 1 à 3). KODRO cible à la fois le patient, sa famille et les aidants.

La société ALTERA GROUP a donc mis les nouvelles technologies au service des Séniors pour créer KODRO et cette attention lui a d'ailleurs valu de compter parmi les lauréats de l'appel à projet e-santé n°2 intitulé « Développement de services numériques pour la santé et l'autonomie ».

ALTERA GROUP propose 3 offres :

- KODRO Solution pour la personne seule à domicile
- KODRO Evolution pour les personnes en perte d'autonomie
- KODRO Institution qui vise les structures d'accueil des seniors



Conçue en collaboration avec des équipes de professionnels médicaux et para-médicaux, la version KODRO Institution est un programme dédié à la prise en charge des personnes âgées accueillies en établissement.

A partir de tablettes tactiles reliées à Internet, ce programme propose aux professionnels de l'animation toute une palette d'activités. L'intelligence du système permet, en fonction des souhaits de l'animateur et des résidents (stimulation cognitive, revue de presse, activité ludique), de proposer des programmes. Ces programmes sur mesure en utilisation individuelle ou collective sont adaptés au profil individuel des patients tant en terme de fonctions cognitives qu'en terme d'autonomie.

Kodro Institution est un outil qui lors d'études menées dans plusieurs établissements, a permis une amélioration très significative de la qualité de vie des ses résidentes, en renforçant la relation entre eux-mêmes, leurs familles respectives et les soignants.

La société ALTERA GROUP s'est associée au Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier, en particulier le Professeur Hubert Blain, pour mener une étude clinique auprès d'établissements de la Région Languedoc-Roussillon et donc mettre à disposition le système KODRO aux EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) souhaitant participer à une évaluation des bénéfices apportés par cet outil aux résidents, à leurs familles et aux personnels soignants.

En parallèle de son développement local et en France, ALTERA GROUP a commencé à explorer les possibilités de développement de Kodro à l'international (notamment aux Etats-Unis avec KODRO Inc. et au Canada).

Depuis sa création, la société a déjà levé 1 700 000 euros auprès de Soridec et Sofilaro.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au projet "Trait d'Union",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'accord de confidentialité, l'accord de consortium, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      **13 FEV. 2014**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      **13 FEV. 2014**  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 177 718 -DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURA





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**INNOVATION – SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT NUMERIQUE - ACCORD-  
CADRE N°3407RI13 POUR LA MISE À DISPOSITION DE LIAISONS FIBRE OPTIQUE  
(FO)- AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

L'objet de cet accord cadre est la mise à disposition de liaisons Fibre Optique (FO) entre le réseau des titulaires retenus par l'Agglomération de Montpellier et le réseau propre à la collectivité dans le cadre de la réalisation des objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique.

Les liaisons Fibre Optique ainsi mises à disposition assureront la continuité physique du service de transport passif entre les points du réseau de la collectivité via la portion d'infrastructure mise à disposition par le titulaire. Ce service est assorti d'une garantie de disponibilité du réseau fixée à 99,95% et d'une Garantie de Temps de Rétablissement (GTR) en cas de coupure.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste libre de l'utilisation, pour ses besoins propres ou par les utilisateurs désignés par elle-même, des supports mis à disposition, constitués de brins de fibres optiques dédiés.

Il s'agit d'un accord cadre, initialement prévu comme devant être multi-attributaire, conclu, conformément à l'article 76 du Code des Marchés Publics, avec plusieurs opérateurs économiques (minimum 3) qui devaient être remis en concurrence à survenance du besoin.

Les marchés subséquents passés sur le fondement de cet accord cadre seront des marchés à bons de commande.

Cet accord cadre, passé en procédure d'appel d'offres ouvert (articles 33, 60 à 64 du code des marchés publics) prendra effet dès sa notification pour une durée d'un an et pourra être renouvelé trois fois une année, par reconduction expresse, à la date anniversaire.

Cet accord cadre est conclu sans minimum ni maximum.

Le nombre maximal de candidats envisagés pour cet accord cadre était fixé à trois candidats. Une seule offre a été déposée par la Société HERAULT TELECOM le 06 janvier 2014.

Après analyse technique et financière, la Commission d'Appel d'Offre a attribué le 21 janvier 2014 le marché à la Société HERAULT TELECOM pour un montant estimatif de 2 190 773 € H.T. sur la durée de l'accord cadre, périodes de reconductions éventuelles comprises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion d'un accord cadre conformément à l'article 76 du code des marchés publics,
- dire que les crédits nécessaires à cette affaire sont inscrits dans le cadre d'une Autorisation de Programme et Crédit de Paiement, chapitres 909 et 929,
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 17712-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOUREAU



**ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE,  
TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE,  
RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE**

## **INSERTION PAR L'ECONOMIQUE**

**SERVICES FUNERAIRES**

**PROTECTION DES ANIMAUX,  
FOURRIERE ANIMALE**

## **EAU ET ASSAINISSEMENT**





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE PÉROLS - ZAC SAINT VINCENT - PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Commune de Pérols a demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son accord préalable sur :

- le principe de réalisation des équipements publics d'eau potable et d'assainissement des eaux usées envisagés dans le cadre du programme de la ZAC Saint Vincent,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Cette opération de ZAC s'inscrit dans le prolongement de l'urbanisation au sud du village conformément aux recommandations du SCOT et suivant les objectifs du PLH. Ce site doit permettre à terme d'accueillir 210 logements environ.

Les équipements publics seront réalisés dans le cadre d'une convention publique d'aménagement.

Les équipements d'eau potable et d'assainissement des eaux usées internes à la ZAC seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Communauté d'Agglomération et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement.

Aucune participation spécifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement de ces équipements publics n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eau potable et d'eaux usées internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

**Eau Potable :**

La capacité du réseau public actuel est suffisante pour subvenir aux besoins de l'opération. Toutefois, une extension de réseau de diamètre 100 mm est nécessaire sur environ 200 mètres sous la rue de Bonadona, hors périmètre de la ZAC, pour la desservir. Ces travaux seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Leur coût estimatif est évalué à 72 000 € H.T. y compris frais d'études et aléas. Une participation de 72 000 € H.T. est donc mise à la charge de l'aménageur pour en assurer le financement.

**Assainissement des eaux usées :**

La collecte des effluents de la ZAC sera effectuée conformément au dossier par un réseau gravitaire séparatif.

Le traitement des eaux usées de l'opération sera assuré par la station d'épuration intercommunale MAERA. Les ouvrages existants permettent le raccordement de la ZAC à cette station d'épuration.

Un projet de convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Commune et l'aménageur, a été élaboré pour préciser les conditions de reversement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des participations financières pour ouvrages d'eau potable ainsi que les modalités de réception des réseaux construits dans la ZAC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de réalisation du programme des équipements publics d'eau potable et d'eaux usées prévus pour la ZAC Saint Vincent à Pérols,
- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de la Communauté d'Agglomération des réseaux qui seront réalisés,
- approuver les montants de participation de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte, soit 72 000 € H.T. pour l'eau potable,

Délibération n° 12174

- approuver le projet de convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la commune et l'aménageur,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention sus citée.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire    **13 FEV. 2014**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture    **13 FEV. 2014**  
Le :  
Numéro de l'acte : **Jm c 177092 - DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.-P. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

## **EAU ET ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'EAU BRUTE - TARIFS - ADOPTION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

En application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc », dite « eau brute », de plein droit en lieu et place des Communes membres.

Le service public de l'eau brute de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est financé par la redevance eau brute perçue auprès des usagers pour couvrir les charges d'exploitation et les travaux de réparation sur les réseaux du service communautaire.

Dans un souci de cohérence et d'égalité entre les usagers du service public communautaire mais aussi vis-à-vis des autres utilisateurs d'eau brute sur le territoire, le niveau et la structure de cette redevance ont été fixés de manière à obtenir des tarifs similaires à ceux pratiqués par BRL Exploitation, principal opérateur local en matière de distribution d'eau brute mais aussi fournisseur d'eau brute en gros à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Afin de tenir compte de l'évolution tarifaire des ventes en gros d'eau brute de BRL Exploitation et pour équilibrer le budget annexe du service, une révision des tarifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit être appliquée à compter de la campagne de consommation 2014. Le taux d'augmentation proposé est celui de l'évolution tarifaire des ventes en gros d'eau brute de BRL Exploitation entre 2013 et 2014, soit 0,96 %. Il conduit aux nouveaux tarifs suivants :

- ♦ Tarification Eau brute à Usages Divers (EUD)
  - Abonnement annuel : 63,16 € H.T. par m<sup>3</sup>/h souscrit
  - m<sup>3</sup> consommé : 0,55 € H.T. par m<sup>3</sup>
- ♦ Tarification Petits Consommateurs (limité à un abonnement maximum de 2 m<sup>3</sup>/h)
  - Abonnement annuel pour 2 m<sup>3</sup>/h : 63,16 € H.T.
  - m<sup>3</sup> consommé : 0,55 € H.T. de 0 à 70 m<sup>3</sup>
  - m<sup>3</sup> consommé : 1,42 € H.T. par m<sup>3</sup> au delà de 70 m<sup>3</sup>.
- ♦ Tarification Agricole
  - Abonnement annuel : 63,16 € H.T. par m<sup>3</sup>/h souscrit
  - m<sup>3</sup> consommé : 0,134 € H.T. par m<sup>3</sup>
- ♦ Tarifs forfaitaires pour la souscription d'un nouveau contrat et l'ouverture ou la fermeture d'un compteur d'alimentation en eau brute : 45,77 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer les tarifs du service public communautaire de l'eau brute applicables à compter de la campagne de consommation 2014 comme indiqué ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12175

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : **Imc 177145-DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - AMÉNAGEMENT DU SECTEUR DU PONT DE VILLENEUVE - CONVENTION POUR LE RENFORCEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE NÉCESSAIRE À LA DÉFENSE INCENDIE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Commune de Villeneuve-lès-Maguelone souhaite réaliser l'aménagement urbain du secteur du Pont de Villeneuve. Ce projet prévoit l'urbanisation du quartier en prolongation des aménagements existants avec la création d'environ 83 logements à terme.

Parmi les besoins générés par le projet urbain du Pont de Villeneuve, le renforcement du réseau potable est nécessaire pour assurer la défense incendie du secteur. Ce renforcement passe par la pose d'une conduite d'eau potable en fonte de diamètre 150 mm sous la rue des Genêts, depuis la rue des Aubépines, sur une longueur de 250 mètres linéaires.

Ce renforcement du réseau d'alimentation en eau est compatible avec le maintien de garantie d'une eau distribuée de qualité, ses qualités sanitaires n'étant pas altérées.

La sécurité incendie relève des pouvoirs de police du maire, alors que l'alimentation en eau potable est une compétence transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Aussi, il convient de définir les modalités administratives, techniques et financières de réalisation du renforcement du réseau d'eau potable envisagé.

Un projet de convention a été établi à cet effet. Il stipule que les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, mais remboursés en partie par la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, leur nécessité relevant des besoins pour la défense incendie du secteur aménagé.

Le coût imputé à la commune est calculé à partir du coût de l'opération, en tenant compte de la vétusté de la canalisation remplacée.

Ce reversement aura lieu au plus tard douze mois après la réception des travaux et son montant sera ajusté au coût réel des dépenses effectuées.

Le coût de cette opération est évalué à 120 000 € H.T., soit 144 000 € T.T.C., y compris frais d'études, essais et divers. Le montant de la participation de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, s'élève à 80 000 € H.T., soit 96 000 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour la réalisation des travaux de création d'un réseau d'eau potable nécessaire à la défense incendie du projet urbain du secteur du Pont de Villeneuve,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire, notamment la convention avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 177162 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURL







## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**EAU ET ASSAINISSEMENT – CONTOURNEMENT DE CASTRIES PAR LA RD 610 -  
DÉVOIEMENT D'UN RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES - CONVENTION  
FINANCIÈRE AVEC LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le Département de l'Hérault souhaite réaliser le contournement routier de la Commune de Castries par l'aménagement de la RD 610.

Ce projet prévoit la création d'une voirie à double sens entre l'entrée Nord Est de la Commune et le giratoire reliant la RD65 à la RD610 afin de fluidifier le trafic sur ce secteur du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le tracé du projet impacte sur près de 150m la canalisation d'assainissement des eaux usées de diamètre 400 mm qui achemine les effluents de la commune vers l'actuelle station d'épuration. Ce collecteur primaire situé en amont de la station sera maintenu après raccordement des effluents de la Commune sur le système MAERA et suppression de la station tels que prévus au Schéma Directeur d'Aménagement.

Il doit être dévié afin de rendre pérenne l'aménagement de la future voirie.

Ces travaux de dévoiement, en domaine privé, sont pris en charge par le le Département de l'Hérault, maître d'ouvrage de l'infrastructure routière.

Un projet de convention a été établi à cet effet. Il stipule que les travaux de dévoiement seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses compétences mais financés intégralement par le Département.

Le montant à reverser à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, comprenant le coût des travaux et des essais de réception, est estimé à 84 000 € H.T., soit 100 800,00 € T.T.C. Ce reversement aura lieu au plus tard douze mois après la réception des travaux et son montant sera ajusté au coût réel des dépenses effectuées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec le Département de l'Hérault pour la réalisation des travaux de dévoiement du réseau primaire d'assainissement à Castries,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire, notamment la convention avec le Département de l'Hérault.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 176662 DE

Pour extrait certifié conforme  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.**

**Excusé(es):**

**M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE**

**Absent(es):**

**Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL**

**EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE GRABELS - AMÉNAGEMENT DU SECTEUR DE L'ANCIEN CHEMIN DE MONTPELLIER - CONVENTION POUR LE RENFORCEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE NÉCESSAIRE À LA DÉFENSE INCENDIE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Commune de Grabels souhaite installer une coopérative d'électricité au niveau du secteur de l'ancien chemin de Montpellier.

Parmi les besoins générés par la coopérative d'électricité, l'alimentation en eau potable doit être renforcé pour assurer la défense incendie de ce projet. Il est donc nécessaire de construire une nouvelle conduite d'eau potable en fonte de diamètre 100 mm, à travers les espaces verts des services techniques de la Commune, sur une longueur de 86 mètres linéaires.

Ce renforcement du réseau d'alimentation en eau est compatible avec le maintien de garantie d'une eau distribuée de qualité, ses qualités sanitaires n'étant pas altérées.

La sécurité incendie relève des pouvoirs de police du maire, alors que l'alimentation en eau potable est une compétence transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Aussi, il convient de définir les modalités administratives, techniques et financières de réalisation du renforcement du réseau d'eau potable envisagé.

Un projet de convention a été établi à cet effet. Il stipule que les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, mais remboursés par la Commune de Grabels, leur nécessité relevant des besoins pour la défense incendie du secteur aménagé.

Ce reversement aura lieu au plus tard douze mois après la réception des travaux et son montant sera ajusté au coût réel des dépenses effectuées.

Le coût du réseau d'eau potable à réaliser est évalué à 32 000 € H.T., soit 38 400 € T.T.C., y compris frais d'études, essais et divers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec la Commune de Grabels pour la réalisation des travaux de création d'un réseau d'eau potable nécessaire à la défense incendie du projet de coopérative d'électricité au niveau de l'ancien chemin de Montpellier,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire, notamment la convention avec la Commune de Grabels.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le : 13 FEV. 2014  
Numéro de l'acte : Jmc 177133-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURÉ





SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

## **EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE CASTRIES - ZAC DE SAURÈDES - PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'Urbanisme, la Commune de Castries a demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son accord préalable sur :

- le principe de réalisation des équipements publics d'assainissement des eaux usées et d'eau brute envisagés dans le cadre du programme de la ZAC de Saurèdes,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Cette opération de ZAC s'inscrit dans le prolongement de l'urbanisation du village après les lotissements de la Verte Prairie et des Près du Château conformément aux recommandations du SCOT et suivant les objectifs du PLH. Ce site doit permettre à terme d'accueillir 190 logements environ, dans un cadre respectueux de la qualité de vie.

Ce futur quartier de 4,5 hectares s'inscrit dans une volonté d'intégration des mixités urbaines, ménageant des modes de déplacement doux autour d'un parc aménagé en promenade.

Les équipements publics seront réalisés dans le cadre d'une convention publique d'aménagement.

### **Assainissement des eaux usées :**

#### **Collecte :**

La collecte des effluents de la ZAC sera assurée conformément au dossier joint à la présente délibération par un réseau gravitaire séparatif.

Les équipements d'assainissement des eaux usées seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Communauté d'Agglomération et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement.

Aucune participation spécifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement de ces équipements publics n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eaux usées internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

En outre, des travaux de raccordement de l'opération sur le réseau public d'assainissement sont nécessaires sous domaine public. Ces travaux de pose d'une canalisation gravitaire sur environ 180m seront effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le coût estimatif de ces travaux est évalué à 105 000 € H.T. y compris frais d'étude et aléas, montant qui sera mis à la charge de l'aménageur, ce nouvel ouvrage répondant aux seuls besoins de la ZAC.

#### **Traitement :**

Il est prévu à court terme de raccorder la Commune de Castries au système d'assainissement MAERA, conformément au Schéma Directeur d'Assainissement. Pour ce faire, il y aura lieu de supprimer la station d'épuration actuelle de Castries et de renvoyer les effluents de la commune vers le réseau primaire à Vendargues. Ce raccordement, envisagé à l'horizon 2015 nécessite la pose d'un collecteur pour un montant estimé à 1,5 M€ H.T.

Une participation au financement de cette opération à hauteur des besoins générés par la ZAC est demandée à l'aménageur.

Le montant des travaux étant de 1,5M€ pour 8 000 habitants à horizon 2030, sur la base d'une moyenne de 2,4 habitants par logement., la participation mise à la charge de l'aménageur pour les besoins des 190 logements de la ZAC, sera donc de 85 500 € H.T..

Le total des participations demandé pour l'assainissement des eaux usées de la ZAC est évalué à 190 500 €. Ce montant est estimatif et sera ajusté en fonction du coût réel des travaux, hors subventions éventuelles.

#### **Eau Brute :**

L'utilisation de l'eau brute est possible sur ce projet puisque un réseau BRL est déjà existant à l'intérieur du périmètre de la future ZAC. Un réseau de distribution est prévu sous les voiries pour permettre l'arrosage du parc et des plantations des espaces verts publics.

Les équipements d'eau brute seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Communauté d'Agglomération et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement.

Aucune participation spécifique de l'Agglomération de Montpellier au financement de ces équipements publics n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs aux réseaux d'eau brute internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

Un projet de convention, à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la commune et l'aménageur précise les conditions de reversement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des participations financières pour les ouvrages d'assainissement ainsi que les modalités de réception des réseaux humides construits dans la ZAC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de réalisation du programme des équipements publics d'eaux usées et d'eau brute prévus pour la ZAC de Saurèdes à Castries,
- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de la Communauté d'Agglomération des réseaux qui seront réalisés,
- approuver les montants de participation de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte, soit 190 500 € pour l'assainissement des eaux usées,
- approuver le projet de convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la commune et l'aménageur,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention à intervenir avec l'aménageur.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 177090-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURET





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAoui, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL



**EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE CASTELNAU LE LEZ - ZAC DU MAS DE CAYLUS - PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Commune de Castelnau le Lez a demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son accord préalable sur :

- le principe de réalisation des équipements publics d'assainissement des eaux usées envisagés dans le cadre du programme de la ZAC Mas de Caylus,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Cette opération de ZAC s'inscrit dans le prolongement de l'urbanisation existante au nord du RD65 conformément aux recommandations du SCOT et suivant les objectifs du PLH. Ce site doit permettre à terme d'accueillir 600 logements environ.

Les équipements publics seront réalisés dans le cadre d'une concession publique d'aménagement confiée par la commune à la société Guiraudon-Guiponi-Leygues Groupe.

La collecte des effluents de la ZAC sera assurée conformément au dossier, par un réseau séparatif.

Les équipements d'assainissement des eaux usées seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Communauté d'Agglomération et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement.

Aucune participation spécifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement de ces équipements publics n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eaux usées internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

Toutefois, des travaux de raccordement de l'opération sur le réseau public d'assainissement sont à réaliser sous le domaine public. Ces travaux qui concernent le renforcement d'un poste de refoulement, d'une canalisation gravitaire et d'une canalisation de refoulement, seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les coûts estimatifs de ces travaux d'un total de 490 000 € H.T. se répartissent de la manière suivante :

- renforcement d'un poste de refoulement : 90 000 € H.T.,
- renforcement d'une conduite de refoulement de diamètre 125 mm sur environ 900 mètres : 200 000 € H.T.,
- renforcement d'une conduite gravitaire de diamètre 200 mm sur environ 400 mètres : 200 000 € H.T.,

Les travaux induits par l'opération sont donc estimés à 490 000 € H.T., auxquels il convient d'ajouter 15% de frais de maîtrise d'œuvre et d'aléas, soit un total de 564 000 € H.T.

Les ouvrages à renforcer desservant des habitations existantes représentant environ 180 logements, les dépenses nécessaires aux besoins générés par la ZAC peuvent être estimées proportionnellement au nombre de logements desservis. Le taux de participation retenu est ainsi de 77 % (600 logements nouveaux sur un total de 780). Il est donc proposé d'inscrire une participation de la ZAC aux travaux de raccordement au réseau public d'assainissement à hauteur de 435 000 € H.T.

Un projet de convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Commune et l'aménageur précise les conditions de reversement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des participations financières pour ouvrages d'assainissement ainsi que les modalités de réception des réseaux construits dans la ZAC.

Délibération n° 12180

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de réalisation du programme des équipements publics d'eaux usées prévus pour la ZAC du Mas de Caylus à Castelnau le Lez,
- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de la Communauté d'Agglomération des réseaux qui seront réalisés,
- approuver les montants de participation de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte, soit 435 000 € H.T. pour l'assainissement des eaux usées,
- approuver le projet de convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Commune et l'aménageur,
- dire que les crédits nécessaires au renforcement des ouvrages d'assainissement seront inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention à intervenir avec la commune et avec l'aménageur.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : **13 FEV. 2014**  
Déposé En Préfecture **13 FEV. 2014**  
Le :  
Numéro de l'acte : **Jmc 177095-DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUGHAR JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - RACCORDEMENT DES EFFLUENTS DE PÉROLS À MAERA - MARCHÉ DE TRAVAUX N°1930EA08 LOT N°1 - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération n°8466 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché de travaux pour le raccordement des effluents de Pérols à MAERA. Ce marché n°1930 a été attribué au groupement d'entreprises SOGEA Sud (mandataire, sis 381 avenue Mas d'Argelliers 34078 MONTPELLIER Cedex 03), SCAM TP, EHTP, SADE CGTH et CSM BESSAC, pour un montant de 2 831 922,50 € H.T., soit 3 386 979,31 € T.T.C. (offre variante).

Ce montant initial du marché était réparti en :

- une tranche ferme de 1 302 186,00 € H.T.
- et 3 tranches conditionnelles d'un montant total de 1 529 736,50 € H.T.

Aucune des tranches conditionnelles prévues au marché n'a été affermie, l'accord intervenu avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour le raccordement de Carnon venant rendre leur objet inutile.

Plusieurs événements sont venus perturber le bon déroulement du chantier. Certaines des conséquences financières et administratives ont été réglées par voie d'avenant : un avenant n°1 notifié le 03 janvier 2013, fixe le montant de la tranche ferme du marché à **1 581 326,9 € H.T.** pour tenir compte de modifications de certains travaux du programme initial et de l'ajout de travaux supplémentaires.

Toutefois, le groupement d'entreprises a remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier un mémoire de réclamation concernant des demandes de rémunération complémentaire relatives au déroulement du projet et une demande de prolongation de délai de 34 jours. Le montant de la réclamation présentée, après de multiples négociations préalables, a été ramené à **87 309,60 € H.T.**

De son côté, compte tenu du retard pris dans la réalisation de ce marché, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a quantifié les pénalités de retard s'appliquant au groupement dans le respect du CCAP du marché. Ce retard porte sur 30 jours calendaires, soit un montant de 60 000 € net de TVA.

Le groupement d'entreprises et la Communauté d'Agglomération de Montpellier se sont rapprochés afin de trouver une solution amiable pour la clôture définitive de ce marché. Cette solution amiable a été retranscrite dans un protocole transactionnel qu'il convient aujourd'hui d'approuver.

Cette transaction indemniserait principalement les préjudices subis suivants :

- des travaux supplémentaires qui correspondent à deux objets principaux : d'une part, les exigences des gestionnaires de voiries en matière d'enrobé, de sécurisation d'accès et de finition et d'autre part, la fuite apparue lors du raccordement sur un réseau en amont du chantier. Le coût de ces travaux est fixé à **87 309,60 € H.T.**,
- une prolongation du délai du chantier de 10 jours en lien avec ces travaux supplémentaires.

En conséquence, le montant de l'indemnité globale et forfaitaire, non révisable, s'élève à 87 309,60 € H.T. soit 6,7% du montant du marché initial.  
Le nouveau montant du marché s'élève à 1 668 636,57 € H.T.

Parallèlement, il convient de prolonger la durée d'exécution du marché de 10 jours afin de tenir compte des travaux supplémentaires menés.

Délibération n° 12181

La durée globale du marché est ainsi portée à 13 mois et 10 jours. Le retard constaté dans la réalisation des travaux peut donc être chiffré à 20 jours calendaires, soit une pénalité d'un montant de 40 000 €. Ce montant est non révisable et non assujéti à TVA.

Le groupement a accepté cette proposition de transaction et s'est engagé à renoncer à toute autre réclamation et recours éventuels pour quelque motif que ce soit sur ce marché.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 14 janvier 2014 a donné un avis favorable à la signature de ce protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature du protocole transactionnel du marché de travaux n°1930EA08 relatif au raccordement des effluents de Pérols à MAERA portant le montant de la tranche ferme du lot n°1 du marché à 1 668 636,57 € H.T., pour un délai d'exécution à 13 mois et 10 jours,
- fixer les pénalités de retard dues par le groupement d'entreprises à un montant de 40 000 € net de TVA,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Jm c 176846-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**EAU ET ASSAINISSEMENT – MISE EN ŒUVRE DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DE L'INTERCEPTEUR EST AMONT - TRONÇON DES RUES DE LA DRAVE ET DE FERRAN À MONTPELLIER - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3413EA13 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Schéma Directeur d'Assainissement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a programmé la réalisation de l'Intercepteur Est. Long de 12 kms et d'une capacité totale d'environ 160 000 Eq/hab, ce nouveau collecteur primaire se construit en fonction des contraintes locales, opportunités de travaux concomitants ou besoins liés à l'urbanisation des communes.

Le tronçon aval de l'Intercepteur Est entre le giratoire Christophe Colomb à Montpellier et la station d'épuration Maéra a été mis en service en 2007. Depuis, les travaux ont porté sur les tronçons réalisés en coordination avec les travaux du département de l'Hérault le long de la RD65 sur les communes de Montferrier sur Lez et Clapiers ainsi que sur la traversée du Lez et la construction du poste de refoulement principal à Castelnau le Lez.

Aujourd'hui, il est proposé de lancer la réalisation du tronçon gravitaire en amont de ces derniers ouvrages.

Il s'agit de la fourniture et de la pose de 1 600 ml de canalisation en PRV d'un diamètre nominal de 500 à 600 mm, devant transporter les effluents refoulés du futur poste des Closades (commune de Clapiers). Le tracé emprunte les rues de la Drave et de Ferran sur la commune de Montpellier.

Ces travaux vont permettre de supprimer un poste de refoulement et de raccorder quelques habitations actuellement non desservies. L'étroitesse ponctuelle de la voie empruntée va impliquer la mise en place de dispositions particulières pour faciliter l'exécution du chantier (terrassement, évacuation et approvisionnement).

Ainsi, l'ouverture de tranchée sera étroite, comprise entre 1,20 m et 1,60 m et remblayée en grande partie en matériaux autocompactants. La pose du réseau se fera entre 1,10 et 3,50 m de profondeur.

Le montant des travaux a été estimé à 1 600 000 € H.T.

Une procédure d'appel d'offres ouvert a été menée en application des articles 160 et 161 du Code des marchés publics en vue de la désignation d'entreprises pour l'exécution de ces travaux. Il n'y a de découpage ni en tranche, ni en lots.

La rémunération de l'entreprise sera calculée par application aux quantités réellement exécutées des prix figurant aux bordereaux des prix unitaires.

La durée du marché est fixée à 26 semaines décomposée en 4 semaines de période de préparation et 22 semaines de travaux.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par les candidats, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 17 décembre 2013, a décidé d'attribuer le marché correspondant au Groupement SOGEA SUD / MALET, domicilié à Montpellier (34), pour un montant de 1 515 720,00 € H.T., soit 1 818 864,00 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché de travaux n°3413EA13 pour la construction de l'Intercepteur Est Amont, Tronçon des rues de la Drave et Ferran, avec le Groupement SOGEA SUD / MALET, d'un montant de 1 515 720,00 € H.T.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président à signer le marché de travaux et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture    13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : *Smc 176417-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

*[Signature]*  
M. Jean-Pierre MOURE





## **LUTTE CONTRE LES INONDATIONS**



SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS  
DANS LA VALLÉE DE LA MOSSON - COMMUNES DE FABRÈGUES ET PIGNAN -  
PROGRAMME D'AMÉNAGEMENTS ET DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES POUR  
LES MISSIONS TOPOGRAPHIQUES, GÉOTECHNIQUES, LE DIAGNOSTIC DES  
DIGUES ET LES ÉTUDES ÉCOLOGIQUES - DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES -  
APPROBATION**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

L'étude hydraulique du bassin versant de la Mosson, réalisée entre 2010 et 2012, a proposé un programme d'aménagements pour protéger les principaux secteurs urbanisés dans la basse vallée de la Mosson au niveau des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, sur le Coulazou dans la traversée de Fabrègues et sur la Vertoublane le long des secteurs habités de Pignan.

Pour les travaux projetés dans la basse vallée de la Mosson, ce programme a été approuvé par délibération n°10975 du 28 juin 2012 qui sollicitait également les aides financières les plus larges pour les missions de maîtrise d'œuvre et études techniques correspondantes.

Afin d'engager l'opération sur les Communes de Fabrègues et Pignan, la compétence «Travaux en matière de lutte contre les inondations » a été étendue à l'ensemble du bassin versant de la Mosson par arrêté préfectoral n°2012-2290 en date du 17 octobre 2012.

Sur la Commune de Fabrègues, des digues de protection rapprochée seront positionnées le long des secteurs habités des Plantades et des Campanelles en rive gauche du Coulazou depuis l'ancienne voie SNCF jusqu'à la RD613. Elles seront complétées en rive droite par une digue de protection rapprochée d'un quartier urbanisé au niveau de la confluence entre le Merdanson et le Coulazou. Sur la commune de Pignan, il est prévu une digue de protection rapprochée en amont de la RD5 afin de protéger les secteurs habités des crues de la Vertoublane et du Mourtissous.

Ce programme est estimé à 4,2 M€ H.T. sur Fabrègues et à 0,6 M€ H.T. sur Pignan.

Les études écologiques, topographiques, géotechniques et diagnostic des digues relatives à ce programme, pour un montant estimatif de 150 000 € H.T., ont été inscrites à l'avenant de prolongation du PAPI Lez prochainement arrêté.

Il convient maintenant d'engager ces dernières qui pourront être financées dans le cadre de cet avenant avec le plan de financement suivant :

- 25% pour l'Etat,
- 20% pour la Région Languedoc-Roussillon,
- 20% pour le Département de l'Hérault,
- 35% pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La mise en œuvre opérationnelle du programme d'aménagement hydraulique sur les communes de Fabrègues et Pignan relève d'un prochain PAPI Lez, en cours de préparation par le SYBLE, et soumis notamment à l'agrément de la Commission Nationale Inondations au cours de l'année 2014. La maîtrise d'œuvre, les travaux et les acquisitions foncières de ce programme pourraient donc être financés dans le cadre de ce nouveau PAPI.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme d'aménagements de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues et de la Vertoublane à Pignan,
- solliciter les aides financières auprès des différents partenaires notamment l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault pour la réalisation des études écologiques, topographiques, géotechniques et diagnostic des digues sur les Communes de Fabrègues et Pignan,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

13 FEV. 2014

Déposé En Préfecture

Le :

13 FEV. 2014

Numéro de l'acte : SMC 177082-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSET, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLÉE DU LEZ - CONFORTEMENT DES DIGUES DU LEZ SUR LE SECTEUR AVAL - AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°3136 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

Par délibération n°11312 du 20 décembre 2012, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°3136 avec le groupement d'entreprises RAZEL-BEC / BUESA, pour la réalisation des travaux de confortement des digues du Lez sur le tronçon aval, d'un montant de 1 910 578,10 € H.T., soit 2 285 051,41 € T.T.C.

Ces travaux consistent à mettre à niveau et renforcer la digue rive droite du Lez sur un linéaire de 1,6 km entre le lotissement les Saladelles et la confluence avec la Mosson et à araser une partie de la digue en rive gauche sur 0,5 km.

Pour atteindre ces objectifs, ils ont principalement consisté en :

- l'épaississement conséquent de la digue pour limiter les circulations d'eau vers le talus aval des remblais,
- le réglage des talus avec des pentes adaptées et un compactage soigné des matériaux,
- la protection des risbermes par des enrochements libres ou des travaux de retalutage,
- la mise en œuvre de dispositifs de soutènement au droit des zones à emprise limitée,
- la reprise de matériaux, notamment en provenance des stocks de Saporta, pour mise en remblais ou constitution des masques étanches et l'évacuation de déblais excédentaires,
- la mise en œuvre de géotextiles,
- l'enherbement des talus.

Ces travaux ont démarré en mars 2013 pour une durée prévisionnelle de quatorze mois.

Un accord amiable avec le propriétaire d'un camping impacté, intervenu après le démarrage du chantier, a permis d'anticiper le confortement de la digue rive droite et de réduire ainsi la durée totale des travaux.

Les conditions de réalisation des travaux telles que prévues dans le cadre du marché doivent être modifiées du fait de sujétions techniques imprévues, en particulier par ordre d'importance :

1. adaptations du projet aux conditions d'exécution du chantier

La technique envisagée pour la construction d'un mur de soutènement de la digue au droit d'un bâtiment existant a dû être modifiée pour limiter au maximum les risques de détérioration de la structure de ce bâtiment. D'autre part, la réalisation des travaux anticipés au droit d'un camping a nécessité la mise en œuvre d'une signalisation adaptée sur la RD986 et le renforcement du nettoyage de la voirie empruntée par les camions afin de limiter l'impact du chantier sur le trafic routier.

2. travaux supplémentaires demandés par le maître d'ouvrage

Réalisation de prises de vue aérienne du chantier.

Le coût de l'ensemble des travaux supplémentaires s'élève à 84 073,37 € H.T.

Par ailleurs, l'ajustement des quantités réellement exécutées rémunérées sur la base des prix du marché initial engendre globalement une plus-value de 18 425,43 € H.T.

Un projet d'avenant n°1 au marché de travaux a donc été élaboré pour prendre en compte les travaux supplémentaires, les prix nouveaux correspondants ainsi que les quantités réellement exécutées et pour modifier en conséquence le montant financier du marché.

Les travaux supplémentaires, pour un montant de 84 073,37 € H.T., et l'ajustement des quantités réellement exécutées par rapport au marché initial, qui représente une plus-value de 18 425,43 € H.T., génèrent une plus-value totale de 102 755,53 € H.T.

Ce montant en valeur décembre 2013 est ramené à 102 498,80 € HT en valeur du mois initial du marché.

Le montant total du marché est ainsi porté à 2 013 076,90€ H.T., soit une augmentation de 5,36%. Conformément à la loi du 8 février 1995 et sur la base des motifs développés ci-avant, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 14 janvier 2014, a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 au marché de travaux n°3136 pour le confortement des digues du Lez sur le tronçon aval au niveau de la Commune de Lattes, portant le montant total du marché à 2 013 076,90 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 13 FEV. 2014  
Déposé En Préfecture 13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 177086-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL



**LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLÉE DU LEZ - CONFORTEMENT DES DIGUES DU LEZ - AVENANT N°2 AU MARCHÉ N°1336 DE MAÎTRISE D'ŒUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

Par délibération n°7699 du 27 juin 2007, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché de maîtrise d'œuvre n°1336 avec le bureau d'études Egis Eau pour les travaux de confortement des digues du Lez sur la base d'un montant prévisionnel des travaux de 10,4 M€ H.T. et pour un forfait provisoire de rémunération de 305 760 € H.T.

Par délibération n°8193 du 30 avril 2008, le Conseil de Communauté a approuvé l'avant projet proposé par le bureau d'études pour un montant de 12,8 M€ H.T. L'augmentation du coût prévisionnel des travaux était justifiée par des adaptations nécessaires liées aux contraintes foncières et à la présence de réseaux et d'ouvrages traversants les digues.

Par délibération n°8470 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté a approuvé les termes de l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre n°1336, arrêtant le coût prévisionnel définitif des travaux à 12,8 M € H.T., et fixant le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre à 376 320,00 € H.T.

Les travaux de confortement des digues du Lez sont terminés, hors tronçon aval, et ces digues ont été classées par arrêté Préfectoral comme ouvrage de danger en application du décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques. La Communauté d'Agglomération de Montpellier, maître d'ouvrage des travaux de lutte contre les inondations et gestionnaire des ouvrages, est donc responsable de l'entretien, de la surveillance et de la réparation des digues du Lez.

La construction des futurs viaducs de franchissement du Lez et de la Lironde liés au déplacement de l'autoroute A9 (DDA9), sous maîtrise d'ouvrage d'ASF, et au contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier (CNM), sous maîtrise d'ouvrage d'Oc'Via, aura des incidences sur les digues du Lez.

Dans ces conditions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a sollicité Egis Eau pour émettre des avis techniques et évaluer l'impact des chantiers de construction des viaducs sur la stabilité des digues du Lez. Egis Eau a également rédigé les pièces techniques du futur marché de travaux pour le confortement de la digue rive droite du Lez sous le viaduc du DDA9 et assurera le suivi ces travaux qui seront réalisés par ASF.

De la même manière, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a sollicité Egis Eau pour des avis techniques relatifs à un projet de pont provisoire sur le Lez à Lattes. Enfin, Egis Eau a défini les modalités du déplacement des matériaux stockés à proximité du Mas de Saporta sur la trace des futures infrastructures linéaires du DDA9 et du CNM et a suivi ces travaux pour vérifier que ces matériaux qui devaient être réutilisés pour le confortement des digues du Lez sur le tronçon aval n'étaient pas mélangés.

Ces avis et études spécifiques ont notamment permis de définir les dispositions à prendre par ASF et Oc'Via pour garantir que la construction des viaducs n'aura pas d'incidence sur la stabilité des digues. Par délibérations n°11672 et 11673 du 26 juin 2013, le Conseil de Communauté a ainsi approuvé les conventions avec ASF et Oc'Via relatives aux modalités techniques, administratives et financières pour la construction des viaducs du DDA9 et du CNM sur les digues du Lez et les berges de la Lironde.

Un projet d'avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre a donc été élaboré pour prendre en compte ces prestations supplémentaires.

Le montant des prestations d'ingénierie nécessaires aux avis et études techniques définis ci-avant s'élève à 20 720 € H.T.

Ce montant en valeur janvier 2014 est ramené à 18 344,66 € H.T. valeur marché, soit 4.9% du montant du marché y compris avenant n° 1. Le montant du marché est ainsi porté à 394 664,66€ H.T., soit

Délibération n° 12185

une augmentation totale, avenants 1 et 2 compris, de 29,1% par rapport au forfait provisoire de rémunération.

Conformément à la loi du 8 février 1995 modifiée, et sur la base des motifs développés ci-avant, la Commission d'Appel d'Offres a émis, lors de sa séance du 21 janvier dernier, un avis favorable à la passation de cet avenant..

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre n°1336 pour le confortement des digues du Lez au niveau des Communes de Montpellier et Lattes, portant le montant total du marché à 394 664,66 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Im c 177088-DE

Pour extrait certifié conforme  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



## **ENVIRONNEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAoui, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**ENVIRONNEMENT – GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS  
- MODERNISATION DU PARC DES DÉCHÈTERIES DE L'AGGLOMÉRATION  
- APPROBATION DU PROGRAMME ET DU MONTANT DE L'OPÉRATION -  
MARCHÉ N°3559GD14 DE MAÎTRISE D'ŒUVRE - AUTORISATION DE LANCER LA  
CONSULTATION - DEMANDE DES AIDES FINANCIÈRES**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, compétente en matière de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés, gère vingt déchèteries appelées «Points Propreté (PP)». En 2013, ces Points Propreté ont accueilli 81 079 tonnes de déchets dont près de 70% ont été recyclés. Ces installations ont, pour la plupart, été réalisées par les communes ou certains syndicats intercommunaux pendant les années 90, et progressivement transférées à la Communauté d'Agglomération, les plus récentes ayant été réalisées en maîtrise d'ouvrage communautaire au cours des 10 dernières années (Pérols, Grabels, Montferrier-sur-Lez).

Conçus en majorité dans les années 1990, les Points Propreté (PP) nécessitent une remise à niveau de certains de leurs équipements, prenant en compte les évolutions techniques et retours d'expérience des 20 dernières années. Les filières de responsabilités élargies des producteurs (REP) appellent également la réalisation d'aménagements spécifiques afin d'accueillir dans des conditions satisfaisantes certaines catégories de déchets tels que les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), les déchets diffus spéciaux des ménages (DDS) et les déchets d'équipements d'ameublement (DEA).

De plus, l'âge de certains équipements requiert, au-delà des opérations d'entretien et de maintenance réalisées au fil de l'eau, des travaux de rénovation plus substantiels.

Le parc, constitué d'installations réalisées sous plusieurs maîtrises d'ouvrage et à des époques différentes, mérite par ailleurs de recevoir un traitement homogène en terme d'identité visuelle.

Enfin, l'augmentation régulière de la fréquentation des PP, et en particulier la pression croissante exercée par les professionnels sur l'exploitation d'équipements non conçus à l'origine pour les accueillir, oblige à définir une stratégie et à mettre en œuvre de nouvelles modalités d'accueil des « gros volumes » de déchets.

Un diagnostic des vingt PP a été confié en 2012 au bureau d'études ANTEA afin de réaliser un état des lieux complet des installations et proposer les éléments d'un programme chiffré de modernisation du parc prenant en compte les considérants évoqués ci-dessus. Il a été réalisé avec le soutien financier de l'ADEME en utilisant notamment les grilles de son référentiel.

Cette étude conduit à proposer un programme de travaux dont l'enveloppe est estimée à 5 millions d'Euros hors taxe. Ces travaux concernent principalement :

- La mise à niveau des installations en matière de gestion des eaux de plate forme, de stockage des déchets diffus spéciaux et de dispositifs anti-chute ;
- La remise à niveau des éléments d'infrastructure (quais, voirie) et de clôture des sites frappés de vétusté ;
- La mise en place de dispositifs d'aide à la gestion et de sécurité (contrôle d'accès, vidéo surveillance) ;
- La création d'une identité visuelle pour l'ensemble du parc avec une mise en cohérence de la signalétique, des peintures et traitement de surfaces, des espaces verts ;
- L'aménagement d'un nombre limité d'installations pour l'accueil, dans des conditions plus « professionnelles », des gros volumes de déchets, au premier rang desquels les déchets d'activité des artisans.

Sur ce dernier point, la proposition consiste à définir, en accord avec les représentants des entreprises concernées et en concertation avec les communes, 4 ou 5 installations définissant un maillage du territoire communautaire adapté aux capacités d'aménagements des sites et aux usages professionnels, sur lesquelles un accueil spécifique des gros volumes des artisans et des particuliers sera proposé. Les autres déchèteries, sur lesquelles un contrôle d'accès aura été mis en place, resteront ouvertes aux seuls particuliers de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La programmation pluri annuelle des investissements de l'Agglomération prévoit de financer l'opération de modernisation du parc des déchèteries sur les exercices 2014 à 2017.

Le règlement des aides de l'ADEME permet d'assister les collectivités territoriales dans les opérations de modernisation et de rénovation de leurs déchèteries.

Il convient à présent d'engager une consultation pour désigner le maître d'œuvre qui sera chargé des études de conception et du suivi de la réalisation des travaux.

La consultation est organisée selon la procédure d'appel d'offres restreint conformément aux dispositions des articles 33, 60 à 64 et 74-III 4 alinéa b, du code des marchés publics. Le marché de maîtrise d'œuvre correspondant intègre, en phase conception, les éléments de mission AVP, PRO, ACT et, en phase réalisation, les éléments de mission VISA, DET, OPC et AOR. La mission AVP comprend notamment l'affinage des estimations issues du diagnostic en fonction en particulier des échanges à venir avec les représentants des professionnels et des communes. Elle doit permettre de déboucher sur l'élaboration d'une programmation pluri annuelle des travaux à réaliser selon un échéancier qui prendra en compte notamment les contraintes de continuité du service. Le marché comprend en outre les missions complémentaires relatives à l'établissement des déclarations de travaux, voire de demandes de permis de construire le cas échéant, ainsi que la mise à jour des dossiers réglementaires à intervenir au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Il comprendra enfin un volet paysager destiné à définir et mettre en œuvre la nouvelle charte d'identité visuelle de l'ensemble du parc.

La durée prévisionnelle du marché est de 4 ans environ avec des phases de réalisation et des périodes probables d'interruption. Le montant estimatif de ce marché de maîtrise d'œuvre est compris entre 300 000 et 500 000 € H.T. Il sera attribué par la Commission d'Appel d'Offres après avis d'un jury qui sera élu par le Conseil Communautaire à l'occasion d'une prochaine séance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs du programme de modernisation du parc de déchèteries de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ainsi que son enveloppe financière maximale estimée à 5,5 M€ H.T., dépenses d'ingénierie comprises,
- dire que les crédits nécessaires à la réalisation de ce programme de modernisation sont et seront inscrits au budget 2014 et suivants de la Communauté d'Agglomération, au chapitre 908,
- autoriser le lancement d'une procédure d'appel d'offres restreint en application de l'article 74-III du code des marchés publics pour désigner le maître d'œuvre qui sera chargé des études de conception et du suivi des travaux de réalisation de ce programme,
- solliciter les aides financières les plus larges pour cette opération, notamment auprès de la ADEME,
- autoriser Monsieur le Président à signer le marché de maîtrise d'œuvre ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      **13 FEV. 2014**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      **13 FEV. 2014**  
Le :  
Numéro de l'acte : **Sm c 177072 - DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président.

M. Jean-Pierre MOURE.





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**ENVIRONNEMENT – GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS -  
VALORISATION DES DÉCHETS D'ÉLÉMENTS D'AMEUBLEMENT - CONTRAT  
TERRITORIAL DE COLLECTE DU MOBILIER AVEC L'ÉCO-ORGANISME AGRÉÉ  
ECO-MOBILIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Chaque année, en France, près d'un million de tonnes de déchets de mobilier sur un gisement global de 1,7 millions de tonnes, sont enfouis en décharge. Dans le cadre du décret n°2012-22 du 6 janvier 2012 relatif à la gestion des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) sur le périmètre du mobilier domestique et de la literie, l'Etat a décidé de créer une filière spécifique pour évaluer les quantités produites et mettre en place une éco-participation visible sur les meubles neufs à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013. La société à but non-lucratif Eco-mobilier, créée à l'initiative de 24 fabricants et des distributeurs de meuble, a été agréée par Arrêté du Ministère de l'Ecologie du 26 décembre 2012 pour une période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2017 pour cette action. L'objectif est d'atteindre 45% de recyclage et de réutilisation à la fin 2015 et 80% de valorisation, soit au moins 45% de recyclage et 35% de valorisation énergétique pour fin 2017 afin de réduire la mise en décharge à 20% au maximum.

Dans le cadre de sa compétence globale de « collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés », l'Agglomération de Montpellier est amenée à prendre en charge des déchets d'éléments d'ameublement des ménages principalement dans ses déchèteries (Points Propreté), mais aussi dans le cadre des collectes d'encombrants organisées en porte à porte.

En 2012, on estime à 8 383 tonnes la quantité de déchets d'éléments d'ameublement déposés en déchèteries : près de deux tiers dans les bennes à bois, dont le contenu est actuellement trié et valorisé soit en « bois énergie », soit en fabrication de panneaux de particules, mais pour plus d'un tiers dans les bennes tout venant dont le contenu est enfoui en installation de stockage de déchets non dangereux. Le coût global de cette gestion pour la collectivité est évalué à 930 000 € H.T. par an.

Simultanément, on estime en 2012 à près de 3 392 tonnes la part des déchets d'éléments d'ameublement dans les encombrants collectés en porte à porte. Le produit de ces collectes fait actuellement l'objet d'un tri dans le cadre d'un marché spécifique qui permet de valoriser environ 30% des déchets collectés, les 70% restant étant destinés à l'enfouissement.

Dans le cadre de son agrément, Eco-mobilier propose la mise en place, à son initiative et à ses frais, d'une collecte séparée des DEA dans les déchèteries, avec un calendrier progressif de montée en charge, tenant compte des contraintes d'aménagement des installations qui ne pourront pour la plupart accepter une nouvelle benne de tri qu'après les travaux de modernisation prévus dans le cadre du programme général de modernisation du parc des déchèteries. La mise en place des contenants de collecte (bennes), leur enlèvement et le traitement des DEA collectés est alors progressivement pris en charge par l'éco-organisme selon les modalités du Contrat Territorial de Collecte du Mobilier.

Pour prendre en compte les spécificités et contraintes du territoire, en particulier la nécessaire progressivité de l'aménagement des déchèteries, mais aussi l'existence de collectes non séparées de DEA en porte à porte dans le cadre du service de collecte des encombrants, ce contrat territorial prévoit, en plus de la prise en charge opérationnelle des DEA collectés séparément et du versement des soutiens pour la collecte de ces tonnages (20 € la tonne et un forfait de 2 500 € par an par installation participante), le versement, pour les tonnages non collectés séparément dont la collecte, le tri et le traitement restent à la charge de la collectivité, de soutiens financiers plus importants (jusqu'à 65 € la tonne en point fixe lorsque le déchet est recyclé, et 100 € la tonne pour les collectes en porte à porte). Un soutien à la communication est également prévu d'un montant de 0,05 € par an et par habitant sur la base d'actions définies conjointement entre la collectivité et l'éco-organisme.



Le contrat territorial prend effet à compter du premier jour du mois suivant la date de signature jusqu'au terme de l'agrément de l'éco-organisme, soit le 31 décembre 2017.

A terme, il correspond pour l'Agglomération à un allègement des charges de gestion des DEA et au versement des soutiens financiers estimés, sur la base des chiffres 2012, à près de 1,5 M€ par an, traduisant le report sur la filière ameublement d'une grande partie des coûts de gestion des déchets d'éléments d'ameublement jusqu'alors supportés par la collectivité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de Contrat Territorial de Collecte du Mobilier à conclure avec l'éco-organisme Eco-Mobilier pour le soutien à la valorisation des déchets d'éléments d'ameublement;
- autoriser Monsieur le Président à signer ce contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : **Smc 177081-DE**

**13 FEV. 2014**

**13 FEV. 2014**

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS -  
RÉALISATION DU NOUVEAU CENTRE DE TRI DES DÉCHETS RECYCLABLES SECS  
DEMETER - APPROBATION DU PROGRAMME ET DU MONTANT DE L'OPÉRATION  
- MARCHÉ N°3554GD14 DE MAÎTRISE D'ŒUVRE - AUTORISATION DE LANCER LA  
CONSULTATION - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis maintenant près de 20 ans il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres.

Cette installation de conception désormais ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°10642 en date du 30 janvier 2012, le groupement SAGE SERVICES ENVIRONNEMENT / CEREG INGENIEURS a été désigné pour étudier trois scénarios différents de reconstruction et d'extension du bâtiment actuel, pour définir le programme de l'opération et pour assister la Communauté d'Agglomération pour la désignation d'une équipe de maîtrise d'œuvre.

Au terme de cette mission, il est apparu que la solution consistant en la réutilisation du bâtiment existant et en l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 32 000 tonnes de capacité par an (hors extension des consignes de tri), limite les coûts d'investissement et la durée de l'arrêt de l'exploitation et donc les surcoûts pendant la phase travaux.

Le programme de l'opération est évalué à 10 900 000 € H.T., valeur septembre 2013, dont 3 700 000 € H.T. pour le bâtiment et 7 200 000 € H.T. pour le process, hors honoraires de maîtrise d'œuvre et honoraires techniques. Dans le cadre de l'option relative à la prise en compte d'une parcelle de terrain supplémentaire de 4000m2, ce montant est évalué à 11 700 000 € H.T., valeur septembre 2013, dont 4 500 000 € H.T. pour le bâtiment et 7 200 000 € H.T. pour le process.

Il convient donc d'engager la consultation d'entreprises pour désigner une équipe de maîtrise d'œuvre qui sera chargée des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation.

La consultation est organisée selon la procédure du concours restreint conformément aux dispositions de l'article 74-III du code des marchés publics.

Le marché de maîtrise d'œuvre correspondant est décomposé en une tranche ferme et trois tranches conditionnelles comme suit :

- La tranche ferme correspond à une mission de conception de la partie bâtiment/VRD et comprend dans une première phase les éléments de mission ESQ et APS. La seconde phase permettra la finalisation de la mission APD intégrant les préconisations émises par le titulaire du marché de Conception, Réalisation, Exploitation, Maintenance (CREM) et comprend également les missions complémentaires relatives à l'élaboration et au suivi de l'instruction de la demande de permis construire ainsi que la constitution des dossiers réglementaires nécessaires (dossier d'autorisation d'exploiter au titre des installations classées, demande de modification du PLU, compris l'assistance au maître d'ouvrage dans le cadre des procédures d'enquête publique...).

Cette tranche ferme fera l'objet d'une prestation alternative afin d'intégrer dans le projet et les éléments de missions susvisés, la prise en compte éventuelle d'une parcelle contigüe au terrain d'assiette d'une superficie de 4000m2 qui pourrait être acquise par la communauté d'agglomération pour optimiser l'exploitation du site (amélioration du sens de circulation, zone de stationnement plus importante, dégagement d'espace de rétention des eaux d'incendie...)

- La tranche conditionnelle n°1 correspond à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la désignation du titulaire du contrat de CREM. Celle-ci comprend l'élaboration du cahier des charges du contrat de CREM sur la base de l'APS relatif à la partie bâtiment/VRD réalisé en tranche ferme, le suivi de la procédure de mise en concurrence y compris les analyses des candidatures et des offres jusqu'à la désignation du titulaire du contrat de CREM.

- La tranche conditionnelle n°2 fait suite à la tranche ferme de maîtrise d'œuvre de la partie bâtiment/VRD et sera affermie dès l'obtention du permis de construire et de l'autorisation d'exploiter. Elle comprend les éléments de mission ACT, EXE, DET, OPC et AOR.

- La tranche conditionnelle 3 consiste en le suivi de la mise en œuvre du process par le titulaire du contrat de CREM jusqu'au démarrage de l'exploitation avec vérification des performances des équipements.

La durée prévisionnelle du marché est de 4 ans environ. Le montant estimatif de ce marché de maîtrise d'œuvre, y compris l'ensemble des prestations et missions complémentaires, est évalué entre 800 000 et 1 000 000 € H.T. Ce marché sera attribué par le Conseil Communautaire après avis d'un jury qui sera élu au sein du Conseil communautaire lors d'une prochaine séance.

Le nombre de candidats admis à concourir est limité à 3.

En application des dispositions de l'article 74.III susvisé, le montant de la prime à verser à chaque candidat ayant remis une offre conforme au règlement du concours est fixée à 15 000 € H.T.

Il convient enfin de solliciter les aides financières les plus larges, notamment auprès de l'ADEME et d'Eco Emballages, pour la réalisation de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme de la réalisation du nouveau centre de tri des déchets recyclables secs Demeter et le montant correspondant de l'opération évalué à 11 700 000 € H.T. (option comprise, et à 10 900 000 € H.T. hors option) tel qu'exposé ci-dessus,
- approuver le dossier de consultation des entreprises pour désigner le maître d'œuvre qui sera chargé des études de conception, de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et de suivi des marchés de travaux et d'exploitation,
- autoriser le lancement du concours restreint en application de l'article 74-III du code des marchés publics,
- fixer le nombre de candidats admis à concourir à 3,
- fixer le montant de la prime à verser aux candidats ayant remis une prestation conforme au règlement du concours à 15 000 € H.T.,
- solliciter les aides financières les plus larges pour la réalisation de cette opération,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2014 et suivants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture 13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 176254-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE\*





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.**

**Excusé(es):**

**M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE**

**Absent(es):**

**Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL**

**ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS -  
MARCHÉ DE TRAVAUX N°3362 LOT N°1 POUR LA RÉALISATION DU CASIER N°2  
DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS MÉNAGERS NON DANGEREUX -  
AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibérations n°11590 et n°11591 du 23 mai 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le coût prévisionnel des travaux d'aménagement du casier n°2 de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux, pour un montant de 8 570 000 € H.T., valeur avril 2013 et a autorisé le lancement de la consultation d'entreprises correspondante selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics .

Par une nouvelle délibération n°11964 du 29 octobre 2013, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°3362 lot n°1 - terrassements généraux, VRD d'un montant prévisionnel de 4 997 000,00 € H.T., avec la société BUESA Frères, sise rue René Gomez – ZI – 34500 Béziers, - pour un montant de 2 982 654,75 € H.T. conformément au détail quantitatif et estimatif prévisionnel établi lors des études de projet.

Lors de cette même séance, au vu de la déclaration sans suite des lots 2 et 3 B pour motif d'intérêt général par la commission d'appel d'offres, le Conseil de Communauté :

- S'agissant du lot n°2 étanchéité, a autorisé, le lancement d'un nouvel appel d'offres ouvert. Le montant prévisionnel du lot n°2 a été réévalué à 1 860 000 € H.T. pour prendre en compte d'une part la hausse du cours des matières premières influençant largement les prix des produits d'étanchéité manufacturés, et d'autre part les délais courts de mise en œuvre pour la première alvéole imposant des moyens supplémentaires de la part des candidats ;

- S'agissant du lot 3B relatif à la fourniture et l'installation d'un dispositif de valorisation du biogaz, a considéré qu'il sera amené à se prononcer ultérieurement sur une nouvelle procédure dont le périmètre serait étendu, au vu des conclusions de l'analyse de la consultation, à l'exploitation et à la maintenance des installations proposées afin d'inciter les candidats à s'engager sur des garanties en termes de procédés ainsi que sur les conditions techniques et économiques d'exploitation et de maintenance des équipements.

Les travaux de terrassement du lot n°1 ont débuté dès la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations le 9 décembre 2013. Lors des études d'exécution, l'entreprise titulaire du lot n°1 a proposé des solutions techniques alternatives aux prestations initialement envisagées par le maître d'œuvre.

Ainsi, s'agissant d'une installation particulièrement complexe en termes d'aménagement technique et de gestion de la co-activité et compte tenu de l'impératif de respect du délai partiel de 4,5 mois prescrit par le cahier des charges pour la mise à disposition de la première alvéole, il apparaît opportun d'apporter des modifications au projet afin de limiter les interactions des interventions avec l'entreprise titulaire du lot n°2 dont la désignation a été retardée du fait de la déclaration sans suite de la procédure initiale.

Il est ainsi proposé de remplacer le remblai de fermeture du casier initialement envisagé par un mur en terre armé semblable à celui réalisé pour le casier n°1. De même, afin de garantir les résultats des tests de perméabilité de la barrière passive et de s'affranchir d'éventuelles reprises, il convient de renforcer la quantité de bentonite à mettre en œuvre avec les argiles compactées. Enfin, il est également apparu opportun de remplacer le matériau initialement prévu pour la réalisation des galeries de pompage des eaux souterraines et des lixiviats par un matériau présentant des garanties supérieures.

Après validation des hypothèses techniques, il convient donc d'inclure les prix nouveaux correspondant à ces modifications dans le cadre d'un avenant n°1 au marché n°3362 lot n°1. Le montant prévisionnel des prestations nouvelles, déduction faite des moins values correspondant aux ouvrages non réalisés, s'élève à 196 959,00 € H.T. dont 41 331,00 € H.T. pour les prestations relatives à l'ouvrage de fermeture, 39 000,00 € H.T. pour la bentonite supplémentaire et 116 628,00 € H.T. pour les galeries de pompage. Le montant de ces prestations nouvelles objet de l'avenant n°1, représente une augmentation de 6,60 % du montant prévisionnel initial du marché.

Délibération n° 12189

Le projet d'avenant n°1 au marché 3362 – lot n°1 a reçu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 21 janvier 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°3362 - lot n°1 - conclu avec la société BUESA Frères, ainsi que le Bordereau des Prix Unitaires et le Détail Quantitatif et Estimatif modifiés annexés à la présente délibération,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture 13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 177433-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOLU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL



**ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS -  
MARCHÉ N°3564GD14 DE SUIVI POST EXPLOITATION DES CENTRES DE STOCKAGE  
DE DÉCHETS DU THÔT ET DES MOLIÈRES - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL  
D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération assure les prestations de suivi post-exploitation de l'ancien Centre d'enfouissement des résidus urbains du Thôt conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2005-I-3258 du 19 décembre 2005. Ces prestations sont exécutées dans le cadre du marché n°2444 GD 12 de prestations de services comportant deux lots :

- Un lot n°1 de suivi post-exploitation ayant pour objet la surveillance périodique des installations, l'entretien général et la gestion des équipements de collecte et traitement des lixiviats et du biogaz conclu avec la société SMTVD ;
- Un lot n°2 relatif aux travaux de remise en état à réaliser sur le réseau de captage du biogaz et sur les bassins conclu avec la société Razel Bec.

Le marché arrive à son terme au 6 avril 2014 pour l'ensemble des deux lots.

Par ailleurs, suite la dissolution du SIVOM « Vène et Mosson » par arrêté préfectoral du 31 décembre 2012, la gestion de l'ancien centre de stockage des Molières situé sur la Commune de Pignan a été transférée le 1<sup>er</sup> août 2013 à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément aux articles L 5211-5-III et L 1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. La Communauté d'Agglomération doit donc désormais s'acquitter de ses obligations de suivi post-exploitation du site conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2009-I-2323. Il s'avère donc opportun d'organiser une consultation d'entreprises selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics, afin de réaliser les prestations nécessaires sur les deux installations du Thôt et des Molières visées par les arrêtés préfectoraux précités, l'entretien courant et la maintenance des équipements techniques afin d'en assurer le bon fonctionnement, les prélèvements et analyses environnementales réglementaires périodiques, ainsi que les éventuelles réparations.

Comme pour le marché en cours, les prestations font l'objet d'une décomposition en deux lots comprenant respectivement pour :

- le lot n°1 : le suivi général des deux sites du Thôt et des Molières, l'entretien courant et la maintenance des équipements techniques afin d'en assurer le bon fonctionnement, les prélèvements et analyses environnementales réglementaires périodiques ;
- le lot n°2 : les travaux de maintenance du réseau de captage du biogaz et des bassins sur le seul site du Thôt.

Ces marchés de prestations de service seront conclus pour une durée d'un an, renouvelable deux fois pour une durée égale.

Le montant annuel estimatif maximum est de 142 000,00€ H.T., sur la base de prix unitaires et forfaitaires et réparti comme suit :

- pour le lot n°1 : 122 000,00 € H.T.,
- pour le lot n°2 : 20 000,00 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics pour la réalisation des prestations de suivi post exploitation des deux anciens centres de stockage des déchets du Thôt et des Molières tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitres 908 et 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché , à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L 2122-21-1, ainsi que tout document relatif à cette affaire, et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12190

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture 13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : *Smc 177196-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



**DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES  
NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS**



SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSET, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS – PLAN CLIMAT 2013-2018 DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Développement Durable, Energies Nouvelles et Gestion des Temps, rapporte :

Par délibération du 29 octobre 2013, le Conseil communautaire a arrêté le projet de Plan Climat 2013-2018 de Montpellier Agglomération. La démarche d'élaboration de ce document a été mutualisée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes de Montpellier, Lattes, Pérols et Baillargues, et a mobilisé en concertation l'ensemble des Communes et les acteurs du territoire. Celle-ci a abouti, après un état des lieux territorial et patrimonial, à l'émergence de la stratégie à 2020 adoptée par les cinq Collectivités, en termes de lutte contre le changement climatique, d'objectifs qui s'y réfèrent, ainsi que de moyens de suivi et d'évaluation nécessaires à sa mise en œuvre.

Le Plan Climat 2013-2018 a vocation à diffuser une approche globale et intégrée de la politique énergie-climat au sein de l'ensemble des politiques publiques portées par Montpellier Agglomération et les Communes mutualisées. Cette approche fait écho aux stratégies de développement engagées par les Collectivités depuis déjà deux décennies, intégrant les enjeux climatiques, énergétiques et de qualité de l'air.

Fortes de ces constats, les Collectivités se sont dirigées vers des plans d'action ciblés et opérationnels. Ces programmes reprennent les actions déjà engagées, et investissent les champs de compétences des Collectivités pour lesquels les questions énergétiques et climatiques avaient moins été prises en compte. Les plans d'action des cinq Collectivités sont structurés selon les huit orientations stratégiques dessinées lors de la concertation. Le Plan d'Action de Montpellier Agglomération comporte 29 actions, ventilées selon ces huit orientations stratégiques :

Cinq orientations stratégiques relevant du volet territorial du Plan Climat :

**Orientation stratégique 1 – Vers un territoire plus économe : agir à l'échelle de l'habitat existant et de l'aménagement**

**Orientation stratégique 2 – Miser sur les mobilités post-carbone**

*En réponse aux objectifs d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire, les secteurs des transports et du bâti existant apparaissent comme ayant les plus forts potentiels de réduction.*

**Orientation stratégique 3 – Amplifier le recours aux énergies renouvelables sur le territoire**

*Les objectifs de production d'énergie de source renouvelable sont atteignables en combinant production et maîtrise de l'énergie.*

**Orientation stratégique 4 – Accélérer localement les changements de modes de production et de consommation**

*L'atteinte des objectifs du « 3x20 » sera facilitée par l'évolution des pratiques de tous.*

**Orientation stratégique 5 – Anticiper localement l'adaptation au changement climatique**

*En complément des actions d'atténuation des effets du changement climatique, il apparaît nécessaire d'adapter le territoire, dans un contexte méditerranéen fortement impacté.*

Trois orientations stratégiques dont les enjeux relèvent d'une évolution des pratiques dans le fonctionnement interne des Collectivités :

**Orientation stratégique n°6 – Intensifier l'écomobilité et les nouveaux usages de la voiture dans les déplacements**

**Orientation stratégique n°7 – Poursuivre et amplifier la gestion énergétique et climatique du patrimoine**

**Orientation stratégique n°8 – Promouvoir de nouveaux modes de consommation et une politique d'achat durable**

La politique énergie-climat, déjà prise en compte dans l'action publique locale et renforcée par les huit orientations stratégiques du Plan Climat et les cinq plans d'action des Collectivités, permet l'atteinte des objectifs du « 3x20 », adaptés au contexte local, dans le respect des objectifs fixés par le Schéma Régional Climat Air Energie Languedoc-Roussillon (SRCAE) :

- réduire les émissions de gaz à effet de serre de 21% par rapport aux émissions de 1990, par habitant ;
- réduire les consommations d'énergie de 12% par rapport au scénario tendanciel à l'horizon 2020 ;
- accélérer l'augmentation de la part d'énergie de source renouvelable sur le territoire dans le mix énergétique et la combiner avec des actions de diminution de consommation.

Conformément à la réglementation en vigueur (article R229-53 du Code de l'Environnement), le projet de Plan Climat 2013-2018 a été transmis pour avis au Préfet de Région et au Président de la Région Languedoc-Roussillon. Suite au délai réglementaire de deux mois, ces deux autorités ont émis un avis favorable sur le projet, identifiant que le Plan Climat 2013-2018 de Montpellier Agglomération s'inscrit dans les orientations fondamentales du Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie Languedoc-Roussillon (SRCAE) avec lequel il est compatible. Une observation de forme du Préfet de Région sur la mise en évidence de l'orientation 8 du SRCAE « *Préserver la santé de la population et lutter contre la précarité énergétique* » est intégrée dans les fiches-actions concernées.

La démarche de concertation, de sensibilisation et de mobilisation des acteurs, ainsi que l'association des deux institutions a également été très appréciée, soulignant ainsi le fait d'une plus grande appropriation des enjeux et de la mise en œuvre du plan d'action par tous. A ce titre, la Région identifie la nécessité de prolonger les partenariats avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'atteindre les objectifs fixés à chaque échelle.

De plus, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) a souhaité souligner la qualité de la démarche et la pertinence du document par un courrier de félicitations et les nombreux partenariats renouvelés et à venir entre la Communauté d'Agglomération et l'ADEME dans la mise en œuvre du programme d'action, sur des sujets divers tels que la rénovation thermique des logements, l'accompagnement du développement de l'électromobilité ou encore l'élaboration d'un schéma géothermie sur le territoire.

C'est donc un Plan Climat, conforté qui est aujourd'hui soumis à l'adoption de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du Plan Climat sera assuré au travers du processus de labellisation européen Cit'ergie®, dans lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée par délibération du 8 octobre 2012.

Enfin, il est proposé de poursuivre la collaboration avec les acteurs du territoire, initiée par les Assises et les ateliers, en définissant une charte d'engagement local de contribution à la diminution des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre. L'année 2014 sera consacrée à l'élaboration de cette charte.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter définitivement le Plan Climat pour la période 2013-2018 ;
- diffuser ce document auprès des partenaires de son élaboration que sont les Communes du territoire, la Région Languedoc-Roussillon, l'ADEME, l'ALE, ainsi qu'à l'ensemble des participants aux Assises et aux ateliers du Plan Climat ;
- dire que le Plan Climat sera mis à disposition du public sur le site Internet de la Collectivité, ou, à défaut au siège de la Collectivité, conformément à l'article R229-54 du code de l'environnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 12112

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 177939-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURET



**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT**





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 44 LOGEMENTS SOCIAUX À VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE ET CASTRIES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt. En application de son Programme Local de l'Habitat 2013-2018 adopté par délibération du Conseil Communautaire du 27 novembre 2013, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 communes de l'objectif d'au moins 30 % de logements locatifs sociaux et d'insertion dans la production globale de logement.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 34 logements sociaux, lotissement « Mas Crespy », lot n°1 à Villeneuve-lès-Maguelone et de 10 logements sociaux, rue Ferme du Château à Castries.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposé sur la base de 7 000 € par logement, permettant d'atteindre l'équilibre financiers des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	Lotissement « Mas Crespy » Lot 1 Villeneuve-lès-Maguelone	Rue Ferme du Château Castries
<b>Caractéristiques :</b>		
Architecte	OMLB – Boujan-sur-Libron	Patrice Genet - Montpellier
Collectif/Individuel	Collectif	Collectif
Surface habitable	2 189,40 m²	557,80 m²
Nombre de logement	34	10
Catégorie de financement	24 PLUS / 10 PLAI	7 PLUS / 3 PLAI
Typologie	8 T2 – 15 T3 – 10 T4 – 1 T5	4 T2 – 6 T3
<b>Plan de financement :</b>		
Coût total de l'opération	4 132 831 €	1 113 711 €
Subvention Etat déléguée	114 000 €	34 100 €
Subvention Région	144 900 €	37 350 €
Subvention 1%	15 000 €	0 €
Prêt 1%	75 000 €	0 €
Prêt CDC	2 993 431 €	782 261 €
Fonds propres	552 500 €	190 000 €
Participation Montpellier Agglomération	238 000 €	70 000 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de chaque opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

Mme T. Capuozzi-Boualam et M. Y. Pellet ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM FDI Habitat de 238 000 € pour la construction de 34 logements locatifs sociaux, lotissement Mas Crespy, lot 1, à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- apporter une subvention à la SA d'HLM FDI Habitat de 70 000 € pour la construction de 10 logements locatifs sociaux, rue Ferme du Château à Castries ;

Délibération n° 12136

- dire que les crédits seront inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution de subvention fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 177170-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURD





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION D’UNE RÉSIDENCE SOCIALE DE 47 LOGEMENTS - « LE PONANT » - 130 AVENUE DE PALAVAS À MONTPELLIER - ATTRIBUTION D’UNE SUBVENTION ET GARANTIE D’EMPRUNT À L’ASSOCIATION GAMMES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE.**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts. En application de son Programme Local de l'Habitat 2013-2018 adopté par délibération du Conseil Communautaire du 27 novembre 2013, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 communes de l'objectif d'au moins 30 % de logements locatifs sociaux familiaux et d'insertion dans la production globale de logements.

L'association Gammes a sollicité la Communauté d'Agglomération afin qu'elle lui apporte son concours financier pour l'acquisition-amélioration de l'immeuble « Le Ponant » situé 130 avenue de Palavas à Montpellier, en vue de la création d'une résidence sociale de 47 logements. Destinée aux personnes autonomes en difficulté sociale et/ou économique dans l'attente d'un logement durable, la structure comprend 47 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicité à hauteur de 260 000 €, correspondant à 10% du prix de revient HT de l'opération. Cette subvention constitue une participation à l'équilibre financier de l'opération ; elle doit permettre également de pratiquer une diminution de la redevance payée par les locataires d'environ 10 € par mois et par logement, soit une baisse de 2% du loyer.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 2 660 350 €
- Subvention Etat déléguée : 479 400 €
- Prêts 1% patronal : 400 000 €
- Prêts CDC : 1 520 950 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 260 000 €

D'autre part, l'association Gammes demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% les emprunts d'un montant total de 1 526 950 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 948 865 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 578 085 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	948 865 €	578 085 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - <b>20 pdb</b>	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50% maximum	

Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %	
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)	
Modalité de révision	double révisabilité limitée	
Préfinancement	de 3 à 24 mois	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois de préfinancement maximum suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour le prêt PLAI construction et de 50 ans pour le prêt PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Gammes, dont l'association ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'association Gammes est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'association Gammes pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 260 000 € à l'association Gammes et garantir le remboursement de la somme globale de 1 145 212,50 €, représentant 75% des deux prêts d'un montant total de 1 526 950 € sollicités par celle-ci auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation d'une résidence sociale de 47 logements « Le Ponant », 130 avenue de Palavas à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Gammes, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire **13 FEV. 2014**  
 Publié le :  
 Déposé En Préfecture **13 FEV. 2014**  
 Le :  
 Numéro de l'acte : *Imc 177 376-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
 l'original.  
 Le Président.

M. Jean-Pierre MOURE





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC ROQUE FRAISSE, LOT N°3 À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH HÉRAULT HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat Hérault Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la construction de 30 logements locatifs sociaux, ZAC Roque Fraisse, lot n°3 à Saint-Jean-de-Védas. L'opération comprend 21 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 9 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Boyer – Gibaud – Percheron – Assus.

L'OPH Hérault Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 25% les emprunts d'un montant total de 3 291 664 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 945 938 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 383 055 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 804 338 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 158 333 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 75 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 945 938 €	383 055 €	804 338 €	158 333 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Préfinancement	sans objet			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH Hérault Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.



Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH Hérault Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 25 % ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 822 916 €, représentant 25 % des quatre prêts d'un montant total de 3 291 664 €, sollicités par l'OPH Hérault Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 30 logements locatifs sociaux, ZAC Roque Fraisse, lot n°3 à Saint-Jean-de-Védas ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'OPH Hérault Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire                      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture                13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 147 350-D

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président

M. Jean-Pierre MOURE





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 44 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE 'CASTEL DES SOURCES' - ZAC DU POUGET À LAVERUNE - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en État Futur d'Achèvement (VEFA), de 44 logements sociaux, résidence « Castel des Sources » ZAC du Pouget à Laverune. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur HELENIS, comprend 33 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 11 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Philippe Rubio Architectes.

Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% les quatre emprunts d'un montant total de 5 245 047 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 750 000 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 993 013 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 103 998 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 398 036 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 750 000 €	993 013 €	1 103 998 €	398 036 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0% (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 12 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 12 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier

et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement par Un Toit Pour Tous est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 933 785,25 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 5 245 047 €, sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 44 logements locatifs sociaux, résidence « Castel des Sources » ZAC du Pouget à Lavérune ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :                      13 FEV. 2014  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte :      Imc 177379-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « VILLA CIRCE » - CHEMIN DE MOULARÈS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE.**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 8 logements sociaux, résidence «Villa Circé», Chemin de Moularès à Montpellier. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Kaufman & Broad, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet Serrado S.A.R.L Architectes Urbanistes.

Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 795 175 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 404 185 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 180 497 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 143 738 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 66 755 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement d'intervention en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	404 185 €	180 497 €	143 738 €	66 755 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois de préfinancement maximum suivis, d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier

et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée du préfinancement retenue par Un Toit Pour Tous est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 596 381,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 795 175 €, sollicités par SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Villa Circé », chemin de Moularès à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte :

Imc 177362-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.**

**Excusé(es):**

**M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE**

**Absent(es):**

**Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL**



**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « CŒUR RIVE DROITE » - CHEMIN DE MOULARES À MONTPELLIER- GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 8 logements sociaux, résidence « Cœur Rive Droite », Chemin de Moularès à Montpellier. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur COGEDIM, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet Serrado S.A.R.L Architectes Urbanistes.

Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 791 548 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 415 284 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 184 750 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 130 399 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 61 115 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement d'intervention en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	415 284 €	184 750 €	130 399 €	61 115 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limité			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois de préfinancement maximum, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Un Toit Pour Tous est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 593 661 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 791 548 €, sollicités par SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence «Cœur Rive droite », chemin de Moularès à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte :

Imc 177 346 -DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « TERRA NOSTRA » - 204 RUE DE L'ÉPIRE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président Délégué de la Politique de la Ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM SFHE Groupe ARCADE a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 6 logements sociaux, résidence « Terra Nostra », 204 rue de l'Épire à Montpellier. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Kaufman & Broad, comprend 3 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par le cabinet cabinet d'architecture Cusy - Maraval.

La SFHE Groupe Arcade, demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 833 073 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 272 104 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 129 997 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLS) construction d'un montant de 291 810 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLS) foncier d'un montant de 139 162 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLS construction	PLS foncier
Montant du prêt	272 104 €	129 997 €	291 810 €	139 162 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt +111 pdb	
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,5% maximum (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois de préfinancement maximum, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLS construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLS foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SFHE Groupe ARCADE, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par la SFHE Groupe ARCADE est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à la SFHE Groupe ARCADE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

Monsieur H. Martin ne prend pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 624 804,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 833 073 €, sollicités par SA d'HLM SFHE Groupe ARCADE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 6 logements locatifs sociaux, résidence «Terra Nostra», 204 rue de l'Epire à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM SFHE Groupe ARCADE, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte :      Imc 177358-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « SAINT-LAZARE » - 39 AVENUE SAINT-LAZARE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM ERILIA a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 16 logements sociaux, résidence « Saint-Lazare », 39 avenue Saint-Lazare à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Urbat, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture Emmanuel NEBOUT établi à Montpellier.

ERILIA demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 718 061 € que la société sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 770 215 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 467 136 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 299 228 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 181 482 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	770 215 €	467 136 €	299 228 €	181 482 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAÍ construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAÍ foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ERILIA, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 288 545,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 718 061 €, sollicités par ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 16 logements locatifs sociaux, résidence « Saint-Lazare », 39 avenue Saint-Lazare à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM ERILIA, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 177155-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE







**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 93 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES DAHLIAS » - IMPASSE LES DAHLIAS À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM ERILIA a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 93 logements sociaux, résidence « Les Dahlias », impasse des Dahlias à Castelnau-le-Lez. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Prémalis, comprend 65 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 28 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par la SARL Philippe Rubio architectes, établie à Montpellier.

ERILIA demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 10 530 537 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 4 865 019 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 2 629 122 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 971 157 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 1 065 239 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	4 865 019 €	2 629 122 €	1 971 157 €	1 065 239 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + <b>60 pdb</b>		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - <b>20 pdb</b>	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ERILIA, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 7 897 902,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 10 530 537 €, sollicités par ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 93 logements locatifs sociaux, résidence « Les Dahlias », impasse les Dahlias à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM ERILIA, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 177 157-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAoui, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.**

**Excusé(es):**

**M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE**

**Absent(es):**

**Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL**

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – RÉHABILITATION D'UNE COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE DE 139 LOGEMENTS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À 49 PROPRIÉTAIRES OCCUPANTS DE LA COPROPRIÉTÉ "LES FLAMANDS ROSES", QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE À MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a soutenu la création en 2007 d'un observatoire communal des copropriétés, qui a permis de recenser 93 copropriétés de plus de trente ans et de plus de cinquante logements, et de les classer en fonction de leur situation physique, financière et sociale.

Dès 2008, l'observatoire a mis en exergue l'état de dégradation physique et financière avancée de la copropriété des Flamands Roses située dans le quartier des Hauts de Massane. Construit dans les années 70, cet ensemble immobilier composé de deux bâtiments de dix étages et de 139 logements (T3 et T4) nécessite la réalisation d'importants travaux de rénovation énergétique, alors que la copropriété présente un fort taux d'endettement et une faible solvabilité des copropriétaires.

Ainsi, à fin 2011, les dettes contractées auprès des fournisseurs s'élevaient à plus de 160 K€ pour un budget annuel de 303 K€, et l'eau chaude sanitaire et le chauffage n'étaient plus délivrés à partir du 5<sup>ème</sup> étage en raison d'un défaut d'entretien.

Saisi par le syndic, le Tribunal de Grande Instance a donc placé le 9 août 2012 la copropriété sous administration provisoire tel que prévu aux articles 29-1 à 29-6 de la loi du 10 juillet 1965.

Dans ce contexte, l'administrateur provisoire agissant pour le compte de la copropriété a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour qu'elle concoure à la réalisation d'un programme de travaux prévoyant l'isolation des façades par l'extérieur, le changement des fenêtres et la mise en place d'une VMC. Ces travaux viennent en complément d'une première tranche de travaux comprenant la mise en place de chauffe-eau électriques, le calorifugeage des canalisations de chauffage et l'isolation de la toiture, d'ores et déjà financés par délégation de l'ANAH à hauteur de 208 133 €.

A l'issue de ces différentes interventions, devant aboutir sur une sortie du régime de l'administration provisoire, les gains énergétiques devraient dépasser les 50% et permettre d'atteindre la classe B pour l'ensemble de la copropriété. Les économies de charges énergétiques représenteront en moyenne 200 € par an et par ménage, et contribueront à leur résolvabilisation et donc au redressement financier de la copropriété.

Dans le cadre de sa compétence "équilibre social de l'habitat" et en sa qualité de délégataire de l'attribution des aides à la pierre de l'Etat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut financer des opérations d'amélioration de l'habitat, notamment de rénovation thermique des copropriétés en difficultés, en mobilisant les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat, les aides complémentaires de l'Etat au titre du programme Habiter Mieux en faveur de la rénovation thermique des logements, ainsi que ses aides propres.

Après avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat du 19 décembre 2013, il est proposé d'accompagner la seconde tranche de travaux de la copropriété, en accordant une subvention sur crédits délégués de l'ANAH et de l'Etat au titre du programme « Habiter Mieux » de lutte contre la précarité énergétique, d'un montant global de 1 012 242 €, dont 830 489 € au bénéfice du syndicat des copropriétaires des Flamands Roses et 181 753 € au profit des copropriétaires occupants à bas revenus.

La contribution de la Communauté d'Agglomération sur fonds propres est prévue à hauteur de 24 500 €, soit 500 € pour 49 copropriétaires occupants éligibles disposant de ressources modestes et très modestes, en complément des aides mentionnées ci-dessus. Cette contribution sur fonds propres permet de majorer d'autant la prime de solidarité écologique mobilisée dans le cadre du programme « Habiter Mieux » pour ce type de ménages (3 500 € au lieu de 3 000 €), et ainsi de couvrir jusqu'à 80% ou 100% de la quote-part de travaux restant à leur charge.

Délibération n° 12145

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 1 599 272 € T.T.C.
- Subvention ANAH déléguée : 632 242 €
- Subvention Etat déléguée au titre du FART (Fond d'aide à la rénovation thermique) : 380 000 €
- Prêts : 562 530 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 24 500 €

L'ensemble des subventions accordées seront versées à l'administrateur provisoire de la copropriété, en tant que mandataire commun des propriétaires occupants bénéficiaires. Celles-ci seront automatiquement déduites du montant des appels de fonds, assurant ainsi leur usage effectif au profit des travaux objets de la présente délibération.

Les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

Il y a lieu de signaler par ailleurs qu'à la demande de l'administrateur provisoire, le maître d'œuvre a affecté 25% de la cotation du marché privé de réhabilitation de cette copropriété à la présence d'une action d'insertion sociale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant global et maximum de 24 500 € à SCP CARLIER et ASSOCIES, compte travaux administration provisoire du syndicat des copropriétaires des Flamands Roses, mandaté par les 49 copropriétaires listés en annexe pour solliciter et percevoir les fonds,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907,
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier des aides de l'Anah et du FART qui lui sont déléguées, sur la base de la dépense réellement subventionnée;
- autorise Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cet affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte :

Imc 117252-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOU





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAoui, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE DES CÉVENNES I 2010 - 2015 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE QUATRE LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par les délibérations n°9520 du 27 mai 2010 et n° 10194 du 23 juin 2011, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété Cévennes 1, comprenant 444 logements. Celle-ci prévoit la réhabilitation des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété, ainsi que la mise aux normes de 145 appartements, dont 41 à statut locatif et 104 occupés par des propriétaires modestes.

Au titre de ses compétences politique de la ville et équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Anah dont l'attribution lui est déléguée, des aides propres aux propriétaires occupants modestes, à hauteur de 10% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 000 € de subvention par logement, et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés, à hauteur de 10% et 15% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 500 € et 2 250 € de subvention par logement, selon que le loyer conventionné est de niveau intermédiaire ou social.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements occupés par des propriétaires modestes et un logement locatif de la copropriété pour un montant total de 2 675 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans. Le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 160 € à Mr Natale ROMANO demeurant 949 avenue Louis Ravas, Cévennes 1 bâtiment J1, de 915 € à Mr Fernando TORRES DA COSTA demeurant bâtiment I4, de 232 € à Mr Elbatoul EL MANSOURI demeurant bâtiment K5 et de 1 368 € à Mr et Mme Sylvio et Nadège LACOTTE demeurant 97 avenue Leclerc à Haumont ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par le propriétaire bailleur de ses engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.



Délibération n° 12146

Certifié Exécutoire 13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 177077-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président

M. Jean-Pierre MOUREL



# Annexe

Nom du Propriétaire	ROMANO Natale	TORRES DA COSTA Fernando	EL MANSOURI Elbatoul	LACOTTE Sylvio et Nadège
Caractéristiques de l'opération				
Localisation du logement	Bât J1	Bât I4	Bât K5	Bât I5
Nature de l'occupation avant travaux		logement occupé par son propriétaire		loué
Type de loyer après travaux		sans objet		loyer conventionné intermédiaire
Montant du loyer après travaux		sans objet		518.51 €
Type de travaux	remplacement de la porte palière	Mise aux normes électriques, remplacement du mode de chauffage, réfection salle de bains, sols, plomberie, cuisine	remplacement chaudière	Mise aux normes électriques, remplacement du mode de chauffage, réfection salle de bains, sols, plomberie
Typologie	T3	T3	T5	T4
Surface en m²	55.20	55.53	80.67	55.53
Coût de l'opération H.T. en €	1 603.55	9 155	2 321	13 685.80
Dépense subventionnée Anah en €	1 603	9 155	2 321	13 685
<b>Subventions</b>				
Subvention ANAH en €	561	4 577	812	4 160
Subvention Agglo en €	160	915	232	1 368
Total des subventions en €	721	6 407	1 044	5 474
Reste à charge du propriétaire H.T. en €	882.55	2 748	1 277	8 211.80



## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ÉCUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE NEUF LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100€/m<sup>2</sup> dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements occupés par des propriétaires modestes et de six logements locatifs, pour un montant total de 32 390 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans les tableaux en annexes.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans. Les propriétaires bailleurs s'engagent à pratiquer des loyers réglementés. Ils signeront une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 700 € à Mme Agnès EL MESKINI demeurant 3 rue du puits du temple à Montpellier, de 367 € à Mme Sabine PADILLA demeurant 19 rue Rigaud à Montpellier, de 838 € à Mr François SURIRAY demeurant 8 rue Roudil à Montpellier, de 2 160 € à Mme ARNAUD-PUTHOD mandataire de Mme Françoise GALEOTTI sous tutelle de Mme Nathalie LEAUTE, de 11 300 € à Mr François TORKY demeurant 2493B boulevard Paul Valéry à Montpellier, de 6 000 € à Mr Eliseo RODRIGUEZ demeurant 1 avenue Guichard à Versailles, de 6 000 € à Mr et Mme Benoit et Valérie DURAND DELEVOY demeurant 9 bis rue de Chernoviz à Paris et de 5 025 € à la SCI LES MEROVINGIENS sise 58 rue du Courreau à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12147

Certifié Exécutoire 13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture 13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : *Tmc 177 078 - DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



# Annexe

Caractéristiques de l'opération	Nom du Propriétaire	EL MESKINI Agnès	PADILLA Sabine	SURIRAY François	ARNAUD-PUTHOD Monique Pour Mme GALEOTTI Françoise sous tutelle de LEAUTE Nathalie
Localisation du logement	3 rue du Puits du Temple à Montpellier	19 rue Rigaud à Montpellier	8 rue Roudil à Montpellier	9 rue du Général Chanzy à Montpellier	
Nature de l'occupation avant travaux	logement occupé par son propriétaire			logement locatif occupé	
Type de loyer après travaux	sans objet			loyer conventionné social	
Montant du loyer après travaux	sans objet			209,84 €	
Type de travaux	changement de la chaudière et des menuiseries	réfection de la toiture et changement d'un vélux	travaux d'amélioration énergétique : chaudière, menuiseries, robinets thermostatiques	réhabilitation complète d'un logement très dégradé. Gain énergétique de 37% (étiquette F à D)	
Date de vacance		sans objet			
Typologie	T3	T2	T4	T1	
Surface en m²	64,91	58,44	63	21,60	
Coût de l'opération H.T. en €	8 549	3 665	5 638	32 488,75	
Dépense subventionnée Anah en €	8 549	3 665	3 388	26 980	
<b>Subventions</b>					
Subvention ANAH en €	2 992	1 283	5 194	18 188	
dont prime Etat « Habiter Mieux » en €	0	0	3 500	2 000	
dont prime réduction de loyer en €	0	0	0	4 047	
Subvention Agglo en €	700	367	838	2 160	
dont prime réduction de loyer en €	0	0	0	2 160	
dont Eco-prime en €	0	0	500	0	
Total des subventions en €	3 692	1 650	6 032 *	20 348	
Reste à charge du propriétaire H.T. en €	4 857	2 015	0	12 140,75	
* = subvention écartée à 100 % du montant TTC retenu selon les règles de l'ANAH (PO très modeste)					

# Annexe

Caractéristiques de l'opération	Nom du Propriétaire	TORKY François	RODRIGUEZ Eliséo	DURAND DELEVOY Benoit et Valérie	SCILES MEROVINGIENS
Localisation du logement		8 rue Fontanon à Montpellier	7 rue du Général Vincent à Montpellier		58 rue du Courreau à Montpellier
Nature de l'occupation avant travaux		logement locatif vacant			
Type de loyer après travaux		loyer conventionné social			loyer conventionné intermédiaire
Montant du loyer après travaux		279.42 €	322.53 €	387.59 €	522.50 €
Type de travaux		réhabilitation complète de 2 logements très dégradés Gain énergétique de 38% (étiquette F à D)	réhabilitation complète d'un logement très dégradé Gain énergétique de 62% (étiquette E à D)	réhabilitation complète d'un logement très dégradé Gain énergétique de 62% (étiquette G à D)	réhabilitation complète d'un logement dégradé Gain énergétique de 32% (étiquette D à C)
Date de vacance		10/12/2012	01/01/2011	01/01/2011	01/01/2012
Typologie		T2	T2	T3	T3
Surface en m²		36	44.64	57.68	60.5
Coût de l'opération H.T. en €		50 720	59 887	79 580	105 338
Dépense subventionnée Anah en €		38 671	47 974	61 988	45 375
<b>Subventions</b>					
Subvention ANAH en €		24 802.04	22 308	38 547	13 612
dont prime Etat « Habiter Mieux » en €		2 000	2 000	2 000	0
dont prime réduction de loyer en €		5 400	6 696	8 652	0
Subvention Agglo en €		5 600	6 000	6 000	5 025
dont prime vacance en €		2 000	2 000	2 000	2 000
dont prime réduction de loyer en €		3 600	4 000	4 000	3 025
Total des subventions en €		61 537	28 308	44 547	18 637
Reste à charge du propriétaire H.T. en €		38 095	31 579	35 033	86 701



## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUGHAR JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL



**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - QUARTIER CÉVENNES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°7877 du 02 octobre 2007, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au programme de réhabilitation des logements privés du quartier du Petit Bard à Montpellier, qui s'inscrit dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de la commune.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte une subvention de :

- 20% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants à ressources modestes ;
- 25% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants aux ressources très modestes ;
- 10% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné intermédiaire ;
- 20% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné social ;

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à un propriétaire occupant disposant de ressources modestes, pour la réhabilitation de son logement de type 4 de 62,47 m<sup>2</sup>, situé bâtiment D12. La rénovation concerne la mise aux normes électriques du logement.

Le coût des travaux s'élève à 3 324 € H.T, correspondant à la dépense subventionnable calculée par l'ANAH.

Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- ANAH : 20% soit 665 €
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 20 % soit 665 €
- Ville de Montpellier : 10 % soit 332 €
- Propriétaire : solde H.T. soit 1 662 €

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 665 € à Mme Rose-Marie BOUSQUET demeurant 8 square Henri de Régnier Bâtiment D12 à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12148

Certifié Exécutoire 13 FEV. 2014  
Publié le :  
Déposé En Préfecture 13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 146832-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE VINGT-TROIS LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE L'AGGLOMÉRATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 100 logements anciens par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, en dehors des secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35 % à 80 % du montant hors taxe des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de vingt-trois logements occupés par des propriétaires ou des locataires disposant de ressources modestes, situés dans les communes de Fabrègues, Castries, Lattes, Montpellier, Jacou, Grabels, Pérols, Vendargues, Baillargues, Le Crès et Cournonterral, pour un montant total de 64 887 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leurs plans de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie des ces subventions, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer modéré, il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

Les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 493 € à Mme Calixte BOISSIERE demeurant 2 place Jacques d'Aragon à Lattes, de 194 € à Mme Alice SOUYRI demeurant 1 impasse des Acanthes à Fabrègues, de 3 147 € à Mme Marie-Pierre LAUX demeurant 2 A avenue Lepic à Montpellier, de 532 € à Mme Yamina CHELIH demeurant 1 rue Jean Hugo à Baillargues, de 993 € à Mme Sarah GOOSSENS demeurant 21 rue de l'Esplanade de l'Europe à Montpellier, de 3 500 € à M. Mohamed OSAD demeurant 94 rue de la Forêt Noire à Montpellier, de 1 958 € à M. Rosalio BARBERA demeurant 9 rue de la Petite Calade à Cournonterral, de 1 387 € à M. Patrick PEREZ demeurant 85 rue Hélène Boucher à Fabrègues, de 4 393 € à Mme Lola MARTINEZ demeurant 3 impasse des Letagnes à Fabrègues, de 2 311 € à Mme Raphaëlle GHOUL demeurant 28 rue Cité Benoît à Montpellier, de 3 816 € à Mme Marie-Thérèse PERRET demeurant 7 rue des Capucines au Crès, de 3 500 € à M. et Mme Cédric et Morgane TROTTARD MORESCO demeurant 21 route de Sommières à Vendargues, de 1 621 € à Mme Mireille JUNGO demeurant 25 rue Saint Jacques à Montpellier, de 10 000 € à M. et Mme Alain GOMIS demeurant 14 rue des Tamaris à Lattes, de 3 500 € à Mme Séverine HAYART demeurant 350 rue Bonadona à Pérols, de 3 113 € à Mme Marie-Pierre RICHARD demeurant 10 rue des Muscaris à Montpellier, de 7 470 € à M. Robert ESQUIROL demeurant 12 rue Jasmin à Toulouse, de 3 500 € à Mme Huguette GRAS demeurant 150 impasse des Canepetières à Lattes, de 1 531 € à Mme Catherine GAUTIER demeurant 9 rue du Faubourg Saint Jaumes à Montpellier, de 875 € à M. Roger LAUB demeurant 276 rue des Etats du Languedoc à Castries, de 2 236 € à Mme Coralie RIBES demeurant 9 chemin des Eglantiers à Jacou, de 2 136 € à M. Reda BENKHELIFA demeurant

Délibération n° 12149

8 rue des Hotensias à Lattes, de 2 681 € à M. Jean-Louis DOMENGE demeurant 38 avenue de la Cadoule à Castries;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907;
- dire que le paiement de la subvention sur les fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire **13 FEV. 2014**

Publié le : **13 FEV. 2014**

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 144032-DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



Nom du Propriétaire	GOMIS Alain	DOMENGE Jean-Louis	BENKHELIFA Reda	RIBES Coralie	GRAS Huguette
Caractéristiques de l'opération					
Adresse logement	14 rue des Tamaris à Lattes	38 avenue de la Cadoule à Castries	8 rue des Hortensias à Lattes	9 chemin des Eglantiers à Jacou	150 impasse des Canepetières à Lattes
Nature de l'occupation avant travaux	Propriétaires occupants				
Type de travaux	Réhabilitation complète d'un logement très dégradé. Gain énergétique de 55 % (Etiquette D à C)	Isolation de la façade par l'extérieur et des combles Gain énergétique de 26 % (Etiquette F à E)	Isolation toiture – Gain énergétique de 28 % (Etiquette E à D)	Installation d'un poêle à bois, d'un ballon solaire et isolation des combles Gain énergétique de 27 % (Etiquette F à E)	Isolation des combles, remplacement des menuiseries et du chauffage Gain énergétique de 62 % (Etiquette G à D)
Typologie	T8	T4	T5	T5	T4
Surface en m²	208	100	150	110	80
Coût de l'opération H.T. en €	94 784	14 539	10 909	11 571	20 547
Dépense subventionnée Anah en €	50 000	14 539	10 909	11 571	20 000
Subventions					
Subvention ANAH en €	28 500	8 589	8 955	9 286	13 500
dont prime Etat « Habiter Mieux » en €	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500
Subvention Agglo en €	10 000 (plafonné)	2 681	2 136	2 236	3 500
dont Eco-prime en €	500	500	500	500	500
Total des subventions en €	38 500	11 270	11 091*	11 522*	17 000
Reste à charge du propriétaire H.T. en €	56 284	3 289	581	49	3 457

Nom du Propriétaire	RICHARD Marie-Pierre	HAYART Séverine	JUNGO Mireille	TROTARD MORESCO Cédric et Morgane	PERRET Marie-Thérèse
Caractéristiques de l'opération					
Adresse logement	10 rue des Muscaris à Montpellier	350 rue Bonadona à Pérols	25 rue Saint Jacques à Montpellier	21 route de Sommières à Vendargues	7 rue des Capucines au Crès
Nature de l'occupation avant travaux	Propriétaires occupants				
Type de travaux	Isolation des combles et des murs extérieurs avec pose de volets roulants Gain énergétique de 45 % (Etiquette F à D)	Changement des menuiseries et du système de chauffage Gain énergétique de 46 % (Etiquette F à D)	Isolation des combles et des murs extérieurs avec pose de volets roulants Gain énergétique de 39 % (Etiquette D à C)	Remplacement des menuiseries et isolation de la toiture Gain énergétique de 35 % (Etiquette E à D)	Isolation des combles et remplacement des menuiseries Gain énergétique de 32% (Etiquette F à E) + Travaux pour l'autonomie de la personne - Adaptation de la salle de bain
Typologie	T4	T5	T3	T4	T5
Surface en m²	90	257	71	114	150
Coût de l'opération H.T. en €	17 423	22 828	8 276	29 287	20 568
Dépense subventionnée Anah en €	17 423	20 000	7 470.76	20 000	20 568
Subventions					
Subvention ANAH en €	9 598	10 500	7 235	13 500	13 500
dont prime Etat « Habiter Mieux » en €	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500
Subvention Agglo en €	3 113	3 500	1 621	3 500	3 816
dont Eco-prime en €	500	500	500	500	500
Total des subventions en €	12 711	14 000	8 856*	17 000	17 316
Reste à charge du propriétaire H.T. en €	4 712	8 828	0	12 287	3 252

\* = subvention pouvant atteindre 100 % du montant TTC retenu selon les règles de l'ANAH (PO très modeste)

Nom du Propriétaire	GHOUL Raphaëlle	MARTINEZ Lola	PEREZ Patrick	BARBERA Rosalio	OSAD Mohamed
Caractéristiques de l'opération	28 rue Cité Benoit à Montpellier	3 impasse des Letaignes à Fabrègues	85 rue Hélène Boucher à Fabrègues	9 rue de la Petite Calade à Courmoult	94 rue de la Forêt Noire à Montpellier
Adresse logement					
Nature de l'occupation avant travaux			Propriétaires occupants		
Type de travaux	Remplacement du système de chauffage et des menuiseries Gain énergétique de 41 % (Etiquette F à D)	Isolation des combles, remplacement mode chauffage, installation VMC et traitement de la charpente Gain énergétique de 49 % (Etiquette F à D) + travaux d'autonomie – création d'une salle de bain et d'une pièce à vivre au RDC	Installation d'une chaudière à condensation et d'une porte blindée Gain énergétique de 27 % (Etiquette D à C)	Isolation et réfection de la toiture Gain énergétique de 45 % (Etiquette G à F)	Isolation par l'extérieur et pose de nouveaux radiateurs Gain énergétique de 37 % (Etiquette G à E)
Typologie	T3	T5	T5	T3	T5
Surface en m²	74	100	140	90	120
Coût de l'opération H.T. en €	12 075	25 347	7 329	9 719	22 212
Dépense subventionnée ANAH en €	12 075	20 658	5 911	9 719	20 000
Subventions					
Subvention ANAH en €	9 538	13 500	6 456	8 359	13 500
dont prime Etat « Habiter Mieux » en €	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500
Subvention Agglo en €	2 311	4 393	1 387	1 958	3 500
dont Eco-prime en €	500	500	500	500	500
Total des subventions en €	11 849	17 893	7 843*	10 317*	17 000
Reste à charge du propriétaire H.T. en €	226	7 454	0	0	5 212

Nom du Propriétaire	GAUTIER Catherine	LAUB Roger	GOOSSENS Sarah	CHELIH Yamina
Caractéristiques de l'opération	9 rue du Faubourg Saint Jaumes à Montpellier	276 rue des Etats du Languedoc à Castries	21 rue de l'Esplanade de l'Europe à Montpellier	1 rue Jean Hugo à Baillargues
Adresse logement				
Nature de l'occupation avant travaux		Propriétaires occupants		
Type de travaux	Changement des menuiseries et installation d'une pompe à chaleur Gain énergétique de 45 % (Etiquette E à C)	Isolation de la toiture et installation d'une chaudière à condensation Gain énergétique de 43 % (Etiquette C à B)	Travaux pour l'autonomie de la personne - Adaptation de la salle de bain	Travaux pour l'autonomie de la personne - Adaptation de la salle de bain
Typologie	T3	T3	T3	T4
Surface en m²	45	85	57	90
Coût de l'opération H.T. en €	8 404	5 258	4 967	2 659
Dépense subventionnée ANAH en €	6 874	2 501	4 967	2 659
Subventions				
Subvention ANAH en €	5 906	4 751	2 483	1 329
dont prime Etat « Habiter Mieux » en €	3 500	3 500		
Subvention Agglo en €	1 531	875	993	532
dont Eco-prime en €	500	500		
Total des subventions en €	7 437**	5 626*		
Reste à charge du propriétaire H.T. en €	967	0	3 476	1 861
			1 491	798

\* = subvention pouvant atteindre 80 % du montant TTC retenu selon les règles de l'ANAH (PO modeste)

Nom du Propriétaire	BOISSIERE Calixte	LAUX Marie- Pierre	SOUYRI Alice	ESQUIROL Robert
Caractéristiques de l'opération				
Adresse logement	2 places Jacques d'Aragon à Lattes	2A avenue Lepic à Montpellier	1 impasse des Acanthes à Fabrègues	1 place Chaffary à Grabels
Nature de l'occupation avant travaux		Propriétaires occupants		
Type de loyer après travaux et montant				Locatif vacant
Type de travaux	Travaux pour l'autonomie de la personne – Adaptation de la salle de bain	Travaux pour l'autonomie de la personne – Adaptation de la salle de bain et de la cuisine	Travaux pour l'autonomie de personne – Adaptation de la salle de bain	Loyer conventionné social : 370,52 €
Typologie	T3	T3	T6	T2
Surface en m²	70	69	200	54,70
Coût de l'opération H.T. en €	2 462	15 734	969	45 838
Dépense subventionnée ANAH en €	2 462	15 734	969	45 838
Subventions				
Subvention ANAH en €	862	5 507	485	20 627
dont prime Etat « Habiter Mieux » en €				2 000
dont prime de réduction de loyer en €				8 145
Subvention Agglo en €	493	3 147	194	7 470
dont prime réduction de loyer en €				5 470
dont prime vacance en €				2 000
Total des subventions en €	1 355	8 654	679	38 242
Reste à charge du propriétaire H.T. en €	1 107	7 080	290	7 596



**URBANISME, POLITIQUE FONCIERE**



## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUGHAR JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER PERPIGNAN - AVANCEMENT DES ÉTUDES ET PROCÉDURES PRÉALABLES À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE - AVIS DE PRINCIPE SUR LA CONVENTION D'ACQUISITION FONCIÈRE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) est un projet de création d'une nouvelle ligne ferroviaire d'une longueur d'environ 150 Km reliant Montpellier à Perpignan. Entre 1993 et 2005, les études ont abouti à un Projet d'Intérêt Général, afin de réserver les terrains nécessaires. En 2009, le débat public a permis à Réseau Ferré de France de questionner l'ensemble des acteurs et le grand public sur l'opportunité du projet. Le 26 novembre 2009, le Conseil d'administration de RFF décidait la poursuite des études relatives à la LNMP sous l'égide d'un comité de pilotage associant notamment l'Etat et les collectivités territoriales participant au financement des études. Au nombre de huit aux côtés de l'Etat, de RFF et de la Région Languedoc Roussillon, les collectivités territoriales partenaires sont les Départements des Pyrénées Orientales et de l'Aude, et les Communautés d'Agglomérations suivantes : CA de Montpellier ; CA Hérault Méditerranée ; CA de Béziers Méditerranée ; CA Le Grand Narbonne ; CA du Carcassonnais ; CA de Perpignan Méditerranée.

En 2010 et 2011, la première étape des études préalables a permis de définir une zone de passage préférentielle d'une largeur variant de 500 à 1 500 m.

Au cours du premier semestre 2013, une phase de concertation élargie des acteurs et des territoires concernés s'est tenue dans le cadre des études préalables à la DUP (première partie de l'étape 2). Les partenaires ont ainsi été invités à se prononcer sur la desserte et le caractère mixte de la ligne.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a formulé son avis lors du conseil communautaire du 26 juin 2013. A l'unanimité, les partenaires co-financeurs des études s'étaient prononcés lors du Comité de pilotage du 8 octobre 2012 pour une desserte des agglomérations de Narbonne et Béziers par des gares nouvelles, et pour prolonger la mixité de la ligne le plus loin possible depuis Montpellier vers Perpignan.

La Commission « Mobilité 21 » chargée de proposer au Premier Ministre une priorisation des projets de grandes infrastructures de transport inscrits au Schéma National des Infrastructures de Transport, a remis son rapport le 27 juin 2013. Le rapport de cette commission fait état d'un engagement global de l'Etat limité à 30 milliards d'euros jusqu'en 2030. De plus, dans le classement proposé, la LNMP apparaît dans les projets dont la réalisation peut être envisagée après 2030. Toutefois, la commission a émis la possibilité d'engager de premiers travaux en lien avec le projet avant cette échéance et a proposé pour cela d'inscrire une provision.

En octobre 2013, la Commission européenne a présenté neuf projets de réseaux transeuropéens auxquels elle va consacrer 26 milliards d'euros, montant alloué pour les Transports dans le budget européen 2014-2020. Parmi les neuf projets retenus figure le corridor Méditerranée (de l'est de la péninsule ibérique, Barcelone – Italie – Hongrie - Ukraine) dans lequel s'inscrit le projet de Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan. La décision de l'Union européenne vient donc confirmer tout l'intérêt de ce projet. L'intérêt affirmé par Bruxelles pourrait, si le gouvernement français en fait aussi une priorité, permettre de faire disparaître le chaînon manquant qui est donc, entre Montpellier et Perpignan, clairement identifié dans le réseau transeuropéen.

Dans ce contexte, le Ministre en charge des transports a pris une Décision Ministérielle (DM) relative à la LNMP le 15 décembre 2013 pour clore la première partie de l'étape 2 des études préalables, qui se terminera avec une DM retenant notamment un tracé d'une largeur de 100 à 120 m.

D'une part, la DM expose les décisions suivantes en matière de desserte et de mixité :

- La LNMP sera mixte voyageurs et fret entre Montpellier et Béziers ;
- Desserte de l'agglomération de Béziers par une gare nouvelle située à l'Est de Béziers ;

- Desserte de l'agglomération de Narbonne par une gare nouvelle située sur le secteur de Montredon-des-Corbières ;
- Desserte de l'agglomération de Perpignan par la gare existante dans un premier temps.

D'autre part, la DM précise les orientations à donner sur la suite des études en matière de poursuite de la mixité sur certains secteurs, de raccordement à la ligne classique, de faisabilité et de localisation des gares nouvelles.

Pour ce qui intéresse plus directement la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la DM précise que :

- les possibilités d'un phasage fonctionnel de l'infrastructure, depuis Montpellier et dans la continuité du projet CNM devront être étudiées au titre des premiers travaux de projets ;
- les études à conduire devront également conclure à la proposition d'un tracé d'une largeur de 100 à 120 m.
- « le portage des acquisitions foncières ne saurait être assuré par RFF et l'absence de convention d'acquisition foncière ne permet pas de disposer d'un outil indispensable à la mise en œuvre d'une stratégie pour maîtriser le foncier et préserver ainsi la réalisation du projet. En conséquence, un accord entre l'ensemble des co-financeurs sur une convention constitue un préalable à la poursuite des études ».

Suite à cette DM, dans le cadre de l'avancement des études et concertation préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP), un comité de pilotage des co-financeurs s'est réuni le 9 janvier 2014 afin d'examiner les modalités de poursuite des études d'après les orientations définies par la Décision Ministérielle du 15 décembre 2013.

Lors de ce comité de pilotage, les partenaires ont pris unanimement les engagements suivants, sous réserve de confirmation par leurs assemblées délibérantes respectives :

- Engagement des études conformément à la décision ministérielle, avec pour objectif de retenir un tracé définitif fin 2015 au plus tard ;
- Engagement de signer une convention d'acquisition foncière pour un montant total de 30 millions d'euros ;
- Accord des partenaires pour retenir une clef de répartition de financement de cette convention suivant la règle des quatre quarts : 25 % Etat ; 25 % RFF ; 25 % Région ; 25 % autres collectivités territoriales, au nombre de huit, à parts égales.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant des dépenses au titre de cette convention serait de l'ordre de 940 000 euros.

Par la présente délibération, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite dès à présent exprimer son accord sur le principe d'une participation à cette convention d'acquisition foncière, considérant qu'elle constitue un acte opérationnel décisif pour assurer la faisabilité de cette opération stratégique. Une délibération du conseil communautaire permettra ultérieurement de formaliser cet engagement par l'approbation de la convention annexée, dès que celle-ci sera finalisée.

En effet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite, aux côtés des autres partenaires, exprimer, auprès des instances nationales et européennes, l'intérêt que revêt cette infrastructure et son caractère prioritaire. Son caractère structurant à l'échelle locale, régionale et nationale ainsi que sa rentabilité économique ne peuvent plus être contestés et son intérêt à l'échelle européenne vient d'en être clairement avéré par le déblocage de crédits européens dédiés à la grande vitesse sur cet axe.

Délibération n° 12115

Dans un contexte de raréfaction des crédits, il convient de considérer l'opportunité unique qui se présente de bénéficier de ces financements pour un projet de portée historique et générateur de croissance à court, moyen et long terme.

C'est dans cette perspective que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite s'associer à l'ensemble des partenaires pour faire avancer le dossier dans les meilleurs termes, afin qu'il reste le plus fidèle possible au calendrier de réalisation d'origine. Elle rappellera également son engagement fort (80 M€ en valeur de Juillet 2011) dans la réalisation du Contournement Nîmes Montpellier, qui constitue déjà un maillon important de la Ligne Grande Vitesse entre Nîmes et Perpignan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable sur le principe d'une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la convention d'acquisition foncière relative à la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le :  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 177 557-DE*

**13 FEV. 2014**

**13 FEV. 2014**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – GESTION DE L'AGRIPARC  
COMMUNAUTAIRE DU DOMAINE DE VIVIERS - COMMUNE DE TEYRAN ET  
CLAPIERS - BAUX RURAUX À LONG TERME - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire d'une réserve foncière de 189 ha dont 88 ha environ de terres agricoles sur les Communes de Clapiers, Jacou, Teyran et Assas, à la suite de l'acquisition du Domaine de Viviers à la famille Pagézy en 2010.

L'exploitation agricole qui a majoritairement été abandonnée en 2008 est, à l'initiative de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en cours de relance depuis 2011 dans le cadre d'un projet d'Agriparc communautaire.

Les parcelles concernées sont toutes situées en zones agricoles ou naturelles des PLU des communes concernées, conformément au SCOT.

Par délibérations successives du 17 avril, 25 mai et 8 octobre et 28 novembre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la signature des premiers baux à ferme confiés aux agriculteurs ou viticulteurs locaux.

Au cours de la procédure d'attribution, l'agriculteur pressenti pour exploiter la parcelle sise commune de Teyran et cadastrée section C n°1243, s'est désisté. Il convient aujourd'hui de le remplacer et d'attribuer cette parcelle. Deux exploitants ont fait connaître leur intérêt pour cette terre. Il s'agit de la SARL TERRACOOA ayant son siège à Montpellier (34070) Hôtel de la Coopération, 55 rue Saint Cléophas et de Monsieur Sébastien DELMAS, demeurant à Teyran (34820) 35 rue du Jeu de Mail – Appt B25.

Un accord a été trouvé et cette parcelle sera divisée en 2 parties qui seront confiées respectivement à la SARL TERRACOOA pour une contenance de 3 000m<sup>2</sup> pour un montant annuel de 60 € et à Monsieur Sébastien DELMAS pour une contenance de 13 474m<sup>2</sup> et un montant annuel de 269,48 €.

Une autre parcelle, sise Commune de Clapiers et cadastrée section BC n°1, d'une contenance de 30 374m<sup>2</sup> faisait l'objet d'une convention précaire pour être exploitée en céréales, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de la SAFER au bénéfice la SCEA Domaine Desvabres, représentée par Monsieur Alain BRETON, dont le siège est à Montferrier-sur-Lez (34980) 107 Chemin de la Jasse.

Monsieur Alain BRETON souhaite planter cette parcelle en vigne.

Afin de permettre de rentabiliser les investissements, il convient d'établir un bail à ferme avec son exploitant actuel qui a manifesté son intérêt pour cette démarche, au moyen d'un bail à long terme, pour un montant annuel de 455,61 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les baux à long terme consentis auprès de la SARL TERRACOOA pour 3 000m<sup>2</sup> sur la Commune de Teyran et un montant annuel de 60,00 €, Monsieur Sébastien DELMAS pour 13 474m<sup>2</sup> sur la commune de Teyran et un montant annuel de 269,48 € et la SCEA Domaine De Vabre pour 30 374 m<sup>2</sup> sur la commune de Clapiers pour un montant annuel de 455,61 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 928,
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les baux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12116

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 176451-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.







## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE COURNONTERRAL - ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ DE LA TUILERIE - DEMANDE DE MODIFICATION DU PÉRIMÈTRE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

A l'occasion de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglomération de Montpellier (SCOT), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité mettre en place une politique foncière adaptée au projet d'aménagement et de développement durable de son territoire.

Par Arrêté Préfectoral n°2006-I-966 du 18 avril 2006, une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) a été créée sur 63 Ha de terrains situés en extensions urbaines du SCOT alors classées en zone agricole à l'est de la Commune de Cournonterral.

A la demande de la Commune, le droit de préemption a été confié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le 2 mai 2013, lors de l'approbation par le Conseil Municipal du PLU de Cournonterral, la partie sud de la ZAD a été classée en zones 3AUa et b, dédiées à l'extension urbaine.

Cette évolution traduit clairement la volonté de la Commune de ne plus différer l'aménagement de ce secteur de la ZAD.

Compte tenu de l'évolution récente de la législation sur les ZAD et afin d'éviter tout conflit de référence en matière de valeurs foncières dans le cadre de la gestion du droit de préemption, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se doit de prendre acte de cette volonté de la Commune de voir ce secteur ouvert à l'urbanisation et de solliciter que soit réduit d'autant le périmètre de la ZAD.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de modification du périmètre de la ZAD de la Tuilerie à Cournonterral ;
- demander à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, de prendre en compte cette demande et de modifier l'Arrêté Préfectoral n°2006-I-966 du 18 avril 2006 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 13 FEV. 2014  
Déposé En Préfecture 13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 146447-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURVÉ





SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAoui, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE CASTRIES - ZAC DES SAURÈDES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - CONCESSIONNAIRE - APPROBATION**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a initié depuis 2003 une démarche d'études urbaines communales. Ces études, dont la maîtrise d'ouvrage est assumée par les Communes, constituent les applications concrètes du SCOT sur le territoire de la Communauté d'Agglomération. Conduites en amont des démarches opérationnelles, elles ont vocation à permettre le meilleur emboîtement possible entre les documents de planification de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (SCOT, PLH, PDU, schéma directeur d'assainissement...), les documents d'urbanisme communaux (PLU) et les opérations d'aménagement. L'objectif final est d'aboutir à la mise en œuvre de projets d'aménagement ambitieux, particulièrement respectueux de l'identité des sites d'intervention.

A cet effet la Commune de Castries a conduit en 2008 avec l'aide de la Communauté d'Agglomération de Montpellier les études urbaines nécessaire pour anticiper le développement de la commune.

Il en découle un certain nombre d'actions urbaines notamment sur cinq secteurs d'extension de zones d'habitat, plus ou moins importants et en particulier celui des Saurèdes.

L'aménagement du secteur d'extension Sud-ouest, bordé par la Cadoule, doit être en phase avec les enjeux environnementaux du XXIème siècle.

Les objectifs d'aménagements concernent la diversification de l'offre en logements, la maîtrise de l'extension urbaine du village, l'optimisation des équipements et des liaisons avec le tissu urbain proche, et l'aménagement d'espaces publics paysagers de proximité. Ces objectifs permettent également de répondre aux enjeux qui ont été définis par le SCOT :

- Eviter l'étalement urbain en définissant clairement les limites entre espaces urbains et espaces naturels et agricoles qui doivent faire l'objet spatial et économique leur permettant de garder leur homogénéité par leur fonction agricole ou naturelle,
- Organiser un réseau viaire adapté au trafic et s'appuyer sur des voies mixtes majorant la place des modes doux par rapport à la voiture,
- Reconstituer des liens fonctionnels entre les espaces verts de la ville (peu nombreux) et les grands ensembles naturels en périphérie.

Par délibération du 07 juin 2010, la Commune de Castries confiait à la SAAM un mandat d'études destiné à définir le programme, les modalités de réalisation... Les études produites lors de ce mandat ont abouti à la production d'un dossier de création de ZAC, dont le bilan de la concertation et l'objet de ce dossier ont été approuvés par le Conseil Municipal de Castries en janvier 2012.

Ces interventions s'inscrivent ainsi dans la définition d'une action ou opération d'aménagement telle que définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme permettant notamment et concomitamment la mise en œuvre d'un projet urbain et d'une politique locale de l'habitat, le renouvellement urbain et la sauvegarde ou mise en valeur du patrimoine bâti, non bâti ou naturel.

La SAAM a été attributaire de la concession d'aménagement en mars 2012 et par là même a lancé les acquisitions foncières ainsi que les études d'urbanismes et techniques.

Le programme de cette opération de 190 logements est basé sur le principe de mixité :

- Mixité sociale avec une offre comprenant 30% de Logements sociaux,
- Typologie d'habitat variée : petits collectifs (R+2) et individuels groupés (R+1).

Le quartier, organisé autour d'un parc paysager remplissant une fonction hydraulique, offre un cadre de vie de qualité à la hauteur de la réputation du village.

Etendue sur une superficie de 5 hectares, cette opération est en phase de maîtrise foncière. Les principales acquisitions sont échelonnées sur fin 2013 et 2014 :

Après la réalisation des études (0.1 M€ en 2013), les travaux de viabilisation commenceront fin 2014 (0.1 M€) et se poursuivront jusqu'en 2018.

Organisée en deux tranches de commercialisation, la première débutera dès 2015. Leur volume est équivalent, tant en volume que dans la variété de l'offre (individuels/collectifs, social/libre).

Afin de financer la maîtrise foncière nécessaire au démarrage de cette opération et les premiers travaux de viabilisation, la SAAM a sollicité auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations un prêt GAIA d'un montant de 2 500 000 € dès le premier trimestre 2014 et pour une durée de 4 ans.

Le traité de concession d'aménagement entre la Commune de Castries et la SAAM, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Etant donné l'intérêt pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier de promouvoir l'aménagement de l'espace de même qu'une politique de l'habitat cohérente, elle souhaite assurer dans les meilleures conditions l'accompagnement de la démarche de la commune à travers cet aménagement.

Dans ce cadre, est sollicitée la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès de la SAAM sur un emprunt d'un montant de 2.500.000 €, à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné au financement des acquisitions foncières et en vue de réaliser des travaux d'aménagement.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Prêteur : Caisse des Dépôts et Consignations, prêt GAIA,
- Montant attribué : 2 500 000 €,
- Durée totale : 4 ans,
- Périodicité des échéances : annuelle,
- Taux : Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat + 0.6%,
- Type d'amortissement : Amortissement déduit de l'échéance (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés),
- Révisabilité du taux d'intérêt : Simple révisabilité en fonction de la variation du taux du livret A,
- Taux de progressivité des échéances : de 0% à 0.5% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du livret A),
- Commission d'instruction : 1 500€,
- La garantie de la Communauté d'Agglomération est sollicitée à hauteur de 100% soit 2 500 000 €.

Au cas où la SAAM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des Collectivités Territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil de bien vouloir approuver cette garantie d'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 12118

- garantir 100% de l'emprunt de 2 500 000 € sollicité par la SAAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      **13 FEV. 2014**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      **13 FEV. 2014**  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 176 929-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Étaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET D'EXTENSION DE L'UNITÉ DE PRODUCTION "MONDELEZ INTERNATIONAL" - DEMANDE D'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION DE PROJET ET À LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE - APPROBATION**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le groupe « Mondelez international », numéro 2 mondial de l'agroalimentaire et numéro 1 mondial du secteur « café » avec 22 % des parts de marché, souhaite engager des investissements dans son unité de production, zone d'activité nord à Lavérune. Dans cette optique, « Mondelez International » a développé un projet d'extension visant la création, à terme, de huit nouvelles lignes dédiées à la production de dosettes-café.

Ce projet constitue une opportunité créatrice d'emplois dans un secteur industriel en perte de vitesse en Languedoc-Roussillon (environ 80 équivalents temps plein sont projetés) ; il permet, en outre, de conforter les 110 emplois locaux actuels en positionnant l'usine de Lavérune sur un nouveau segment de marché en forte croissance.

Afin de permettre la mise en œuvre opérationnelle de ce projet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en collaboration avec la Commune de Lavérune, souhaite se prononcer, dans le cadre de sa compétence « développement économique », sur le caractère d'intérêt général de cette opération privée et entraîner, de fait, la mise en compatibilité du document d'urbanisme communal.

Cette adaptation porte, en particulier, sur le classement en secteur à vocation économique (UE) d'une emprise foncière de 2000 m<sup>2</sup> située à ce jour en zone agricole (A) et sur la définition d'une orientation d'aménagement à instaurer sur ce secteur.

La procédure envisagée pour cette évolution des dispositions du Plan Local d'Urbanisme (PLU) est une mise en compatibilité par déclaration de projet, menée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre notamment des dispositions des articles L. 300-6, L.300-1, L. 123-14, L. 123-14-2 et R. 123-23-3 du Code de l'urbanisme.

Aux termes des dispositions de l'article R. 123-23-3 du même code, l'enquête publique en vue de la mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet, est organisée par le préfet.

Selon les dispositions de l'article L. 123-14 de ce code, l'enquête publique porte à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme qui en est la conséquence.

Dans ce cadre, il y a lieu de mettre en œuvre une enquête publique et de solliciter M. le Préfet en vue de l'ouverture de ladite enquête. Les dossiers soumis à enquête comportent un dossier de déclaration de projet d'intérêt général et un dossier de mise en compatibilité du PLU.

Un examen conjoint sur la mise en compatibilité du PLU avec les personnes visées à l'article L.123-14-2 du Code de l'urbanisme aura lieu avant l'ouverture de l'enquête publique, dont le procès-verbal sera joint au dossier de mise en compatibilité du PLU soumis à enquête.

A l'issue de l'enquête, la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera amenée à se prononcer par une déclaration de projet sur l'intérêt général de cette opération. La Commune de Lavérune sera, quant à elle, amenée à approuver la mise en compatibilité de son PLU.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dossiers en vue de l'enquête préalable à la déclaration de projet portant sur l'extension de l'unité de production « Mondelez International » et sur la mise en compatibilité du PLU de Lavérune qui en est la conséquence,
- demander à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration de projet et à la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Lavérune,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : **13 FEV. 2014**  
Déposé En Préfecture **13 FEV. 2014**  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 177 085-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – QUARTIER GARE TGV - CONSTITUTION D'UNE RÉSERVE FONCIÈRE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ACQUISITION DE LA PROPRIÉTÉ CADASTRÉE SM 21 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par délibération en date du 28 juin 2012, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement des procédures de Déclaration d'Utilité Publique et enquête parcellaire pour la constitution d'une réserve foncière sur l'ensemble des parcelles des communes de Lattes et de Montpellier délimitant le futur quartier gare TGV et représentant une superficie d'environ 50 hectares.

Un arrêté déclarant la constitution de cette réserve foncière d'Utilité Publique (DUP) et rendant ces parcelles cessibles au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été pris par Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault le 14 juin 2013.

La parcelle cadastrée SM 21, d'une surface de 7 459 m<sup>2</sup>, située Lieudit Route de Vauguières à Montpellier, classée en zone AU0-5 au PLU de Montpellier appartenant à Monsieur TARRAL Jean a été déclarée cessible.

Par délibération en date du 24 septembre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé, après avoir tiré le bilan de la concertation préalable, la création sur ce secteur d'une opération d'aménagement d'ensemble qui sera réalisée par phases opérationnelles successives. C'est dans ce cadre qu'une première ZAC a été créée par délibération du 29 octobre 2013.

Cette propriété bâtie, d'une surface de 7 459 m<sup>2</sup> de terrain a fait l'objet, comme toutes les autres propriétés bâties incluses dans le périmètre de l'opération d'ensemble Oz Montpellier – Nature Urbaine, d'une évaluation immobilière par un expert indépendant, agréé auprès de la Cour d'Appel et reconnu par ses pairs.

L'expertise a porté sur tous les éléments constitutifs du bien immobilier, qui cumule 230 m<sup>2</sup> habitables, pour deux logements à accès indépendants, auxquels s'ajoutent 148 m<sup>2</sup> composés de terrasses et de 2 garages doubles.

Cet ensemble bâti est édifié sur un terrain clos de près de 7 500 m<sup>2</sup> de prairie et jardin potager.

Le montant qui en résulte se décompose comme suit, 1 100 000 € de valeur vénale du bien bâti et des 7 459 m<sup>2</sup> de terrain attenants, auxquels s'ajoutent 111 000 € d'indemnité de remploi due dans le cadre de la procédure de DUP. Soit un total de 1 211 000 € toutes indemnités confondues.

Monsieur TARRAL Jean et la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont arrivés à un accord amiable sur la base du montant de cette expertise.

Cette valeur, supérieure à celle estimée par France Domaine, nous semble justifiée par la situation et le caractère exceptionnel de ce bien, lié tout à la fois à sa taille (surface habitable et surface du terrain), qu'à la qualité du bâti inhérente à la fois à sa conception d'origine (matériaux, procédé constructif) qu'à son état d'entretien exceptionnel.

Le règlement de ce prix pourra faire l'objet d'un échéancier de paiement portant sur plusieurs années.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'acquisition de la propriété Monsieur Tarral Jean, cadastrée SM 21, au prix de 1 211 000 € toutes indemnités confondues, frais en sus à la charges de l'acquéreur,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 908 du budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12120

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

13 FEV. 2014

Numéro de l'acte : Imc 176 770 -DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.**

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

**M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.**

**Excusé(es):**

**M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE**

**Absent(es):**

**Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL**

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – QUARTIER GARE TGV - CONSTITUTION D'UNE RÉSERVE FONCIÈRE - COMMUNE DE MONTPELLIER - PROTOCOLES TRANSACTIONNELS POUR ACQUISITION DES PROPRIÉTÉS AIMES ET JAMME - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURES**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par délibération en date du 28 juin 2012, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement des procédures de Déclaration d'Utilité Publique et enquête parcellaire pour la constitution d'une réserve foncière sur l'ensemble des parcelles des communes de Lattes et de Montpellier délimitant le futur quartier gare TGV et représentant une superficie d'environ 50 hectares.

Un arrêté déclarant la constitution de cette réserve foncière d'Utilité Publique (DUP) et rendant ces parcelles cessibles au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été pris par Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault le 14 juin 2013.

Les parcelles cadastrées SM 6, 7 et 10 situées Lieudit Rue du Mas des Brousses à Montpellier, classées en zone AU0 au PLU de Montpellier appartenant à l'Indivision JAMME ont été déclarées cessibles. La parcelle cadastrée SN 15 située Lieudit La Cavallade à Montpellier, classées en zone AU0 au PLU de Montpellier appartenant à M. AIMES a été déclarée cessible.

Par délibération en date du 24 septembre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé, après avoir tiré le bilan de la concertation préalable, la création sur ce secteur d'une opération d'aménagement d'ensemble qui sera réalisée par phases opérationnelles successives. C'est dans ce cadre qu'une première ZAC a été créée par délibération du 29 octobre 2013 sur une partie du territoire de projet.

Par requête déposée le 20 septembre 2013, l'indivision JAMME et M. AIMES ont attaqué l'arrêté de DUP et de cessibilité en date du 14 juin 2013.

Afin de mettre fin à toute procédure contentieuse, des négociations ont eu lieu entre ces propriétaires et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Leur demande est de pouvoir conserver une petite partie de leur propriété pour pouvoir y réaliser une opération immobilière conforme aux objectifs de l'opération d'ensemble Oz Montpellier – Nature Urbaine, moyennant le paiement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'une participation au financement des équipements publics qui seront réalisés par l'aménageur de la ZAC. Ce dispositif est rendu possible dans le cadre d'une convention d'association prévue à l'article L 311-5 du Code de l'Urbanisme.

Compte-tenu de la programmation, établie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SAAM concessionnaire de l'opération OZ Nature Urbaine, il n'est pas possible de prévoir avant plusieurs années la création d'une nouvelle ZAC sur les terrains des consorts JAMME et de M. AIMES. En effet l'opération Oz Montpellier – Nature Urbaine, compte tenu de sa taille importante, sera nécessairement phasée dans le temps.

La création de la ZAC 1 de cette opération d'ensemble ayant été approuvée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération du 24 septembre 2013, il a été proposé aux consorts JAMME et à M. AIMES de réaliser leur projet sur des terrains situés dans le périmètre de cette première ZAC.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'Indivision JAMME et M. AIMES prévoient en conséquence de signer prochainement deux protocoles fixant les conditions de mise en œuvre de cet accord de principe. Ces 2 protocoles prévoiront :

- la signature de deux actes (consorts JAMME et M. AIMES) en 2014, pour la vente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la totalité de leurs propriétés respectives situées dans le périmètre de l'opération Oz Montpellier – Nature Urbaine, sur la base d'un prix conforme à l'évaluation de

France Domaine. Le paiement de ces acquisitions sera effectué pour partie en numéraire (payable pour moitié en 2014 et l'autre moitié en 2015, au moment de la prise de possession effective des terrains), et pour le solde par la remise d'un terrain situé dans le périmètre de la ZAC 1 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son aménageur, et ce dans les conditions définies ci-après.

- les actes de vente (propriétaires / Communauté d'Agglomération de Montpellier et Communauté d'Agglomération de Montpellier / propriétaires) contiendront des clauses résolutoires relatives aux délais et aux conditions opérationnelles de la constructibilité effective des terrains situés dans la ZAC 1 et remis aux propriétaires. Les terrains ainsi remis devront permettre la construction de 8500m<sup>2</sup> de surface de plancher à usage principal d'habitat (mixité bureau, commerce possible) pour le terrain remis à l'indivision JAMME et 4500m<sup>2</sup> de surface de plancher (vocation principale habitat avec mixité commerce, bureau possible) pour le terrain remis à M AIMES, dès lors qu'ils seront desservis par les réseaux, que le programme de construction sera conforme au cahier des charges de cessions de terrain ou la fiche de lot approuvés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, que les promoteurs choisis par les propriétaires auront été agréés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, qu'une convention d'association (L 311-5 du code de l'urbanisme et une convention de participation (L 311-4 du code de l'urbanisme) auront été signées par les partis, fixant notamment le montant de la participation aux équipements publics due à hauteur de 200€/m<sup>2</sup> de surface de plancher (montant indicatif fixé en valeur janvier 2014). Le programme de construction réalisé sur ces terrains devra être conforme aux prescriptions du PLH.

- les conditions financières de la vente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des parcelles appartenant à l'Indivision JAMME cadastrées SM 6 pour une surface de 51.830 m<sup>2</sup>, SM 7 pour une surface de 8.137 m<sup>2</sup>, SM 8 (bâtie) pour une surface de 6.942 m<sup>2</sup> et SM 10 pour une surface de 2.816 m<sup>2</sup> : versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Indivision JAMME d'une indemnité définitive de 2 969 318 € conforme à l'évaluation de France Domaine dont une partie s'effectuera par la remise d'un terrain par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son concessionnaire la SAAM. Le montant de la valorisation de ce terrain qui sera situé dans le périmètre de la ZAC 1 est estimé à 187 000 € sur la base d'une surface indicative de terrain de 3 400m<sup>2</sup> Cette surface sera réajustée au moment de la signature de l'acte de remise du terrain dès lors que sera connu la surface de terrain réelle nécessaire à la réalisation des 8500m<sup>2</sup> de plancher conformément au programme de construction de la ZAC.

- les conditions financières de la vente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par M. AIMES de la parcelle cadastrée SN 39 pour une surface de 41 600 m<sup>2</sup> : versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à M. AIMES d'une indemnité définitive de 1 124 138 € conforme à l'évaluation de France Domaine, dont une partie s'effectuera par la remise d'un terrain par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son concessionnaire la SAAM. Le montant de la valorisation de ce terrain qui sera situé dans le périmètre de la ZAC 1 est estimé à 99 000€ sur la base d'une surface indicative de terrain de 1800m<sup>2</sup> Cette surface sera réajustée au moment de la signature de l'acte de remise du terrain dès lors que sera connu la surface de terrain réelle nécessaire à la réalisation des 4500m<sup>2</sup> de plancher conformément au programme de construction de la ZAC.

- le désistement par l'Indivision JAMME et de M. AIMES de leurs procédures pendantes devant le Tribunal Administratif et, au-delà, l'engagement de ne pas introduire à l'encontre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou de son aménageur de nouvelles procédures contentieuses relatives à l'opération d'ensemble Oz Montpellier – Nature Urbaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les protocoles transactionnels et les actes en vue de l'acquisition des propriétés Aimes et Jamme aux conditions énoncées ci-dessus
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 908 du budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire

Délibération n° 12121

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire . 13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture 13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 176 789 -DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président

M. Jean-Pierre MOURE







## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – QUARTIER GARE TGV - CONSTITUTION D'UNE RÉSERVE FONCIÈRE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ACQUISITION DE LA PROPRIÉTÉ CADASTRÉE SP 53 ET 54, SR 5-8-13 ET 24 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par délibération en date du 28 juin 2012, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement des procédures de Déclaration d'Utilité Publique et enquête parcellaire pour la constitution d'une réserve foncière sur l'ensemble des parcelles des communes de Lattes et de Montpellier délimitant le futur quartier gare TGV et représentant une superficie d'environ 50 hectares.

Un arrêté déclarant la constitution de cette réserve foncière d'Utilité Publique (DUP) et rendant ces parcelles cessibles au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été pris par Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault le 14 juin 2013.

Les parcelles cadastrées SP 53 et 54, SR 5-13 et 24, d'une surface de 4 ha 40 a 72 ca, situées lieux-dits Font de la Banquière et Le Tilleul à Montpellier, classées en zones AU0-5 et A au PLU de Montpellier et appartenant aux consorts Bacaresse – Labrejal, ont été déclarées cessibles.

Par délibération en date du 24 septembre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé, après avoir tiré le bilan de la concertation préalable, la création sur ce secteur d'une opération d'aménagement d'ensemble dénommée Oz Montpellier – Nature Urbaine, qui sera réalisée par phases opérationnelles successives. C'est dans ce cadre qu'une première ZAC a été créée par délibération du 29 octobre 2013 sur une partie du territoire de projet.

Par requête déposée le 20 septembre 2013, les consorts Bacaresse - Labrejal ont attaqué l'arrêté de DUP et de cessibilité en date du 14 juin 2013.

Afin de mettre fin à toute procédure contentieuse et après négociations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les consorts Bacaresse - Labrejal ont abouti à un accord qui prévoit les dispositions suivantes :

- l'acquisition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier des terrains classés en zone AU0-5 du PLU (zone d'urbanisation future) à la valeur maximale fixée par France Domaine, soit 30 €/m<sup>2</sup> de terrain ;

- l'acquisition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier des terrains classés en zone A du PLU (agricole) à 12 €/m<sup>2</sup> de terrain, soit une valeur supérieure à celle estimée par France Domaine, mais conforme aux références des prix des transactions constatées antérieurement sur ce site et sur d'autres secteurs montpellierains présentant des configurations similaires (zones A bénéficiant d'une situation qualifiée de « privilégiée » par le Juge de l'Expropriation, compte tenu de leur positionnement géographique urbain dans la commune centre de l'agglomération).

Pour les parcelles classées en zone A du PLU et en secteur d'extension urbaine potentielle au SCoT (SR 13 et 24), l'accord prévoit une clause de retour à meilleure fortune dans la perspective future de leur classement en zone AU0 (zone d'urbanisation future), compte-tenu du fait qu'elles sont incluses dans le périmètre de l'opération d'aménagement d'ensemble Oz Montpellier – Nature Urbaine approuvé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier lors de la délibération en date du 24 septembre 2013 et dans un secteur d'extension urbaine potentielle au SCoT.

Le montant complémentaire qui sera versé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'issue du changement de zonage sera de 18 €/m<sup>2</sup> de terrain, portant le montant unitaire total de

l'acquisition des parcelles concernées à 30 €/m<sup>2</sup>, conforme au niveau des estimations de France Domaine pour des terrains classés en zone AU0.

La parcelle SR 8, classée en zone A mais située hors zone d'extension urbaine potentielle du SCoT, reste acquise sur la base de 12 €/m<sup>2</sup>, sans retour à meilleure fortune possible.

Le montant total qui en résulte est de 1.196.802 €.

Il se décompose comme suit :

- 995.604 € au titre de l'acquisition des terrains dans le zonage actuel ;
- 92.068 € d'indemnité de remploi dans le cadre de la DUP ;
- 105.630 € d'indemnité d'exploitation ;
- 3.500 € d'indemnités accessoires ;

Il pourra être augmenté à terme de 199.170 € au titre d'une clause de retour à meilleure fortune, payables au moment du changement de leur zonage au PLU.

Conformément au compromis cette transaction fera l'objet d'une réitération par deux actes distincts en fonction du zonage des terrains concernés.

Un de ces actes, concernant les parcelles soumises à la clause de retour à meilleure fortune, sera soumis à une condition résolutoire liée à l'évolution du zonage du PLU de Montpellier.

- le désistement par les consorts Bacaresse/Labrejal de leurs procédures pendantes devant le Tribunal Administratif et au-delà, l'engagement de ne pas introduire à l'encontre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou de son aménageur de nouvelles procédures contentieuses relatives à l'opération d'ensemble OZ Montpellier-Nature Urbaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'acquisition de la propriété Bacaresse-Labrejal, cadastrée à Montpellier SP 53 et 54, SR 5-8-13- et 24, aux conditions du compromis de vente ci-annexé et au prix de 1 196 802 € toutes indemnités confondues, frais d'acquisition en sus à charge de l'acquéreur, augmenté à terme de 199 170 € au titre d'une clause de retour à meilleure fortune,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 908 du budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le compromis ci-annexé, les actes de ventes et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture 13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 176795-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
Direction Régionale des Finances Publiques  
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault

Montpellier, le 8 avril 2013



**BRIGADE D'ÉVALUATION.**

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal Bonnaire

téléphone : 04 67 22 60 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Société d'aménagement SAAM

45 place Ernest Granier

CS 29502

34960 Montpellier cedex 2


**Objet:** Quartier OZ-Montpellier/Lattes.

Dossier suivi par Mme Arpino.

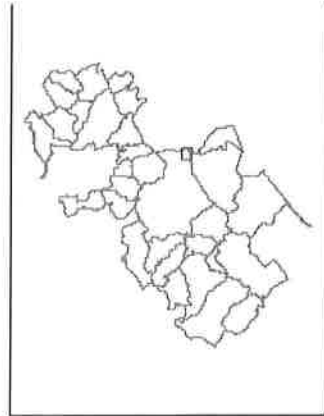
**Référence:** dossier n° 2013.172V0231.

- 1- **Service consultant :** SAAM agissant en délégation de Montpellier-agglomération.
- 2- **Objet et but de la consultation :** Acquisition foncière dans le cadre du projet « réserves foncières » Méjanelle-Pont Trinquat-Quartier gare TGV.
- 3- **Propriétaire des biens :** Indivision Baccresse.
- 4- **Urbanisme applicable :** zone AU0 du PLU de Montpellier (zone non équipée à urbaniser dans le cadre d'une opération d'ensemble) pour les parcelles SP 12, 13 et SR 5 et zone A pour les parcelles SR 13 et 24.
- 5- **Description sommaire des biens :**
  - Parcelle bâtie SP 13 sur 2 398 m<sup>2</sup> comportant un ancien bâtiment agricole et diverses dépendances en mauvais état, Assainissement individuel(dont conformité aux normes et état d'entretien non vérifiés) et alimentation en eau potable par forage.
  - Parcelles SP 12(emprise partielle de 8 482 m<sup>2</sup>), SR 13, 24 et 5 : terres cultivées.
- 6- **Indemnité principale :** (avec une marge d'appréciation de +/- 10 %)
  - Parcelle bâtie SP 13 sur 2 398 m<sup>2</sup> : 430 391 € (cf jugement du TGI n°12/00205);
  - Parcelles SP 12(emprise partielle de 8 482 m<sup>2</sup>), SR 13, 24 et 5(14 787 m<sup>2</sup>): 371 490 €.
- 7- **Indemnité de remploi(en cas de DUP) :** 81 188 €.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,  
L'inspecteur principal des Finances Publiques,

  
Serge de Bremoy

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES



# Montpellier Agglomération

27/12/2013



## Légende

- Parcelles
- Réseaux hydrographiques
- Parcelles rejetées
- Communes

SIG Montpellier Agglomération - Document non contractuel sans valeur juridique.



CADASTRE DGFIP - 2013

264



## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (SAAM) CONCESSIONNAIRE - APPROBATION**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Situé sur le territoire des Villes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle va accueillir la gare nouvelle dite *Montpellier Sud de France*, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse «*Contournement Nîmes Montpellier*» (CNM).

Ce site occupe une position clé, à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la Mer et le corridor de transports languedociens, et fait partie, à ce titre, des 11 sites stratégiques d'enjeu communautaire identifiés au SCOT de l'agglomération de Montpellier approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006.

Le projet urbain, dénommé « *OZ Montpellier Nature Urbaine* », mis en œuvre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ce site, s'intègre dans le territoire retenu par l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'ADEME, au titre de la démarche nationale Ecocité, destinée à en faire un lieu d'innovations « duplicables » en matière de développement et d'aménagement durables.

Les enjeux s'attachant au projet « *OZ Montpellier Nature Urbaine* » sont importants pour le devenir de l'agglomération puisqu'il s'agit de créer à la fois le « poumon » économique et de nature urbaine de la métropole montpellieraine.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en application de l'article L.300-1 du code de l'Urbanisme, au titre notamment de sa compétence « aménagement de l'espace » pour initier et assurer l'aménagement de ce futur quartier, au titre de sa compétence « développement économique » pour favoriser, réaliser et promouvoir le pôle d'affaire, et au titre de sa compétence « équilibre social de l'habitat » pour favoriser la mixité sociale.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité définir les objectifs de cette opération et engager une concertation préalable du public en vue de la création de l'opération d'aménagement d'ensemble « *OZ Montpellier Nature Urbaine* », dont le bilan a été approuvé par délibération n°11724 du conseil communautaire en date du 25 juillet 2013.

Par délibération n°11823 du 24 septembre 2013 le conseil communautaire a approuvé la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, son périmètre et son programme et a décidé, par délibération n°11824 de ce même conseil communautaire d'en confier la réalisation à la SAAM dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Cette opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 350 ha, situé sur les communes de Montpellier et de Lattes.

Le programme prévisionnel de construction tel qu'il ressort des études préalables et approuvé après concertation comprend environ 1 075 000m<sup>2</sup> de surface de plancher répartis comme suit :

- 300 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher de bureaux représentant le nouveau pôle tertiaire supérieur de Montpellier, accueillant notamment le projet de *Métropole Numérique* porté par la communauté d'Agglomération de Montpellier,
- 5 000 à 6 000 logements répartis conformément aux objectifs du PLH en libre, intermédiaire et social,
- 78 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher destinés aux commerces de proximité et aux équipements de loisirs (dont l'hôtellerie),
- Des équipements publics et d'enseignement, dont l'école supérieure de commerce de Montpellier,
- Des activités mixtes dans le secteur du campus créatif.

La concession d'aménagement prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être accordée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au service des intérêts et tous frais y afférent ainsi qu'au remboursement des emprunts contractés par la SAAM pour la réalisation de l'opération. Cette garantie peut en outre être demandée à d'autres personnes, notamment à tout actionnaire de la SAAM. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au profit de la collectivité concédante.

Aussi, la SAAM, après avoir organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur un emprunt d'un montant de 3 000 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole destiné au financement de l'opération.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

Montant : 3.000.000 €

Durée : 7 ans

Périodicité des échéances : trimestrielle

Taux fixe : 2.40%

Différé d'amortissement sur 2 ans

Frais de dossier : 500€

Remboursement anticipé : indemnité actuarielle sur taux fixe

Garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : 80%

Au cas où la SAAM pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêt aux échéances convenues, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des collectivités territoriales, L300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé à l'assemblée délibérante d'approuver la garantie d'emprunt à la SAAM.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 3 000 000 € sollicité par la SAAM auprès du Crédit Agricole soit 2 400 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imx 144 251-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE







**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE PÉROLS - ECOCITÉ - ODE À LA MER NATURE URBAINE - ZAC ODE ACTE 1 - MODIFICATIF N°1 AU DOSSIER DE RÉALISATION ET PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS MODIFICATIF - APPROBATION**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par délibération n°11726 en date du 27 juillet 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC du Parc d'Activités de l'Aéroport sis sur la Commune de Pérols, renommée « Ode Acte 1 », à l'issue d'une concertation préalable organisée dans les conditions prescrites par l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme. Il s'agit de mettre en cohérence le périmètre et le programme prévisionnel de ladite ZAC avec le nouveau projet urbain de la Route de la Mer et d'intégrer les terrains du site dit du « Phare », ainsi qu'un délaissé de voirie, suite à l'aménagement du tramway ligne 3 au droit de la station Ecopole. Le périmètre de la ZAC est ainsi porté à 36 hectares. Les objectifs de ce projet portés par la SAAM dans le cadre de la concession d'aménagement de la Route de la Mer approuvée par délibération n°10480 du Conseil de Communauté en date du 29 novembre 2011, sont :

- conforter l'accueil des activités de tertiaire d'affaire, tertiaire technologique, de commerces de détail et de grande distribution, de services, d'équipements d'intérêt collectif, et d'hébergements hôteliers, dans un concept de mixité de fonction, avec un programme global de constructions passant de 122 750 m<sup>2</sup> à 200 000 m<sup>2</sup> de surfaces de plancher qui intègre les surfaces antérieurement urbanisées ;
- développer la ville des proximités et développer les mobilités douces en organisant le nouveau quartier en lien avec l'armature de déplacement du tramway ;
- assurer le maillage urbain dans le prolongement de l'opération d'ensemble Route de la Mer.

Par ailleurs, ce projet de modification de la ZAC nécessitait pour sa réalisation, une adaptation des dispositions du plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols (approuvé le 23 janvier 2007 et modifié notamment le 6 octobre 2011 et le 8 mars 2012) applicables aujourd'hui dans le périmètre considéré. A cette fin une déclaration d'utilité publique permettant d'assurer la maîtrise foncière des secteurs non encore acquis et la réalisation des travaux nécessaires à cette opération ainsi que la mise en compatibilité du PLU de Pérols pour le rendre conforme aux objectifs du projet a été engagée.

Par délibération du 16 décembre 2013, le Conseil Municipal de Pérols a approuvé la mise en compatibilité de son PLU avec le projet.

A la suite de l'enquête publique, le Conseil de Communauté procède à la déclaration d'intérêt général du projet d'aménagement de la ZAC Ode Acte 1, par délibération lors de la même séance de ce Conseil de Communauté et, au vu de l'avis favorable du commissaire enquêteur, sollicite auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique, emportant la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Pérols.

Afin de passer en phase opérationnelle, il convient, conformément à l'article R 311-7 du Code de l'urbanisme, d'approuver les modifications du dossier de réalisation de la ZAC pour passer en phase opérationnelle. Ainsi le modificatif n° 1 au dossier de réalisation porte sur :

- le projet de programme d'équipements publics à réaliser dans la zone,
- le projet de programme global de constructions à réaliser,
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps.

1. En ce qui concerne le projet de programme des équipements publics :

Le projet de programme d'équipements publics complète celui adopté dans le cadre du programme initial.

Ainsi, la tranche 2 de l'opération est organisée à partir des voies de la tranche 1, auxquelles s'ajoute une voie qui permet un second accès depuis la RD172 en se branchant sur la rue Alfred Sauvy, pour la desserte d'un macro lot destiné à la réalisation d'un ensemble commercial structuré et associé à des programmes variés de bureaux, d'équipement et le cas échéant d'hébergement hôtelier.

Les eaux de ruissellements de voiries seront reprises par des grilles ou avaloirs et seront acheminées vers le Nègue-cats ou le champ d'épandage. Celles-ci transiteront par un ouvrage de dépollution.

Les travaux à réaliser concernent des voies primaires et secondaires, le raccordement aux voies externes à la ZAC, un parvis en façade sur la station de tramway, le recalibrage de l'affluent rive droite du Nègue-Cats de même que la réparation hydraulique du secteur du Phare, ainsi que des réseaux divers et des aménagements paysagers.

Le descriptif des équipements et leur financement sont détaillés dans le tableau annexé au dossier.

La commune de Pérols a approuvé le programme des équipements publics lors de son conseil municipal du 16 décembre 2013.

2. En ce qui concerne le programme global de construction :

Le programme global de construction est porté d'une surface de plancher de 122.750 m<sup>2</sup> (programme initial de construction de la ZAC) à 200.000 m<sup>2</sup> environ (programme de construction modifié), se décomposant en :

- Surface de plancher existant ou autorisé (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tranche) : 74 000 m<sup>2</sup> environ,
- Surface de plancher restant à développer au titre de la ZAC (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tranche) : 48 750 m<sup>2</sup> environ,
- Surface de plancher ajoutée : 77.250 m<sup>2</sup> environ.

Ce nouveau programme permettra :

- d'accueillir :
  - dans le cadre de la première tranche : des extensions ponctuelles de programme (densification des lots) et de nouveaux programmes plus compacts sur le solde des terrains en cours de commercialisation,
  - dans le cadre de la 2<sup>e</sup> tranche et de l'extension du périmètre : la réalisation d'un ensemble commercial structuré et associé à des programmes variés de bureaux, d'équipement et le cas échéant d'hébergement hôtelier, participant aux objectifs de modernisation du commerce et de mixité des fonctions de l'opération d'aménagement d'ensemble ;
- de maintenir la dominante tertiaire/commercial/service du programme global initial, conforme aux objectifs initiaux de la ZAC, et limitant la possibilité de réalisation d'activités industrielles ou artisanales, en cohérence avec l'activité à dominante tertiaire de qualité qui s'est implantée avec succès dans le cadre des constructions de la 1<sup>e</sup> tranche de la ZAC ;
- de favoriser les circulations piétonnes, au sein des projets de construction et vers la station de tramway, ainsi que le maillage avec les autres terrains voisins urbanisés situés hors ZAC.

La répartition indicative des surfaces est la suivante :

Surfaces de plancher	Tranche 1 (+/- 22.8 ha)	Solde (+/-13,4 ha)
Commerces	Sans objet	85.000 m² environ
Bureaux, services publics ou d'intérêt collectif, hébergement hôtelier	80.000 m² environ	35.000 m² environ
<b>Total :</b>	<b>80.000 m² environ</b>	<b>120.000 m² environ</b>

Les emplacements de stationnement seront disposés en majorité en infrastructure ou en superstructure, afin de libérer l'espace libre au sol.

3. En ce qui concerne les modalités prévisionnelles de financement :

Les modalités prévisionnelles de financement de la ZAC, qui est intégrée dans la concession d'aménagement sur l'ensemble de la Route de la mer, prévoient des dépenses et des recettes, échelonnées dans le temps, et qui s'équilibrent.

**Le coût prévisionnel global de l'ensemble de la ZAC**, toutes indemnités comprises s'élève en recettes et en dépenses à **32 800 000 € H.T.**

Le bilan financier de la ZAC s'établit ainsi :

• Coût global prévisionnel H.T. de la ZAC ODE Acte 1

<b>15 500 000 €</b>	Acquisitions
<b>2 250 000 €</b>	Etudes et frais divers
<b>8 685 000 €</b>	Travaux et frais sur travaux
<b>4 365 000 €</b>	Frais d'opérations
<b>2 000 000 €</b>	Divers et aléas
<b>32 800 000 €</b>	<b>TOTAL Dépenses prévisionnelles</b>

• Recettes prévisionnelles globales H.T.

<b>32 800 000 €</b>	Cessions
<b>0 €</b>	Participation de la collectivité
<b>32 800 000 €</b>	<b>TOTAL Recettes prévisionnelles</b>

Il est proposé au Conseil de Communauté d'approuver le modificatif n°1 du dossier de réalisation et le programme des équipements publics de la ZAC Ode Acte 1.

Conformément aux dispositions des articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le modificatif n°1 au dossier de réalisation de la ZAC Ode acte 1,
- approuver le programme des équipements publics modificatif,
- dire que ledit modificatif au dossier de réalisation sera tenu à la disposition du public à l'hôtel d'Agglomération à Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Délibération n° 12124

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

13 FEV. 2014

13 FEV. 2014

Imc 175582-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – SITE NATURA 2000 HAUTES GARRIGUES DU MONTPELLIÉRAIS - CONVENTION DE PARTENARIAT - SITE NATURA 2000 PLAINE DE FABRÈGUES-POUSSAN - CANDIDATURE DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER EN TANT QUE STRUCTURE PORTEUSE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Natura 2000 est un réseau européen institué par la directive sur la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvages, du 21 mai 1992. En cours de constitution, ce réseau doit permettre de réaliser les objectifs fixés par la Convention sur la diversité biologique, adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée par la France en 1996.

Comme l'ensemble des États membres de l'Union Européenne, la France a sélectionné sur son territoire les sites naturels susceptibles de contribuer à la formation du réseau Natura 2000.

Ainsi, le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est concerné par quatre sites Natura 2000 au titre de la directive européenne dite « Directive Oiseaux » de 1979, dont les sites Dans cette perspective, le site Natura 2000 FR 9112004 des « Hautes Garrigues du Montpelliérais » a été désigné Zone de Protection Spéciale (ZPS) par arrêté ministériel du 29 octobre 2003, au titre de la directive européenne dite « Directive Oiseaux » de 1979. et le site FR 9112020 « Plaine de Fabrègues-Poussan ».

Concernant le site Natura 2000 « Hautes Garrigues du Montpelliérais » :

Le périmètre du site Natura 2000 concerne six intercommunalités : la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour 537 hectares situés à l'Ouest des Communes de Montaud et Saint-Drézéry représentant 1% de la superficie du site et les 5 Communautés de Communes Lodévois Larzac, Vallée de l'Hérault, Cévennes Gangeoises et Suménoises, Pays de Lunel et Grand Pic Saint Loup. Près de 70 % du périmètre de la ZPS sont compris dans le territoire de cette dernière Communauté de Communes.

Une précédente convention de partenariat avait été établie par les six intercommunalités lors de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB), adopté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération en date du 30 janvier 2012.

Le site Natura 2000 des « Hautes Garrigues du Montpelliérais » s'est maintenant doté de ce DOCOB, validé lors du Comité de Pilotage du 23 septembre 2013. Ce document comporte un programme d'actions pour une gestion et un entretien des milieux respectueux des espèces et de leur habitat. Lors de ce même comité de pilotage, la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup a renouvelé sa candidature en tant que structure porteuse de la mise en œuvre du DOCOB. Il a également été convenu que chaque EPCI contribuerait au financement de l'animation de ce document comme pour le financement de son élaboration. L'Etat et l'Europe participent à hauteur de 80 % à cette animation. Les 20 % restant à la charge des collectivités pour les 15 prochains mois s'élèvent à 8 050 € T.T.C. La clé de répartition choisie, comme le plus souvent pour ce type de projet, est assise sur la population et sur la superficie des communes concernées. Les deux critères sont pondérés respectivement à hauteur de 30 et 70 %. Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier la contribution s'élève ainsi à 1,65 % du montant restant à la charge, soit 133,13 €.

Concernant le site Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan » :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délibération du 29 novembre 2011, s'était portée candidate pour être la structure porteuse d'élaboration du Document d'Objectifs de ce site, et, à ce titre, avait été élue lors de la tenue du 1er Comité de Pilotage d'élaboration du Document d'Objectifs.

Après deux ans de diagnostics et de concertation, ce document d'objectifs est en cours de finalisation et sera proposé au vote lors du 4ème et dernier Comité de pilotage d'élaboration, mi-février 2014.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite se porter candidate en tant que structure porteuse de mise en œuvre de ce Document d'Objectifs. Ce DOCOB constitue le document de gestion du site au regard des enjeux identifiés, propres à ce site Natura 2000. Il établit donc les enjeux et objectifs de conservation des espèces identifiées sur la zone et les mesures à mettre en

œuvre. Concrètement, il s'agira pour la structure porteuse de mise en œuvre du DOCOB, d'animer la démarche et d'assurer une dynamique de préservation des espèces et habitats d'espèces auprès des acteurs locaux, ainsi que d'animer le Comité de pilotage du site.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communautés de Communes Lodévois Larzac, Cévennes Gangeoises et Suménoises, Pays de Lunel, Vallée de l'Hérault, et Grand Pic Saint-Loup pour mettre en œuvre le DOCOB du site Natura 2000 "Hautes Garrigues du Montpelliérais" ;
- approuver le montant de la contribution à verser par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, désignée structure porteuse de la mise en œuvre du DOCOB ;
- dire que les crédits nécessaires à la subvention sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908;
- confirmer la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier comme structure porteuse de la mise en œuvre du DOCOB du site Natura 2000 FR 9112020 « Plaine de Fabrègues-Poussan »;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 13 FEV. 2014  
Déposé En Préfecture 13 FEV. 2014  
Le :  
Numéro de l'acte : Imc 177 926-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.







## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – POLITIQUE FONCIÈRE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTION AVEC L'ETAT, L'EPF DE LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE PÉROLS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

En application des dispositions de l'article L. 302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation, et sur la base du bilan triennal portant sur le respect de l'objectif de production de logements sociaux sur la période 2008-2010, sept communes de l'Agglomération de Montpellier, parmi lesquelles la Commune de Pérols, ont fait l'objet d'un constat de carence par arrêtés du Préfet du Département de l'Hérault en date du 20 septembre 2011.

Une convention cadre entre l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon (EPF-LR) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été approuvée par le conseil de communauté lors de ses séances du 27 octobre 2011 et du 5 janvier 2012 dernier, pour définir une collaboration en matière d'action foncière.

Parmi les axes de collaboration qui sont envisagés, l'EPF LR et la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont convenus de la gestion concertée du droit de préemption urbain (DPU) dans les communes où un constat de carence au titre de l'Art.55 de la loi SRU aura été dressé, confiant l'exercice du DPU au représentant de l'Etat et dans la mesure où ce dernier le délèguerait à l'EPF LR. C'est dans ce cadre qu'une convention quadripartite et sur 3 ans a été élaborée.

Elle associe l'Etat, l'EPF-LR, la Commune de Pérols et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Elle définit les modalités de collaboration entre les parties dans le cadre de l'exercice par l'Etat du DPU sur les zones de la commune où les constructions d'habitations sont autorisées.

Aux termes de cette convention, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage :

A l'égard de la Commune de Pérols :

- à poursuivre son assistance lors de l'élaboration des documents d'urbanisme, dans la mise en place des outils fonciers, financiers et réglementaires facilitant l'action foncière ;
- à poursuivre son appui technique afin de l'aider dans la formalisation de ses projets et dans la réalisation de logements locatifs sociaux ;
- à veiller, conformément aux règles du SCOT, à une gestion toujours plus économe de la ressource foncière pour mieux tirer profit de cette ressource auprès de la commune ;

A l'égard de l'EPF LR :

- à faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir.

D'une manière générale :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à intégrer dans sa programmation des aides à la pierre, les besoins de financement annuels nécessaires à la réalisation des logements sociaux, dans le cadre des crédits ouverts par l'Etat. Elle mettra à disposition les ressources suivantes :

- les compétences de son Service Habitat en matière de mise en œuvre et de suivi du Programme Local de l'Habitat, dans le domaine de l'ingénierie financière des « aides à la pierre » et du conseil aux communes ;

- les compétences de son Service Foncier, tant dans les domaines de l'expertise que de la négociation ;

- les résultats de son Observatoire Foncier Communautaire en cours de développement.

Cette convention permet de mettre en œuvre les objectifs de la convention cadre conclue avec l'EPF-LR.

Elle contribue à résorber, dans un cadre partenarial, le retard pris par la Commune dans la réalisation des objectifs assignés par la Loi et par le Plan Local de l'Habitat (PLH).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention quadripartite avec l'Etat, la Commune de Pérols et l'EPF LR,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12126

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 176443-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.



**SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE  
ET GERONTOPOLE**



## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUGHAR JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**SANTÉ, HANDICAP, ACCESSIBILITÉ ET GÉRONTOPOLE – RAPPORT ANNUEL 2013  
D'ACCESSIBILITÉ DU RÉSEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE LA COMMUNAUTÉ  
D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION**

Mme P. MIENVILLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Santé, Handicap, Accessibilité et Gérontopôle, rapporte :

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, prévoit que la chaîne du déplacement, qui comprend le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transport et leur intermodalité, soit organisée pour permettre son accessibilité dans sa totalité aux personnes handicapées et à mobilité réduite.

Conformément à la loi de 2005, en tant qu'autorité compétente pour l'organisation du transport public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a créé une commission intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées, renouvelée par délibération n°8147 en date du 30 avril 2008, modifiée par délibération n°9831 du 29 octobre 2010.

Par délibération n°9259 du 26 novembre 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé le schéma directeur d'accessibilité des services de transport collectif. Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier élabore un programme annuel d'actions répondant aux objectifs du schéma directeur d'accessibilité.

La commission intercommunale pour l'accessibilité est chargée d'établir un rapport annuel qui fait un bilan de l'état de l'accessibilité des services de transport collectif et élabore des propositions de nature à améliorer l'accessibilité.

Il est rappelé que le réseau de tramway qui transporte 80% de la clientèle quotidienne du réseau est entièrement accessible. Le matériel roulant en exploitation sur le réseau tramway et bus est 100% accessible aux personnes handicapées.

En 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les actions suivantes en termes d'accessibilité des transports :

1. Travaux de mise en accessibilité de la station Comédie (renforcement du contraste visuel des nez de quai),
2. Réalisation des études de mise en accessibilité des arrêts des lignes de bus La Ronde, 11, 16, 18, 21, 22 et 6 soit environ 160 arrêts. Il est à noter que toutes les études n'aboutissent pas nécessairement à des travaux de mise en accessibilité,
3. Réalisation des travaux de mise en accessibilité des arrêts des lignes de bus La Ronde, 11, 16, 19 et 18 soit 75 arrêts,
4. Poursuite du programme de mise en place des Bornes d'Information Voyageurs (BIV) sur le réseau de bus urbain et sub-urbain de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
5. Poursuite de la mise en place d'écrans plats d'information dans les bus,
6. Acquisition de 2 bus au GNV (Gaz Naturel pour Véhicules) accessibles aux personnes à mobilité réduite dans le cadre du programme de renouvellement du matériel roulant,
7. Ouverture des espaces de mobilité rue Jules Ferry à Montpellier,
8. Concertation continue avec le Comité de Liaison et de Coordination des Personnes Handicapées et des malades chroniques dans le cadre du projet bouclage ligne 4 et ligne 5 de tramway qui a concerné à la fois les rames de tramway (agencement intérieur, information embarquée,...), l'aménagement des stations et de l'espace public (cheminements, contraste visuel, mobilier urbain,...)

L'ensemble de ces actions représente un investissement de 1,64 million d'euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2013 d'accessibilité du réseau de transports collectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      **13 FEV. 2014**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      **13 FEV. 2014**  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 177025-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



**VOIRIE, JALONNEMENT**





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**VOIRIE, JALONNEMENT – VOIRIE - MARCHÉ N°3573TV14 D'ENTRETIEN ET D'AMÉNAGEMENT DE VOIRIE COMMUNAUTAIRE - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence Voirie, la Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise sur l'ensemble de son territoire, des travaux d'entretien, de réfection et d'aménagement des chaussées dont elle a la gestion.

Pour assurer ces missions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier fait appel à un opérateur économique dans le cadre d'un marché à bons de commande qui s'achève au 31 décembre 2014.

Il convient donc de relancer une procédure de consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles 33 alinéa 2, 57 à 59 du Code des Marchés Publics.

L'exécution de ces prestations sera réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum, à prix unitaires, conformément à l'article 77 du Code des Marchés Publics.

Ce marché prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour une période d'un an, renouvelable trois fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement de la procédure d'appel d'offres pour les travaux d'aménagement et d'entretien de voirie d'intérêt communautaire,
- dire que les crédits sont et seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux chapitres 908 et 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      **13 FEV. 2014**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      **13 FEV. 2014**  
Le :  
Numéro de l'acte : **Im C 176371-DE**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURI





SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**VOIRIE, JALONNEMENT – VOIRIE - MARCHÉ N°3571TV14 DE TRAVAUX DE SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence Voirie, la Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise et entretient la signalisation horizontale et verticale sur son domaine.

Pour assurer ces missions, la Communauté d'Agglomération fait appel à un opérateur économique dans le cadre d'un marché à bons de commande qui s'achève au 31 décembre 2014.

Il convient donc de relancer une consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert sans minimum ni maximum permettant ainsi d'ajuster financièrement les commandes, dans le strict respect du budget alloué.

L'exécution de ces prestations sera réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande à prix unitaire, conformément à l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour une période de un an, renouvelable trois fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement de la procédure d'appel d'offres pour la réalisation de travaux de signalisation horizontale et verticale sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont et seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux chapitres 908 et 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché, à l'issue de la procédure de consultation conformément à l'article L 2122-21-1, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      **13 FEV. 2014**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      **13 FEV. 2014**  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 176 373-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURET





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAoui, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**VOIRIE, JALONNEMENT – VOIRIE - MARCHÉ N°3572TV14 RELATIF AUX MISSIONS DE COORDINATION SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

Le Code du travail impose, pendant la phase de conception et de réalisation d'une opération d'aménagement, la mise en œuvre des principes généraux de prévention des risques et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur une opération de bâtiment ou de génie civil.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est maître d'ouvrage de projets d'aménagement de voirie, d'équipement, de jalonnement et de mobiliers urbains, et à ce titre, certaines opérations nécessitent de faire appel à un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé.

Pour assurer ces missions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier fait appel à un opérateur économique dans le cadre d'un marché à bons de commande qui s'achève au 31 décembre 2014.

Il convient donc de relancer une procédure de consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles 33 alinéa 2, 57 à 59 du Code des Marchés Publics.

L'exécution de ces prestations sera réalisée dans le cadre d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum, à prix unitaire, conformément à l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015, pour une période d'un an renouvelable trois fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement de la procédure d'appel d'offres pour les missions de coordination sécurité et de protection de la santé sur les projets d'aménagement de voirie, d'équipement, de jalonnement et de mobiliers urbains,
- dire que les crédits sont et seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché, à l'issue de la procédure de consultation conformément à l'article L 2122-21-1, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire **13 FEV. 2014**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture **13 FEV. 2014**  
Le :  
Numéro de l'acte : **S m c 176372 DE**

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**VOIRIE, JALONNEMENT – VOIRIE - CONTOURNEMENT FERROVIAIRE DE NÎMES ET MONTPELLIER - VIADUC LEZ - LIRONDE À LATTES - CONVENTION RELATIVE À LA REMISE EN ÉTAT DES VOIRIES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

Le projet de contournement ferroviaire de Nîmes-Montpellier est déclaré d'utilité publique depuis le 17 mai 2005. L'objectif du contournement est de permettre le doublement du trafic ferroviaire de marchandises en 10 ans pour limiter la croissance de poids lourds sur l'autoroute A9, s'inscrivant ainsi dans un objectif de développement durable, et de renforcer les dessertes T.E.R. Ce projet est porté par Réseau Ferré de France qui a délégué la maîtrise d'ouvrage des travaux à l'entreprise OC'Via depuis le mois de juin 2012.

L'Avenue Georges Frêche et la plateforme tramway sur la Commune de Lattes sont directement impactées par le contournement ferroviaire et par l'implantation du viaduc de franchissement du Lez et de la Lironde. Pour permettre la réalisation des travaux du viaduc il convient de définir par convention les modalités techniques, financières et administratives des travaux de remise en état des voiries, pistes cyclables, dispositifs d'éclairage et plateforme tramway directement impactés par le projet.

L'interface avec le projet tramway fait l'objet d'une convention spécifique entre Oc'Via et TaM.

Le projet de convention précise que l'ensemble des travaux de reconstitution induit par le présent projet est à la charge de l'entreprise Oc'Via, et plus particulièrement :

- le rétablissement à l'initial du réseau pluvial,
- la reconstitution des revêtements de surface suite aux travaux de remblaiement,
- la reconstitution des pistes cyclables,
- le rétablissement de l'éclairage public à son niveau initial,
- l'aménagement des équipements de la plate-forme tramway,
- le dispositif de retenue des piles de pont.

Cette convention vaut également permission de voirie pour les travaux du viaduc Lez-Lironde.

La convention prendra effet à sa date de notification, préalablement au démarrage des travaux, et prendra fin à la réception des ouvrages.

Elle n'a pas d'incidence financière pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention à passer avec l'entreprise Oc'Via pour le contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier, ayant pour objet les dispositions à retenir pour les travaux du viaduc Lez - Lironde et la remise en état des voiries et dispositifs d'éclairage,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 176374-CC*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.







## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**VOIRIE, JALONNEMENT – OFFRE DE CONCOURS RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT D'UN CARREFOUR GIRATOIRE ENTRE LES RD 610 ET 613 SUR LA COMMUNE DE VENDARGUES - APPROBATION**

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Département de l'Hérault ont signé en 2012 un Contrat de Partenariat portant sur la réalisation de huit opérations de transport sur la période 2012-2016, dont l'aménagement d'un carrefour giratoire entre les RD 610 et RD613. Cette opération s'inscrit en cohérence avec la requalification du parc du Salaison.

Pour le Département, la problématique des Transports et Déplacements a été identifiée comme un enjeu majeur du Grand Projet Départemental de l'Aire Métropolitaine et de l'Est Héraultais. Pour répondre à la croissance des mobilités sur ce territoire en expansion, les deux collectivités estiment que seul un système multimodal des déplacements global et cohérent, s'appuyant sur un réseau d'infrastructures complet et articulé peut offrir des solutions véritablement durables.

Ce schéma multimodal global est porté par le Plan de Déplacement Urbain de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, établi en parfaite coordination avec l'ensemble des acteurs du déplacement.

Pour mettre en œuvre ce réseau d'infrastructure, les deux collectivités ont identifié les actions prioritaires, dont l'aménagement d'un double carrefour-giratoire à l'intersection de la RD 610, de la RD 613 et de l'accès au Parc d'activité du Salaison, en répondant à des objectifs partagés.

De plus, ce projet, situé sur la Commune de Vendargues à l'est de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est placé selon le SCOT dans le « couloir de transport languedocien » et dessert le parc d'activités du Salaison lequel accueille plus de 200 entreprises et près de 2 500 emplois. Ce parc fait l'objet d'un important projet de requalification conduit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette opération nécessaire de mise en sécurité de l'intersection des RD 613 et 610, permettra également d'améliorer l'accès à la ZA du Salaison et de donner un caractère urbain à la voirie en phase avec la requalification et l'urbanisation du secteur.

Les travaux porteront notamment sur l'assainissement, les chaussées et trottoirs, bordures et caniveaux, signalisation, aménagements paysagers, équipements, éclairage public et réseaux secs.

Dans le cadre de cette offre de concours, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à verser au Département la totalité de la somme de 500 000 € correspondant à 30 % du montant total hors taxe de l'opération estimée à 1 700 000 € H.T., selon le montant et le calendrier de réalisation inscrits au contrat de partenariat 2012-2016 entre le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les versements de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'échelonneront de la manière suivante :

- 50 % de la participation en 2014 sans toutefois dépasser la somme de 250 000 €, montant qu'il conviendra d'inscrire au BP 2014 de la Direction des Transports et de la Voirie ;
- 50 % de la participation en 2015 sans toutefois dépasser la somme de 250 000 €, montant qu'il conviendra d'inscrire au BP 2015 de la Direction des Transports et de la Voirie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'offre de concours relative à l'opération d'aménagement de l'intersection des RD 613 et 610 sur la Commune de Vendargues,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12195

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : *Imc A6387-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

*[Signature]*  
M. Jean-Pierre MOURE.



**TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS**



**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE -  
AVENANT N°2 AU MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE N°2232 -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a également décidé par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 de confier à un prestataire la mission de faire réaliser l'opération 5<sup>ème</sup> ligne de tramway en qualité de mandataire pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°9943 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du 26 janvier 2011, cette mission de mandat a été attribuée à TaM (Transports de l'Agglomération de Montpellier).

Par délibération n°11816 du 24 septembre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé l'avenant n°1 au Mandat de TaM afin de :

1. Procéder aux adaptations nécessitées par le nouveau CCAG travaux et les nouvelles dispositions du Code des Marchés Publics.
2. Prendre en compte l'approbation de l'avant-projet général par le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 24 septembre 2013 et fixer le coût d'objectif de l'opération à 350 Millions € H.T. (valeur mars 2009), pour la section Lavérune-Clapiers, déclarée d'intérêt public par arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013.

La réalisation de la ligne 5, section Lavérune-Clapiers, puis de la section Clapiers-Prades le Lez, nécessitera une extension du système de Billettique et du Système d'Aide à l'Exploitation (SAE). Ces systèmes ont été totalement renouvelés en 2012 lors de la réalisation de la Ligne 3.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération poursuit sa politique volontariste de développement du réseau de transports collectifs (Bus et Tramway) comprenant notamment :

- l'augmentation du parc de matériel roulant tramway (4 rames sont actuellement en commande),
- l'extension de la ligne 1 vers la gare nouvelle Montpellier Sud de France,
- les autres extensions des lignes du tramway.

Ces évolutions nécessiteront également une extension de ces mêmes systèmes billettique et SAE, sans qu'il soit possible à ce jour d'en déterminer le contenu précis ni la programmation.

Chacun de ces systèmes comprend, d'une part, des équipements physiques et, d'autre part, un équipement centralisé formant une architecture informatique lourde qui a nécessité un important investissement d'intégration des équipements proprement dits, de mise en place d'évolutions technologiques majeures (réseau radio numérique TETRA, nouvelles technologies pour les cartes d'abonnement sur le standard CALYPSO), d'interface avec les autres équipements du tramway (matériel roulant bus et tramway, réseau de communication, Poste Centralisé de Commande), de mise au point et de configuration avant sa mise en service.

En conséquence, il s'agira d'étendre les systèmes mis en place pour la ligne 3 en passant de nouveaux marchés en application de l'article 144-II-5° du Code des marchés publics, lesquels autorisent le recours à la procédure négociée sans mise en concurrence préalable *« pour les marchés complémentaires de fournitures qui sont exécutés par le fournisseur initial et qui sont destinés soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations d'usage courant, soit à l'extension d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait l'entité adjudicatrice à acquérir un matériel de technique différente entraînant une incompatibilité avec le matériel déjà acquis ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées »*

Ces nouveaux marchés seront des marchés à bons de commande. Ils seront conclus pour une durée de 10 ans, correspondant à la durée de vie normale des systèmes mis en place lors de la ligne 3 et permettront de couvrir tous les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour ses projets de développement de son réseau de transports collectifs.

TaM étant chargé, dans le cadre du mandat de maîtrise d'ouvrage de la ligne 5, de mettre en place ces extensions de système pour la Ligne 5, il est opportun de lui confier la mission de préparation et de passation de ces marchés, étant entendu que les bons de commande relatifs à chaque projet d'extension seront passés par la Communauté d'agglomération de Montpellier, TaM ou tout autre mandataire désigné par la Communauté d'agglomération de Montpellier, et les crédits nécessaires seront affectés au budget de l'opération concernée.

L'avenant n°2 proposé a pour objet :

- d'autoriser TaM à lancer et gérer, dans le cadre de l'opération 5<sup>ème</sup> ligne de tramway, une procédure négociée sans mise en concurrence préalable en application de l'article 144-II-5° du Code des marchés publics ; cette procédure permettant, pendant une durée de 10 ans et au travers de marchés à bons de commande, de couvrir l'ensemble des besoins de Montpellier Agglomération en matière d'extension des systèmes SAE / Radio / Monétique.
- d'autoriser TaM :
  - à signer les marchés « systèmes » correspondants au terme de la procédure décrite à l'alinéa précédent,
  - à en suivre l'exécution en procédant notamment à l'émission des bons de commande pour les extensions des systèmes concernant la Ligne 5.

L'avenant n°2 proposé n'a aucun impact financier, les montants des bons de commande affectés à l'opération du mandat Ligne 5 étant inclus dans l'enveloppe globale de 350 Millions € HT (valeur mars 2009) arrêtée par la Communauté d'agglomération de Montpellier suite à l'adoption de l'avant-projet général pour la section Lavérune-Clapiers. De même, le présent avenant n°2 n'a aucun impact sur la rémunération du mandataire.

Mmes F. Prunier, R. Souche, MM P. Bonnal, S. Fleurence, H. Martin, C. Morales, R. Subra, ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12127

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 177 101-DE*

**13 FEV. 2014**

**13 FEV. 2014**

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE







## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSET, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY - LIGNE 3, EXTENSION OUEST DE LA LIGNE 1 ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - PROTOCOLE AU MARCHÉ N°3.426 D'INFRASTRUCTURES DU SECTEUR F (BRANCHE DE LATTES) RELATIF À LA LEVÉE DE RÉSERVE ET À L'EXTENSION DE GARANTIE - AUTORISATION DE SIGNATURE-**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway et extension ouest de la 1<sup>ère</sup> ligne.

Dans le cadre de cette opération, le marché de travaux «Infrastructures Secteur F : Branche de LATTES » a été notifié à l'entreprise CARI le 31 Mars 2010, pour un début de délai d'exécution fixé au 7 avril 2010.

Par un avenant n°1 notifié le 14 décembre 2011, l'a Communauté d'Agglomération de Montpellier a accepté la cession de ce marché par le titulaire initial CARI à l'entreprise RAZEL. Puis, par un avenant n°2 notifié le 13 juin 2013, le maître de l'ouvrage a entériné le transfert du marché de l'entreprise RAZEL à l'entreprise RAZEL-BEC.

Ce marché, d'une durée de 23 mois, a fait l'objet d'une décision du maître de l'ouvrage de réception totale avec réserve par OS 45 en date du 13 février 2013. La seule réserve restante pour la réception par le maître d'ouvrage portait sur la conformité du réseau d'eaux usées 05U situé avenue de l'Europe à Lattes.

Le réseau réalisé présente en effet des non conformités par rapport au cahier des charges initial. L'entreprise est intervenue plusieurs fois, pour déposer puis reposer ce réseau sans réussir à remplir l'ensemble des critères figurant au cahier des charges. Les conditions de mise en œuvre de cette canalisation sont toutefois compliquées tant au niveau de la pente du réseau qu'à celui de la qualité du terrain. Pour autant, les non conformités constatées ne rendent pas l'ouvrage impropre à sa destination. Des investigations de contrôle complémentaires ont eu lieu pendant l'été 2013. Elles ont confirmé la présence d'imperfections sur le réseau, objet de la réserve.

Le protocole proposé a donc pour objet de fixer les conditions dans lesquelles le maître de l'ouvrage accepte la réception totale du marché et fixe les conditions de levée de la réserve restante à ce jour concernant le réseau d'eaux usées 05U réalisé dans le cadre du marché.

Il intègre les dispositions suivantes :

- Application d'une réfaction d'un montant global et forfaitaire de 30 000 € HT sur le décompte général et définitif, conformément aux articles 41.6 et 41.7 du CCAG travaux, en raison des imperfections constatées,
- Application d'une réfaction supplémentaire d'un montant de 30 000 € HT sur le décompte général et définitif, conformément à l'article 41.7 du CCAG travaux, pour compenser la prise en charge des dépenses d'investigations de surveillance périodique de l'ouvrage par le maître de l'ouvrage,
- Extension de la garantie contractuelle de parfait achèvement d'une durée de 5 ans à compter de la date retenue pour la réception de l'ensemble des ouvrages du marché, soit jusqu'au 07 mars 2017, pour permettre au maître de l'ouvrage de bénéficier des mesures correctives sur l'ouvrage concerné en cas d'aggravation des non-conformités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole de levée de réserve et d'extension de garantie concernant le marché d'infrastructures secteur F de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway,

Délibération n° 12128

- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le protocole avec l'entreprise RAZEL-BEC qui induit une diminution des dépenses de la Communauté d'agglomération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      **13 FEV. 2014**  
Publié le :  
Déposé En Préfecture      **13 FEV. 2014**  
Le :  
Numéro de l'acte : *Imc 177104-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSET, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - PROGRAMME, OBJECTIFS DE L'OPÉRATION ET MODALITÉS DE CONCERTATION POUR LE TRONÇON CLAPIERS/PRADES LE LEZ - APPROBATION**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la ligne 4 (devenue ligne 5) de tramway de la Communauté d'agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez. Le Conseil de Communauté s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément à l'article L300-2 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération n°10144 du 21 avril 2011, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération de la ligne 5 de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez et l'enveloppe financière prévisionnelle. Le Conseil de communauté a également approuvé les objectifs de l'opération, les modalités de concertation ainsi que la proposition de tracé et les variantes à soumettre à la concertation.

Par délibération n°10816 du 17 avril 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le bilan intermédiaire de la concertation préalable à la réalisation de la ligne 5 de tramway et a adopté un nouveau tracé préférentiel pour la poursuite des étapes de concertation du public, des études et de l'élaboration des dossiers administratifs.

Par délibération n°10979 du 28 juin 2012, le Conseil de Communauté a retenu le nouveau tracé préférentiel, en considérant 2 tracés à étudier entre Montferrier sur Lez et le terminus de Prades le Lez :

- soit depuis le rond-point d'Agropolis par la route de Mende (RD112), avec franchissement du Lez à hauteur de la zone d'activité Sainte Julie pour rejoindre la route de Montpellier (RD17) à l'embranchement de la route de Baillarguet,
- soit à partir du rond-point de Girac, par la route de Montpellier (RD17).

Une étude complémentaire comparant les 2 tracés a donc été lancée suite à cette délibération.

Une réunion publique concernant les Communes de Montferrier-sur-Lez, Clapiers et Prades-le-Lez s'est tenue dans la commune de Montferrier-sur-Lez le 17 octobre 2012 afin d'en présenter les résultats.

Cette étude a abouti à l'abandon du passage par la route de Mende (RD112) pour plusieurs raisons : l'important surcoût de cette option de tracé, les risques engendrés sur une importante conduite d'eau potable, l'impact environnemental nettement supérieur de ce tracé, son impact plus important sur le foncier bâti et enfin, la nécessité d'offrir la pleine fréquence de passage du tramway au parking du rond-point de Girac pour favoriser le rabattement des voitures particulières.

A l'issue de la procédure de concertation préalable et des études complémentaires, le Conseil de Communauté a approuvé par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, d'une part, le programme de réalisation de la ligne 5 de Lavérune à Prades le Lez et d'autre part, le bilan de la concertation et le projet de réalisation de Lavérune à Clapiers.

Le programme définitif de l'opération ligne 5 de tramway a été arrêté avec les caractéristiques suivantes :

- desserte des communes de Lavérune, Saint Jean de Védas, Montpellier, Montferrier sur Lez, Clapiers et Prades le Lez,
- longueur de 20,5 km dont 1,5 km en tronc commun avec la ligne 1 et 1,2 km en tronc commun avec la ligne 4,
- 28 stations, dont 4 communes avec la ligne 1 et 3 communes avec la ligne 4, ainsi que 2 grands parkings relais gardiennés et 3 parkings de proximité,

- Agrandissement du dépôt de Jeune Parque et du Centre d'Exploitation et de Maintenance des Hirondelles pour accueillir les rames supplémentaires.

Cependant, la subvention de l'Etat attribuée lors du 2<sup>ème</sup> appel à projets transports collectifs en site propre, d'un montant de 31,42 M€ pour la réalisation de la ligne 5, était conditionnée par le démarrage des travaux avant la fin de l'année 2013. Or, les études du tronçon Clapiers/Prades-le-Lez ont été suspendues pendant la réalisation des études complémentaires pour la desserte de Prades. Ce tronçon n'avait alors pas fait l'objet de l'ensemble des études nécessaires pour pouvoir être soumis à la procédure d'enquête publique, tout en permettant un démarrage des travaux dans les conditions fixées par l'Etat pour l'octroi de la subvention.

Il a donc été décidé de réaliser l'opération de la ligne 5 de tramway de façon échelonnée.

Un premier tronçon Laverune/Clapiers a été soumis à enquête publique et déclaré d'utilité publique par Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, par arrêté n°2013-I-1656 en date du 28 août 2013.

Il est aujourd'hui proposé de relancer la concertation sur le second tronçon, entre Clapiers et Prades le Lez, en vue de solliciter dans les meilleurs délais une seconde déclaration d'utilité publique.

Le tronçon Clapiers/Prades le Lez d'une longueur de 5 km environ comporte 3 stations et dessert, depuis le rond-point de Girac, le secteur de Baillarguet sur la commune de Montferrier-sur-Lez où un parking de proximité sera créé, puis la commune de Prades-le-Lez jusqu'au centre commercial de la Mandarine.

L'enveloppe financière prévisionnelle de ce tronçon est évaluée à 54 M€ HT (valeur avril 2009). Elle intègre l'ensemble des dépenses, à savoir :

- les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi que les études complémentaires nécessaires,
- les acquisitions foncières,
- les infrastructures (voiries, ouvrages d'art, ...) et les aménagements urbains,
- les voies ferrées et les lignes aériennes,
- le matériel roulant et les équipements systèmes,
- l'extension des ateliers dépôt existants et les équipements de maintenance des rames supplémentaires.

Il est proposé de valider les objectifs de l'opération ainsi que les modalités de concertation suivantes :

1. Le projet soumis à concertation et les objectifs

Il est proposé de soumettre à la concertation, suivant les dispositions de l'article L300-2 du Code de l'urbanisme, le projet de desserte de Prades le Lez par la route de Montpellier (RD17), tel que résultant de l'étude complémentaire.

Les objectifs de l'opération de réalisation du tronçon Clapiers-Girac / Prades le Lez sont les suivants :

- poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics afin de diminuer la dépendance automobile,
- s'intégrer dans une stratégie urbaine globale,
- inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des communes périurbaines du territoire de l'Agglomération.

Ces objectifs sont cohérents avec la Plan de Déplacements Urbains (PDU) pour la période 2010 – 2020 dont le projet a été approuvé par délibération n°10998 du 19 juillet 2012. En effet, face aux enjeux de la croissance du trafic automobile et de ses incidences sur la qualité de l'air, le PDU a pour objectif de déterminer les moyens d'une politique de mobilité visant à réduire la part de la voiture au profit des modes de déplacement peu ou pas polluants : marche à pied, vélo, transports publics.

2. Les modalités de concertation :

Les modalités de concertation proposées pour informer le public, recueillir son avis, pouvoir autant que possible le prendre en compte et valider l'intérêt du projet auprès du public, sont les suivantes :

- articles dans les journaux d'information des collectivités concernées,
- exposition publique avec ouverture d'un registre dans chaque commune concernée par l'opération pour que le public fasse part de ses avis et ses suggestions,
- réunion(s) publique(s) annoncée(s) par voie de presse,
- réunion(s) de concertation avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre des Métiers et la Chambre d'Agriculture,
- réunion(s) rassemblant des associations concernées par le projet.

A l'issue de la concertation, un bilan sera présenté et débattu en Conseil Communautaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme du tronçon Clapiers/Prades le Lez de la 5ème ligne de tramway ainsi que son coût prévisionnel,
- approuver les objectifs de l'opération de réalisation de ce tronçon,
- approuver les modalités de concertation pour ce tronçon proposées aux communes concernées,
- dire que le Conseil de Communauté d'agglomération devra ultérieurement approuver les objectifs de l'opération et adopter les modalités de concertation au vu de l'avis des communes de Clapiers, Montferrier-sur-Lez et Prades le Lez,
- dire que les crédits nécessaires aux opérations de concertation sont inscrits au budget communautaire 2014, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : *Im 177222 DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOUREZ





SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. RÉVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL



**TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRANSPORTS EN COMMUN -  
TARIFICATION - PERSONNES ADULTES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES -  
APPROBATION**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Les personnes adultes contraintes de quitter leur domicile dans un contexte de violence conjugale ou intrafamiliale peuvent se retrouver pendant une période plus ou moins longue en rupture de droits sociaux, notamment en matière d'allocations familiales et de revenus stables (absence de pension alimentaire tant que le divorce n'est pas prononcé, dossier RSA en cours de traitement, etc...). Ce contexte génère une situation d'isolement qui renforce la précarité et constitue un obstacle supplémentaire aux démarches nécessaires pour la réinsertion et l'autonomisation des ces personnes.

Sans ressources et sans droits sociaux ouverts, elles n'ont à l'heure actuelle pas accès à la tarification sociale des transports en commun de l'Agglomération de Montpellier, alors même que la mobilité est l'une des conditions de la réussite des projets individuels de reconstruction et d'insertion.

Dans le cadre de sa politique globale des transports en commun, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite faciliter l'accès à la mobilité par la gratuité des transports en commun de l'Agglomération aux personnes adultes victimes de violences conjugales, en rupture temporaire de droits sociaux ou de revenus et hébergées dans les Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS).

Seront éligibles les publics ciblés mentionnés ci-dessus et remplissant les conditions suivantes :

- résider ou être domicilié sur une commune de l'Agglomération de Montpellier,
- ne pas bénéficier de tarification sociale à d'autres titres (ex : demandeur d'emploi, personne handicapée,...),
- être en situation d'absence de ressource ou avoir des revenus inférieurs au RSA socle (au 01/01/2014, celui-ci se situait à 499,31 €),
- remplir les conditions pour obtenir des prestations sociales (RSA, AHH, ...) ou familiales, des revenus de remplacement (indemnités chômage, pensions d'invalidité) ou des pensions alimentaires et avoir engagé les demandes nécessaires pour les obtenir.

Sont prises en compte également les personnes étrangères de l'Union européenne ou hors UE détentrices d'un récépissé de carte de séjour en cours de validité et dont la situation administrative ne permet pas d'accéder aux droits sociaux (RSA, etc.).

L'ouverture à la gratuité pour ces publics est fixée à trois mois renouvelables une fois pour les personnes dont les démarches administratives d'ouverture de droits sociaux n'ont pas abouti dans le délai initial.

Après instruction, une attestation donnant accès à la gratuité des transports en commun de l'Agglomération de Montpellier, sera délivrée par le Service d'Accueil et d'Orientation (SAO) spécialisé dans le traitement des personnes adultes victimes de violences conjugales. Cette mission de SAO est assurée, à l'heure actuelle, uniquement sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par le CCAS de Montpellier par agrément n°2011/0308 de la Préfecture de l'Hérault.

Sur présentation de l'attestation, les services commerciaux de TaM remettront une carte nominative avec photo, d'une durée de validité de trois mois.

Le Service d'Accueil et d'Orientation se chargera du suivi des dossiers et mettra en place une organisation permettant d'intégrer cette prestation dans le suivi des personnes adultes victimes de violences conjugales.

Il sera notamment établi:

- un "tableau de bord" permettant de rendre compte à tout moment des tarifications en cours de validité,
- une attestation labélisée par TaM donnant droit à la gratuité,
- des dossiers nominatifs des bénéficiaires conservés pendant deux ans, dans le respect des règles en vigueur en matière d'informatique et liberté concernant le respect de la vie privée.

La convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération et le CCAS de Montpellier au titre de sa mission de Service d'Accueil et d'Orientation décrit précisément les engagements pris par chacun des signataires.

Elle sera conclue, par les deux parties, de sa date de signature au 31 décembre 2018.

Toute personne adulte victime de violences conjugales, éligible et hébergée dans un organisme habilité est susceptible de bénéficier de cette gratuité sous condition d'obtention d'une attestation délivrée par le Service d'Accueil et d'Orientation du CCAS de Montpellier, agréé par les services de l'Etat dans le traitement des personnes adultes victimes de violences conjugales, sur le territoire de l'Agglomération.

Il est précisé qu'afin de ne pas stigmatiser les bénéficiaires, les attestations produites par le CCAS au titre de sa mission SAO (Centre Bouissonnade) ne comporteront aucune mention relative à la condition de personnes adultes victimes de violences conjugales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le financement des titres de transport trimestriels dévolus aux personnes adultes victimes de violences conjugales, en rupture temporaire de droits sociaux ou de revenus, bénéficiaires d'une attestation d'un Service d'Accueil et d'Orientation agréé, hébergées dans les Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) ou au sein de locaux gérés par des organismes compétents, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention avec le CCAS de Montpellier, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte :

Imc 177703-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURET





**SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

**Étaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEGHIA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSET, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

**Pouvoir(s):**

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

**Excusé(es):**

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

**Absent(es):**

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRANSPORT - ACQUISITION DE BUS  
AU GNV - COMMANDE AUPRÈS DE L'UGAP - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre une politique en matière de déplacements et de transports publics qui articule étroitement le développement de l'offre de transport avec le développement urbain. Face à l'augmentation de la population et des besoins de mobilité, la Communauté d'Agglomération de Montpellier répond aux attentes de la population par le développement d'une offre de transports publics pertinente, respectueuse de l'environnement, économisant le temps et l'espace et présentant ainsi une véritable alternative à la voiture particulière.

L'offre de transport sur le territoire de Montpellier Agglomération se compose actuellement de 4 lignes de tramway (et une 5<sup>ème</sup> ligne en projet), de 33 lignes de bus desservant toutes les communes de l'Agglomération et en connexion directe avec le tramway.

Le contrat de la Délégation de Service Public 2010-2017 pour l'exploitation des transports publics urbains prévoit le renouvellement des bus urbains par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le marché actuel relatif à l'acquisition d'autobus standard au GNV (Gaz Naturel pour Véhicules) est arrivé à échéance fin 2013.

Après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun de recourir à une commande de nouveaux bus auprès de l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP) qui a elle-même procédé à la consultation de fournisseurs de véhicules et d'équipements par voie d'appel d'offres, dans le respect du code des marchés publics.

Dans la continuité du parc de véhicules actuels, les bus seront à motorisation GNV et ils seront équipés pour les personnes à mobilité réduite avec des planchers surbaissés, des palettes rétractables, de l'information sonore et visuelle pour les voyageurs (écrans, bandeau lumineux et haut-parleurs intégrés). De plus, les nouveaux bus seront conformes à la norme euro 6, norme européenne d'émission applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour les poids lourds.

Pour l'année 2014, le programme d'investissements approuvé par délibération n°12036 du 19 décembre 2013 comprend l'acquisition de 6 bus GNV.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de commande à l'UGAP tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de la commande 2014 sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette commande ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

**13 FEV. 2014**

Publié le :

Déposé En Préfecture

**13 FEV. 2014**

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 147 026 - DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE.





## SEANCE ORDINAIRE DU 6 FÉVRIER 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le six février à 18h00, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUGHAR JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSET, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAUI, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. A. ZYLBERMAN, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD.

Pouvoir(s):

M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, Mme E. BECCARIA à Mme C. FOURTEAU, Mme S. BLANPIED à Mme R. SOUCHE, M. C. BOUILLE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DELAFOSSE à M. R. SUBRA, M. P. DUDIEUZERE à M. A. MOYNIER, M. R. MAILHE à Mme A. BOYER, Mme H. MANDROUX à M. S. FLEURENCE, M. A. SIVIEUDE à M. C. VALETTE.

Excusé(es):

M. J.-P. COULET, Mme F. DOMBRE-COSTE, Mme C. LABROUSSE

Absent(es):

Mme M. CASSAR, M. P. SAUREL

**TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – CONVENTION AVEC LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON POUR LA GESTION DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE TITRES AU PÔLE D'ÉCHANGE MULTIMODAL DE BAILLARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Dans le cadre du développement de son réseau de transport public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à la réalisation du Pôle d'Echange Multimodal (PEM) de Baillargues en partenariat avec la Région Languedoc Roussillon et la Ville de Baillargues.

Ce projet comprend le PEM en lui-même, la dénivellation du passage à niveau n°33, dont la sécurité est jugée préoccupante, et les travaux de voirie à réaliser sur la route départementale n°26.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier co-finance l'ensemble de ces trois opérations qui constituent l'aménagement du PEM de Baillargues, à hauteur de 3,65 M€, soit 18,6% du montant total de l'opération estimée à 19,820 M€ HT.

Dans la logique du Protocole d'Intermodalité en Languedoc-Roussillon, signé en 2007 par l'ensemble des autorités organisatrices de transport public de la région, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Région Languedoc-Roussillon souhaitent pouvoir offrir aux usagers du PEM la possibilité d'acheter en un même point différents titres de transport, tant pour l'usage du réseau ferroviaire régional, que pour celui du réseau urbain de Montpellier Agglomération.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Région Languedoc-Roussillon proposent de mettre en place deux Distributeurs Automatiques de Titres (DAT) permettant la délivrance de titres de transports des deux autorités organisatrices.

Cette mise en service sera assurée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le projet de convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Région Languedoc-Roussillon définit d'une part les modalités de gestion de ces distributeurs automatiques de titres et d'autre part la répartition des coûts de fonctionnement liés.

Le fonctionnement et la maintenance des distributeurs seront réalisés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier par l'intermédiaire de son délégataire et comprennent notamment l'abonnement téléphonique, le ramassage de fonds, l'exploitation des données, le contrôle de l'installation, les contrats de maintenance et d'assurance ainsi que le petit équipement de rechange. Ces coûts à répartir entre les deux collectivités sont estimés à environ 20 000 euros par an.

Les charges de fonctionnement et de maintenance annuelles seront réparties entre la Région Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier au prorata du nombre de titres vendus sur la même période.

Le projet de convention est prévu pour une durée de 4 années puis sera tacitement renouvelable annuellement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec la Région Languedoc-Roussillon pour la gestion de Distributeurs Automatiques de Titres de transport au Pôle d'Echange Multimodal de Baillargues,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer cette convention et tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12132

Certifié Exécutoire

13 FEV. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

13 FEV. 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 177024-DÉ

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Jean-Pierre MOURE



**RELATIONS INTERNATIONALES**



**PARTIE 2**  
**DECISIONS**

*Pages*

CONSEIL DU 6 FEVRIER 2014

316

<p><b>N°D2013-477 - 22/01/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à l'avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement et au réinvestissement du secteur sud sur la Commune du Crès</b>  <b>Objet :</b> Le mandat initial est avenanté.  Cet avenant porte sur :  -La rémunération du mandataire qui passe de 50 000 € H.T. à 60 000 € H.T., soit une augmentation de 10 000 € H.T.,  -La durée du mandat initial qui passe de 24 mois à 60 mois, soit un allongement de durée égal à 36 mois.  Le montant total du mandat, après avenant, s'élève à 285 000 € H.T., soit une augmentation de 10 000 € H.T. correspondant au complément de rémunération du mandataire.</p>	322
<p><b>N°D2013-820 - 23/01/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société MJN 34 dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La candidature de la société MJN 34 est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la maçonnerie. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A05 de 108.69 m² pour une période de 24 mois.</p>	324
<p><b>N°D2013-843 - 22/01/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à l'avenant n° 1 au mandat d'étude préalable à l'aménagement du secteur Saporta sur la Commune de Lattes</b>  <b>Objet :</b> Il s'agit d'agrandir le périmètre du mandat d'études préalables sur le secteur "Saporta" afin de prendre en compte l'impact foncier de la concrétisation du projet autoroutier (A9 b) et ferroviaire (CNM).</p>	326
<p><b>N°D2013-844 - 22/01/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à un marché complémentaire au marché de maîtrise d'œuvre n°2960.E.10.01 dans le cadre du mandat d'étude et de réalisation de requalification de la zone d'activités du Salaison.</b>  <b>Objet :</b> Un marché complémentaire est passé avec le groupement « chemin faisant/ingérop » Le marché prend effet à compter de sa notification pour un montant de 15 263.83 € H.T.</p>	328
<p><b>N°D2013-851 - 13/01/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision relative à un marché 3194terGD13 de réfection de la filière de traitement des eaux de lavage des BOM de la plateforme d'exploitation de PIGNAN</b>  <b>Objet :</b> Un marché de réfection de la filière de traitement des eaux de lavage des BOM de la plateforme d'exploitation de PIGNAN est passé avec l'entreprise SADE CGTH sise à Vendargues pour un montant de 77 780.66 euros TTC. Le délai d'exécution du marché part de la date fixée par ordre de service.</p>	331
<p><b>N°D2013-852 - 23/01/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société SMART RECYCLE dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La candidature de la société SMART RECYCLE est agréée en vue de la location dans le VEAS PARC 2000. Son activité est le traitement et la réparation de produits électroniques. Elle est candidate à la location du lot B05 de 59.51 m² pour une période de 23 MOIS.</p>	333
<p><b>N°D2013-853 - 10/01/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à un contrat de location de l'exposition 'Photographier les Chibanis'</b>  <b>Objet :</b> Un contrat de location de l'exposition 'Photographier les Chibanis' est conclu avec l'association Uni'Sons à Montpellier, pour un montant forfaitaire de 6 500 € TTC.</p>	334
<p><b>N°D2013-861 - 13/01/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de védas: études de diagnostic Faune Flore et Habitats</b>  <b>Objet :</b> Un marché n° 2985S 13.01 est passé avec la société « Les Ecologistes de Leuzières ». Ce marché concerne les études de Diagnostic Faune Flore et Habitats. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois. Le montant du marché s'élève à 7 885,60 € H.T.</p>	336
<p><b>N°D2013-865 - 23/01/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société REGIE PUBLICITAIRE dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La candidature de la société REGIE PUBLICITAIRE est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprise du Millénaire. Son activité est la presse gratuite. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot B02D de 61 m² pour une période de 24 mois.</p>	338

<p><b>N°D2013-871 - 10/01/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de 4- films auprès de Monsieur Jean LUC Saumade.</b>  <b>Objet :</b> Un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est conclu avec Monsieur Jean Luc SAUMADE . Le contrat de l'achat des droits auprès de Monsieur Jean Luc SAUMADE est conclu pour une durée de 10 ans pour la somme forfaitaire de 776 euros.</p>	340
<p><b>N°D2013-872 - 10/01/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de 2 films auprès du C.R.D.P.</b>  <b>Objet :</b> Un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est conclu avec le C.R.D.P .Le contrat de l'achat des droits auprès du C.R.D.P est conclu pour une durée de 10 ans pour la somme forfaitaire de 2352 euros.</p>	342
<p><b>N°D2013-879 - 08/01/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AM n° 86 - Commune de Saint Génies des Mourgues</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert à Madame MARTIN Claire épouse GUIRAUD, domiciliée 301 Grand'rue François Mitterrand à MAUGUIO (31130), une partie de la parcelle sise commune de Saint Génies des Mourgues, cadastrée section AM n° 86, pour une contenance de 1 532m2. Le prix d'acquisition est de sept mille six cent soixante euros (7 660€) toutes indemnités comprises, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.</p>	344
<p><b>N°D2013-881 - 23/01/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Doré - Théâtre du Hangar</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération met le Théâtre du Hangar à disposition gratuite à la Compagnie Doré pour y organiser des répétitions les 2 et 3 janvier 2014 et du 20 au 26 janvier 2014.</p>	346
<p><b>N°D2013-883 - 08/01/14 - Direction des Finances</b>  <b>Décision modificative concernant la régie de recettes et d'avances de la Maison d'Agglomération de Castelnau-le-Lez</b>  <b>Objet :</b> Suite au déménagement de la Maison de l'Agglomération de Castelnau-le-Lez, la nouvelle adresse doit être mentionnée.</p>	348
<p><b>N°D2013-884 - 08/01/14 - Direction des Finances</b>  <b>Décision modificative concernant la régie de recettes et d'avances de la Maison d'Agglomération de Prades-le-Lez</b>  <b>Objet :</b> Suite au déménagement de la Maison d'Agglomération de Prades le lez, la nouvelle adresse doit être mentionnée.</p>	350
<p><b>N°D2013-888 - 10/01/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMPUFIRST au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>  <b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COMPUFIRST pour une période de 6 mois à compter du 1er janvier 2014, soit jusqu'au 30 juin 2014. A compter du 1er janvier 2014, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COMPUFIRST pour la surface de 178,43 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 551,54 euros conformément au tarif applicable à ce jour approuvé par délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012.</p>	352
<p><b>N°D2013-891 - 10/01/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société INNOBAT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha</b>  <b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 15 janvier 2010 est conclu avec la société INNOBAT pour une période de douze mois à compter du 01 janvier 2014 soit jusqu'au 31 décembre 2014. La redevance à payer par la société INNOBAT pour la surface de 45,97 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 521.29 € euros H.T.</p>	354

<p><b>N°D2013-899 - 10/01/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société de droit étranger XI'AN HUANGHE PHOTOVOLTAÏQUE TECHNOLOGY pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI</b>  <b>Objet :</b> Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société de droit étranger XI'AN HUANGHE PHOTOVOLTAÏQUE TECHNOLOGY pour l'occupation du local répertorié bureau B0.11 d'une surface de 26,40 m<sup>2</sup> situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2014 soit jusqu'au 31 décembre 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par période de 3 ans. La redevance mensuelle H.T à payer par la société pour la surface totale de 26,40 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à ce jour à 350,59 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012.</p>	356
<p><b>N°D2013-900 - 10/01/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelles section BK n° 171-1-2 et 6 - Commune de Castelnau le Lez</b>  <b>Objet :</b> Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier les Consorts BONNIER Pierre, domiciliés 3, Chemin de l'Hirondelle à Castelnau le Lez (34170), sur une emprise totale de 448m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées section BK n° 3 et 4, d'une contenance totale de 25 465m<sup>2</sup>, sises commune de Castelnau le Lez. La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de six mille six cents Euros (6 600€), frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.</p>	358
<p><b>N°D2013-901 - 08/01/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelles section BK n° 3 et 4 - Commune de Castelnau le Lez</b>  <b>Objet :</b> Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par les Consorts BONNIER Robert, sur les parcelles cadastrées section BK n° 3 et 4 à Castelnau le Lez. La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 3 608 €, frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.</p>	360
<p><b>N°D2013-902 - 08/01/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Castelnau le Lez - Parcelles section BK n° 3 et 4</b>  <b>Objet :</b> Une convention d'autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement : création de l'intercepteur Est et traversée du Lez au Nord de la Commune de Castelnau le Lez – Secteur du Moulin de Navitau. COTT consentie sans indemnités par les Consorts BONNIER Robert sur les parcelles BK 3 et 4 – Castelnau le Lez</p>	362
<p><b>N°D2013-903 - 23/01/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à une convention d'occupation du domaine public passée entre l'association MELIES et La Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>  <b>Objet :</b> Dans le cadre des réseaux de Business Angels, une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'association MELIES pour une période de 36 mois à compter du 1er janvier 2014, soit jusqu'au 31 décembre 2016, pour l'occupation d'une surface de 29,42 m<sup>2</sup> au sein de la pépinière d'entreprises cap Omega. Compte tenu des aides financières apportées aux entreprises du BIC par l'association MELIES, aucun loyer ne sera perçu au titre de cette occupation de locaux. Seulement seront recouvrées les charges correspondantes, soit 20% du loyer théoriquement dû, ainsi que les consommations ou prestations matérielles tarifées par le BIC et utilisée par l'association.</p>	364
<p><b>N°D2013-904 - 08/01/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Castelnau le Lez - Parcelles section BK n° 172 et 174</b>  <b>Objet :</b> Une convention d'autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement : création de l'intercepteur Est et traversée du Lez au Nord de la Commune de Castelnau le Lez – Secteur du Moulin de Navitau. COTT consentie par les consorts BONNIER Pierre moyennant la somme de 7 000€.</p>	366

<p><b>N°D2013-905 - 10/01/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Castelnau le Lez - Parcelles BK n° 171-1-2 et 6</b></p>	368
<p><b>Objet :</b> Une convention d'autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement : création de l'intercepteur Est et traversée du Lez au Nord de la Commune de Castelnau le Lez – Secteur du Moulin de Navitau est consenti sans indemnités par les Consorts BONNIER sur les parcelles BK 171-1-2-6 – Castelnau le Lez.</p>	
<p><b>N°D2013-915 - 08/01/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>  <b>Décision relative à la signature d'un marché de contrôle extérieur des dispositifs d'étanchéité (PEHD et GSB). Installation de stockage des déchets non dangereux de Castries - casier 2.</b></p>	370
<p><b>Objet :</b> Un marché de services doit être signé avec la société GEOCONCEPT sise Place Joseph PAGANON, 38190 LAVAL. Ce marché concerne des prestations de contrôle extérieur des dispositifs d'étanchéité (PEHB GSB) de l'installation de stockage des déchets non dangereux de CASTRIES - casier 2. Ce marché est conclu pour une durée prévisionnelle de 43 mois à compter de sa notification. Le montant prévisionnel de ce contrat est de 40 050,00 € H.T.</p>	
<p><b>N°D2013-916 - 10/01/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - section CO 6, CN 41 et CO 61 - Commune de Juvignac</b></p>	372
<p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption au prix indiqué dans la demande d'acquisition auprès de Monsieur RIERA Christian des parcelles cadastrées CO 6, 1/60<sup>ème</sup> de CN 41 et 1/12<sup>ème</sup> de CO 61, d'une surface totale de 5 375 m<sup>2</sup>, supportant un bâti à usage de garage et de poulailler, situées au lieudit Hauts de Courpouiran à Juvignac. Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 42 600 euros au vu de l'avis de France Domaine. L'acquisition de ces biens dans le cadre de la ZAD de compétence communautaire est nécessaire pour constituer des réserves foncières.</p>	
<p><b>N°D2013-917 - 23/01/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision relative au marché n° 3457DS13 d'Achat de matériels pédagogiques et de petits équipements pour les piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier'</b></p>	374
<p><b>Objet :</b> Un marché n° 3457DS13 de fournitures est passé avec la société FUTURA PLAY, sise à Saverne (67). Il concerne l'achat de matériels pédagogiques et de petits équipements pour les piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il est conclu pour une période initiale de un an à compter de sa notification et peut être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de deux ans. Le montant maximum annuel du marché est de 50 000 euros H.T. soit 59 800 euros T.T.C.</p>	
<p><b>N°D2013-918 - 08/01/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b>  <b>Décision relative à une demande de permis de construire pour la station d'épuration intercommunale Saint Geniès des Mourgues-Sussargues</b></p>	376
<p><b>Objet :</b> Dans le cadre du schéma directeur d'assainissement, la construction de la station d'épuration intercommunale Saint Geniès des Mourgues-Sussargues, sur la commune de Saint Geniès des Mourgues nécessite de déposer une demande de permis de construire</p>	
<p><b>N°D2013-919 - 21/01/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision relative à un marché n°3474 RH 13, prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.</b></p>	377
<p><b>Objet :</b> Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société A.MÉ.TRA sise à Montpellier. Ce marché concerne les prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an. Le montant estimatif du marché s'élève à 140 805 € H.T.</p>	
<p><b>N°D2013-928 - 08/01/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>  <b>Décision relative à la signature d'un marché d'achat de sacs cabas en matière plastique pour la pré-collecte à la source des emballages ménagers et des récipients en verre recyclables.</b></p>	379
<p><b>Objet :</b> Un marché d'achat de sacs cabas en matière plastique pour la pré-collecte à la source des emballages ménagers et des récipients en verre recyclables doit être signé avec la société MILHE et AVONS, sise 160 chemin de Notre Dame de Consolation, 13384 Marseille cedex 13. Ce contrat comporte 2 lots : le lot 1 " Sacs pour la pré-collecte des emballages ménagers " pour un montant estimatif de 23 075,00 € H.T. et le lot 2 "Sacs pour la pré-collecte des emballages en verre recyclables" pour un montant estimatif de 16 520 €HT. Soit un total de 39 595,00 € H.T. Ce marché est conclu à compter de sa notification pour une durée d'un an reconductible 2 fois maximum pour la même durée, soit 3 ans au maximum.</p>	

<p><b>N°D2013-929 - 23/01/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société MEDICA SERVICES dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La candidature de la société MEDICA SERVICES est agréée en vue de la location dans le VEAS PARC 2000. Son activité est la maintenance, la réparation et la mise à disposition de pompes à perfusions et autre matériel médical ou para médical, dans le cadre de l'hospitalisation à domicile. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A01 de 111.30 m<sup>2</sup> pour une période de 24 mois.</p>	381
<p><b>N°D2013-930 - 23/01/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société MUTOPIA CONSTRUCTION dans la ZAC ODE ACTE 1 à Pérols</b>  <b>Objet :</b> La candidature de la société MUTOPIA CONSTRUCTION est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC ODE acte 1. Elle est candidate à l'acquisition du lot A03 de 9 000 m<sup>2</sup> pour y construire un programme de bureaux de 8 500 m<sup>2</sup> de surface de plancher.</p>	383
<p><b>N°D2013-938 - 23/01/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à l'achat du spectacle La mégère apprivoisée</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle « La mégère apprivoisée » diffusé le 17 janvier 2014 à Castelnau le Lez</p>	385
<p><b>N°D2013-943 - 10/01/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision d'ester en justice "Anne-Julie SALVADOR"</b>  <b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1305942-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Anne-Julie Salvador près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 décembre 2013 tendant à la désignation d'un expert consécutivement à des désordres dans le domaine de l'assainissement affectant son bien immobilier situé rue du docteur Roux à Montpellier.</p>	387



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à l'avenant n°1 au mandat d'études préalables à l'aménagement et au réinvestissement du secteur sud sur la Commune du Crès**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 3, alinéa 1<sup>er</sup>,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°10001 du 26 janvier 2011 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur ou égal à 500 000 euros H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi »,
- **Vu** la délibération n°9460 du 1<sup>er</sup> avril 2010 confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) un mandat d'étude concernant l'aménagement et le réinvestissement du « secteur sud » de la Commune du Crès,
- **Vu** le contrat de mandat signé le 26 avril 2010 entre la SAAM et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDÉRANT** que le mandat d'étude en date du 26 avril 2010 a notamment pour objet :
  - D'analyser les contraintes et potentialités environnementales et techniques, les mesures réparatrices et compensation envisageables,
  - De procéder à une analyse d'occupation et de dureté foncière et à une analyse des acteurs en présence,
  - De préparer et de mettre en forme les différents dossiers administratifs nécessaires à la définition de l'opération d'aménagement,
  - D'établir les éléments technico-économiques permettant d'asseoir une programmation des équipements publics structurants nécessaires,
- **CONSIDÉRANT** que les études préalables menées dans le cadre du mandat d'étude initial ont permis de définir et préciser des scénarii d'aménagement pouvant être développés sur le secteur. Ces études ont portés sur les volets urbains, techniques et financiers.



**CONSIDÉRANT** que la durée du mandat initial n'a pu, matériellement, permettre de mener à bien certaines missions confiées au mandataire, notamment :

- analyse des contraintes techniques et mesures conservatoires en ce qui concerne la gestion hydraulique,
- la poursuite d'études relatives à la « dureté foncière » rencontrée sur le secteur,
- la production de dossiers administratifs,
- l'analyse fine des dessertes et réseaux afin d'établir les éléments technico-économiques permettant d'asseoir une programmation des équipements publics nécessaires,

**CONSIDÉRANT** que, matériellement, pour mener à bien l'ensemble des études précitées la durée du mandat doit être prorogée de 36 mois,

**CONSIDÉRANT** que cette prorogation de 36 mois nécessite une mobilisation supplémentaire des équipes chargées du suivi des études et donc un complément de rémunération de 10 000 € H.T. du mandataire,

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le mandat initial est avenanté.

**ARTICLE 2** : Cet avenant porte sur :

- La rémunération du mandataire qui passe de 50 000 € H.T. à 60 000 € H.T., soit une augmentation de 10 000 € H.T.,
- La durée du mandat initial qui passe à 60 mois.

**ARTICLE 3** : Le montant total du mandat, après avenant, s'élève à 285 000 € H.T., soit une augmentation de 10 000 € H.T. correspondant au complément de rémunération du mandataire. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909.

**ARTICLE 4** : Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-477
Reçue en Préfecture le	22/02/14
Affichée le	22/02/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 161848-AU

Fait à Montpellier, le

22/02/14

M. G. PASTOR

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à Montpellier Méditerranée Technopole :  
Développement Economique et Emploi

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société MJN 34 dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Gabrielle Deloncle en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2012-31 du 10 avril 2013 portant délégation de signature à Madame Gabrielle Deloncle dans le domaine « Artisanat, Commerce »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000 à Montpellier : la société MJN 34, représentée par Monsieur BENBOUGUERRA est une SARL dont l'activité est la maçonnerie. Actuellement locataire du lot A05 représentant 108.69 m², la société est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 24 mois. MJN 34 emploie actuellement 5 personnes.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la société MJN 34 représentée par Monsieur BENBOUGUERRA, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente Déléguée dans le domaine Artisanat-Commerce, est autorisée à signer le bail administratif ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-820
Reçue en Préfecture le	23/01/14
Affichée le	23/01/14
Notifiée le	
Identifiant	UC 174960-AU

Fait à Montpellier, le

20/01/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'avenant n° 1 au mandat d'étude préalables  
à l'aménagement du secteur Saporta sur la Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3, alinéa 1<sup>er</sup>,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur ou égal à 1500 000 euros H. T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur, PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,

**CONSIDÉRANT** que le Schéma de Cohérence Territoriale, approuvé le 17 février 2006, identifie le secteur «Saporta» comme un site d'extension urbaine,

**CONSIDÉRANT** la décision n°D2013-502 en date du 23 juillet 2013, relative à l'attribution à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur «Saporta» sur la Commune de Lattes.

**CONSIDÉRANT** la signature, en date du 14/08/2013, du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur «Saporta» sur la Commune de Lattes

**CONSIDÉRANT** la concrétisation de projets autoroutier et ferroviaire qui impactent le périmètre d'étude du mandat initial.

**CONSIDÉRANT** qu'au vu d'évènements récents intervenus lors de la concrétisation des projets précités il apparaît opportun d'avenanter le mandat d'étude initial.

**CONSIDÉRANT** qu'il convient donc d'avenanter le mandat initial pour acter :

- la modification des périmètres d'études réduits et élargis prévus en annexe du mandat d'étude initial ;
- la revalorisation de l'enveloppe financière prévisionnelle relative aux études à mener ;
- la revalorisation de la rémunération du mandataire ;
- l'adaptation du calendrier prévisionnel des études à faire réaliser par le mandataire ;
- la modification de la durée prévisionnelle du mandat initial.

## DECIDE

**ARTICLE 1** : Un avenant au mandat initial relatif aux études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes est passé avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM),

**ARTICLE 2** : La durée prévisionnelle du mandat initial égale à 26 mois est portée à 29 mois.

**ARTICLE 3** : Le montant global du contrat initial égal à 330 000 € H.T est porté à 405 000 € H.T. Le montant global du mandat, après avenant, se décompose comme suit :

- 320 000 € H.T. en ce qui concerne les études ;
- 85 000 € H.T. en ce qui concerne la rémunération du mandataire.

**ARTICLE 4** : Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 909.

**ARTICLE 5** : Monsieur PASTOR, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-843
Reçue en Préfecture le	22/02/14
Affichée le	22/02/14
Notifiée le	
Identifiant	UC 175323-AJ

Fait à Montpellier, le 22/01/14

M. G. PASTOR

Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché complémentaire au marché de maîtrise d'oeuvre n°2960.E.10.01 dans le cadre du mandat d'étude et de réalisation de requalification de la zone d'activités du Salaison.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3, alinéa 1<sup>er</sup>,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur ou égal à 500 000 euros H. T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention portant sur le mandat d'étude et de réalisation pour la requalification de la zone d'activités du Salaison en date du 26 avril 2010, signée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM),
- VU la délibération n°9462 en date du 1<sup>er</sup> Avril 2010 autorisant Monsieur Thierry LAGET, Directeur Général de la SAAM, en qualité de représentant du mandataire à signer l'ensemble des marchés à intervenir dans la cadre du mandat d'étude et de réalisation précité,
- VU la délibération n°9850 en date du 19 novembre 2010 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des études et des travaux d'aménagement des voiries et réseaux divers de la zone d'activités du Salaison au groupement « Chemin Faisant/Ingérop » pour un montant prévisionnel de travaux égal à 4 475 000 € HT ,
- VU la délibération n°11594 en date du 23 mai 2013 approuvant le schéma directeur d'alimentation en eau potable de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n° 11593 en date du 23 mai 2013 approuvant le principe de dissolution du Syndicat à Vocation Multiple (SIVOM) du Salaison ainsi que la pleine prise de compétence par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le réseau d'adduction d'eau potable sur les Communes du Crès, de Jacou et de Vendagues à partir du 30 juin 2013,

**CONSIDÉRANT** que le SIVOM du Salaison, compétent sur le réseau d'adduction d'eau potable de la Commune de Vendargues jusqu'au 29 juin 2013, n'a pas jugé opportun de renouveler le réseau d'adduction d'eau potable du parc d'activités du Salaison dans le cadre des travaux de requalification menés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**CONSIDÉRANT** que la pleine prise de compétence par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le réseau d'adduction d'eau potable de la Commune de Vendargues l'a amené à investiguer le présent réseau sur le parc d'activités du Salaison et prendre la décision de le renouveler dans le cadre de sa nouvelle politique de renouvellement du réseau communautaire.

**CONSIDÉRANT** qu'à la suite de circonstances imprévues, liées à la prise de compétence par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur le réseau d'adduction d'eau potable desservant le parc d'activité du Salaison, des travaux sur le réseau d'adduction d'eau potable doivent être menés sur un réseau vieux de plus de 40 ans,

**CONSIDÉRANT** que le marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des études et des travaux d'aménagement des voiries et réseaux divers de la zone d'activités du Salaison porte notamment sur les travaux :

- de réfection des réseaux secs et humides qui comprennent le réseau pluvial et celui d'assainissement des eaux usées,
- de réaménagement des espaces paysagés,
- de requalification de la voirie, de création de stationnement et d'itinéraires destinés aux modes actifs,

**CONSIDÉRANT** que l'intégration des travaux sur le réseau d'adduction d'eau potable dans les travaux de réaménagement des voiries existantes permet d'effectuer simultanément les travaux sur le réseau d'adduction d'eau potable avec ceux liés au chantier de réaménagement des voiries existantes. Ceci conduit à un gain de temps sur la durée des travaux, à une économie financière substantielle sur le montant des travaux de réaménagement des voiries existantes et réduit l'impact des présents travaux sur l'importante circulation routière au sein du parc d'activité du Salaison liée à la présence de plus de 200 entreprises,

**CONSIDÉRANT** que le marché complémentaire de maîtrise d'œuvre portant sur les travaux de renouvellement du réseau d'adduction d'eau potable permet une économie financière substantielle le montant des honoraires de maîtrise d'œuvre, liée à celle réalisée sur le montant des travaux précités, tout en en garantissant le parfait achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre en ce qui concerne le réaménagement des voiries existantes tel que décrit dans la délibération n°9850 en date du 19 novembre 2010,

**CONSIDÉRANT** que le montant de la rémunération du groupement de maîtrise d'œuvre concernant les travaux de renouvellement du réseau d'adduction d'eau potable est égale, après négociation, à 15 263,83 € HT et que le montant de la rémunération forfaitaire provisoire du groupement de maîtrise d'œuvre dans le marché initial s'élève à 249 750 € HT,

**CONSIDÉRANT** que cette augmentation de rémunération représente 6,11% du montant du marché de maîtrise d'œuvre initial,

**CONSIDÉRANT** l'article 35 alinéa 2.5 du code des marchés publics qui énonce que peuvent être négociés sans publicité préalable et sans mise en concurrence : *« Les marchés complémentaires de services ou de travaux qui consistent en des prestations qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenues nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue, à l'exécution du service ou à la réalisation de l'ouvrage tel qu'il est décrit dans le marché initial, à condition que l'attribution soit faite à l'opérateur économique qui a exécuté ce service ou réalisé cet ouvrage :*

*a) Lorsque ces services ou travaux complémentaires ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal sans inconvénient majeur pour le pouvoir adjudicateur ;*

*b) Lorsque ces services ou travaux, quoiqu'ils soient séparables de l'exécution du marché initial, sont strictement nécessaires à son parfait achèvement.*

*Le montant cumulé de ces marchés complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du montant du marché principal. »,*

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** Un marché complémentaire au marché de maîtrise d'œuvre initial est conclu avec le groupement «Chemin Faisant/Ingérop ».

**ARTICLE 2 :** Ce marché a pour objet de prendre en considération les modifications des missions du groupement de maîtrise d'œuvre par rapport au marché initial, en qui concerne l'exécution des travaux sur le réseau public d'adduction d'eau potable, tout en intégrant une rémunération supplémentaire de ce même groupement.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement de maîtrise d'œuvre. La clôture du marché complémentaire est prévue en 2016, date prévisionnelle de la fin des travaux d'aménagement des voiries et réseaux divers de la zone d'activités du Salaison.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché complémentaire, après négociation, s'élève à 15 263,83€ HT. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 909.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Thierry LAGET, représentant du mandataire est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-844
Reçue en Préfecture le	22/04/14
Affichée le	22/02/14
Notifiée le	
Identifiant	UX A5326- AN

Fait à Montpellier, le 22/01/14  
M. G. PASTOR

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à Montpellier Méditerranée Technopole :  
Développement Economique et Emploi

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché 3194terGD13 de réfection de la filière de traitement des eaux de lavage des BOM de la plateforme d'exploitation de PIGNAN**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christian VALETTE en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de réfection de la filière de traitement des eaux de lavage des BOM de la plateforme d'exploitation de PIGNAN,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3194terGD13 de travaux est passé avec l'entreprise SAGE CGTH sise à VENDARGUES

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la réfection de la filière de traitement des eaux de lavage des BOM de la plateforme d'exploitation de PIGNAN.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service. Sa durée est de 6 semaines.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 65 034.00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5** : Monsieur Christian VALETTE Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10/04/2013 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2013-851
Reçue en Préfecture le	13.01.2014
Affichée le	14.01.2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC 178429-AW

Fait à Montpellier, le

20/01/2014

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



# LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

## **Décision relative à l'agrément de candidature de la société SMART RECYCLE dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Gabrielle Deloncle en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2012-31 du 10 avril 2013 portant délégation de signature à Madame Gabrielle Deloncle dans le domaine « Artisanat, Commerce »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000 à Montpellier : la société SMART RECYCLE, représentée par Monsieur David MOURIN est une SARL dont l'activité est le traitement et la réparation de produits électroniques. Elle est candidate à la location du lot B05 d'une surface totale de 59.51 m<sup>2</sup> pour une période de 23 mois. La société prévoit 5 emplois à 3 ans.

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la société SMART RECYCLE représentée par Monsieur David MOURIN, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente Déléguée dans le domaine Artisanat-Commerce, est autorisée à signer le bail administratif ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-852
Reçue en Préfecture le	23/07/14
Affichée le	23/07/14
Notifiée le	
Identifiant	LNC 176438-AU

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

20/01/2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de location de l'exposition 'Photographier les Chibanis'**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine de la « Culture, Enseignements Artistiques »,
- **CONSIDERANT** que l'organisation de l'exposition 'Photographier les Chibanis' à la médiathèque d'agglomération Jean-Jacques Rousseau nécessite la location de pièces auprès de l'association Uni'Sons,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un contrat de location de l'exposition 'Les Chibanis' est conclu avec l'association Uni'Sons, sis 475 avenue du Comté de Nice – 34 080 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** L'exposition sera présentée à la médiathèque d'agglomération Jean-Jacques Rousseau, du 29 novembre au 21 décembre 2013.

**ARTICLE 3 :** Le montant de la location de l'exposition est fixé forfaitairement à 6 500 € T.T.C.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-853
Reçue en Préfecture le	10.01.14
Affichée le	10.01.14
Notifiée le	
Identifiant	INC175588-CC

Fait à Montpellier, le 07.01.14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de védas: études de diagnostic Faune Flore et Habitats**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président en charge de l'urbanisme et de la politique foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2012-21 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et politique foncière »,

**CONSIDÉRANT** que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) s'est vue confier par décision n°D2013-496 du 18 juillet 2013 un mandat d'études préalables destinées à l'aménagement du secteur de la Lauze Est sur la commune de Saint Jean de Védas,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 2985S 13.01 est passé avec la société « Les Ecologistes de Leuzières ».

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne les études de Diagnostic Faune Flore et Habitats.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 7 885,60 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909.

**ARTICLE 5** : Monsieur Thierry LAGET, représentant du mandataire SAAM, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément aux dispositions de la convention de mandat signée en date du 14 août 2013.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-861
Reçue en Préfecture le	13.01.14
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	UNC175766-AR

Fait à Montpellier, le

10.01.14

M. C. MORALES



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Urbanisme et Politique Foncière

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société REGIE  
PUBLICITAIRE dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert Pastor en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n° A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert Pastor dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire : la société REGIE PUBLICITAIRE, représentée par son Président Monsieur PETIT a pour activité la presse gratuite de petites annonces. Actuellement locataire du lot B02D représentant 61 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 24 mois. REGIE PUBLICITAIRE emploie actuellement 5 personnes et projette d'atteindre 6 personnes à 3 ans

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société REGIE PUBLICITAIRE ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président Délégué dans le domaine « MMT- Développement Economique et Emploi », est autorisé à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-865
Reçue en Préfecture le	23/01/14
Affichée le	23/01/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC176355-M

Fait à Montpellier, le 20/04/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

338

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de 4- films auprès de Monsieur Jean LUC Saumade.**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine "Culture, Enseignements Artistiques",
- VU la politique de valorisation des films régionaux et locaux conduite par le réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération,
- **CONSIDERANT** que la numérisation de films s'inscrit dans la politique susvisée,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Jean Luc SAUMADE propose de vendre les droits non commerciaux et non exclusifs de 4 films,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est conclu avec Monsieur Jean-Luc SAUMADE.

**ARTICLE 2** : Le contrat de l'achat des droits auprès de Monsieur Jean Luc SAUMADE est conclu pour une durée de 10 ans pour la somme forfaitaire de 776 euros.

**ARTICLE 3** : Le contrat concerne pour Monsieur Jean Luc SAUMADE l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs des 4 films suivants "La lumière du jour", "Pékin-Belgrade": "Nuit&Jour", "Mère méditerranéenne".

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5**: Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-871
Reçue en Préfecture le	10.01.14
Affichée le	10.01.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 175851-CC

Fait à Montpellier, le 07.01.14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de 2 films auprès du C.R.D.P.**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine "Culture et Enseignement Artistique",
- VU la politique de valorisation des films régionaux et locaux conduite par le réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération,
- CONSIDERANT** que la numérisation de films s'inscrit dans la politique susvisée,
- CONSIDERANT** que le Centre Régional de Documentation Pédagogique de L'Académie de Montpellier (C.R.D.P.) propose de vendre les droits non commerciaux et non exclusifs de 2 films,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est conclu avec le C.R.D.P.

**ARTICLE 2** : Le contrat de l'achat des droits auprès du C.R.D.P. est conclu pour une durée de 10 ans pour la somme forfaitaire de 2 352 euros.

**ARTICLE 3** : Le contrat concerne l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs des 2 films suivants "Max Rouquette et son vert paradis", "Max Rouquette, horizons et repères".

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-872
Reçue en Préfecture le	10.01.14
Affichée le	10.01.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 175854 - CC

Fait à Montpellier, le 01.01.14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée  
section AM n° 86 - Commune de Saint Génies des Mourgues**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes du Conseil au Président du Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- **VU** l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,
- **VU** la promesse unilatérale de vente consentie par Madame MARTIN Claire épouse GUIRAUD, domiciliée 301 Grand'rue François Mitterrand à MAUGUIO (31130), en vue de vendre à l'amiable une partie de la parcelle sise lieu dit « la Condamine », commune de Saint Génies des Mourgues et cadastrée section AM n° 86, pour une contenance de 1 532m<sup>2</sup> au prix de 7660€ toute indemnités comprises,
- **CONSIDERANT** que la parcelle concernée est nécessaire à l'implantation de la future station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues, réalisée dans le cadre de l'opération « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert à Madame MARTIN Claire épouse GUIRAUD, domiciliée 301 Grand'rue François Mitterrand à MAUGUIO (31130), une partie de la parcelle sise commune de Saint Génies des Mourgues, cadastrée section AM n° 86, pour une contenance de 1 532m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de sept mille six cent soixante euros (7 660€) toutes indemnités comprises, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Monsieur Louis POUGET, Vice-Président délégué à l'Eau et à l'Assainissement est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-879
Reçue en Préfecture le	08.01.14
Affichée le	08.01.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC175981-AU

Fait à Montpellier, le 07/01/14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Doré - Théâtre du Hangar**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **VU** l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,
- **CONSIDERANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération visant à favoriser la création artistique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la Compagnie Doré à occuper temporairement le Théâtre du Hangar sis, 3, rue Nozeran à Montpellier afin d'y répéter un spectacle.

**ARTICLE 2** : L'occupation est autorisée à titre gratuit pour les périodes des 2 et 3 janvier 2014 et du 20 au 26 janvier 2014.

**ARTICLE 3** : Une convention fixe les modalités de cette occupation.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 3 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-881
Reçue en Préfecture le	23/01/14
Affichée le	23/01/14
Notifiée le	
Identifiant	UR 176020-AU

Fait à Montpellier, le 20/01/2014  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

346

---

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative concernant la régie de recettes et d'avances de la Maison d'Agglomération de Castelnau-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux dans leur version issue du décret 2005-1601 du 19 décembre 2005,
- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision n°2009-673 modifiée, en date du 9 septembre 2009 portant création d'une régie de recettes et d'avances, auprès de la Maison d'Agglomération de Castelnau-le-Lez située : 859, avenue de l'Europe à Castelnau le Lez,
- **VU** l'avis conforme du 5 décembre 2013, du Comptable Assignataire,
- **CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de cette régie, il convient de modifier un article.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La régie de recettes et d'avances est installée : 345 route de Nîmes, résidence les Nymphéas - 34170 Castelnau-le-Lez.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-883
Reçue en Préfecture le	08.01.14
Affichée le	08.01.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 176006.A

Fait à Montpellier, le 08.01.14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative concernant la régie de recettes et  
d'avances de la Maison d'Agglomération de Prades-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux dans leur version issue du décret 2005-1601 du 19 décembre 2005,
- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision n° 2009-673 modifiée, en date du 9 octobre 2009 portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès de la Maison d'agglomération de Prades le Lez située : 110, avenue de Montpellier à Prades le Lez,
- **VU** l'avis conforme du 5 décembre 2013, du Comptable Assignataire,
- **CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de cette régie, il convient de modifier un article.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La régie de recettes et d'avances est située : 75 route de Mende – 34730 Prades le Lez.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-884
Reçue en Préfecture le	08.01.14
Affichée le	08.01.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC176008.AU

Fait à Montpellier, le 07/01/14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMPUFIRST au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice- Président,
- VU les délégations accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération n°11321 en date du 20 décembre 2012 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2013 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 26 décembre 2012 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société COMPUFIRST pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 3 janvier 2008, 26 mars 2008, 5 janvier 2010, 20 juillet 2010, 25 juillet 2011, 20 janvier 2012, 25 juillet 2012, 31 décembre 2012 et 17 septembre 2013,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 décembre 2013, que la société COMPUFIRST n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COMPUFIRST pour une période de six mois à compter de sa notification jusqu'au 30 juin 2014.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COMPUFIRST pour la surface de 178,43 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 551,49 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012.

**ARTICLE 3** : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Vice Président Gilbert PASTOR délégué est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5**: Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-888
Reçue en Préfecture le	10.01.14
Affichée le	10.01.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC176035-AU

Fait à Montpellier, le 07.01.14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société INNOBAT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- VU les articles L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11321 du 20 décembre 2012 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 15 janvier 2010 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société INNOBAT pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 30 octobre 2011, 01 octobre 2012, 24 janvier 2013 et 25 novembre 2013,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 décembre 2013, que la société INNOBAT n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'agglomération et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société INNOBAT pour une période de douze mois à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2014.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société INNOBAT pour la surface de 45,97 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 521,29 € conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération chapitre 929.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Vice-Président Gilbert PASTOR déléguée est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-891
Reçue en Préfecture le	10.01.14
Affichée le	10.01.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC176085-AU

Fait à Montpellier, le

07.01.14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société de droit étranger XI'AN HUANGHE PHOTOVOLTAÏQUE TECHNOLOGY pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

- VU les articles L.5211-10 et L.2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération n°11321 du 20 décembre 2012 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2013 au sein MIBI,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine «MMT : Développement Economique et Emploi»,
- **CONSIDERANT** que la société XI'AN HUANGHE PHOTOVOLTAÏQUE TECHNOLOGY a sollicité la Communauté d'Agglomération pour prendre à bail des locaux au sein du MIBI,
- **CONSIDERANT** que l'activité de la société XI'AN HUANGHE PHOTOVOLTAÏQUE TECHNOLOGY répond aux critères exigés pour une installation au MIBI.

D E C I D E

**ARTICLE 1:** Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société XI'AN HUANGHE PHOTOVOLTAÏQUE TECHNOLOGY pour le bureau situé au MIBI – 672, rue du Mas de Verchant – 34 000 MONTPELLIER répertorié B.0.11 situé au rez de chaussée du MIBI et pour une surface totale de 26,40 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2:** La convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa notification pour se terminer le 31 décembre 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par période de trois ans.

**ARTICLE 3:** La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 26,40 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à ce jour à 350,59 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération N° 11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012.

**ARTICLE 4:** La recette résultant de la présente convention est inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 5:** Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président délégué dans le domaine «MMT: Développement Economique et Emploi», est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-899
Reçue en Préfecture le	10.01.14
Affichée le	10.01.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC17-6188-AJ

Fait à Montpellier, le 09.01.14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelles section BK n° 171-1-2 et 6 - Commune de Castelnau le Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°2012-23, du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Louis POUGET dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU le projet de convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisation d'évacuation des eaux usées consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par les Consorts BONNIER Pierre, domiciliés 3, Chemin de l'Hirondelle à Castelnau le Lez (34170), sur les parcelles sises lieu-dit Navitau commune de Castelnau le Lez, cadastrées section BK n° 171-1-2 et 6 d'une contenance totale de 25 465m<sup>2</sup> et une emprise totale de 448m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** que la création de cette servitude est nécessaire afin de permettre la mise en œuvre du « Schéma directeur d'assainissement de l'Agglomération de Montpellier » et notamment la création de l'intercepteur Est au Nord de la commune de Castelnau le Lez, dans le secteur du Moulin de Navitau, avant la traversée du Lez,

**CONSIDERANT** que ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande de 4 mètres de large tel que reporté sur le plan joint,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier les Consorts BONNIER Pierre, domiciliés 3, Chemin de l'Hirondelle à Castelnau le Lez (34170), sur une emprise totale de 448m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées section BK n° 3 et 4, d'une contenance totale de 25 465m<sup>2</sup>, sises commune de Castelnau le Lez.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de six mille six cents Euros (6 600€), frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Monsieur Louis POUGET, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2012-23 du 10 avril 2012, portant délégation de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-900
Reçue en Préfecture le	10.01.14
Affichée le	10.01.14
Notifiée le	
Identifiant	unc176195 AJ

Fait à Montpellier, le

01.01.14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelles section BK n° 3 et 4 - Commune de Castelnau le Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n° 2012-23, du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Louis POUGET dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,
- **VU** le projet de convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'évacuation des eaux usées consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par les Consorts BONNIER Robert, domiciliés 3, Chemin de l'Hirondelle à Castelnau le Lez (34170) et Val d'Anfa 15 N2 Casa Plaisance à Casablanca (Maroc), sur les parcelles sises lieu-dit Navitau commune de Castelnau le Lez, cadastrées section BK n° 3 et 4, d'une contenance totale de 7 016m<sup>2</sup> et une emprise totale de 260m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** que la création de cette servitude est nécessaire afin de permettre la mise en œuvre du « Schéma directeur d'assainissement de l'Agglomération de Montpellier » et notamment la création de l'intercepteur Est au Nord de la commune de Castelnau le Lez, dans le secteur du Moulin de Navitau, avant la traversée du Lez,

**CONSIDERANT** que ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande de 4 mètres de large tel que reporté sur le plan joint,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier les Consorts BONNIER Robert, domiciliés 3, Chemin de l'Hirondelle à Castelnau le Lez (34170) et Val d'Anfa 15 N2 Casa Plaisance à Casablanca (Maroc), sur une emprise totale de 260m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées section BK n° 3 et 4, d'une contenance totale de 7 016m<sup>2</sup>, sises commune de Castelnau le Lez.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de trois mille six cent huit Euros (3 608€), frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Monsieur Louis POUGET, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-23 du 10 avril 2012, portant délégation de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-901
Reçue en Préfecture le	08.01.14
Affichée le	08.01.14
Notifiée le	
Identifiant	LNC176199_A

Fait à Montpellier, le 07/01/14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour  
travaux - Commune de Castelnau le Lez - Parcelles section BK n° 3 et 4**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par les Consorts BONNIER Robert, domiciliés 3, Chemin de l'Hirondelle à Castelnau le Lez (34170) et Val d'Anfa 15 N2 Casa Plaisance à Casablanca (Maroc), sur les parcelles sises lieu-dit Navitau commune de Castelnau le Lez, cadastrées section BK n° 3 et 4, d'une contenance totale de 7 016m<sup>2</sup> et une emprise totale de 2 580m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement ces parties de parcelles, afin de permettre la mise en œuvre du « Schéma directeur d'assainissement de l'Agglomération de Montpellier » et notamment la création de l'intercepteur Est au Nord de la commune de Castelnau le Lez, dans le secteur du Moulin de Navitau, avant la traversée du Lez,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de CINQ mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Consorts BONNIER Robert, domiciliés 3, Chemin de l'Hirondelle à Castelnau le Lez (34170) et Val d'Anfa 15 N2 Casa Plaisance à Casablanca (Maroc), sur une emprise totale de 2 580m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées section BK n° 3 et 4, sises commune de Castelnau le Lez.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie et acceptée à titre gratuit, sous réserves de la réalisation de travaux compensatoires, dont le détail figure à l'article « Conditions particulières » de la convention.

**ARTICLE 3** : Monsieur Louis Pouget, Vice-Président délégué à l'Eau et à l'Assainissement est autorisé à signer la convention conformément à l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-902
Reçue en Préfecture le	08.01.14
Affichée le	08.01.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC176204-AJ

Fait à Montpellier, le 07/01/14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public passée entre l'association MELIES et La Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice- Président,
- VU les délégations accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération n°11321 en date du 20 décembre 2012 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2013 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de favoriser le financement pour la croissance des jeunes entreprises innovantes en s'appuyant sur les réseaux de Business Angels comme l'association MELIES qui se donne pour mission de proposer à des investisseurs privés de financer collectivement des start-up qualifiées pour leur permettre de se développer,
- **CONSIDERANT** qu'une présence permanente de cette association au sein même de la pépinière serait de nature à faciliter la mise en place de financements pour la croissance des jeunes entreprises innovantes,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'association MELIES pour l'occupation d'un bureau d'une surface de 29,42 m<sup>2</sup>, partie du module B220 située au deuxième étage de la pépinière d'entreprises Cap Omega en zone verte

**ARTICLE 2** : L'occupation est consentie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour une durée de 36 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Elle peut prendre fin au gré des deux parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois.

**ARTICLE 3** : Compte tenu de l'appui financier apporté par l'association MELIES aux entreprises du BIC l'occupation est consentie à titre gratuit. Afin de déterminer le montant des charges qui est de 20% du montant du loyer théoriquement dû, le montant du loyer est valorisé au tarif à ce jour approuvé par délibération n° 11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012, soit 365,10 euros H.T. pour les 29,42 m² occupés.

**ARTICLE 4** : La recette résultant de la présente convention est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice Président Gilbert PASTOR est autorisé à signer la convention d'occupation visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6**: Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-903
Reçue en Préfecture le	23/01/14
Affichée le	23/01/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC176237 - Au

Fait à Montpellier, le 20/01/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux  
- Commune de Castelnau le Lez - Parcelles section BK n° 172 et 174**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes consenties au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par les Consorts BONNIER Pierre, domiciliés 3, Chemin de l'Hirondelle à Castelnau le Lez (34170) et Val d'Anfa 15 N2 Casa Plaisance à Casablanca (Maroc) sur les parcelles sises lieu-dit Navitau commune de Castelnau le lez, cadastrées section BK n° 172 et 174, d'une contenance totale de 812m<sup>2</sup> et une emprise totale de 812m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement ces parties de parcelles, afin de permettre la mise en œuvre du « Schéma directeur d'assainissement de l'Agglomération de Montpellier » et notamment la création de l'intercepteur Est au Nord de la commune de Castelnau le Lez, dans le secteur du Moulin de Navitau, avant la traversée du Lez,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de CINQ mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Consorts BONNIER Pierre, domiciliés 3, Chemin de l'Hirondelle à Castelnau le Lez (34170) et Val d'Anfa 15 N2 Casa Plaisance à Casablanca (Maroc), sur une emprise totale de 812m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées section BK n° 172 et 174, sises commune de Castelnau le Lez.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie et acceptée moyennant la somme de sept mille Euros (7 000.00€) afin de compenser la gêne occasionnée pour les habitants des quatre habitations, propriétaires également du chemin d'accès les desservant et qui sera utilisé pour les besoins du chantier.

**ARTICLE 3** : Monsieur Louis Pouget, Vice-Président délégué à l'Eau et à l'Assainissement est autorisé à signer la convention conformément à l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-904
Reçue en Préfecture le	08/01/14
Affichée le	08.01.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC1762 M-AU

Fait à Montpellier, le 07/01/14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Castelnau le Lez - Parcelles BK n° 171-1-2 et 6**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consenti au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par les Consorts BONNIER Pierre, domiciliés 3, Chemin de l'Hirondelle à Castelnau le Lez (34170), sur les parcelles sises lieu-dit Navitau, commune de Castelnau le Lez, cadastrées section BK n° 171 – 1 – 2 - 6, d'une contenance totale de 25 465m<sup>2</sup> et une emprise de 1 330m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement ces parties de parcelles, afin de permettre la mise en œuvre du « Schéma directeur d'assainissement de l'Agglomération de Montpellier » et notamment la création de l'intercepteur Est au Nord de la commune de Castelnau le Lez, dans le secteur du Moulin de Navitau, avant la traversée du Lez,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de CINQ mois en hiver à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Consorts BONNIER Pierre, domiciliés 3, Chemin de l'Hirondelle à Castelnau le Lez (34170), sur une emprise totale de 1 330m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées section BK n° 171 – 1 – 2 - 6, d'une contenance totale de 25 465m<sup>2</sup>, sises commune de Castelnau le Lez.

**ARTICLE 2 :** Cette convention est consentie et acceptée à titre gratuit, sous réserves de la réalisation de travaux compensatoires, dont le détail figure à l'article « Conditions particulières » de la convention.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Louis Pouget, Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention conformément à l'arrêté n°A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-905
Reçue en Préfecture le	10.01.14
Affichée le	10.01.14
Notifiée le	
Identifiant	CRC176218_AU

Fait à Montpellier, le 07.01.14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la signature d'un marché de contrôle extérieur  
des dispositifs d'étanchéité (PEHD et GSB). Installation de  
stockage des déchets non dangereux de Castries - casier 2.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réaliser une mission de contrôle extérieur des dispositifs d'étanchéité (PEHD et GSB) du casier n°2 de l'installation de stockage des déchets ménagers non dangereux de CASTRIES.,**

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3499GD13 de prestations de services est conclu avec la société GEOCONCEPT sise place Joseph PAGANON, 38190 LAVAL.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la réalisation d'une mission de contrôle extérieur des dispositifs d'étanchéité (PEHD et GSB) du casier n°2 de l'installation de stockage des déchets ménagers non dangereux de CASTRIES :

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de 43 mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant prévisionnel du marché évalué sur la base du détail quantitatif et estimatif s'élève à 40 050,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Christian VALETTE Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature .

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-915
Reçue en Préfecture le	08.01.14
Affichée le	08.01.14
Notifiée le	
Identifiant	UK176326-AJ

Fait à Montpellier, le 07/01/14

M. C. VABETTE

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD**

**- section CO 6, CN 41 et CO 61 - Commune de Juvignac**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'exercer au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme que la Communauté en soit titulaire, directement ou par substitution ou délégataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur,
- VU l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU l'Arrêté Préfectoral n° 2010-01-337 en date du 4 février 2010, instituant une Zone d'Aménagement Différé sur la Commune de Juvignac,
- VU la Demande d'Acquisition (DA), datée du 8 novembre 2013, envoyée par Monsieur RIERA Christian, reçue en Mairie de Juvignac le 14 novembre 2013 et transmise à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 20 novembre 2013, concernant les parcelles cadastrées CO 6, 1/60<sup>ème</sup> de CN 41 et 1/12<sup>ème</sup> de CO 61, d'une superficie totale de 5 375 m<sup>2</sup>, supportant un garage et un poulailler, situées sur la Commune de Juvignac, lieudit Hauts de Courpouiran, au prix de 42 600 euros en valeur libre,
- VU l'avis de France Domaine en date du 5 décembre 2013,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont nécessaires pour constituer des réserves foncières destinées, à mettre en œuvre un projet urbain compatible avec les objectifs du SCOT de l'agglomération, une politique locale de l'habitat conforme au Programme Local de l'Habitat, d'organiser l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur, par voie de préemption, des parcelles cadastrées CO 6, 1/60<sup>ème</sup> de CN 41 et 1/12<sup>ème</sup> de CO 61, d'une superficie totale de 5 375 m<sup>2</sup>, supportant un garage et un poulailler, situées sur la Commune de Juvignac, lieudit Hauts de Courpouiran, auprès de Monsieur RIERA Christian domicilié 5 Rue Bobby Lapointe 34430 SAINT JEAN DE VEDAS.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 42 600 euros au vu de l'avis de France Domaine, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président délégué est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-916
Reçue en Préfecture le	10.01.14
Affichée le	10.01.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC176325-AU

Fait à Montpellier, le 07.01.14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3457DS13 d'Achat de matériels pédagogiques et de petits équipements pour les piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier'**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2012-16 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « Sports »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de fournitures pour l'achat de matériels pédagogiques et de petits équipements pour les piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3457DS13 de fournitures est passé avec la société FUTURA PLAY, ZA 3 rue d'Otterswiller, 67 700 SAVERNE.

**ARTICLE 2 :** Le marché prend effet à compter de sa notification et est conclu pour une période initiale de un an. Il peut être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de deux ans.

**ARTICLE 3 :** Le montant maximum annuel du marché s'élève à 50 000 € H.T. soit 59 800 euros T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Jacques MARTIN Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-16 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-917
Reçue en Préfecture le	23/02/14
Affichée le	23/02/14
Notifiée le	
Identifiant	UC 176331.AJ

Fait à Montpellier, le 22.01.2014



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Sports

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une demande de permis de construire pour la station d'épuration intercommunale Saint Geniès des Mourgues-Sussargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.421-1 et R421-1-1,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis Pouget dans le domaine « Eau et Assainissement »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déposer un permis de construire dans le cadre du schéma directeur d'assainissement en vue de la réalisation des travaux de construction de la station d'épuration intercommunale de Saint Geniès des Mourgues-Sussargues,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une demande de permis de construire sera déposée en vue de la réalisation des travaux de construction de la station d'épuration située sur les parcelles AM 72, AM 73 et AM 86 (en partie) sur la commune de Saint Geniès des Mourgues.

**ARTICLE 2 :** Monsieur, Louis Pouget, Vice-Président délégué dans le domaine « Eau et Assainissement » est autorisé à signer la demande de permis de construire conformément à l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-918
Reçue en Préfecture le	08/01/2014
Affichée le	08. 01. 14
Notifiée le	
Identifiant	UC 176337-AU

Fait à Montpellier, le 07/01/14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

376



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3474 RH 13, prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur P. BONNAL en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'avis de publicité relatif à la procédure adaptée, objet du présent marché, publiée le 12 novembre 2013
- VU l'analyse de l'offre de la société AMETRA remise avant la date limite de remise des offres fixée au 27 novembre 2013
- VU l'arrêté n°A2012-10 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur P. BONNAL dans le domaine « Personnel »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour les prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société A.ME.TRA sise à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne les prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier..

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an.

**ARTICLE 4 :** Le montant estimatif du marché s'élève à 140 805 € H.T.

**ARTICLE 5 :** Monsieur P. BONNAL Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-10 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-919
Reçue en Préfecture le	21/01/14
Affichée le	21/01/14
Notifiée le	
Identifiant	UC 176346AN

Fait à Montpellier, le 20/01/14

M. P. BONNAL

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
au Personnel

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la signature d'un marché d'achat de sacs cabas en matière plastique pour la pré-collecte à la source des emballages ménagers et des récipients en verre recyclables.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT**, qu'il est nécessaire d'acheter des sacs cabas pour la pré-collecte à la source des emballages ménagers et des récipients de verre recyclables.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3243GD13 de fournitures est passé avec la société MILHE et AVONS sise, 160 chemin de N-D de Consolation 13384 Marseille cedex 13 pour le lot 1 sacs pour la pré-collecte des emballages ménagers et pour le lot 2 sacs pour la pré-collecte des récipients en verre recyclable.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'achat de sacs cabas pour la pré-collecte à la source des emballages ménagers et des récipients de verre recyclables.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an renouvelable deux fois maximum pour une durée identique.

**ARTICLE 4** : Le montant estimatif du marché, établi sur la base du DQE s'élève à 23 075,00 € H.T pour le lot 1 et 16 520,00 €HT pour le lot 2 . Soit au total 39 595,00 €HT. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 5** :Monsieur Christian VALETTE Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature .



**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-928
Reçue en Préfecture le	08/01/14
Affichée le	08/01/14
Notifiée le	
Identifiant	UNE 176420 -AU

Fait à Montpellier, le

07/01/14

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
MEDICA SERVICES dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Gabrielle Deloncle en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2012-31 du 10 avril 2013 portant délégation de signature à Madame Gabrielle Deloncle dans le domaine « Artisanat, Commerce »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000 à Montpellier : la société MEDICA SERVICES, représentée par Monsieur Gérard MONTAUBAN est une SA dont l'activité est la maintenance, la réparation et la mise à disposition de pompes à perfusions et autre matériel médical ou para médical, dans le cadre de l'hospitalisation à domicile. Actuellement locataire du lot A01 représentant 111.30 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 24 mois. MEDICA SERVICES emploie actuellement 1 personne et projette d'atteindre 3 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la société MEDICA SERVICES représentée par Monsieur Gérard MONTAUBAN, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente Déléguée dans le domaine Artisanat-Commerce, est autorisée à signer le bail administratif ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-929
Reçue en Préfecture le	23/04/14
Affichée le	23/04/14
Notifiée le	
Identifiant	52176436.AJ

Fait à Montpellier, le

20/04/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
MUTOPIA CONSTRUCTION dans la ZAC ODE ACTE 1 à Pérols**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert Pastor en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n° A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert Pastor dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d' Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC ODE Acte 1 : la société MUTOPIA CONSTRUCTION est une SAS. Elle est candidate à l'acquisition du lot A03, de 8 500 m<sup>2</sup> pour y construire un programme de bureaux de 9 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 9 000 m<sup>2</sup>. L'utilisateur final sera l'Assurance Mutuelle des Motards qui prévoit un effectif de 400 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La décision d'agrément n°2013-827 est abrogée

**ARTICLE 2** : La candidature de la société MUTOPIA CONSTRUCTION ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 3** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président Délégué dans le domaine « MMT – Développement Economique et Emploi », est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-930
Reçue en Préfecture le	23/01/14
Affichée le	23/02/14
Notifiée le	
Identifiant	INC 1764441A

Fait à Montpellier, le 20/01/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle *La mégère apprivoisée***

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *La mégère apprivoisée* diffusé le 17 janvier 2014 à Castelnau le Lez.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie Les Têtes de Bois et la Commune de Castelnau le Lez, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 4 500 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4** : Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-938
Reçue en Préfecture le	23/01/14
Affichée le	23/01/14
Notifiée le	
Identifiant	UC 176237 - AN

Fait à Montpellier, le

20/01/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



# LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

## Décision d'ester en justice "Anne-Julie SALVADOR"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1305942-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Anne-Julie Salvador près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 décembre 2013 tendant à la désignation d'un expert consécutivement à des désordres en matière d'assainissement affectant son bien immobilier situé rue du docteur Roux à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-943
Reçue en Préfecture le	10.01.14
Affichée le	10.01.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 176753-AU

Fait à Montpellier, le 09.01.14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **PARTIE 3**

## **ARRETES**

	<i>Pages</i>
<b>Arrêté n°2013-1BIS du 17 janvier 2014</b> : désignation de M. P. Maurel en qualité de représentant du Président au sein du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la réalisation de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez	390
<b>Arrêté n°2013-71 du 24 décembre 2013</b> : jury relatif à la procédure portant sur la maîtrise d'œuvre relative à la conception et à la réalisation des travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST	391
<b>Arrêté n°2013-72 du 24 décembre 2013</b> : désignation de M. C. Valette en qualité de représentant de Président au sein du jury relatif à la procédure portant sur la maîtrise d'œuvre relative à la conception et à la réalisation des travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST	392
<b>Arrêté n°2013-75 du 24 décembre 2013</b> : ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration au grade d'Attaché Territorial	393
<b>Arrêté n°2013-76 du 27 décembre 2013</b> : ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration aux grades de technicien, technicien principal 2 <sup>ème</sup> classe et assistant d'enseignement artistique 2 <sup>ème</sup> classe	397
<b>Arrêté n°2013-77 du 27 décembre 2013</b> : ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration au grade d'éducateur des activités physiques et sportives	401
<b>Arrêté n°2013-78 du 27 décembre 2013</b> : ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration aux grades d'ingénieur et attaché de conservation du patrimoine	405
<b>Arrêté n°2013-81 du 17 janvier 2014</b> : jury relatif au concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez	409



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Désignation du représentant du Président - Jury de maîtrise d'oeuvre - Réalisation de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24 et 74,
- VU la délibération n°11636 du Conseil de Communauté du 26 juin 2013 relative à la composition et à l'élection du jury de maîtrise d'œuvre chargé d'examiner et d'émettre un avis motivé sur les candidatures et prestations remises relatives au marché de maîtrise d'œuvre concernant la réalisation de la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau le Lez
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération, Président de droit de ce jury, peut désigner une personne appelée à le représenter,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Monsieur Pierre MAUREL, Vice Président, est désigné en qualité de représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Présidence du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la réalisation de la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau le Lez

**ARTICLE 2 :** En cette qualité, Monsieur Pierre MAUREL est autorisé à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de ce jury.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2013-1
Transmis en Préfecture le	17/01/14
Affiché le	17/01/2014
Notifié le	
Identifiant	UNC175100

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté relatif à la désignation des personnalités ayant la même qualification ou une qualification équivalente à celle des candidats - Maîtrise d'oeuvre pour la conception et la réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24, 74 et 168,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11882 du 24/09/2013 relative à l'élection du jury de maîtrise d'oeuvre relatif à la procédure portant sur la désignation du maître d'oeuvre chargé de la conception et de la réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST,,
- **CONSIDERANT** l'obligation pour le Président de la Communauté d'Agglomération de veiller à ce qu'un tiers des membres du jury ait la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Sont désignés pour siéger au sein du jury relatif à la procédure portant sur la maîtrise d'oeuvre relative à la conception et à la réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST, au titre des membres ayant la même qualification ou une qualification équivalente que celle exigée des candidats :

- Laurent CAMPS, Ingénieur - Responsable Travaux et Services Techniques - Institut Régional du Cancer de Montpellier;
- Louis ROVIRA, Ingénieur - Responsable travaux – Département Energie – SERM;
- Philippe LELORRAIN du bureau d'étude SNC LAVALIN. Ingénieur spécialisé en conception d'installation industrielle et maîtrise des risques;

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2013-71
Transmis en Préfecture le	24/12/13
Affiché le	24/12/13
Notifié le	
Identifiant	UNC 176745 - AU

Fait à Montpellier, le 24/12/13  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### arrêté de désignation du représentant du président au jury relatif à la procédure portant sur la maîtrise d'oeuvre relative à la réalisation des travaux d'amélioration des installations de biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24, 74 et 168,

VU la délibération du Conseil de Communauté n°11882 du 24/09/2013 relative à l'élection du jury de maîtrise d'oeuvre relatif à la procédure portant sur la désignation du maître d'oeuvre chargé de la conception et de la réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST,,

VU la délibération du Conseil Communautaire n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur C Valette en qualité de Vice-Président,

Vu l'arrêté n° A 2012-25 en date du 12 avril 2012 donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur C VALETTE dans le domaine «Environnement»,

### ARRETE

**ARTICLE 1:** Monsieur Christian VALETTE est désigné en qualité de représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Présidence du jury de maîtrise d'oeuvre relatif à la procédure portant sur la désignation du maître d'oeuvre chargé de la conception et de la réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation AMETYST.

**ARTICLE 2:** En cette qualité, Monsieur Christian VALETTE est autorisé à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de ce jury.

**ARTICLE 3:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2013-72
Transmis en Préfecture le	24/12/13
Affiché le	24/12/13
Notifié le	
Identifiant	176528-AU

Fait à Montpellier/ le  
M. J.-P. MOURE

24/12/13

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Numéro de l'acte : A2013-75

Date de décision : 24/12/13

ID PREF : UNC 176626-AR-11

**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Arrêté portant ouverture d'une session de sélection professionnelle  
d'intégration au grade d'Attaché territorial**

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- Vu le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,
- Vu le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),
- Vu la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 29 octobre 2013,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Montpellier organise une sélection professionnelle pour le grade d'attaché territorial portant sur les emplois visés à l'article 5.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 : Ouverture de la sélection professionnelle**

Une sélection professionnelle pour le recrutement dans le grade d'attaché territorial est ouverte au titre de l'année 2014.

Le nombre d'emplois ouverts au grade d'attaché est fixé à 15.

**ARTICLE 2 : Conditions d'inscription et d'admission à se présenter à la sélection professionnelle**

Les dossiers de candidature sont à retirer par l'ensemble des agents préalablement informés de leur éligibilité au dispositif de titularisation par voie de sélection professionnelle dans le grade correspondant aux missions qu'ils exercent.

## **Retrait des dossiers**

Un dossier de candidature pour les agents concernés est à retirer (ou télécharger) auprès de la Direction des Ressources Humaines - Unité Recrutement - **à compter du 8 janvier 2014.**

## **Contenu du dossier et pièces à joindre**

Le dossier de candidature se compose de deux volets :

- Le premier volet, **renseigné par le candidat**, et relatif à ses motivations à intégrer le grade du cadre d'emplois auquel la sélection donne accès, comprend **obligatoirement** :

- Une lettre de candidature exprimant ses motivations,
- Un curriculum vitae,
- Tout document complémentaire permettant à la commission d'apprécier le **parcours professionnel** du candidat, tels que ses titres, attestations de stage, de formations, de travaux ou d'œuvres.
- Il comprend également une déclaration sur l'honneur de l'exactitude des renseignements qu'il fournit.

- Le second volet est **renseigné par l'autorité territoriale** et comporte **obligatoirement** :

- Un état précis des services réalisés en qualité de contractuel,
- Un exposé des missions et activités du candidat
- Toute autre information utile permettant l'appréciation de l'aptitude du candidat par la commission sur ses acquis de l'expérience professionnelle.

L'autorité territoriale doit notamment certifier que l'agent exerce bien des missions équivalentes à celles dévolues à l'emploi postulé.

Les candidats doivent obligatoirement utiliser le dossier fourni par la Direction des Ressources Humaines pour faire acte de candidature.

## **Date limite de dépôt des candidatures**

Le dossier est à retourner dûment complété auprès de l'autorité territoriale - Direction des Ressources Humaines - Unité Recrutement - pour la participation à la sélection professionnelle au plus tard le  
**23 janvier 2014 à 18 h00, dernier délai.**

Passé ce délai, les dossiers ne seront plus acceptés.

Ces dossiers seront remis à la commission lors des sessions, préalablement aux auditions des candidats concernés.

## **ARTICLE 3 : Convocations et audition des candidats**

Les candidats, dont la candidature est déclarée recevable par l'autorité territoriale, seront convoqués par écrit et par courrier leur précisant leur horaire de passage.

Les dates et heures de convocation ne sont pas modifiables, quel que soit le motif. En cas d'absence, le candidat devra s'inscrire à une éventuelle prochaine session.

Les candidats ne peuvent s'inscrire qu'à une seule session par an pour l'accès au grade correspondant aux missions qu'ils exercent et déterminé par leur employeur.

#### **ARTICLE 4 : Composition de la commission de la sélection professionnelle**

Cette commission est composée de 3 membres :

- De l'autorité territoriale ou de la personne qu'elle désigne,
- D'une personnalité qualifiée (présidente de la commission), désignée par le président du Centre de Gestion de l'Hérault, qui ne peut être un agent de la structure publique employeur.
- D'un fonctionnaire de la structure publique employeur appartenant au moins à la catégorie hiérarchique du cadre d'emplois auquel le recrutement donne accès. A défaut, d'un fonctionnaire issu d'une autre collectivité remplissant cette condition.

Les membres des différentes sessions de la commission de sélection professionnelle seront désignés ultérieurement par arrêté.

La commission est chargée de :

- **Se prononcer sur l'aptitude des agents à être intégré** dans un grade de la Fonction Publique Territoriale en qualité de stagiaire, tel que défini par l'employeur de l'agent contractuel.
- **A partir d'un dossier et après audition des agents** (entretien de 30 minutes dont 10 minutes de présentation pour les grades relevant de la catégorie A).

La commission délibèrera dans la limite du nombre d'emplois ouverts prévus au Programme Pluriannuel arrêté par l'organe délibérant pour l'accès au grade concerné.

#### **ARTICLE 5 : Dates des sessions et intitulés des emplois ouverts**

Les auditions se dérouleront au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier – 50 place Zeus – 34961 Montpellier.

**Lundi 10 février 2014 à partir de 9 h 00** pour les emplois suivants :

- Directrice administrative et financière du Musée H. Prades – site archéologique Lattara
- Responsable de la communication interne
- Responsable du pôle évènementiel
- Chef du service gestion budgétaire et financière et Directeur Adjoint
- Chef du service relations sociales et conditions de travail

**Jeudi 13 février 2014 à partir de 14 h 00** pour les emplois suivants :

- Responsable du service presse
- Rédacteur en chef / journaliste
- Conseiller en création d'entreprise innovante au sein du BIC : 3 emplois

**Lundi 24 février 2014 à partir de 9 h 00** pour les emplois suivants :

- Chargé de mission d'insertion par l'activité économique
- Chargé de mission filières environnement, gestion de l'eau et artisanat
- Chargé de la veille économique et du tourisme
- Chef du service implantation et développement des entreprises
- Responsable animation du Planétarium



**Article 6 : Liste des candidats aptes à être intégrés**


À l'issue de chacune des sessions de sélection de recrutement du grade du cadre d'emplois d'attaché territorial, la commission dressera, par ordre alphabétique, la liste des candidats aptes à être intégrés en tenant compte des objectifs du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.

La Communauté d'Agglomération procèdera à l'affichage de cette liste dans ses locaux et la publiera également sur son site internet.

**Article 7 : Exécution du présent arrêté**

L'autorité territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité.

Fait à Montpellier  
Le Vice-Président délégué au personnel

A large, stylized handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Pierre BONNAL', is written over the printed text of the signature line.

Pierre BONNAL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Numéro de l'acte : A2013-16  
Date de décision : 27/12/13  
Identifiant : Cnc 116774

**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Arrêté portant ouverture d'une session de sélection professionnelle  
d'intégration aux grades de Technicien, Technicien principal 2<sup>ème</sup> Classe et  
Assistant d'Enseignement artistique 2<sup>ème</sup> Classe**

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- Vu le décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux,
- Vu le décret n°2012-437 du 29 mars 2012, portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique,
- Vu le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),
- Vu la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 29 octobre 2013,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Montpellier organise une sélection professionnelle pour les grades de Technicien, Technicien principal 2ème Classe et Assistant d'Enseignement artistique 2ème Classe portant sur les emplois visés à l'article 5.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 : Ouverture de la sélection professionnelle**

Une sélection professionnelle pour le recrutement dans les grades de Technicien, Technicien principal 2ème Classe et Assistant d'Enseignement artistique 2ème Classe est ouverte au titre de l'année 2014.

Le nombre d'emplois ouverts au grade de Technicien est fixé à 2.

Le nombre d'emplois ouverts au grade de Technicien principal 2<sup>ème</sup> classe est fixé à 2.

Le nombre d'emploi ouvert au grade d'Assistant d'enseignement artistique est fixé à 1.

**ARTICLE 2 : Conditions d'inscription et d'admission à se présenter à la sélection professionnelle**

Les dossiers de candidature sont à retirer par l'ensemble des agents préalablement informés de leur éligibilité au dispositif de titularisation par voie de sélection professionnelle dans le grade correspondant aux missions qu'ils exercent.

### **Retrait des dossiers**

Un dossier de candidature pour les agents concernés est à retirer (ou télécharger) auprès de la Direction des Ressources Humaines - Unité Recrutement - **à compter du 8 janvier 2014.**

### **Contenu du dossier et pièces à joindre**

Le dossier de candidature se compose de deux volets :

- Le premier volet, **renseigné par le candidat**, et relatif à ses motivations à intégrer le grade du cadre d'emplois auquel la sélection donne accès, comprend **obligatoirement** :

- Une lettre de candidature exprimant ses motivations,
- Un curriculum vitae,
- Tout document complémentaire permettant à la commission d'apprécier le **parcours professionnel** du candidat, tels que ses titres, attestations de stage, de formations, de travaux ou d'œuvres.
- Il comprend également une déclaration sur l'honneur de l'exactitude des renseignements qu'il fournit.

- Le second volet est **renseigné par l'autorité territoriale** et comporte **obligatoirement** :

- Un état précis des services réalisés en qualité de contractuel,
- Un exposé des missions et activités du candidat
- Toute autre information utile permettant l'appréciation de l'aptitude du candidat par la commission sur ses acquis de l'expérience professionnelle.

L'autorité territoriale doit notamment certifier que l'agent exerce bien des missions équivalentes à celles dévolues à l'emploi postulé.

Les candidats doivent obligatoirement utiliser le dossier fourni par la Direction des Ressources Humaines pour faire acte de candidature.

### **Date limite de dépôt des candidatures**

Le dossier est à retourner dûment complété auprès de l'autorité territoriale - Direction des Ressources Humaines - Unité Recrutement - pour la participation à la sélection professionnelle au plus tard le

**23 janvier 2014 à 18 h00, dernier délai.**

Passé ce délai, les dossiers ne seront plus acceptés.

Ces dossiers seront remis à la commission lors des sessions, préalablement aux auditions des candidats concernés.

### **ARTICLE 3 : Convocations et audition des candidats**

Les candidats, dont la candidature est déclarée recevable par l'autorité territoriale, seront convoqués par écrit et par courrier leur précisant leur horaire de passage.

Les dates et heures de convocation ne sont pas modifiables, quel que soit le motif. En cas d'absence, le candidat devra s'inscrire à une éventuelle prochaine session.

Les candidats ne peuvent s'inscrire qu'à une seule session par an pour l'accès au grade correspondant aux missions qu'ils exercent et déterminé par leur employeur.

#### **ARTICLE 4 : Composition de la commission de la sélection professionnelle**

Cette commission est composée de 3 membres :

- De l'autorité territoriale ou de la personne qu'elle désigne,
- D'une personnalité qualifiée (présidente de la commission), désignée par le président du Centre de Gestion de l'Hérault, qui ne peut être un agent de la structure publique employeur.
- D'un fonctionnaire de la structure publique employeur appartenant au moins à la catégorie hiérarchique du cadre d'emplois auquel le recrutement donne accès. A défaut, d'un fonctionnaire issu d'une autre collectivité remplissant cette condition.

Les membres des différentes sessions de la commission de sélection professionnelle seront désignés ultérieurement par arrêté.

La commission est chargée de :

- **Se prononcer sur l'aptitude des agents à être intégré** dans un grade de la Fonction Publique Territoriale en qualité de stagiaire, tel que défini par l'employeur de l'agent contractuel.
- **A partir d'un dossier et après audition des agents** (entretien de 20 minutes dont 5 minutes de présentation pour les grades relevant de la catégorie B).

La commission délibèrera dans la limite du nombre d'emplois ouverts prévus au Programme Pluriannuel arrêté par l'organe délibérant pour l'accès au grade concerné.

#### **ARTICLE 5 : Dates des sessions et intitulés des emplois ouverts**

Les auditions se dérouleront au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier – 50 place Zeus – 34961 Montpellier **jeudi 27 février 2014 à partir de 9 h 00.**

Les emplois suivants sont ouverts dans le grade de Technicien :

- Infographiste chargé des salons
- Régisseur de spectacle au Conservatoire d'Art Dramatique

Les emplois suivants sont ouverts dans le grade de Technicien principal 2<sup>ème</sup> classe :

- Infographiste
- Responsable du Pôle production

L'emploi suivant est ouvert dans le grade d'Assistant d'enseignement artistique :

- Assistante pédagogique au Conservatoire à Rayonnement Régional

#### **Article 6 : Liste des candidats aptes à être intégrés**

À l'issue de chacune des sessions de sélection de recrutement aux grades de Technicien, Technicien principal 2ème Classe et Assistant d'Enseignement artistique 2ème Classe, la commission dressera, par ordre alphabétique, la liste des candidats aptes à être intégrés en tenant compte des objectifs du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.

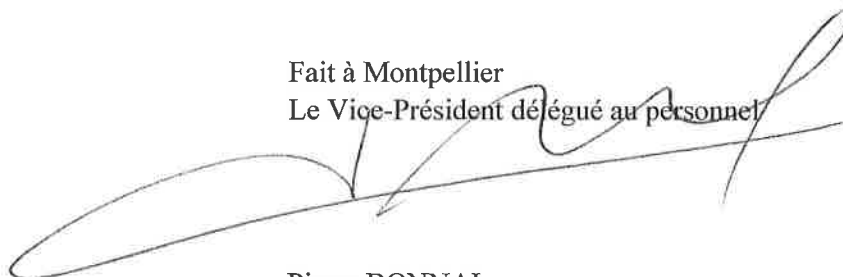
La Communauté d'Agglomération procèdera à l'affichage de cette liste dans ses locaux et la publiera également sur son site internet.

**Article 7 : Exécution du présent arrêté**

L'autorité territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité.

Fait à Montpellier

Le Vice-Président délégué au personnel

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'Pierre BONNAL', written over a horizontal line.

Pierre BONNAL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Numéro de l'acte : A2013-77

Date de décision : 27/12/13

Identifiant : UNC 176776

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Arrêté portant ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration au grade d'Educateur des Activités Physiques et Sportives**

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- Vu le décret n°2011-605 du 30 mai 2011, portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives,
- Vu le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),
- Vu la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 29 octobre 2013,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Montpellier organise une sélection professionnelle pour le grade d'éducateur des activités physiques et sportives portant sur les emplois visés à l'article 5.

## ARRETE

### **ARTICLE 1 : Ouverture de la sélection professionnelle**

Une sélection professionnelle pour le recrutement dans le grade d'éducateur des activités physiques et sportives est ouverte au titre de l'année 2014.

Le nombre d'emplois ouverts au grade d'éducateur des activités physiques et sportives est fixé à 6.

### **ARTICLE 2 : Conditions d'inscription et d'admission à se présenter à la sélection professionnelle**

Les dossiers de candidature sont à retirer par l'ensemble des agents préalablement informés de leur éligibilité au dispositif de titularisation par voie de sélection professionnelle dans le grade correspondant aux missions qu'ils exercent.

### **Retrait des dossiers**

Un dossier de candidature pour les agents concernés est à retirer (ou télécharger) auprès de la Direction des Ressources Humaines - Unité Recrutement - **à compter du 8 janvier 2014.**

### **Contenu du dossier et pièces à joindre**

Le dossier de candidature se compose de deux volets :

- Le premier volet, **renseigné par le candidat**, et relatif à ses motivations à intégrer le grade du cadre d'emplois auquel la sélection donne accès, comprend **obligatoirement** :

- Une lettre de candidature exprimant ses motivations,
- Un curriculum vitae,
- Tout document complémentaire permettant à la commission d'apprécier le **parcours professionnel** du candidat, tels que ses titres, attestations de stage, de formations, de travaux ou d'œuvres.
- Il comprend également une déclaration sur l'honneur de l'exactitude des renseignements qu'il fournit.

- Le second volet est **renseigné par l'autorité territoriale** et comporte **obligatoirement** :

- Un état précis des services réalisés en qualité de contractuel,
- Un exposé des missions et activités du candidat
- Toute autre information utile permettant l'appréciation de l'aptitude du candidat par la commission sur ses acquis de l'expérience professionnelle.

L'autorité territoriale doit notamment certifier que l'agent exerce bien des missions équivalentes à celles dévolues à l'emploi postulé.

Les candidats doivent obligatoirement utiliser le dossier fourni par la Direction des Ressources Humaines pour faire acte de candidature.

### **Date limite de dépôt des candidatures**

Le dossier est à retourner dûment complété auprès de l'autorité territoriale - Direction des Ressources Humaines - Unité Recrutement - pour la participation à la sélection professionnelle au plus tard le

**23 janvier 2014 à 18 h00, dernier délai.**

Passé ce délai, les dossiers ne seront plus acceptés.

Ces dossiers seront remis à la commission lors des sessions, préalablement aux auditions des candidats concernés.

### **ARTICLE 3 : Convocations et audition des candidats**

Les candidats, dont la candidature est déclarée recevable par l'autorité territoriale, seront convoqués par écrit et par courrier leur précisant leur horaire de passage.

Les dates et heures de convocation ne sont pas modifiables, quel que soit le motif. En cas d'absence, le candidat devra s'inscrire à une éventuelle prochaine session.

Les candidats ne peuvent s'inscrire qu'à une seule session par an pour l'accès au grade correspondant aux missions qu'ils exercent et déterminé par leur employeur.

#### **ARTICLE 4 : Composition de la commission de la sélection professionnelle**

Cette commission est composée de 3 membres :

- De l'autorité territoriale ou de la personne qu'elle désigne,
- D'une personnalité qualifiée (présidente de la commission), désignée par le président du Centre de Gestion de l'Hérault, qui ne peut être un agent de la structure publique employeur.
- D'un fonctionnaire de la structure publique employeur appartenant au moins à la catégorie hiérarchique du cadre d'emplois auquel le recrutement donne accès. A défaut, d'un fonctionnaire issu d'une autre collectivité remplissant cette condition.

Les membres des différentes sessions de la commission de sélection professionnelle seront désignés ultérieurement par arrêté.

La commission est chargée de :

- **Se prononcer sur l'aptitude des agents à être intégré** dans un grade de la Fonction Publique Territoriale en qualité de stagiaire, tel que défini par l'employeur de l'agent contractuel.
- **A partir d'un dossier et après audition des agents** (entretien de 20 minutes dont 5 minutes de présentation pour les grades relevant de la catégorie B).

La commission délibérera dans la limite du nombre d'emplois ouverts prévus au Programme Pluriannuel arrêté par l'organe délibérant pour l'accès au grade concerné.

#### **ARTICLE 5 : Dates des sessions et intitulés des emplois ouverts**

Les auditions se dérouleront au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier – 50 place Zeus – 34961 Montpellier.

**Jeudi 20 février 2014 à partir de 9 h 00** pour les emplois suivants :

- Maître-nageur sauveteur au sein de la POA (2 emplois)
- Maître-nageur sauveteur au sein de la Piscine Alex Jany
- Maître-nageur sauveteur au sein de la Piscine Jean Taris
- Maître-nageur sauveteur au sein de la Piscine Suzanne Berlioux
- Maître-nageur sauveteur au sein du réseau des piscines

#### **Article 6 : Liste des candidats aptes à être intégrés**

À l'issue de chacune des sessions de sélection de recrutement du grade du cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives, la commission dressera, par ordre alphabétique, la liste des candidats aptes à être intégrés en tenant compte des objectifs du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.

La Communauté d'Agglomération procèdera à l'affichage de cette liste dans ses locaux et la publiera également sur son site internet.

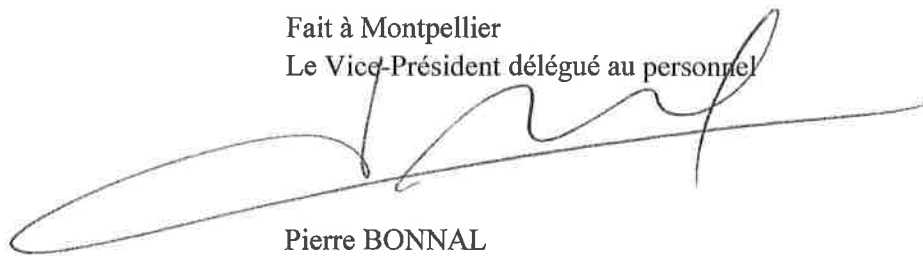
#### **Article 7 : Exécution du présent arrêté**

L'autorité territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité.



Fait à Montpellier

Le Vice-Président délégué au personnel

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

Pierre BONNAL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Numéro de l'acte : A 2013-78  
Date de décision : 27/12/13  
Identifiant : UNC 176778

**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Arrêté portant ouverture d'une session de sélection professionnelle  
d'intégration aux grades d'Ingénieur et d'Attaché de Conservation du  
Patrimoine**

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- Vu le décret n° 90-126 du 9 février 1990 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux,
- Vu le décret n° 91-843 du 2 septembre 1991 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés de conservation du patrimoine,
- Vu le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),
- Vu la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 29 octobre 2013,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Montpellier organise une sélection professionnelle pour les grades d'ingénieur et d'attachés de conservation du patrimoine portant sur les emplois visés à l'article 5.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 : Ouverture de la sélection professionnelle**

Une sélection professionnelle pour le recrutement dans les grades d'ingénieur et d'attachés de conservation du patrimoine est ouverte au titre de l'année 2014.

Le nombre d'emplois ouverts au grade d'ingénieur est fixé à 3.

Le nombre d'emplois ouverts au grade d'attaché de conservation du patrimoine est fixé à 2.

**ARTICLE 2 : Conditions d'inscription et d'admission à se présenter à la sélection professionnelle**

Les dossiers de candidature sont à retirer par l'ensemble des agents préalablement informés de leur éligibilité au dispositif de titularisation par voie de sélection professionnelle dans le grade correspondant aux missions qu'ils exercent.

### **Retrait des dossiers**

Un dossier de candidature pour les agents concernés est à retirer (ou télécharger) auprès de la Direction des Ressources Humaines - Unité Recrutement - **à compter du 8 janvier 2014.**

### **Contenu du dossier et pièces à joindre**

Le dossier de candidature se compose de deux volets :

- Le premier volet, **renseigné par le candidat**, et relatif à ses motivations à intégrer le grade du cadre d'emplois auquel la sélection donne accès, comprend **obligatoirement** :

- Une lettre de candidature exprimant ses motivations,
- Un curriculum vitae,
- Tout document complémentaire permettant à la commission d'apprécier le **parcours professionnel** du candidat, tels que ses titres, attestations de stage, de formations, de travaux ou d'œuvres.
- Il comprend également une déclaration sur l'honneur de l'exactitude des renseignements qu'il fournit.

- Le second volet est **renseigné par l'autorité territoriale** et comporte **obligatoirement** :

- Un état précis des services réalisés en qualité de contractuel,
- Un exposé des missions et activités du candidat
- Toute autre information utile permettant l'appréciation de l'aptitude du candidat par la commission sur ses acquis de l'expérience professionnelle.

L'autorité territoriale doit notamment certifier que l'agent exerce bien des missions équivalentes à celles dévolues à l'emploi postulé.

Les candidats doivent obligatoirement utiliser le dossier fourni par la Direction des Ressources Humaines pour faire acte de candidature.

### **Date limite de dépôt des candidatures**

Le dossier est à retourner dûment complété auprès de l'autorité territoriale - Direction des Ressources Humaines - Unité Recrutement - pour la participation à la sélection professionnelle au plus tard le  
**23 janvier 2014 à 18 h00, dernier délai.**

Passé ce délai, les dossiers ne seront plus acceptés.

Ces dossiers seront remis à la commission lors des sessions, préalablement aux auditions des candidats concernés.

### **ARTICLE 3 : Convocations et audition des candidats**

Les candidats, dont la candidature est déclarée recevable par l'autorité territoriale, seront convoqués par écrit et par courrier leur précisant leur horaire de passage.

Les dates et heures de convocation ne sont pas modifiables, quel que soit le motif. En cas d'absence, le candidat devra s'inscrire à une éventuelle prochaine session.

Les candidats ne peuvent s'inscrire qu'à une seule session par an pour l'accès au grade correspondant aux missions qu'ils exercent et déterminé par leur employeur.

#### **ARTICLE 4 : Composition de la commission de la sélection professionnelle**

Cette commission est composée de 3 membres :

- De l'autorité territoriale ou de la personne qu'elle désigne,
- D'une personnalité qualifiée (présidente de la commission), désignée par le président du Centre de Gestion de l'Hérault, qui ne peut être un agent de la structure publique employeur.
- D'un fonctionnaire de la structure publique employeur appartenant au moins à la catégorie hiérarchique du cadre d'emplois auquel le recrutement donne accès. A défaut, d'un fonctionnaire issu d'une autre collectivité remplissant cette condition.

Les membres des différentes sessions de la commission de sélection professionnelle seront désignés ultérieurement par arrêté.

La commission est chargée de :

- **Se prononcer sur l'aptitude des agents à être intégré** dans un grade de la Fonction Publique Territoriale en qualité de stagiaire, tel que défini par l'employeur de l'agent contractuel.
- **A partir d'un dossier et après audition des agents** (entretien de 30 minutes dont 10 minutes de présentation pour les grades relevant de la catégorie A).

La commission délibèrera dans la limite du nombre d'emplois ouverts prévus au Programme Pluriannuel arrêté par l'organe délibérant pour l'accès au grade concerné.

#### **ARTICLE 5 : Dates des sessions et intitulés des emplois ouverts**

Les auditions se dérouleront au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier – 50 place Zeus – 34961 Montpellier **jeudi 27 février 2014 à partir de 14 h 00.**

Les emplois suivants sont ouverts dans le grade d'ingénieur :

- Chargé d'étude Habitat
- Chef du service Lutte contre les inondations
- Responsable pédagogique et Directeur Adjoint du Planétarium

Les emplois suivants sont ouverts dans le grade d'attaché de conservation du patrimoine :

- Régisseur des œuvres au Musée Fabre
- Régisseur des œuvres au Musée de l'Histoire de la France en Algérie

#### **Article 6 : Liste des candidats aptes à être intégrés**

À l'issue de chacune des sessions de sélection de recrutement aux grades d'Ingénieur et d'Attachés de conservation et du patrimoine, la commission dressera, par ordre alphabétique, la liste des candidats aptes à être intégrés en tenant compte des objectifs du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.

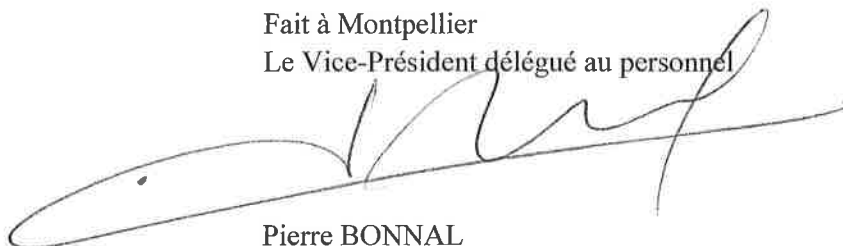
La Communauté d'Agglomération procèdera à l'affichage de cette liste dans ses locaux et la publiera également sur son site internet.

**Article 7 : Exécution du présent arrêté**

L'autorité territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité.

Fait à Montpellier

Le Vice-Président délégué au personnel

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Pierre BONNAL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Désignation des personnes qualifiées et personnes dont la participation  
présente un intérêt particulier - Jury de maîtrise d'oeuvre relatif à  
la réalisation de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24 et 74,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11636 du 26 juin 2013 relative à l'élection du jury de maîtrise d'oeuvre concernant la procédure portant sur la désignation du maître d'oeuvre de la réalisation de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez,
- **CONSIDERANT** l'obligation pour le Président de la Communauté d'Agglomération de veiller à ce qu'un tiers des membres du jury ait la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats,
- **CONSIDERANT** la faculté pour le Président de la Communauté d'Agglomération de désigner des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet de la consultation, sans que le nombre de ces personnalités ne puisse excéder cinq,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Sont désignés pour siéger au sein du jury relatif au concours de maîtrise d'oeuvre pour la réalisation de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez :

° Au titre des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier :

- Monsieur Jean Pierre GRAND, Maire de Castelnau le Lez
- Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, Directeur du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

° Au titre des membres ayant la même qualification ou une qualification équivalente que celle exigée des candidats :

- Monsieur Aymeric DELASSUS (titulaire), architecte, représentant l'Ordre des Architectes de l'Hérault, ou son suppléant Monsieur Guilhem BASTIDE architecte,
- Monsieur Jean CHOUKOUR, Responsable Adjoint de la Direction Aménagement et Programmation de la Ville de Montpellier,
- Monsieur Benoît CELIE, Ingénieur, Conseil Régional Languedoc-Roussillon,
- Madame Mary Laure DUPUIS, architecte, chef du service architecture, bâtiment et sécurité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2013-81
Transmis en Préfecture le	17/01/14
Affiché le	17/01/14
Notifié le	
Identifiant	UNCA7455

Fait à Montpellier le 17/01/2014  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.